

L'opposition chilienne relance l'offensive contre M. Pinochet

LIRE PAGE 6 L'ARTICLE DE MARCEL NIEDERGAU

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,80 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 16 sch. ; Belgique, 20 fr. ; Canada, 1,10 \$; Chili, 400 F ; Espagne, 160 pes. ; États-Unis, 60 c. ; France, 3,80 F ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 50 p. ; Italie, 1.200 L. ; Japon, 376 ¥ ; Liban, 0,380 L. ; Luxembourg, 27 F. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 f. ; Portugal, 200 esc. ; Royaume-Uni, 340 F ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 L. ; Yougoslavie, 130 rd.

Tarif des abonnements page 38

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 49572 F
C.C.P. 4287 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

L'implantation des Pershing relancera la course aux armements nous déclare M. Papandréou

Selon le chef du gouvernement d'Athènes Washington a l'ambition de circonscrire à l'Europe un éventuel conflit nucléaire

De notre envoyé spécial

Les Dix et la présidence grecque

M. Andreas Papandréou déploie actuellement une grande activité pour tenter de surmonter les difficultés qui risquent de faire du prochain conseil européen, convoqué à Athènes du 4 au 6 décembre, un échec pour la Communauté tout entière. Mais aussi, au moins psychologiquement, pour la présidence grecque du conseil des ministres des Dix, dont le mandat arrivera à son terme à la fin de l'année. Reçu le 4 novembre dernier à Londres par M. Thatcher, il était attendu ce mardi 22 novembre à Paris, où il devait s'entretenir avec MM. Mitterrand et Mauroy, avant de se rendre à Bruxelles et à Bonn.

Ce zèle européen contraste évidemment avec la tonalité, pour le moins réservée à l'égard de la C.E.E., qui avait marqué sa campagne électorale de l'automne 1981. Pas plus qu'à propos de l'alliance atlantique, que M. Papandréou aurait en l'intention de quitter s'il l'emportait, l'inquiétude de ses partisans n'aurait finalement été justifiée sur ce point. Non seulement la Grèce ne s'est pas éloignée de la Communauté, mais elle a tenté de faire de sa présidence de six mois un temps fort de la réflexion des Dix.

Qu'elle y soit parvenue est une autre affaire. Nul, certes, ne pourrait sérieusement lui imputer la responsabilité des blocages hérités de nombreuses années d'une pratique communautaire à laquelle elle n'était pas encore associée. On se plaint en revanche, dans les milieux communautaires, des effets d'une certaine inexpérience grecque des mécanismes, et même des modes de pensée et d'expression, propres à ceux qui étaient naguère « les Nens ».

Mais c'est dans le domaine de la coopération politique que les rapports entre la Grèce et ses interlocuteurs de la Communauté ont enregistré les tensions et les mécontentements les plus vifs. M. Papandréou, par tempérament et, estime-t-il, par nécessité, tente en effet de jouer un jeu diplomatique aussi autonome que possible par rapport à ses partenaires occidentaux.

A plusieurs reprises, la Grèce s'est singularisée par ses votes, ses propositions ou ses abstentions, en se dissociant des neuf autres membres de la Communauté, qu'il s'agisse de la Pologne ou de l'affaire du Boeing sud-coréen abattu par la chasse soviétique. C'était sans doute son droit le plus strict. Mais, comme il s'agissait en l'occurrence du pays qui assurait la présidence des Dix, certains États membres se sont particulièrement émus d'un comportement qui semblait parfois inspiré par le seul souci de ne pas déplaire à Moscou. La coopération politique au sein de la C.E.E. a évidemment pâti de cette situation.

M. Papandréou était trop attentif à tout ce qui peut nuire au crédit international de son pays pour ne pas tenter, notamment par cette série de rencontres, de redresser l'image européenne de la Grèce. Son analyse du retard technologique du Vieux Continent sur l'Amérique et le Japon, et de la nécessité pour la Communauté de contribuer à le combler, trouvera certainement une oreille attentive à l'Élysée et ailleurs.

Sa démarche montre en tout cas combien générale est la volonté des Dix de ne pas laisser le sommet d'Athènes porter un coup d'arrêt à la construction européenne. Même s'il est difficile de suivre le premier ministre grec lorsqu'il juge, comme on le rapporte, la C.E.E. « moribonde ». En toute hypothèse, ce coup d'arrêt ne serait évidemment pas un coup de grâce.

Athènes. — Les médias, le petit peuple, les militants de son parti, le désignent, avec un mélange de familiarité et d'affection, par son prénom : Andreas. Ses adversaires du droit en font autant, avec une hargne à peine dissimulée. Andreas Papandréou irrite, fascine ou séduit. Non seulement parce qu'il dirige le premier gouvernement socialiste que la Grèce se soit jamais donné, mais aussi parce que ses prises de position en politique étrangère constituent autant de défis à l'« allié » américain.

Le premier ministre grec reçoit le plus souvent ses visiteurs dans sa résidence familiale de Castri, à une quinzaine de kilomètres d'Athènes : une modeste villa en crépi nommée Ghallini (la Sérénité), bâtie dans le style traditionnel. Le petit bureau qu'il occupe est tapissé de livres, notamment d'économie, qui témoignent de son professorat dans les universités américaines et canadiennes. Tout en bourrant sa pipe, il répond aux questions avec calme, sur un ton didactique.

En vous opposant à l'installation de missiles Pershing et

(Lire la suite page 3.)

Varsovie s'inquiète du mécontentement provoqué par les hausses de prix

La création d'un comité de défense nationale a précédé un important remaniement ministériel

De notre envoyé spécial

Varsovie. — Entre un plénum du comité central et une importante réunion de la Diète, alors que le pouvoir déploie une intense activité pour essayer de faire admettre une délicate hausse des prix, M. Lech Walesa s'est rappelé spectaculairement au bon souvenir des dirigeants légaux du pays : il a rencontré, samedi 19 et dimanche 20 novembre, la direction clandestine de Solidarité pour « coordonner une stratégie de défense du niveau de vie des travailleurs ». (Le Monde du 22 novembre).

C'est la seconde fois que M. Walesa, surveillé en permanence, réussit à plonger dans l'univers souterrain qui défie le pouvoir, et à en ressortir aussitôt pour reprendre sa vie « normale » (dès lundi matin, il s'est présenté au tribunal de Gdansk, où il était convoqué comme témoin après l'arrestation de deux hommes qui avaient déposé avec lui des fleurs au pied du monument aux victimes de Gdansk).

L'exploit n'est pas mince. Le dirigeant ouvrier a raconté avec jubilation par téléphone comment il avait réussi à se faire six voitures de police qui le suivaient. L'épreuve était au moins aussi grande pour les clandestins puisque, selon M. Walesa, les quatre membres actuels de la T.K.K. (commission de coordination de Solidarité) assistaient à la réunion en compagnie « d'un certain nombre de personnes ».

Toujours selon M. Walesa, les participants ont discuté pendant plusieurs heures, samedi et dimanche.

JAN KRAUZE.

(Lire la suite page 4.)

Le bilan de l'UNEDIC

10 milliards de francs d'économies
230 000 chômeurs non indemnisés

Depuis l'entrée en vigueur du décret du 24 novembre 1982, 10 milliards de francs ont été économisés par le système d'assurance-chômage (UNEDIC) (15 milliards de francs en année pleine) et deux cent trente mille chômeurs ne sont plus indemnisés (1).

Vuici, brutalement résumé, le document qu'examine, ce 22 novembre, le conseil d'administration de l'UNEDIC et qui fait le bilan des conséquences du décret, un an après sa publication (2).

En novembre 1982, rappelons-le, le gouvernement prenait unilatéralement un décret pour mettre de l'ordre dans les finances de l'UNEDIC, faute d'un accord entre les partenaires sociaux qui avaient eux-mêmes fait des propositions et, depuis, ont engagé des négociations (la quatrième rencontre est prévue pour le 23 novembre). A l'époque, l'intrusion de l'État dans le domaine réservé d'un système fonctionnant sur le mode paritaire avait provoqué de vives réactions, y compris de la part du C.N.P.F. Les organisations syndicales, elles, s'étaient d'autant plus offusquées que, pour réaliser des économies, M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, avait taillé et élargi dans la couverture sociale des chômeurs indemnisés et des préretraités. Par différentes mesures, il avait supprimé nombre d'avantages, limité plusieurs allocations (voir le Monde du 26 novembre 1982 et du 15 janvier 1983).

On connaît donc maintenant l'ampleur des effets du décret, et les protestations d'élus, qui visaient certaines des dispositions décidées par M. Bérégovoy au-delà des économies acceptées par les partenaires sociaux, s'en trouvent plus que justifiées, même si les prévisions n'ont pas toujours été vérifiées.

Outre les économies réalisées et la baisse du nombre d'allocataires enregistrée, le document met en lumière deux éléments particulièrement significatifs.

ALAIN LEBEAUE.

(Lire la suite page 37.)

(1) Les personnes non indemnisées par l'UNEDIC sont, pour certaines, aidées par une allocation de remplacement versée par l'État (rente sociale, en moyenne, actuellement). D'autres touchent une rente, après une interruption de leurs indemnités. Les derniers, et les plus nombreux, ne reçoivent plus d'aides. Il s'agit de jeunes, de femmes et de chômeurs de longue durée.

(2) A la fin octobre, l'UNEDIC indemnisait 1 644 454 chômeurs dont 263 026 pré-retraités et 435 107 personnes en garantie de ressources (le Monde du 18 novembre).

Le conflit du Liban

- Trêve précaire à Tripoli
- Après le raid sur Baalbek

LIRE PAGE 40

LES LES POINTS DE VUE EN PAGE 2

Quarante apôtres de l'antiracisme

Partis le 15 octobre de Marseille, la marche pour l'égalité et contre le racisme, dont l'idée fut lancée, cet été, par une dizaine de jeunes de la ZUP des Minimes, près de Lyon, où des incidents graves se sont à nouveau produits le lundi 21 novembre, quitte, ce mardi 22, Nancy, pour se diriger vers Pont-A-Mousson. Un rassemblement final aura lieu place de la Concorde à Paris où les quarante marcheurs permanents parviendront le 3 décembre.

Au rythme du reggae, quarante jeunes immigrés marchent depuis trente-huit jours, bateau ivre dans la France profonde. Partis de Marseille le 15 octobre, les dents serrées après les agressions commises l'été dernier contre plusieurs d'entre eux, ils demandent l'égalité, ils dénoncent le racisme, et ces mots usés retrouvent, avec leur impatience, une résonance. Marcher ou s'armer, telle est l'alternative puisque, comme le dit Touni Djaidja, président de « S.O.S. Avenir Minimes », qui, blessé grièvement par un policier le 20 juin dernier, le premier jour de cette marche : « Au bout de la haine raciale, il y a la guerre civile ».

Un discours étonnamment pacifiste chez des jeunes, tous chômeurs, qu'on dit volontiers violents et délinquants. Une attitude étonnante d'ouverture pour des marcheurs

écorchés vifs qui, dans leurs cités, sont toujours à la limite de la provocation, de l'agression. Ainsi voit-on Farid admettant, devant un C.R.S., que « la police est un métier difficile » et l'autre de reconnaître qu'il « y a des racistes même chez les policiers » ; ou encore entend-on Bouzid raconter comment il a pu, dans un premier temps, donner raison à une patronne de bar raciste, « afin de redresser ses erreurs ensuite, en douceur ».

« Je salue dans cette démarche non violente la plus belle riposte contre le racisme », leur a déclaré, dimanche 20 novembre, M. Georges Dufoix, secrétaire d'État à la famille, à la population et à l'immigration, qui les avait rejoint dans la cité de Neuhof, la plus déshéritée de Strasbourg. Aussitôt arrivée, elle était accueillie par des jeunes impatientes, avides de cette reconnaissance, abrupts dans leur attitude. « Alors, lui lance Farouk, dix-neuf ans, elien fou et cadet de la troupe, si je tue quelqu'un, tu ne me reverras pas avant que j'ai les cheveux blancs, mais la justice, elle, libère immédiatement nos agresseurs ».

« Je te conseille au moins, lui répond le ministre dans un sourire, de ne pas tuer... »

Plus sérieusement, dans une arrière-salle d'un temple protestant, les marcheurs parlent, cet après-midi-là, à « leur » ministre de la carte de résidence d'une durée de dix ans pour tous les immigrés, du droit de vote ou encore « de tous les crimes impunis » (1) qui sont désormais leur mémoire collective. Les jeunes des cités ont leurs martyrs et la fresque qui sera dessinée, le 3 décembre, à l'arrivée à Paris place de la Concorde, rappellera leur souvenir. Tout naturellement, dimanche en fin d'après-midi, dans un Strasbourg désert, ils déposaient une gerbe à la mémoire de Habib Grimi, le jeune Algérien « assassiné par quatre civils dont trois candidats à la légion ». « L'armée française, demandent-ils dans une lettre collective au gouvernement militaire, fait-elle assez attention à ce que tout discours et tout comportement racistes soient bannis de ses rangs ? »

NICOLAS BEAU.

(Lire la suite page 12.)

(1) D'après Radio-Bour, la radio des jeunes d'origine maghrébine, une quarantaine d'agressions importantes ont été commises contre des jeunes immigrés depuis deux ans.

L'ATTRIBUTION DES PRIX LITTÉRAIRES

Balland, le « petit »

En choisissant Frédéric Tristan et, par la même occasion, son éditeur André Balland, les Goncourt ont ramené la querelle qui leur est faite périodiquement. Les critères de leur choix sont-ils purement littéraires ? se demandent leurs conseillers les plus soupçonneux.

En récompensant, cette année, un petit éditeur, les Goncourt ont-ils voulu montrer que le « butin » ne se partageait pas toujours entre les grands ? Gallimard, Le Seuil et Grasset ? Ont-ils voulu se refaire, en quelque sorte, une virginité, comme ce fut le cas en 1951, lorsque le prix fut donné à Julien Grauc, édité par José Corti, et en 1972, lorsqu'il fut décerné à Jean Carrière, poulain de Jean-Jacques Pauvert ?

André Balland a commenté ainsi l'honneur qui lui était fait : « C'est un accident génétique qui ne se renouvellera pas », tandis que Pierre Belfond disait avec une certaine amertume : « Dans dix ans, ce

sera mon tour, mais je serai à la retraite ».

Interrogés par Ivan Leval sur Europe 1, les deux nouveaux jurés du Goncourt, Edmonde Charles-Roux et Daniel Boulanger, affirmaient qu'ils n'avaient pas choisi un

éditeur, mais un livre. Et ils ne s'inquiétaient nullement à la pensée que le contenu des délibérations du jury serait prochainement révélé par le journal *Le Monde*, qui avait réussi à disposer des micros clandestins chez Drouant.

(Lire la suite page 23.)

Titres

consoler avec l'autre grand prix décerné le même jour ? Pas même, puisque le Renaudot 83 est allé à un livre intitulé Avant-guerre.

On se demande si, après avoir composé ce menu terrifiant pour nos délassés, les jurés ont vraiment mangé d'un bon appétit.

BRUNO FRAPPAT.

Cartier

MONTRES MUST VERMEL A QUARTZ

le muft de Cartier

AU JOUR LE JOUR

Les jurés du Goncourt ont hésité entre trois romans dont les titres rivalisent de franchise : *Le Petit* de Frédéric Tristan, *Le Grand* de Jean Carrière, et *Le Moyen* de Jean-Jacques Pauvert. *Le Petit* a été choisi. Leur choix s'est finalement porté sur ce dernier livre, où chacun de nous pourra se reconnaître.

Les optimistes impénitents auront-ils la possibilité de se

ÉLIENS
contrôlée
à Tel-Aviv

Kaléidoscope

ELANGELLER

CH D'ETAT
LE PROJET
EMENTAL
PRESSE

TON
la
ssance

E CONTACT

OMOTION
qu'au 15-12-83
sensation de ce bon

FRANCAIS DES LENTILLES

Le Monde

idées

Le Monde

Objection de conscience

Baalbek

Le raid du 17 novembre contre Baalbek a suscité chez nombre de nos lecteurs des réactions fort critiques. Si Paul Giniowski se félicite que la France suive l'exemple d'Israël qu'elle a si souvent critiqué, Jawad Sidaoui craint que l'image de notre pays ne se trouve ternie aux yeux des Arabes. Gérard Spitzer, Pierre Vidal-Naquet et Catherine Lévy s'affligent de voir le gouvernement recourir aux méthodes du « banditisme » et Daniel Amson craint qu'il n'ait été surtout guidé par le désir de rétablir son image dans l'opinion.

QUEL que soit le nombre réel des victimes, le raid du 17 novembre est un acte de guerre d'une exceptionnelle gravité.

Il risque d'enclencher une nouvelle escalade meurtrière dans cette région du monde. Il engage résolument la France dans le camp des envahisseurs israéliens du Liban, de leurs alliés phalangiistes. Il compromet toutes les chances d'une contribution française efficace à la recherche d'une solution pacifique fondée sur le droit à l'existence nationale des différents peuples du Proche-Orient. Il est impossible de se taire dans ces circonstances sans accepter de se faire complices d'un crime.

Comme au temps de la guerre d'Algérie, les Français non aveuglés par les réflexes raciaux, colonialistes et éhémérants, tous ceux qui refusent l'application de la loi du taton dans les relations entre les peuples et qui récusent la doctrine barbare du meurtre préventif doivent se désolidariser avec la plus grande netteté de l'initiative politiquement dangereuse du président de la République et de l'état-major français.

Aucun des prétextes invoqués pour justifier cet acte de guerre n'est admissible. Ce n'est pas en faisant couler le sang d'innocents, qu'ils soient libanais ou iraniens, que l'on vengera les cinquante huit malheureux jeunes soldats français de la force multinationale victimes de l'attentat de Beyrouth. Alors que personne n'a apporté le moindre semblant de preuve permettant d'identifier les auteurs et inspirateurs de cet attentat, la prétendue « riposte » visant des objectifs désignés sur la foi de « renseignements »

par GÉRARD SPITZER (*)
PIERRE VIDAL-NAQUET (**) et CATHERINE LÉVY (***)

suspects fournis par des services secrets, et dont nul ne pourra jamais vérifier l'authenticité, consiste à tuer des gens qui n'ont probablement aucun rapport avec les organisateurs de l'attentat. Quand bien même le bombardement des Super-Etendard français n'aurait fait « que » deux morts au lieu des cinquante annoncés la veille, cela ne le rendrait pas plus excusable. S'il était avéré que le raid sur Baalbek a été un fiasco, cela ne ferait qu'ajouter un peu de ridicule à l'odieuse.

Le gouvernement de M. Mitterrand aligne la France sur la pratique courante des « représailles » aveugles, dont les gouvernements bellicistes d'Israël et des Etats-Unis ont donné récemment encore de tristes exemples, depuis l'invasion israélienne du Liban en 1982 jusqu'à la dernière expédition américaine sur la Grenade.

Dans l'autre hypothèse qui a été avancée, selon laquelle le raid de Baalbek aurait eu pour objectif de « prévenir » une nouvelle action terroriste contre le contingent français de la force multinationale, on aurait affaire à une déviation encore plus dangereuse des règles pourtant élastiques du droit international. On va le monde si n'importe quel chef d'Etat peut se targuer d'une menace

(*) Emprisonné en 1959-1961 pour son rôle à la guerre d'indépendance de l'Algérie.
(**) Professeur d'université.
(***) Chargée de recherches au C.N.R.S.

Dommmage !

par JAWAD SIDAOUÏ (*)

cette région du monde ? Tout est possible...

Il est tout à fait vrai de dire que « ceux qui ont procédé à cet attentat savent qu'ils subissent la loi d'un châtiment justifié », comme disait le président de la République à « L'heure de vérité », mais il n'est pas moins vrai qu'avant d'appliquer le châtiment il faut identifier le coupable et le dénoncer. Qui était le vrai coupable dans les attentats de Beyrouth ? A supposer que les services de renseignements français aient été capables d'identifier les ou les responsables (s), quels sont les moyens à utiliser pour les punir ? Existe-t-il un seul Etat qui ait réellement réussi à mettre au point une méthode efficace et saine pour juguler le terrorisme aveugle ?

(*) Bervain libanais.

d'attentat, sans avoir besoin d'en apporter la preuve, pour organiser un massacre préventif ?

Quoi qu'il en soit, nous remarquons que l'Etat français — obéissant au réflexe colonialiste classique — ne s'attaque même pas aux Etats qu'il soupçonne d'avoir été à l'origine des attentats de Beyrouth (la Syrie et l'Iran) ; sous prétexte de donner à ceux-ci un « avertissement », il frappe la communauté chiite du Liban, qui représente une partie importante du peuple libanais.

Chargés initialement de protéger les combattants et les réfugiés palestiniens du Liban et de favoriser la réunification d'un Liban débarrassé de toutes les occupations étrangères, les soldats français de la force d'interposition se retrouvent maintenant engagés dans une nouvelle guerre coloniale.

La complexité du jeu des alliances au Proche-Orient ne doit pas nous amener à édulcorer notre protestation. La défense de la liberté des peuples est indivisible. On a raison de dénoncer la guerre faite au peuple afghan par l'envahisseur soviétique. On a raison de condamner l'insécurité sanglante du régime Khomeiny en Iran et le massacre des Palestiniens de l'O.L.P. à Tripoli par Assad et ses suppléants. Comme on a raison de s'indigner lorsque des apprentis légionnaires jettent par la porthole d'un train en marche un homme qui a le tort d'être arabe. Mais nous serions complètement désqualifiés pour élever toutes ces nobles protestations si nous laissons notre gouvernement ériger les pratiques du banditisme en règles de comportement international.

Les raids israéliens de 1981 contre le quartier populaire Al-Fakhani à Beyrouth, qui visaient les « terroristes palestiniens » et qui avaient fait plus de quatre cents morts et autant de blessés parmi les civils, avaient été sévèrement condamnés par les autorités françaises.

Les victimes du raid de Baalbek ne sont pas toutes des « khomeinistes » ou des « mousawistes », présumés coupables des attentats de Beyrouth.

« Les chiïtes, et pas seulement les professionnels du khomeinisme, ressentiront l'attaque française avec toutes les fibres communautaires », disait M. Gérard Dapuy dans *Libération*. Non. Ce n'est pas avec les fibres communautaires seulement que ce raid est ressenti, et c'est vraiment dommage !

Israël avait donc raison !

par PAUL GINIEWSKI (*)

LA riposte de l'armée française contre une base de terroristes au Liban comporte une leçon : la France a agi comme Israël. La France a fait ce qu'elle a longtemps réprouvé quand Israël le faisait.

A la veille de cette opération, François Mitterrand avait réaffirmé à la télévision que l'assassinat des soldats français, tués, comme les « marines » américains, comme les soldats israéliens, par une conspiration de tueurs de l'O.L.P., de kamikazes iraniens fanatisés et de services secrets syriens, « ne resterait pas impuni ». Il avait ajouté que « ceux qui ont commis l'attentat savent qu'ils subissent la loi d'un châtiment justifié » et que « tout ce qui touche à la légitime défense est un droit fondamental ».

Pois, les avions français ont frappé.

Israël n'avait jamais dit et fait autre chose ! Depuis des années, ses femmes, ses enfants, ses athlètes, ses diplomates, étaient odieusement massacrés. Israël dénonçait ces crimes. Il arguait de son droit d'autodéfense. Son armée frappait les assassins. Mais, régulièrement, Israël était blâmé. Des résolutions de l'ONU condamnaient ses représailles, passant sous silence les crimes qui les avaient provoqués. Les chancelières le blâmaient sur un registre varié de tons et de formules. Combien de fois la France s'est-elle associée à ces condamnations ou s'est-elle abstenue de s'y opposer ! Même le pape, qui s'était tu quand on avait versé le sang juif, parla quand Israël détruisit treize avions sur l'aéroport de Beyrouth, sans verser le sang. Le pape se dit affligé profondément par la fureur des avions arabes...

Car, avant de s'en prendre aux avions français, allemands, anglais, etc., et d'assassiner leurs passagers et leurs équipages, les tueurs de l'O.L.P. avaient commencé par s'attaquer aux avions israéliens. Mais tant qu'il ne s'agissait que de juifs, on reprochait à Israël de s'en prendre aux terroristes, ou lui conseillait de se montrer plus conciliant. Mieux, on donnait à l'O.L.P. un siège à l'Organisation de l'aviation civile internationale, n'élèvent pas sa place, elle, la championne des détournements d'avions ! Mais quand on s'est attaqué à des enfants français, pris en otage par des terroristes à Djibouti, l'armée française est intervenue « à l'israélienne ». Comme l'armée allemande à Mogadiscio.

Mais, invariablement, quand les mêmes terroristes s'en prenaient aux juifs, c'était de « bons » terroristes. C'est Israël qu'on blâmait.

Et le chef de l'O.L.P., qui ordonnait tous les crimes sous les masques multiples de la pseudo-diplomatie, ou à visage découvert, sous des appellations multiples, on le qualifie, jusqu'à ce jour, d'« homme courageux et intelligent ». On lente d'insulter l'oxygène politique du Quai d'Orsay à une O.L.P. moribonde. Aux représentants et complices des meurs, on accorde un statut quasi diplomatique, ils ont pignon sur rue à Paris, on les reçoit officiellement, on leur permet, à la télévision, d'intoxiquer l'opinion. Les tueurs bénéficient de la protection des policiers, qui tombent sous les balles des tueurs.

L'esprit français se dit logique. Si François Mitterrand avait raison de frapper les assassins, en quoi Bégin, Sbarco et avant eux Rabin, Perès et Golda Meïr avaient-ils tort ?

(*) Ecrivain et journaliste.

Les Malouines, la Grenade, Baalbek

par DANIEL AMSON (*)

POUR être « réussie », une action de représailles engagée par un pays à la suite d'un attentat commis contre ses nationaux doit, semble-t-il, remplir deux conditions : elle doit, d'abord, frapper les auteurs présumés de cet attentat ; elle doit, ensuite, ne pas faire courir de risques démesurés au pays qui la commet.

La première de ces deux conditions est évidemment difficile à remplir, puisque les auteurs d'un attentat ne sont pas toujours connus et que, dans l'hypothèse même où ils le sont, il est, la plupart du temps, difficile de les poursuivre. La deuxième déçoit largement de la réalisation de la première, puisque la riposte à une action de représailles suppose, par hypothèse, que cette action ait causé des dommages

à l'adversaire. Il peut se faire, néanmoins, qu'une action de représailles ait causé un certain dommage à l'adversaire, sans être, pour autant, les objectifs que le pays qui l'a lancée en attendait. Une telle action constitue alors un double échec : d'une part, parce que les objectifs fixés d'ont pas été atteints ou ne l'ont été que partiellement ; d'autre part, parce qu'elle expose ses auteurs à une riposte de l'adversaire.

Le risque

d'un « engrenage »

Il semble bien que le raid français sur Baalbek doive être classé dans cette dernière catégorie. Il apparaît, d'abord, en effet, que les auteurs du raid aient manqué, pour l'essentiel, les objectifs qu'ils s'étaient assignés et, en particulier, qu'ils n'aient pas détruit le camp d'entraînement chiite de Baalbek. Mais il apparaît en même temps que, parce qu'elles lui ont causé un dommage limité, les troupes françaises se soient exposées à une riposte suffisamment sérieuse pour que M. Jospin — peu suspect de critiquer le gouvernement avec légèreté — ait pu craindre publiquement le risque d'un « engrenage ».

Bref, il n'est sans doute pas prématuré de dire aujourd'hui que le gouvernement a fait moins bien à Baalbek que son prédécesseur à Koweït, qui avait, pour l'essentiel, atteint son objectif — sauver les centaines d'Européens qui étaient menacés — sans subir une riposte quelconque de la part de l'adversaire.

Il est permis de se demander, dès lors, si, en agissant comme il l'a fait à Baalbek, le gouvernement — qui devait savoir que son action était aventureuse — n'a pas été guidé quelque peu par le souci de rétablir son image dans l'opinion, suivant ainsi l'exemple de M. Thatcher et du président Reagan, qui regagnent bien des suffrages en menant les opérations des Malouines et de la Grenade. Le simple fait que les circonstances du raid de Baalbek le donnent à penser n'est-il pas déjà, en lui-même, le témoignage d'une erreur politique ?

(*) Avocat.

LU

« LA RÉFORME, LA LIGUE, L'ÉDIT DE NANTES », de J. H. Mariéjol

Le journal de bord d'une époque de fureur et de sang

MÊME dans ces années d'obscurantisme où les Français avaient encore quelque chose de leur histoire, les quarante années qui vont de la mort d'Henri II (1559) à l'édit de Nantes (1598) n'étaient guère pour la plupart d'entre nous qu'une succession de scènes stériles, racontées par un fou, et qui ne signifiaient rien. Le sang ne coulait que dans les veines de la France, et celui de Montmorency-Châtillon-Coligny, et pour finir celui d'Henri IV.

La rédaction par Tallandier de l'ouvrage de J. H. Mariéjol (1904), qui constitue lui-même la première partie du tome VI de la monumentale *Histoire de France des origines à la Révolution*, d'Ernest Lavisse, est donc un événement. Comme la volonté le formule de cet ouvrage collectif, il s'agit avant tout d'un « journal de bord » de la France pour cette période. L'histoire européenne n'y apparaît qu'autant qu'elle a des conséquences directes sur celle de notre pays.

Les aspects économiques et sociaux de ce demi-siècle de guerre civile sont à peine soulignés. Le lecteur, plus ou moins frotté de matérialisme historique, sera peut-être déçu ; et peut-être aussi celui qui chercherait dans cette chronologie minutieuse des considérations théologiques ou simplement psychologiques.

Le souci de l'historien est ici de saisir dans leur détail la plus grande nombre possible de faits, de démarches, de textes ou de propos de l'époque, à partir de dépouillements immenses. Les motifs, les réactions et les réflexions des acteurs sont exclus-

vement politiques, au sens le plus large et le plus élevé du mot.

En revanche, les individus sont magnifiquement présents, et sont encore les familles et les clans. Cette présence dissipe peu à peu la confusion théâtrale des événements.

Pour sauver la couronne...

A la mort d'Henri II, quatre pouvoirs se partagent plus ou moins ouvertement la France pacifiée (en apparence) par le traité de Cateau-Cambrésis (1559), et plutôt prospère. Deux clans catholiques : celui de Catherine de Médicis, mère des trois rois frères, et celui des Guises. Et deux clans protestants : celui des princes du sang ; et celui des Montmorency-Châtillon-Coligny.

Derrière les Guises, Philippe II et la puissance espagnole ; le Vatican et les moines fanatiques. Derrière les protestants, Elisabeth I et l'argent anglais, les rois allemands, et Calvin. La France n'est plus, dans cette seconde moitié du seizième siècle, que le champ ouvert d'une querelle européenne inexpiable. De cela, les contemporains étaient parfaitement conscients. Les unités isariennes de Catherine de Médicis, son catholicisme conventionnel, sa passion des mariages et des grands établissements pour ses enfants, son incompréhension du fanatisme religieux, lui font commettre des erreurs, mais elle les commet ou les retourne par un sens prodigieux de la grandeur de l'Etat et du destin de la France.

Jamais sans doute la monarchie et la nation elle-même n'ont été si près de leur perte absolue ; elles ne tiennent plus debout que comme un grand blessé qui n'avance qu'en s'entraînant des cris de souffrance. Tantôt d'instinct, tantôt du calcul, la famille royale joue les Guises contre les Montmorency, les Condé contre les Guises, les Etats Généraux contre le Parlement, la province contre Paris, l'Angleterre contre l'Espagne. Ou l'inverse.

Traqués, parfois ignominieusement, par les fanatiques des deux bords qui se refusent à toute vie en commun, ces Valois, si mal compris et si calomniés — le dernier surtout, Henri III, — font face, jour après jour, avec une lucidité et un courage qui forcent l'admiration.

Le roi des mignons, si démuné qu'il soit pour imposer la politique d'équilibre et d'union qu'il souhaite, n'a pas reculé un moment devant la crasse d'Etat, qui n'est permise qu'aux plus grands, pour sauver la couronne et maintenir au moins, à travers ces épreuves, le principe (et la nostalgie) de l'unité et de l'indépendance nationales.

Les quatre cent cinquante pages du récit de Mariéjol se lisent au pas de charge, sans un instant d'ennui ou de confusion. Sous la neutralité de l'historien affleurent le chagrin, la pitié ou l'admiration de l'homme. Un grand livre, qui fournit une matière exceptionnelle à une réflexion amère et stimulante sur nos destins.

JACQUES CELLARD.
★ *La Réforme, la Ligue, l'Édit de Nantes*, 1559-1598, réédition (1904), 468 p., Tallandier éditeur, 1963, 135 F.

MÊMES REMISES EXCEPTIONNELLES QU' AUX TOURISTES ÉTRANGERS !

Toutes les grandes marques de

PARFUMS

PRODUITS DE BEAUTÉ - Porcelaine - Cadeaux

Accessoires Haute-Couture - Maroquinerie

MICHEL SWISS

16, RUE DE LA PAIX - PARIS

Salons de vente 2^e étage (ASCENSEUR)

261-71-71

OUVERT TOUTE LA SEMAINE SANS INTERRUPTION de 9 h à 18 h 30

De vi
Norvège
LE PARLEMENT SE PRO-
NONCE A UNE VOIX PRES-
POUR LE DÉPLOIEMENT
Après un
Parlement norvégien
justifié, le 22 novem-
bre, le Parlement a
déclenché par
un vote à 125
voix contre 120
la discussion d'une
motion de confiance
à l'égard du gouver-
nement. Le premier
ministre, Olaf
Woloch, a la tête
du centre-droit, avait
tenté de faire qu'il
doit au Parlement
d'accepter le déploiement
des troupes norvégiennes
à l'extérieur du Parle-
ment. Les socialistes
ont refusé et ont
procédé à
interpellations.

Un e
la première page.)
Forsyth et les Cruises
américaines im-
posent leur bon
Washington, qui nourrit
d'ambitions
un éventuel conflit
l'Europe. N'est-il pas
étrange que cette
aucun pouvoir de
la question qui re-
l'armement de la prog-
des Etats européens
sont pas de partici-
pations de Genève ?
Brétagne et la
leurs armes
complètement
l'Etat ne les oblige
réduire leur force de
tation de ces euro-
elle modifiera radica-
global des forces
Etats-Unis. En effet,
sont des interconnec-
étaient trente minutes
le territoire sovié-
n'aurait pas besoin
de quatre à six mi-
nécessaire, au fil de mes
des dirigeants sovié-
M. Tikhonov, le pré-
qui, c'est précisé-
de la question qui
plus haut point.
se résigneront à un
qui ont bon sens. Il faut
la responsabilité de cha-
ils rompent le dialo-
je tiens de bonne
multipliciter les mé-
donner les moyens
leur tour le territoire
quelques minutes. A
s'engager, ils développeront
leurs fusées, les ins-
proximité de l'Alaska,
du moment dans plusieurs
communisme, en Alle-
Est, en Tchecoslova-
ailleurs. Donc, loin de
une mesure de dissua-
l'atténuation des Pershing
d'ailleurs, il aura effet que de re-
lance la course aux armements.
L'équilibre des
En Europe est en
un bon sens. Il faut
pour au trop-plein de
deux superpuissances
un arsenal suffisant pour
leurs fois la planète.
Seulement, à des décades
région, c'est une manière de
l'ordre à la fois.
Logiquement, nous devrions
quitter l'alliance atlantique »
Je suis faussé
Je suis faussé
avec laquelle cer-
sur la voie qui
conduire à une guerre
Il faut savoir que
d'un engin thermo-
Europe centrale par
soudra, selon les ex-
nage radioactif sur la
plus de vingt-cinq
l'accélération de
fusées privera les
des deux camps
de réflexion et
qu'ils devront se fier
à des cerveaux électro-
la sûreté de jugement
et l'ordre établi.

سكزا من الأصل

Le Monde

étranger

LA CONTROVERSE SUR LES EUROMISSILES

De violentes manifestations ont marqué à Bonn l'ouverture du débat parlementaire

Bonn. — De violentes affrontements ont opposé dès le lever du jour, le lundi 21 novembre, trois à quatre mille manifestants résolus à marcher contre ce qu'ils ont qualifié de la tribune du Bundestag, et les forces de l'ordre rassemblées en grand nombre pour les en empêcher.

Norvège

LE PARLEMENT SE PRONONCE, A UNE VOIX PRES, POUR LE DÉPLOIEMENT

Oslo (Reuter, A.P.). — Après un long débat, le Parlement norvégien s'est prononcé de justesse, dans la nuit du lundi 21 au mardi 22 novembre, en faveur du déploiement par l'OTAN des Pershing-2 et des missiles de croisière. Au terme de quinze heures de discussion, une motion condamnant ce déploiement (qui ne concerne pas le territoire norvégien) a été repoussée par soixante-dix voix contre soixante-neuf. Le parti du travail, les libéraux et les socialistes soutenaient ce texte. Le premier ministre, M. Kvern, a déclaré à la tête d'une coalition de centre-droit, avoir laissé clairement entendre qu'il donnerait sa démission si le Parlement se prononçait contre le déploiement.

Pendant le débat, des échauffourées ont éclaté à l'extérieur du Parlement où deux cents pacifistes manifestaient. La police a procédé à quatre-vingts interpellations.

De notre correspondant

A la police de Bonn s'étaient joints des éléments des gardes-frontières dans des véhicules blindés.

Le choc fut si rude que, pour la première fois dans la chronique de la capitale fédérale, des voitures-pompes entrèrent en action. Certains avaient revêtu le rituel passe-montagne. Des groupes cherchaient à entraîner dans leurs excès des membres du Mouvement de la paix non violents qui voulaient protester en silence avec l'accord préalable de la préfecture aux abords de la chancellerie.

Si la police réussit à former un solide cordon sanitaire autour du bâtiment du Bundestag, elle fut impuissante à maîtriser les manifestations qui s'éparpillèrent ensuite dans la ville, bloquant, souvent à quelques mètres seulement, les points stratégiques et les lignes de communication et se livrant à leur bruyante réprobation contre des institutions « ennemies » comme l'ambassade du Salvador ou l'immeuble de la C.D.U. Bonn connut la pagaille pendant plusieurs heures, et des dizaines de kilomètres d'embouteillages. Plus d'une centaine de manifestants furent interpellés.

Mais le débat du Bundestag sur les euromissiles put commencer à l'heure prévue. La déclaration gouvernementale lue par le chancelier Kohl, appuyant le texte d'une résolution déposée par la coalition des trois partis au pouvoir, resta poudrifiée et conciliante. M. Helmut Kohl

se prononça sans réserve pour l'implantation des euromissiles au nom de la solidarité atlantique et pour répondre à la menace des SS-20 soviétiques, tout en affirmant qu'il n'y avait rien d'irréversible et que l'Ouest demeurerait prêt à négocier jusqu'à ce que l'on arrive à un compromis. Dans une telle hypothèse, le retrait des Pershing-2 et des missiles de croisière n'est pas exclu. Il agit pour l'instant, et faute de mieux, d'établir la dissuasion « à tous les niveaux », condition de la paix dans la liberté.

Au nom du S.P.D., le chef de son groupe parlementaire, M. Hans-Jochen Vogel, réaffirma le non qu'il avait fait adopter le 19 novembre par le congrès de Cologne et critiqua l'acceptation passive par le chancelier d'armes qui ont contre elles, la majorité de l'opinion. Lothar de Maizière, le ministre des Affaires étrangères, a réjeté du stationnement sur le territoire d'Europe occidentale, au sein de l'OTAN et dans les rapports avec Washington, il y voit plutôt l'amorce d'une désescalade en chaîne dans la course aux armements.

Tel ne semble pas être la conjoncture présente entre Washington et Moscou. Mais les négociations continuent à Genève et bien qu'elles n'aient guère progressé, aucun des grands partis siégeant au Bundestag n'entend en prononcer l'oraison funèbre.

De part et d'autre, les positions étant clairement définies, les orateurs se succèdent. M. Alfred Dregger, chef du groupe parlementaire C.D.U., le ministre des affaires étrangères, M. Hans Dietrich Genscher, M. Weigel pour la C.S.U., sans oublier le porte-parole des Verts qui ne fit pas le détail, se purent que reprendre et croiser les arguments déjà avancés. L'événement du jour était l'intervention de l'ancien chancelier Helmut Schmidt.

Montant à la tribune pour la première fois depuis qu'il avait été renversé — et peut-être pour la dernière, — M. Schmidt, tout en réaffirmant son soutien constant à la double résolution de l'OTAN, a, une nouvelle fois, regretté que le compromis dit « de la promenade en forêt » n'ait pas été accepté. Il a, à nouveau, rapproché à Washington de ne l'avoir ni informé ni consulté sur ce sujet. S'en prenant ensuite au chancelier Kohl, il a estimé que les efforts diplomatiques du gouvernement de Bonn avaient été insuffisants et qu'il avait pas assez défendu les intérêts spécifiques allemands. L'ancien chancelier a finalement relevé une crise de confiance au sein de l'alliance tenant, selon lui, au fait que Washington accorde trop peu d'importance aux positions et aux compétences des Européens.

Enfin, il a souhaité « une collaboration étroite et quotidienne » avec Paris, et, s'il ne voit dans la force de frappe française aucun « contrepoint » à la menace soviétique qui pèse sur la R.F.A., il l'a évoqué cependant comme quelque chose qui pourrait servir au rapprochement entre les deux rives du Rhin.

ALAIN CLÉMENT.

LA PROMENADE DE M. KVITSINSKI (suite)

Selon Moscou, c'est le délégué américain qui a proposé une « variante de compromis »

Répondant aux informations sur la curieuse démarche tentée, le dimanche 13 novembre, par M. Kvitsinski, le négociateur soviétique aux pourparlers eurostratégiques de Genève (le Monde du 22 novembre), le ministre soviétique des affaires étrangères a diffusé, le lundi 21 novembre dans la soirée, une mise au point.

Selon ce texte, transmis par l'Agence Tass, ce n'est pas M. Kvitsinski (jamais nommé dans cette déclaration), mais M. Ntze, son homologue américain, qui « il y a un certain temps, a présenté un officiellement au chef de la délégation soviétique une variante éventuelle de compromis ». Cette variante, selon le ministre soviétique, « pourrait apparaître d'abord comme une base convenable pour une solution de compromis : les États-Unis renonceraient au déploiement de tous les missiles qu'ils projettent de déployer en Europe (cinq cent soixante-douze unités) et l'Union soviétique conserverait dans sa partie européenne un nombre de SS-20 constituant un équivalent approximatif aux missiles à moyenne portée dont disposent la Grande-Bretagne et la France ».

Les Soviétiques, poursuit le document, se sont « interrogés » sur la valeur de ces propos « non officiels », et c'est pourquoi « il a été déclaré à Paul Ntze que la partie soviétique est prête à examiner la variante dont il a parlé (...) si cette variante est officiellement proposée par la partie américaine ». Encore ne devrait-il pas s'agir seulement des missiles, mais aussi des avions appropriés porteurs d'armes nucléaires.

Mais c'est alors que « le jeu malhonnête de la partie américaine est apparu ». Selon le ministre soviétique des affaires étrangères, les États-Unis ont non seulement refusé cette confirmation officielle, mais ils se sont mis à répandre, parmi leurs alliés des informations « attribuant à la délégation soviétique la paternité de la variante dont la délégation américaine est le véritable auteur ». Cette « fausse impression sur des dispositions de l'U.R.S.S. » a ne pas prendre en compte les systèmes nucléaires britanniques et français à moyenne portée. Cette « incorrection » de Washington a amené Moscou à « informer de l'état réel des choses les gouvernements de pays induits en erreur par la partie américaine ».

[Retenons de cette mise au point que des idées informelles ont bien été échangées entre les deux négociateurs à Genève, comme l'attestent d'ailleurs M. Faillat, commentateur des Evénements.]

au cours d'une émission télévisée à Bonn.

En attribuant la paternité de cette initiative à M. Ntze, le ministre soviétique des affaires étrangères tente de se tirer d'une situation embarrassante, tant vis-à-vis de ses partenaires dans la négociation que de certains alliés à Moscou. Mais l'on aura beaucoup de mal à croire que le négociateur américain ait pu présenter, même de manière « informelle », une variante qui annulait la décision de l'OTAN tout en faisant à l'U.R.S.S. un contingent substantiel de missiles soviétiques visant l'Europe.]

LE P.S.U. SOUHAITE UNE INITIATIVE FRANÇAISE ET EUROPÉENNE

M. Serge Depaquit, secrétaire national, porte-parole du P.S.U., a rendu compte à la presse, lundi 21 novembre, des travaux de la direction politique de son parti, réunis le 19 et le 20 novembre à Paris. M. Depaquit a réaffirmé la « réprobation » du P.S.U. face au bombardement par les Super-Stendard français, d'un camp égyptien au Liban. Il a déclaré que cette « action dangereuse (...) isole la France, représente un précédent de nature à encourager toutes les escalades » et qu'elle a été, « aussi, déterminée par des considérations de politique intérieure ». Selon M. Depaquit, « si la France veut jouer le rôle d'une force d'interposition au Liban (...), elle ne doit pas se laisser entraîner par les Israéliens ne serait pas cohérent ».

Le P.S.U., partie prenante du CODEN, qui tente de développer un mouvement pacifiste indépendant du P.C.F., a réaffirmé son opposition à l'installation des euromissiles. Considérant qu'il est « probable » que la négociation de Genève ne va pas aboutir, il estime que « la France et l'Europe occidentale doivent assumer directement l'initiative d'une négociation avec l'U.R.S.S. et les pays de l'Est pour le démantèlement des missiles nucléaires ».

M. Depaquit réagit, d'autre part, que les réunions avec les trois autres composantes de la majorité présidentielle soient « limitées » aux périodes électorales. Il souhaite une réunion des quatre partis de gauche, afin d'entreprendre des actions communes, par exemple participer à la « marche contre le racisme », à laquelle M^{me} Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat chargée des immigrés, a apporté son soutien. M. Depaquit a indiqué, enfin, que son parti sera « présent de façon autonome » aux élections européennes, mais qu'il n'avait pas encore choisi sa tête de liste.

Un entretien avec M. Papandréou

(Suite de la première page.)

« 1) Les Pershing et les Cruise sont des armes américaines implantées sur le sol européen et ne seront utilisées que selon le bon vouloir de Washington, qui nourrit l'absurde et dangereuse ambition de circonscire un éventuel conflit nucléaire d'Europe. N'est-il pas pour le moins étrange que cette dernière n'aurait aucun pouvoir de décision dans une question qui relève théoriquement de sa propre défense ? Que les États européens concernés n'exigent pas de participer aux négociations de Genève ? Que la Grande-Bretagne et la France refusent que leurs armes nucléaires soient comptabilisées, alors qu'un tel calcul ne les oblige nullement à réduire leur force de frappe ? »

« 2) L'installation de ces euromissiles aura une portée planétaire, puisqu'elle modifiera radicalement le rapport global des forces en faveur des États-Unis. En effet, tandis que les fusées intercontinentales prendront trente minutes pour atteindre le territoire soviétique, les Pershing-2 n'auront besoin pour cela que de quatre à six minutes. J'ai constaté, au fil de mes entretiens avec les dirigeants soviétiques, dont M. Tikhonov, le premier ministre, que c'est précisément cet aspect de la question qui les inquiète au plus haut point. »

« 3) Il est faux de croire que les Soviétiques se résignent à un fait accompli qui accroît considérablement la vulnérabilité de leur territoire. Ils rompront le dialogue, et je le tiens de bonne source — ils multiplieront les mesures pour se donner les moyens de frapper à leur tour le territoire américain en quelques minutes. A ma connaissance, ils développeront la vitesse de leurs fusées, les installeront à proximité de l'Alaska, les dissémineront dans plusieurs pays du bloc communiste, en Allemagne de l'Est, en Tchecoslovaquie et ailleurs. Donc, loin de constituer une mesure de dissuasion, l'implantation des Pershing-2 aura pas d'autre effet que de relancer la course aux armements. »

« 4) Évacuer l'équilibre des forces nucléaires en Europe est en soi un défi au bon sens. Il faudrait plutôt songer au trop-plein : chacune des deux superpuissances possède un arsenal suffisant pour détruire plusieurs fois le planète. Se livrer, donc, à des décomptes régionaux est une manière de substituer l'arbre à la forêt. »

« Logiquement, nous devrions quitter l'alliance atlantique »

« Je vais le dire sans fausse honte : j'ai peur. Je suis angoissé par la légèreté avec laquelle certains s'engagent sur la voie qui risque de conduire à une guerre apocalyptique. Il faut savoir que l'explosion d'un engin thermonucléaire, en Europe centrale par exemple, répandrait, selon les experts, un nuage radioactif sur la Grèce pendant plus de vingt-cinq mille années ; que l'accélération de la vitesse des fusées privera les responsables dans les deux camps de leurs capacités de réflexion et de décision ; qu'ils devront se fier pour cela à des cerveaux électroniques dont la sûreté de jugement est loin d'être établie. »

« Je n'ai cessé de le répéter à nos alliés européens : leur rôle essentiel est de faire entendre la voix de la raison aux deux superpuissances, de contribuer à la détente et au désarmement. C'est précisément là tâche que je me suis assignée. »

L'ultime objectif, selon le premier ministre grec, est la dénucléarisation de l'Europe de l'Est, comme de l'Ouest. Dans cette perspective, il a engagé des pourparlers qu'il estime « encourageants » avec les gouvernements de Turquie, de Bulgarie, de Yougoslavie et de Roumanie. La réunion que tiendront, en janvier prochain, les experts des cinq pays pour examiner les aspects techniques du projet pourrait précéder de quelques mois un sommet destiné à sceller un éventuel accord. La dénucléarisation des Balkans serait, aux yeux de M. Papandréou, la première étape de la neutralisation progressive de l'ensemble du continent, comme le souhaitent d'autres partis de la gauche européenne. En attendant, il entend se baser sur les choses. Il « exigera » le retrait des armes nucléaires européennes, « illégalement » par les États-Unis en Grèce seulement après l'aboutissement de ses tractations avec les voisins balkaniques. Quant aux bases américaines installées sur le sol hellénique, elle seront « immunisées » d'armement nucléaire à partir de 1988, selon les délais prévus par l'accord conclu entre Athènes et Washington en juillet dernier. Selon ce même texte, elles pourraient même être supprimées avant terme si « des raisons impératives », relevant de l'intérêt national, l'exigent.

« Logiquement, nous devrions quitter l'alliance atlantique puisque nous sommes, en principe, hostiles aux accords de Yalta, à la division de l'Europe en deux blocs », admet M. Papandréou, avant de laisser entendre que les conditions pour une telle démarche ne sont pas réunies. La Grèce, rappelle-t-il, a déjà « gelé » sa participation à l'organisation militaire de l'alliance, en raison des divergences qui l'opposent à Washington et à Ankara sur le rôle qui lui incomberait dans la défense aérienne de la mer Egée. Mais la dépendance de la Grèce à l'égard des États-Unis, dans les domaines militaire, financier et politique, l'empêche — semble-t-il — de rompre formellement avec l'OTAN. D'autant plus que M. Papandréou estime que le lourd contentieux gréco-turc pourrait provoquer, à terme, une confrontation militaire entre les deux pays.

Si le premier ministre grec ne nie pas que ses prises de position sur diverses autres affaires — l'Afghanistan, la Pologne, le Boeing sud-coréen abattu par l'aviation soviétique — ont pu surprendre ou choquer ses partenaires de l'OTAN et de la C.E.E., il se défend d'être « pro-soviétique ».

« Tout d'abord, explique-t-il, il n'est pas vrai, comme on a pu l'écouter ou le lire, que nous n'avons pas réproché l'invasion de l'Afghanistan, l'instauration de la loi martiale en Pologne ou la destruction du Boeing sud-coréen. Nous avons seulement adopté une attitude plus nuancée que d'autres »

et nous n'avons pas eu tort d'être prudents compte tenu du climat de guerre froide et des campagnes de propagande qui sévissent. Jusqu'à ce jour, toute la lumière n'a pas été faite sur les circonstances qui ont conduit l'appareil sud-coréen à s'égarer en territoire soviétique sur une profondeur de 500 kilomètres. »

Quant à la Pologne, il est vrai que je ne suis opposé aux sanctions, mais j'avais de bonnes raisons pour le faire. Les Occidentaux n'étaient pas en mesure d'offrir une alternative viable au gouvernement du général Jaruzelski ; il n'était pas dans notre intérêt d'affaiblir les liens économiques de la Pologne avec l'Ouest au profit de l'Est. Les États-Unis nous poussaient à réduire nos échanges avec Varsovie, tout en intensifiant parallèlement leurs livraisons de céréales à l'Union soviétique. Il aurait été contraire à notre éthique et à nos valeurs que nous défendions de sanctionner le gouvernement de M. Jaruzelski, alors que certaines puissances occidentales fournissent un soutien financier et militaire à de nombreuses dictatures, notamment celles du Salvador, du Guatemala, au Chili et ailleurs.

« Notre refus de la guerre froide n'autorise pas à nous taxer de pro-soviétisme... »

La situation au sein des forces armées est assainie

Quelle que soit la pureté de ses motivations, ne pensait-il pas que les États-Unis pourrissent difficilement tolérer que la Grèce poursuive une politique contraire à leurs intérêts ?

M. Papandréou répond : « Certes, nous sommes une source d'irritation. Mais les Américains savent pertinemment que nous ne nous situons pas dans le camp adverse, que nos conceptions du socialisme démocratique sont des antipodes du système bureaucratique instauré à l'Est. »

« N'était-ce pas le cas aussi du Chili de Salvador Allende ? »

« Les deux cas ne sont pas comparables. Le président Caramonitis, après son accession au pouvoir en 1974, et moi-même depuis la victoire électorale de mon parti en octobre 1981, nous avons contribué à assainir la situation au sein des forces armées. En ma qualité de ministre de la défense, j'ai entrepris de nombreuses tournées dans les casernes et les mess d'officiers pour expliquer notre politique. D'une manière générale, nos militaires ont gardé un amer souvenir de la dictature des colonels qui a sévi en Grèce de 1967 à 1974. Leur principale préoccupation est maintenant de défendre la patrie face à la menace que fait peser la Turquie. Les mécontents d'un coup d'Etat, j'en suis sûr, sont persuadés, sont désormais démantelés. »

« Les Américains sont, au-delà des passions engendrées par la guerre froide, des réalistes. Ils se vent, en outre, que, en matière de politique étrangère, mon gouvernement bénéficie du soutien de 70 % à 80 % de la population. Et pour cause. Pratiquement, la Grèce a »

été un protectorat américain depuis la fin de la deuxième guerre mondiale et jusqu'en 1963. Je me souviens que mon père, Georges Papandréou, qui était en 1951-1952 vice-premier ministre chargé de la coordination économique, ne pouvait émettre un décret ministériel sans l'aval du chef de la mission économique des États-Unis à Athènes. Mes compatriotes n'oublient pas non plus que l'Amérique a télécommandé le putsch des colonels en 1967, qu'elle a presque toujours soutenu la Turquie contre la Grèce, qu'elle a fermé les yeux quand, en 1974, les forces d'Ankara ont envahi Chypre, dont elles occupent encore aujourd'hui 37 % du territoire. On n'ignore pas, dès lors, à Washington, que si mon gouvernement devait être renversé d'un instant, il ne s'écroulerait pas, car il a été construit sur des bases solides, celles qui lui ont permis de résister à la pression américaine. »

La question de Chypre appelle un règlement international

Changeant de registre, M. Papandréou affirme que l'attitude « positive » de Washington dans la présente crise chypriote contribue à « assainir » les Grèces à l'égard des États-Unis. Il admet avoir nourri initialement quelques doutes sur la sincérité de l'administration Reagan, mais il a maintenant des raisons de croire que les « dirigeants politiques » américains — sinon certains « services opérationnels » — ont été vraiment surpris et même choqués par la proclamation unilatérale d'un Etat turco-chypriote indépendant. Il se félicite de la condamnation de cet « acte illégal » par les États-Unis et ajoute :

« Reste à savoir si l'Amérique et l'Allemagne fédérale — les principaux bailleurs de fonds et fournisseurs d'armes à la Turquie — prendront les mesures nécessaires pour contraindre Ankara à annuler sa reconnaissance du pseudo-Etat. Ce dernier, il ne faut pas l'oublier, ne peut survivre que grâce au soutien financier, militaire et politique de la Turquie. Les États-Unis n'ont pas intérêt d'une crise qui entame la cohésion et la crédibilité de l'OTAN. Ils devraient normalement agir en conséquence. »

L'initiative de M. Rauf Denktaş, le chef de la communauté turco-chypriote, fait remarquer M. Papandréou, rend impossible le dialogue visant à résoudre les divergences gréco-turques ainsi que celui qui devait s'engager, sous l'égide du secrétaire général de l'ONU, entre les deux communautés de l'île. Cela ne manquera pas d'exacerber les tensions en Méditerranée orientale, vitale pour l'alliance atlantique.

Seul le retrait des forces turques de Chypre, insiste-t-il, serait susceptible d'ouvrir la voie à un « règlement international ». En effet, M. Papandréou estime que l'affaire ne saurait être rattachée au contentieux qui oppose Athènes à Ankara. « La question ne relève pas de la compétence de nos deux pays, puisque Chypre est un Etat indépendant qui a été victime d'une agression étrangère », précise-t-il.

ÉRIC ROULEAU.

Félicien MARCEAU
de l'Académie française

Une insolente liberté
Les aventures de Casanova

« Un livre remarquable, un des deux ou trois qu'il faut avoir lus dans l'année » Jacques Chénard - Le Monde

« Le livre de Marceau est fort original : il vit en la présence de Casanova... Le portrait qu'il donne de lui est vivant, riche » Alain Bosquet - Le Figaro

GALLIMARD *rf*

40 NOUVELLES DANS « LE MONDE »

« Le Monde » vient d'éditer une brochure illustrée rassemblant, dans une deuxième livraison, quarante nouvelles publiées par « le Monde Dimanche »

93 pages. 25 F. En vente chez tous les marchands de journaux et au « Monde » 5, rue des Italiens 75427 Paris Cedex 09

Le Kenya et la Tanzanie se seraient livrés des exilés politiques

75011 PARIS • Métro Parmentier

Les élections municipales partielles ont consolidé la majorité gouvernementale

érieuse menace pour la situation revient l'initiative de proclamer
prio-économique. - En consé- l'état d'exception, de guerre et de

Le secrétaire d'Etat pour l'Irlande du Nord met en garde contre des représailles protestantes

oznan, M. Domęradzki.
JAN KRAUZE.

POUR «INSULTES» A JUAN CARLOS Des dirigeants basques sont jugés par le Tribunal suprême

Levant l'initiative de proclamer l'état d'exception, de guerre et de

Les hausses de prix en Pologne

érieuse menace pour la situation revient l'initiative de proclamer
prio-économique. - En consé- l'état d'exception, de guerre et de

Création d'un comité de défense nationale

précises. C'est aussi au KOK que revient l'initiative de proclamer l'état d'exception, de guerre et de

Remaniement ministériel

JAN KRAUZE.

en vrai bois

75011 PARIS • Métro Parmentier

fière fête de l'indép

le Club de l'Horloge et joint un chèque de :
☐ 500 F ☐ 1000 F
 Club de l'Horloge
 75008 PARIS - Tél. 284.14.14

VIII^e colloque du CLUB DE L'HORLOGE

medi 25 novembre et Dimanche 27 novembre
 Montparnasse Park Hôtel 18, rue du Commandant
 75014 PARIS - Métro : Montparnasse

REALISME ET FASCISME FAMILIAL



ISTH

Tel. 585.59.35

هكذا من الأرض

PROCHE-ORIENT

LA GUERRE DU LIBAN

Triste fête de l'indépendance...

De notre correspondant

Beyrouth. — Triste fête de l'indépendance du Liban, le 22 novembre, en l'an II du mandat du président Amine Gemayel. L'année dernière, à la même date, tous les espoirs paraissent permis, et le pays se remettait sur les rails à vive allure. Aujourd'hui, dans une situation bloquée, le canon a tonné toute la nuit — et plus fort que jamais — dans la banlieue sud de Beyrouth, et cinq attentats ont été commis dans le secteur ouest de la capitale au cours des dernières vingt-quatre heures.

Une rixe armée a opposé étudiants chrétiens pro-phalangistes et chutes pro-Amal sur le campus de l'université américaine. La guerre entre Palestiniens et Syro-Palestiniens fait rage à Tripoli, seconde ville du pays ; le problème de Deir-El-Kamar est relancé par le blocage d'un convoi de secours de la Croix-Rouge internationale, alors que la situation des réfugiés chrétiens assiégés par les druzes y est de plus en plus précaire avec l'arrivée de l'hiver ; le Sud est presque coupé du reste du pays par des restrictions à la circulation qu'imposent les Israéliens, capricieuses, mais toujours draconniennes.

Sans compter qu'à tout instant un raid israélien peut frapper n'importe quel point du territoire et que le psychisme de l'attentat à la voiture ou au camion piégés est bien ancré dans la population et parmi les contingents de la force multinationale, qui multiplient les barrières de protection. Les abords des ambassades occidentales et des positions de cette force sont devenus de véritables blockhaus, donnant à la capitale l'allure d'une cité en état de siège. Et ce n'est certes pas la rumeur rapportée par la revue américaine Time, concernant une Mercedes dont les sièges et les garnitures, raffinement suprême, auraient été « conçus dans une manière explosive », qui va apaiser les esprits dans un pays où la Mercedes est, à la fois, le véhicule du riche et celui du pauvre.

Dans cette atmosphère grioisnée, toutes les festivités officielles ont été annulées, et les démonstrations de toute nature ont été interdites. Le président Gemayel a néanmoins voulu marquer l'événement par une visite à

la présidence du conseil à Beyrouth-Ouest, et en consacrant la soirée à une tournée des positions de l'armée dans la ville, où il s'est arrêté au milieu des soldats.

Pour son message à la nation, il n'avait d'autre ressource que de prononcer un acte de foi dans le Liban. Ayant dressé un bilan des épreuves que subit le pays, le chef de l'Etat a lancé un appel pressant à l'unité nationale en vue de concrétiser les prémisses d'accord apparues à la conférence de Genève. M. Gemayel revenait d'Arabie Saoudite, où il était allé quêter des appuis pour sortir du cercle vicieux tracé par l'impossibilité aussi bien d'abroger que d'appliquer l'accord Itano-Israélien du 17 mai 1983.

Les deux délégués-clés dans ce domaine — à Damas et à Washington — sont retardés par l'hospitalisation du président Assad et des engagements préalables du président Reagan.

LUCIEN GEORGE.

Le chef de l'Etat libanais s'est assigné, dans son message, trois objectifs prioritaires : dégager une volonté nationale pour mettre un terme aux occupations étrangères, ce qui va de soi ; ouvrir le dialogue avec le concours des Etats-Unis, essentiellement, en vue d'assurer le retrait de l'armée israélienne ; enfin s'entendre avec la Syrie pour programmer l'évacuation de ses forces du Liban. Cette formulation établit une nette distinction entre le cas d'Israël et celui de la Syrie.

● L'ASFA condamne le raid de Baalbek. — L'Association de solidarité franco-arabe, qui avait exprimé « son indignation après l'attentat dont avait été victime à Beyrouth le contingent français », a publié un communiqué qui « reproche de la même façon le raid de l'aviation française à proximité de Baalbek ». Elle « s'inquiète de l'engrenage de la violence dans lequel la France semble s'engager et demande que soit reconsidéré le sens de la mission des forces françaises au Liban... qui apparaissent chaque jour davantage entraînées dans un processus qui ne sert que la politique israélienne dans la région ».

LE RAID DES SUPER-ETENDARD

« Nous voulons uniquement sanctionner le terrorisme »

déclare M. Henu

« Notre objectif n'était pas de détruire aveuglément. Nous cherchions uniquement à sanctionner le terrorisme, ni plus ni moins qu'il ne convenait. » C'est en ces termes que le ministre de la défense, M. Charles Hernu, a expliqué, lundi soir 21 novembre, sur les chaînes de télévision, les conditions et les résultats, sur le terrain, du raid des Super-Étendard français, la semaine précédente, à l'est de Baalbek, au Liban. Le ministre de la défense a présenté, à l'appui de ses déclarations, des photographies du camp d'entraînement visé, avant le passage des avions français et après le bombardement.

« Comme vous pouvez le constater, a déclaré M. Henu à l'attention des téléspectateurs, nous ne nous sommes pas acharnés sur ce dispositif de grande dimension, soit un quadrilatère de 650 mètres sur 450 comprenant huit ou neuf bâtiments. Toutes les bombes, bombes de 400 et 250 kilogrammes, sont tombées sans exception à l'intérieur du périmètre de ce camp », a ajouté le ministre.

« Nos avions, qui ont cheminé en trois patrouilles, constituées respectivement de deux, quatre et deux appareils, séparés de trente secondes, ont survolé l'objectif et réalisé leur attaque en un seul passage de trois vagues de deux ou trois appareils. Le retour s'est effectué à très basse altitude par des itinéraires différents et indépendants. Nous avons été l'objet de tirs d'artillerie anti-aérienne, et l'activité radar de SAM-6 (1), a été perçue par nos avions. Tous sont rentrés à bord du Clemenceau sans dommage.

« Les moyens employés ne permettent pas, à l'évidence, de détruire tous les bâtiments et toutes les forces de ce camp, dans lequel résident cent à deux cent cinquante personnels militaires des mouvements extrémistes islamiques. »

Faisant allusion aux rumeurs de provenance de Beyrouth qui doublaient de la réalité du raid français, M. Henu a ajouté : « Nous sommes sérieux ; nous avons rendu publiques toutes les informations dont nous avons pu vérifier l'authenticité. Je regrette que ces informations, dont le caractère est

incontestable, aient pu être mises en doute par des rumeurs, des informations, qui, si elles étaient toujours sans fondement, n'étaient jamais désintéressées. »

(1) Les Super-Étendard ont enregistré le fonctionnement des radars de missiles SAM-6, mais il n'y a pas eu de tir effectif. — (N.D.L.R.)

La visite de M. Tarek Aziz à Moscou

IL FAUT RAPIDEMENT METTRE UN TERME A LA GUERRE DU GOLFE

déclare M. Gromyko

M. Andrei Gromyko, ministre soviétique des affaires étrangères, a souligné, lundi 21 novembre, devant son homologue irakien, M. Tarek Aziz, en visite à Moscou, la nécessité de mettre un terme le plus rapidement possible au conflit irakien et de « régler les questions en litige par des voies politiques ».

Selon le compte rendu de l'agence Tass, M. Gromyko a déclaré à son interlocuteur que la cessation du conflit « répondrait aux intérêts des peuples de l'Irak et de l'Iran » et aux « tâches du progrès socio-économique des deux Etats ». Le chef de la diplomatie soviétique s'est toutefois gardé de prendre publiquement parti pour l'un ou l'autre des belligérants.

Lundi dernier, toutefois, l'Union soviétique, par l'intermédiaire de la France, avait pris position assez nettement pour l'Irak en déplorant qu'aucune des « initiatives » de Bagdad en faveur d'un règlement pacifique du conflit n'ait à ce jour « trouvé un écho positif ».

D'autre part, l'affirmation de Bagdad selon laquelle la marine irakienne aurait détruit, lundi à l'aube, sept navires « hostiles » qui se dirigeaient vers la région de Khor-Moussa (notre dernière édition du 22 novembre), en vue de se rendre au port irakien de Basorah. Khourayim, n'a été confirmée d'aucune autre source. — (A.F.P.)

A TRAVERS LE MONDE

Birmanie

● OUVERTURE DU PROCÈS DES AUTEURS DE L'ATTENTAT CONTRE LE PRÉSIDENT SUD-CORÉEN. — Le procès des deux membres de l'armée nord-coréenne arrêtés à la suite de l'attentat visant, le 9 octobre, le président sud-coréen Chun Doo Hwan à Raegoun s'est ouvert ce mardi 22 novembre dans la ca-

pitale Birmane, a-t-on appris de bonne source. Les deux officiers seront sans doute accusés de meurtre et de détention d'armes et d'explosifs et encourront la peine de mort, estime-t-on dans les milieux judiciaires. Les deux hommes avaient été arrêtés peu après l'attentat contre le chef de l'Etat sud-coréen qui avait fait vingt et un morts, dont quatre ministres sud-coréens.

Etats-Unis

● SUSPENSION DES IMPORTATIONS DE PRODUITS SOVIÉTIQUES CONTENANT DU NICKEL. — Le gouvernement américain a décidé d'interdire les importations de produits soviétiques contenant du nickel, en attendant que l'U.R.S.S. puisse certifier que ce métal ne vient pas de Cuba, a annoncé lundi 21 novembre M. John Walker, secrétaire adjoint au Trésor. M. Walker a rappelé que Washington maintient depuis vingt ans un embargo sur tous les produits venant de Cuba. — (A.F.P.)

Nicaragua

● DESTRUCTION D'UNE BASE DE « CONTRAS » DANS LE NORD. — On affirmait de source officielle à Managua, le lundi 21 novembre, que l'armée sandiniste avait détruit une importante base de « contras » (contre-révolutionnaires) située dans le département de Jinotega, près de la frontière du Honduras. Une centaine de

« contras » aurait été tués en cours de l'opération. Les autres se seraient réfugiés au Honduras. Toujours selon Managua, la base disposait d'une piste pour hélicoptères et d'un camp d'entraînement militaire. — (A.F.P.)

Pérou

● CINQUANTE MEMBRES DU SENTIER LUMINEUX TUES. — Au moins cinquante guérilleros du Sentier lumineux ont été tués lors d'affrontements avec les forces de l'ordre dans la province de la Mar, au nord d'Ayacucho, a-t-on appris, vendredi 18 novembre, de source officielle. A Ayacucho, on n'a pas observé un important mouvement d'hélicoptères, mais aucune explication officielle n'a été donnée. Par ailleurs, des responsables de la Croix-Rouge se sont rendus, vendredi, dans la localité de Socos, près d'Ayacucho, où trente-quatre personnes ont été massacrées. Parmi les victimes, il y a des femmes enceintes et des enfants. — (A.F.P.)

VIII^e colloque du CLUB DE L'HORLOGE

Samedi 26 novembre et Dimanche 27 novembre 1983 au Montparnasse Park Hôtel 13, rue du Commandant Mouchotte 75014 PARIS - Métro : Montparnasse

SOCIALISME ET FASCISME UNE MÊME FAMILLE ?

Les dés sont pipés : l'histoire montre que la gauche porte une lourde part de responsabilité dans la naissance du fascisme et que le socialisme et le fascisme entretiennent de nombreux liens idéologiques. Le Club de l'Horloge en apportera la démonstration.

Nom : _____ Adresse : _____
☐ participera au colloque et joint un chèque de (80 F par personne ; 190 F avec le déjeuner du samedi)
☐ désire aller au Club de l'Horloge et joint un chèque de :
☐ 200 F ☐ 500 F ☐ 1000 F
 A renvoyer au Club de l'Horloge
 4, rue de Stockholm 75008 PARIS - Tél. 294.14.14

novembre

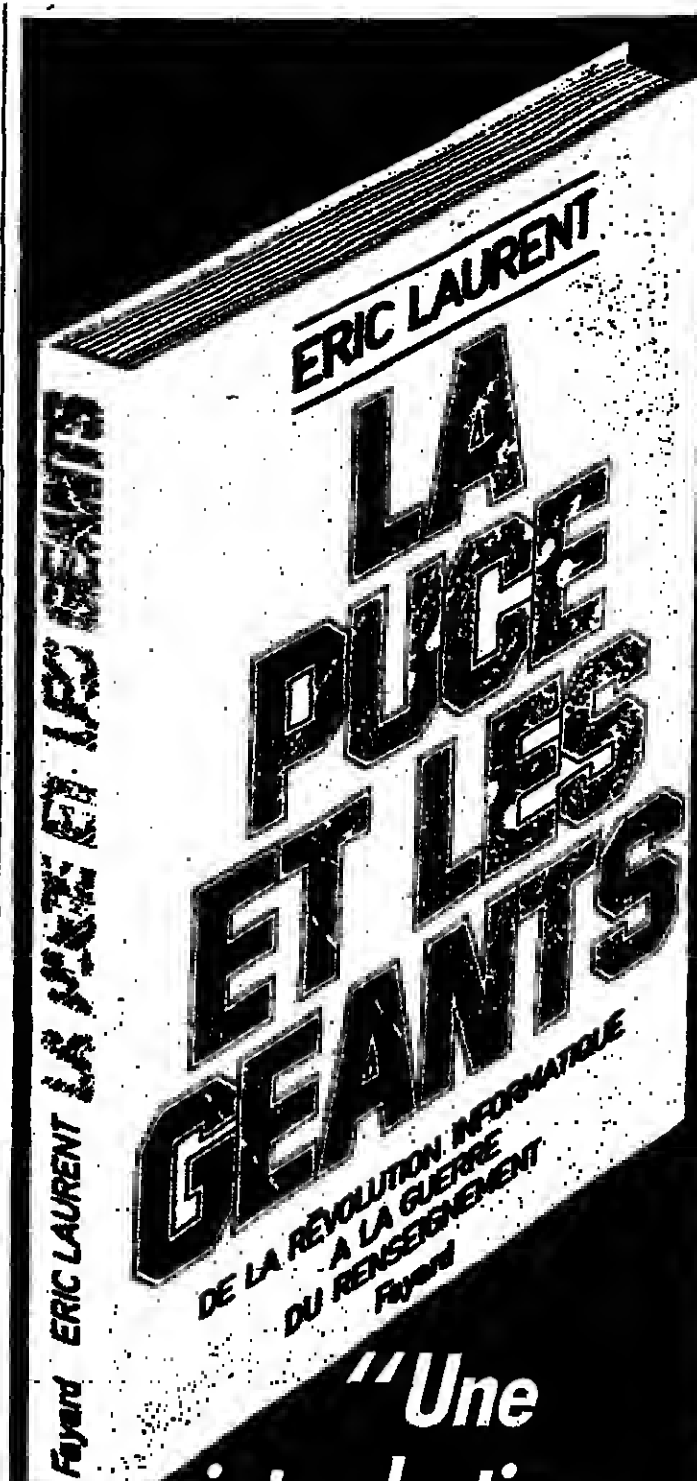
Plus vite ! Moins cher !
 votre Peugeot ou votre Talbot

En permanence 500 véhicules neufs en livraison immédiate !

Promotion :
 ● 104 Z « style » ● Samba sympa
 ● Horizon ultra



Le bon prix — le bon service
NEUBAUER
 M. GÉRARD 821.60.21



“Une introduction étincelante à la compréhension du monde actuel.”
FERNAND BRAUDEL

“A l’opposé de ceux qui pensent notre monde selon leurs fantasmes, LA PUCE ET LES GEANTS le révèle insoupçonné.”
MICHEL ALBERT

300 pages

85 F

FAYARD



AFRIQUE

AMÉRIQUES

Libéria

LE CHEF DE L'ÉTAT ANNONCE LA DÉCOUVERTE D'UN COMLOT VISANT A LE RENVERSER

Monrovia (A.P., A.F.P., Reuters). - Le sergent-chef Samuel Doe, président du Libéria, a fait état lundi 21 novembre d'un complot visant à renverser son gouvernement. Douze personnes, dont plusieurs membres du Conseil de rédemption populaire ont été arrêtés, a-t-il indiqué. Le chef de l'Etat, qui a accusé sans le nommer une mission étrangère d'avoir soutenu la tentative d'insurrection, en promettant une assistance en argent et en armes. Parmi les personnes arrêtées figurait notamment le vice-ministre de l'Agriculture, M. Kolonko Luo. Il s'agit du troisième complot dont les autorités de Monrovia signalent la découverte depuis la prise de pouvoir par M. Samuel Doe, le 12 avril 1980.

D'autre part, cinq personnes ont été tuées par balles et cinq autres blessées par un groupe armé à Yekepa, dans la province de Nimba, au nord-est du pays. Des troupes ont été envoyées sur place pour rétablir l'ordre.

Zimbabwe

VASTE CAMPAGNE CONTRE LE « VAGABONDAGE URBAIN »

Harare (A.F.P.). - Deux à trois mille personnes, « squatters », « mendicants », et « prostituées », arrêtées dans une douzaine de villes du Zimbabwe au cours de gigantesques rafles - « opération de lutte contre le vagabondage urbain » - sont actuellement détenues dans un camp militaire entouré de barbelés, à Nyambudzi, dans la vallée du Zambèze, à 260 kilomètres au nord de la capitale. Ces « indésirables » vivent dans des conditions précaires sous une chaleur torride. Du personnel médical a été conduit dans ce camp pour vacciner les enfants et distribuer des médicaments contre la malaria. Un dirigeant de l'opposition, le révérend Ndehingi Sithole, dirigeant d'une fraction dissidente de la ZANU, le parti au pouvoir, a accusé le gouvernement de forcer les femmes à effectuer des travaux agricoles, « ce qui s'apparente clairement à de l'esclavage ». La commission des droits de l'homme de l'Eglise catholique du Zimbabwe s'est interrogée quant aux méthodes employées, déclarant : « Il apparaît que de nombreux innocents ont été retenus pour être interrogés dans des conditions qui équivalent à une détention ».

Les interpellations de femmes seules dans les rues, les hôtels et les bars, avaient soulevé de nombreuses protestations dans la population en raison de leur caractère arbitraire. Le gouvernement a déploré les incidents, mais les autorités se sont refusées à dévoiler le nombre de personnes détenues et leurs intentions à leur sujet.

Chili

L'opposition relance l'offensive contre M. Pinochet

La longue et difficile lutte de l'opposition démocratique chilienne contre le régime du général Pinochet est relancée. Après les spectaculaires manifestations de rues, de mai à août, on avait noté un net recul. En septembre, le régime avait pratiquement repris les choses en main. Deux raisons à cette évolution : d'abord la crainte éprouvée par les classes moyennes face à l'agitation grandissante, et parfois violente, dans ce qu'on appelle à Santiago les « poblaciones », les immenses bidonvilles de la périphérie. Ensuite, l'offre de dialogue faite à l'opposition « raisonnable » par M. Onofre Jarpa, nommé ministre de l'Intérieur.

Mais la manifestation massive (les estimations varient de cinq cent mille à un million de participants) et unitaire du vendredi 18 novembre (le Monde daté 20 et 21 novembre) a illustré avec éclat cette reprise de l'offensive des forces démocratiques. Le régime Pinochet est certes encore solide, et l'on ne peut spéculer sur le départ du général à court et même à moyen terme, mais il n'est plus l'initiative politique et les perspectives sont « encourageantes » pour l'opposition. Telle est l'analyse que font les dirigeants de cette opposition. C'est en particulier ce que M. Ricardo Neftalí, secrétaire général du parti socialiste chilien et membre de la direction de l'Alliance démocratique, a exposé à M. Mitterrand à l'occasion d'un entretien à l'Élysée, lundi 21 novembre.

Entretien qualifié de « très cordial » par M. Nunez, leader d'un parti socialiste qu'il déclare « rénové », et qui devrait avoir encore des conversations avec des membres

du gouvernement français avant de rentrer au Chili.

Les « protestes » qui se sont succédés depuis mai à Santiago (avec un bilan global d'une centaine de morts) ont effectivement donné l'impression à l'extérieur, et aussi à l'intérieur, selon les dirigeants de l'opposition, que le régime était aux abois. Les propositions faites par M. Jarpa, un politicien conservateur habile et énergique, ont été faites au meilleur moment pour le gouvernement. Alors que les classes moyennes, hostiles sans aucun doute, au maintien du général Pinochet à la tête de l'Etat, ne voyaient pas de solution de rechange très claire. Les manifestations généralisées dans les « poblaciones » ont mis en évidence la « hêrce naturelle » entre les masses populaires et une bourgeoisie petite ou moyenne choquée par la faillite économique du régime.

Cette « hêrce » n'est pas comblée, selon les dirigeants de l'opposition. Mais son importance est réduite par l'échec des entretiens entre M. Jarpa et des représentants de l'opposition. Ces derniers ont aujourd'hui le sentiment d'avoir été floués et ils affirment avoir commis « une erreur » en acceptant la main tendue de M. Jarpa. Il ne s'agit pas pour ce dernier de favoriser un « retour plus rapide » à la démocratie, mais simplement de gagner du temps. Sans renoncer formellement au dialogue avec les autorités, les leaders de l'opposition posent de nouveau comme « a priori » la démission du général Pinochet. C'est ce que M. Silva Cimma, président de l'Alliance démocratique, a redit lundi dans le journal *El Mercurio* de Santiago.

L'opposition n'entend pas faire le jeu du général Pinochet, qui veut se maintenir au pouvoir jusqu'en 1989. « Nous voulons », dit M. Silva Cimma, une Assemblée constituante en 1984 et un gouvernement provi-

sor en 1985. De leur côté, les leaders de l'Alliance démocratique (1), socialistes ou démocrates-chrétiens, mettent l'accent sur leur nouvelle capacité d'organisation. « Nous avons, disent-ils, beaucoup développé nos liens avec les organisations populaires et nous sommes maintenant implantés sur tout le territoire national. En outre, nous avons beaucoup affiné notre forme politique... »

Le combat reste difficile, car « la répression continue et même devient plus dure ». Les six prochains mois, précise M. Nunez, seront particulièrement difficiles. Nous nous préparons à une épreuve de force. La presse est globalement contrôlée par le régime. Seules quelques revues comme *Hoy*, *Analisis* ou *Apai* osent faire état de critiques.

Mais les dirigeants de l'opposition espèrent aussi que les forces armées « vont finir par s'interroger sur l'ampleur de la crise et sur les solutions qu'il convient d'apporter ». Pour l'instant, « il n'y a aucun indice sérieux de mise en question du pouvoir de Pinochet par l'armée en tant qu'institution ». Autre élément très positif : la victoire en Argentine de M. Raúl Alfonsín, candidat radical, à l'élection présidentielle. La démocratisation de l'Argentine doit nécessairement avoir un impact au Chili. En revanche, les Etats-Unis « maintiennent trois options » mais n'ont vraiment pas fait de choix. « Leur préférence, disent les dirigeants de l'opposition, va à une démocratisation interne du régime Pinochet. Ce qui n'est évidemment pas possible... »

MARCEL NIEDERGAU.

(1) L'Alliance démocratique regroupe la démocratie chrétienne dirigée par M. Gabriel Valdés, les familles socialistes (à l'exception d'un secteur minoritaire emmené par M. Almendra, ancien ministre des affaires étrangères de Salvador Allende), le parti radical, les socialistes-démocrates et la droite républicaine.

Etats-Unis

La « Silicon Valley » interdite aux Soviétiques

Washington (A.F.P.). - Le gouvernement américain a modifié la « carte » des zones accessibles aux diplomates et journalistes soviétiques aux Etats-Unis, en l'agrandissant, mais en interdisant l'accès de certaines régions jusque-là autorisées, comme la « Silicon Valley » en Californie, a-t-on appris, dimanche 20 novembre, à Washington. Un porte-parole du département d'Etat a indiqué qu'une note confidentielle, portant sur une révision des restrictions de déplacement appliquées aux diplomates soviétiques, avait été remise à l'ambassade d'U.R.S.S. à Washington. Le porte-parole a précisé que cette révision de la « carte » des zones interdites, la première fois depuis 1967, faisait suite à une mesure similaire de la part des Soviétiques.

Depuis près de trente ans, les Etats-Unis, par souci de réciprocité, tiennent une liste de régions, de

villes, de routes et de rivières « ouvertes » ou « fermées » aux officiels soviétiques en poste dans le pays. Le département d'Etat ne pas donné de détails sur les modifications apportées à cette « carte », mais le *New York Times* croit savoir que les nouvelles règles réduisent les zones interdites de 24 % à 20 % du territoire américain.

Certaines zones, « ouvertes » jusqu'à présent, seront désormais « fermées », c'est notamment le cas de la « Silicon Valley », une région proche de San Francisco, où sont regroupés de nombreux laboratoires de recherche informatique. Le *New York Times* précise toutefois que l'interdiction ne s'applique pas aux diplomates d'autres pays de l'Est. Il sera difficile de maintenir une sécurité stricte dans les zones « fermées ».

Kennedy, vingt ans après

La 22 novembre 1963, la trente-cinquième président des Etats-Unis, John Fitzgerald Kennedy, était assassiné à Dallas, au Texas. Des cérémonies du souvenir ont lieu, ce mardi 22 novembre, à travers le pays. Une messe à la mémoire du président disparu, à laquelle devait assister M. Reagan, est retransmise par les grandes chaînes de télévision américaines. A cette occasion, le sénateur Edward Kennedy, dernier survivant des quatre fils de Joseph Kennedy, devait prononcer un discours.

Les circonstances de l'assassinat, le personnage du meurtrier présumé, Lee Harvey Oswald, lui-même tué le 24 novembre par un ténancier de boîte de nuit, Jack Ruby, continuent à faire l'objet de controverses (le Monde daté 20-21 novembre). Feute de mieux, le

thème de l'assassinat isolé retenu par le rapport de la commission Warren reste la plus vraisemblable. En même temps, ces dernières années, les historiens et les journalistes américains ont eu tendance à présenter un bilan nettement plus critique de la courte présidence de Kennedy.

On insiste davantage maintenant sur ses erreurs : l'invasion manquée de Cuba, au printemps 1961, qui s'est soldée par le désastre de la baie des Cochons, ou l'engagement militaire au Vietnam. Assez curieusement, comme le note Walter Goodman dans le *New York Times*, on est passé, à propos de John Kennedy, « de la quasi-idolâtrie à la quasi-diffamation ». La place du président assassiné n'est pas encore clairement établie dans l'histoire. Mais le mythe Kennedy a probablement disparu.

Bolivie

GRÈVE GÉNÉRALE CONTRE LE PLAN D'AUSTÉRITÉ

La Paz (Reuters). - Lundi 21 novembre, une grève générale a paralysé la Bolivie, et treize mille ouvriers ont manifesté à La Paz pour protester contre les mesures d'austérité prises par le gouvernement.

Tous les secteurs ont été touchés, y compris celui des mines, vital pour le pays. Les magasins sont restés fermés et les transports publics n'ont pas fonctionné. Leurs employés ont défilé avec des pancartes pour obtenir une augmentation de salaire.

Le gouvernement de gauche du président Hernán Siles Zuazo a annoncé un programme d'austérité basé sur une très forte dévaluation du peso, et l'augmentation de certains prix alimentaires. Il justifie ces mesures en disant qu'elles étaient nécessaires pour obtenir un crédit de 350 millions de dollars du F.M.I. La dette extérieure du pays est estimée à 2,8 milliards de dollars.

La Centrale ouvrière bolivienne (COB), qui a lancé le mot d'ordre de grève générale, a demandé au gouvernement de rejeter les conditions posées par le F.M.I. Un responsable syndical a accusé le gouvernement de « n'être plus démocratique » et de s'être soumis « aux diktats du Fonds monétaire ».

5180^F*

MADRID-RIO
(aller-retour)

L'AGENCE QUI TIRE LES PRIX LA VOYAGERIE

38 rue Rambuteau 75003 PARIS (01) 274.21.11
3 bis rue de Valenciennes 75006 PARIS (01) 634.26.66
11 avenue de St-Michel 75005 PARIS (01) 522.22.24
22 boulevard St-Marc 75005 PARIS (01) 337.05.35 * de PARIS : 5.750 F

LE GRAND ESPACE DE L'INFORMATIQUE PROFESSIONNELLE A MONTPARNASSE.

RYO

GRANDES ENTREPRISES PME, PMI,
ADMINISTRATIONS, PROFESSIONS LIBÉRALES,
TOUS CEUX QUE L'INFORMATIQUE
PERSONNELLE CONCERNE.

**RACOURCISSEZ
LES DISTANCES QUI VOUS
SÉPARENT ENCORE
DE L'ORDINATEUR.**

RYO VOUS PROPOSE LA VOIE
LA PLUS RAPIDE ET LA PLUS SÛRE.

RYO, 94 Bd du Montparnasse 75004 Paris Tél : 33 46 36 14 42, rue de Paris 75001 Paris Tél : 33 46 36 14 42

Plan d'Épargne Logement.

Une rentabilité hors d'atteinte de l'impôt.

10 % nets d'impôts*, c'est actuellement un des taux les plus intéressants pour un placement rentable et personnalisé. Ce taux est garanti pendant 5 ans pour les plans d'épargne logement souscrits avant le 31 décembre 1983. Plan d'Épargne Logement : pour épargner en douceur, en souplesse. En douceur : à vous de déterminer le montant de votre versement initial, minimum 1500 F et de vos versements mensuels, minimum 300 F. En souplesse :

dès que vous avez des rentrées de fonds, vous pouvez faire un versement plus important, le plafond des dépôts étant de 300.000 F. Le Plan d'Épargne Logement c'est aussi un placement plein d'avenir : au bout de 5 ans, il vous ouvre droit à un prêt immobilier. Savoir répondre aux attentes de ses clients, c'est la vocation du Crédit Agricole, le Plan d'Épargne Logement en est un bon exemple.

Renseignez-vous dans votre bureau du Crédit Agricole.

Le bon sens près de chez vous.

Crédit Agricole.

* dont 4-10 % des intérêts au titre de la prime d'Etat.

Une crise co les sultans

La situation est sans commune mesure avec la crise malaisienne qui a éclaté le 20 novembre dernier. C'est la plus sérieuse que nous ayons connue depuis son accession au pouvoir en 1957. En effet, les neuf sultans de la Fédération ont refusé d'accéder à une demande pressante du gouvernement de donner leur accord à la révision de la Constitution qui leur rognaient sensiblement les droits.

La Fédération agit sous un régime monarchique. Cette Fédération, créée en 1946, compte neuf sultans, dont un a été déposé en 1957. Le roi actuel, le sultan Agong - élu par les sultans - a régné pendant cinq ans. Monarchie traditionnelle, chargée en partie de la gestion de l'Etat, le sultan a le droit de veto sur les lois votées par le Parlement. Mais il n'a pas de prérogatives personnelles, ni de pouvoir de protection de son territoire et de la religion musulmane.

La déposition du premier ministre, le sultan Mohamed, de son poste de sultan, a été décidée par le Parlement. Le sultan a été déposé, si ce n'est pas un acte de révolte, c'est au moins un acte de rébellion. Le sultan a été déposé, si ce n'est pas un acte de rébellion, c'est au moins un acte de rébellion. Le sultan a été déposé, si ce n'est pas un acte de rébellion, c'est au moins un acte de rébellion.

CEA

CHAMPAGNE POL ROGER

BRUT

75003 PARIS

69,80 F

75003 PARIS

HACHETTE UI

Collectio

Initiation à la direction de

Amouretti, Ruzé
Le monde grec antique, n. éd.
Balard
De la Contre-réforme aux Lumières
Balard, Genet, Rouche
Des Barbares à la Renaissance
Brunet, Launay
Drame guerre à l'ouest 1914-1945
Christol, Nony
Des origines de Rome aux invasions barbares

HACHETTE UI

Collectio

Initiation à la direction de

Amouretti, Ruzé
Le monde grec antique, n. éd.
Balard
De la Contre-réforme aux Lumières
Balard, Genet, Rouche
Des Barbares à la Renaissance
Brunet, Launay
Drame guerre à l'ouest 1914-1945
Christol, Nony
Des origines de Rome aux invasions barbares

HACHETTE UI

Collectio

Initiation à la direction de

Amouretti, Ruzé
Le monde grec antique, n. éd.
Balard
De la Contre-réforme aux Lumières
Balard, Genet, Rouche
Des Barbares à la Renaissance
Brunet, Launay
Drame guerre à l'ouest 1914-1945
Christol, Nony
Des origines de Rome aux invasions barbares

HACHETTE UI

Collectio

Initiation à la direction de

Amouretti, Ruzé
Le monde grec antique, n. éd.
Balard
De la Contre-réforme aux Lumières
Balard, Genet, Rouche
Des Barbares à la Renaissance
Brunet, Launay
Drame guerre à l'ouest 1914-1945
Christol, Nony
Des origines de Rome aux invasions barbares

HACHETTE UI

Collectio

Initiation à la direction de

Amouretti, Ruzé
Le monde grec antique, n. éd.
Balard
De la Contre-réforme aux Lumières
Balard, Genet, Rouche
Des Barbares à la Renaissance
Brunet, Launay
Drame guerre à l'ouest 1914-1945
Christol, Nony
Des origines de Rome aux invasions barbares

ASIE

Malaisie

Une crise constitutionnelle oppose les sultans au premier ministre

Kuala-Lumpur. — C'est dans un style courtois et sans commentaires que la télévision malaisienne a annoncé, dimanche soir, 20 novembre, ce qui apparaît comme la crise constitutionnelle la plus sérieuse que le pays ait connue depuis son accession à l'indépendance en 1957. En effet, ce même jour, les neuf sultans de la Fédération ont refusé d'accéder aux demandes pressantes du gouvernement et de donner leur accord à une révision de la Constitution qui, en fait, leur rognaient sensiblement les ailes.

La Malaisie vit sous un régime unique au monde. Cette Fédération de treize États, dont neuf sultans héréditaires, s'est donné un roi — le Yang Di-Pertuan Agung — élu par ses pairs tous les cinq ans. Monarque constitutionnel, chargé en particulier d'apposer le sceau de l'État sur les lois votées par le Parlement, il dispose aussi de prérogatives personnelles, en tant que protecteur de l'éthique malaise et de la religion musulmane.

C'est la décision du premier ministre, M. Mahathir Mohamad, de faire voter de manière expéditive un amendement en vertu duquel, si l'Agung ne promulguait pas une loi dans les quinze jours après son adoption elle entrerait automatiquement en vigueur, qui a provoqué l'ire des sultans. D'autant qu'un autre amendement donnait au premier ministre

De notre envoyé spécial

seul, sans qu'il ait à en informer le souverain, le droit de proclamer l'état d'urgence. Vote en août, cette réforme attend toujours que le roi, victime entre-temps d'une maladie — diplomatique ? — consente à la promulguer.

L'attitude des sultans risque de plonger le pays dans une crise d'autant plus grave que, d'une part, une réforme des circonscriptions électorales doit en principe être promulguée avant le 30 novembre, et que, d'autre part, le gouvernement sera privé de ressources si le budget n'est pas contresigné par le souverain avant la fin de l'année.

En omettant de consulter l'avance les sultans sur ses projets d'amendements constitutionnels, M. Mahathir a peut-être commis une erreur psychologique et qui peut diviser sa base électorale, le parti malais Umno (United Malays National Organisation), entre les partisans du gouvernement et ceux des sultans.

Souverains provinciaux

Il faut dire que le premier ministre ne manquait pas de raisons pour en arriver là. De nombreuses conversations avec des Malais de toute obédience, y compris proches de certains milieux monarchiques, montrent l'inquiétude que suscitait la possibilité de voir élire l'an prochain au trône le sultan de Perak ou celui de Johore — en particulier ce dernier, qui a publiquement annoncé que, s'il était élu, il proclamerait l'état d'urgence et gouvernerait seul.

Le sultan de Johore est la caricature de ces souverains provinciaux, qui vivent au milieu d'une cour d'un autre âge et qui, pour la plupart, profitent de leur position pour se livrer à de juteuses affaires immobilières ou dans les concessions forestières. Les histoires sur son compte courent les rues. Il se toït pas que les autres sultans le dépassent sur la route, et certains récalcitrants se sont fait bastonner. Il a battu son fils et sa femme. Récemment, il a contraint le commandant d'une vedette de la marine à se jeter à l'eau en uniforme et à nager sur une grande distance sous prétexte que les vagues faisaient par son bateau

avait fait chavirer la planche à voile de Son Altesse.

Le gouvernement a lancé, pour soutenir son point de vue, une grande campagne d'information qui ne va pas sans rencontrer quelques réserves, en particulier en province. Certes, un bon nombre de jeunes sont marqués par leurs études à l'industrialisation, au développement de la tradition historique. Certes, la fidélité absolue aux sultans s'effiloche avec la modernisation, le développement des communications et de la société de consommation. Mais le premier ministre a peut-être agi avec précipitation et il lui faudra beaucoup d'habileté pour que l'affaire ne se transforme pas en échec personnel. Homme d'autorité, on le voit mal accepter un compromis qui serait, en fait, une reculade.

Si une « formule » — c'est le terme employé ici — n'est pas trouvée rapidement, si les médiateurs choisis par le gouvernement se heurtent à un nouveau refus des sultans, M. Mahathir devra trouver d'autres moyens de pression pour amener ces derniers à résipiscence. Car il est d'autant moins question de changer de régime aujourd'hui que les fondamentalistes musulmans — soutenus par l'Iran, dit le gouvernement, font campagne pour une république islamique, dont le premier effet serait de mettre le pays à feu et à sang, la moitié de la population n'étant pas musulmane.

PATRICE DE BEER.

Philippines

PROCHAIN RÉFÉRENDUM SUR LA CRÉATION D'UNE VICE-PRÉSIDENCE

Manille (A.F.P.). — M^{me} Imelda Marcos, épouse du président philippin, qui est ministre de la qualité de la vie et gouverneur de Manille, a démissionné le lundi 21 novembre du comité exécutif de quinze membres appelé à gouverner le pays en cas de décès ou de démission de M. Marcos. Le même jour, le ministre philippin de l'Intérieur, M. Leonor Perez, a annoncé que le président Marcos s'apprêtait à créer un poste de vice-président et à supprimer le comité exécutif de quinze membres.

Selon M. Perez, la proposition de créer un poste de vice-président sera soumise à l'opinion publique lors d'un référendum en janvier prochain et entraînera l'amendement de la Constitution si la majorité de la population vote en ce sens.

L'élection du vice-président aurait alors lieu en même temps que celle du président en 1987. Si M. Marcos se trouve dans l'incapacité d'exercer ses fonctions avant cette date, le président de l'Assemblée nationale serait amené à lui succéder à la présidence, mais ne serait pas autorisé à se présenter à l'élection présidentielle de 1987.

LE GRAND CHINOIS
6, rue de la Harpe 16
75005 Paris (2e)
« LE MEILLEUR CHINOIS DE PARIS »
ARTISAN - ATELIER
PRIX CRISTALLE DE VERMEIL



الحمد لله الذي امرنا بالعلم وعلمنا بالحق
قال رسول الله صلى الله عليه وسلم
« من لم يدر ما عليه من العلم لم يدر ما عليه من الدين »

D'une réunion d'amis, enseignants et chercheurs est née la volonté de créer un lycée musulman à Paris. Notre annonce a suscité un courrier important et nous remercions les amis et parents d'élèves musulmans qui nous ont écrit. Nous avons besoin d'une aide aussi importante que l'aide nécessaire à la construction d'une mosquée.
ÉCRIVEZ-NOUS SI VOUS VOULEZ QU'UN PREMIER LYCÉE MUSULMAN LIBRE VOIE LE JOUR EN EUROPE.

HADJ EDDINE EL GHAOUTSI
B.P. 45-94340 JOINVILLE-LE-PONT

COPIES COULEURS PROFESSIONNELLES
sur film ou sur papier photo Ilford Cibachrome
ETRAVE 38, AV. DAUMESNIL PARIS 12^e 347.21.32

Pour fêter la sortie de son 400^e volume, Jean de Bonnot offre à ses lecteurs un livre d'art au prix coûtant, l'aventure fabuleuse d'un haut lieu de l'histoire de France:

HISTOIRE ET LEGENDES DU MONT SAINT-MICHEL

par Edouard J. Corroyer (1837-1904)
architecte des Monuments historiques élève général de Viollet-le-Duc.

Une île mystérieuse

Étrange vaisseau de granit enraciné dans les sables mouvants d'une baie dangereuse où se déploient, à la vitesse d'un cheval au galop, les marées les plus emplies d'Europe. Le Mont Saint-Michel, depuis toujours, a fasciné les hommes. Les Celtes l'appelaient le mont Tombe et quand, par temps d'orage, son front noir se couronnait d'éclairs, ces guerriers pourtant intrépides se taisaient frappés d'une terreur superstitieuse. Ce lieu prédestiné à l'aventure spirituelle par son isolement et sa grandeur sauvage fut de bonne heure investi par le chrétienté qui construisit là, sous le signe de l'archange Saint-Michel, une retraite pour ses moines, un sanctuaire pour ses reliques, une église pour ses pèlerins, une forteresse contre les hérétiques

et les pillards, une bastille pour les invincibles. Extrême finale de cette merveille attirée par la poursuite dans les pires conditions pendant plusieurs siècles.

Des murs cycloptères de la crypte primitive aux voûtes romanes et aux ajellissements du gothique flamboyant, tous les styles se superposent et s'accroissent ici harmonieusement. Rêve de granit, pyramide de 170 m dont les murailles s'étagent dans un équilibre impressionnant, cette merveille attire comme autrefois des centaines de milliers de pèlerins amenés ici par le repentir ou l'espoir.

La mémoire des vieilles pierres

Mais ce haut lieu de la dévotion est aussi un reliquaire de l'histoire. Ces échafaudages et ces beaux hautains, ces nefs élancées, ces salles aux voûtes sonores, ces forêts de piliers bruisant encore des litanies et des misères dont la rumeur couvrait les cris des prisonniers scellés pour raison d'État dans les sinistres « fillettes » héritées de Louis XI, où l'on devenait inexorablement fou, tout ici témoigne d'un passé lointain et étranger. Edouard Jules Corroyer, qui a consacré sa vie à la restauration de cet ensemble architectural unique au monde et qui en a sondé les moindres recoins, nous conte, dans son admirable ouvrage, les méfaits et les hauts faits dont furent témoins ces dentelles minérales, les détours de ces secrètes galeries et les redans de ces escaliers majestueux. Jamais, peut-être, l'expression « livre de pierre » n'a été aussi justifiée tant est riche et dense l'histoire du Mont Sacré où saints, rois, princes, érudits, artistes et pauvres gens laissent leur empreinte. Le beau volume de Corroyer est un des fleurons de cette littérature si attachante de l'histoire et de l'art.

Avec le dossier complet des 150 plans, vues, détails et œuvres d'art de ce « livre de pierre » au passé chargé d'histoire. En plus, 22 photographies actuelles ont été ajoutées par Jean de Bonnot.

Un livre précieux et rare. Mainteneur des traditions et amoureux des beaux livres comme autrefois, Jean de Bonnot est un des rares éditeurs, sinon le seul, à employer encore le cuir véritable décoré à l'or fin pour toutes ses reliures. En vous offrant aujourd'hui ce volume au prix coûtant, il souhaite remercier ses lecteurs de leur fidélité. Ce prix exceptionnel n'implique aucune altération de la qualité proverbiale de ses ouvrages tant en ce qui concerne les matières nobles utilisées qu'en ce qui regarde les soins apportés à l'exécution.

Description de l'ouvrage

Un volume grand in-octavo (14 x 21 cm) de 536 pages. Riche iconographie: 150 dessins, 22 photographies hors-texte. Reliure pleine cuir de mouton d'une pièce. Dacron original poussé aux ors à 22 carats pour le dos et gaufré à froid pour les plats. Papier vergé chiffon filigrané « aux canons ». Tranche supérieure dorée à l'or.



Cette image du XV^e siècle a servi de base pour l'illustration du dos de ce volume.

véritable. Signet et tranche-fillets, tressés. Cahiers cousus au fil. Gardes cordouennes. Coins remplis main.

Garantie à vie
Il vaut mieux avoir peu de livres, mais les choisir avec goût. Les beaux livres donnent à l'amateur éclairé des satisfactions inépuisables. Je ne publie que des œuvres de qualité, soignées dans les plus petits détails, qui prennent de la valeur chaque année, car l'or véritable et le cuir embellissent avec le temps. C'est pourquoi j'em'engage à racheter mes ouvrages ou souscrire pour le même prix et à n'importe quel moment.

« Jean de Bonnot »
Le prix exceptionnel de cet ouvrage nous oblige à en limiter la tirage. Nous vous prions donc de nous excuser si nous ne pouvons pas honorer les demandes tardives.

BON OFFRE EXCEPTIONNELLE

(limitée à un seul livre par lecteur)

à envoyer à JEAN de BONNOT
7, Faubourg Saint-Honoré - 75392 Paris Cedex 08

Je souhaite profiter de votre offre exceptionnelle me proposant « Histoire et légendes du Mont Saint-Michel » en un fort volume in-octavo, relié plein cuir, décoré à l'or fin 22 carats.

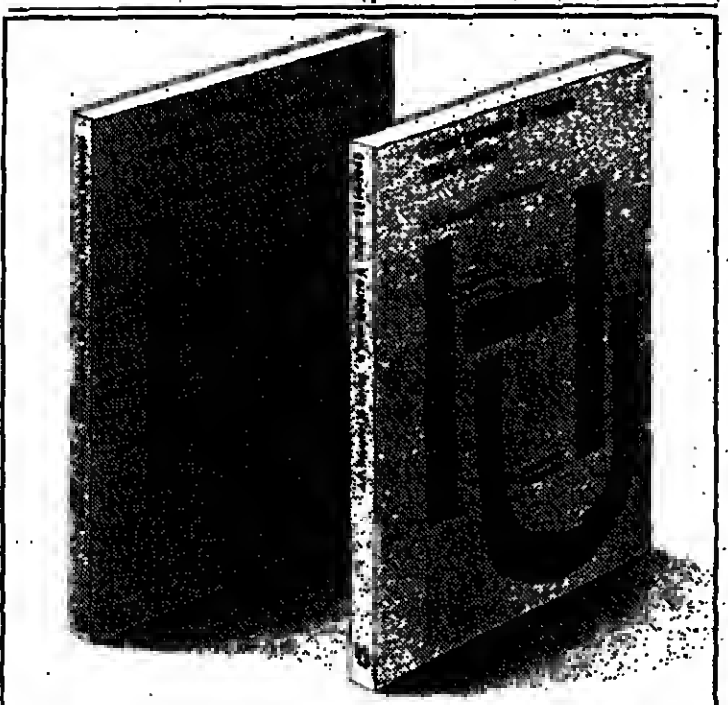
Veuillez trouver ci-joint mon règlement soit 92,50 F (+ 12,10 F de frais de port).

Si ce livre ne me convient pas, je vous le renverrai, dans son emballage d'origine, dans les dix jours, et je serai aussitôt remboursé.

Nom
Prénoms
Adresse complète
Code postal
Ville
Signature

Cette offre exceptionnelle pourra être suspendue à tout moment sans préavis.

CCA
COMPTOIR DU CHOCOLAT et des ALCOOLS
POUR VOUS, VOS CADEAUX.
Des vins, des champagnes, des chocolats, des spiritueux, des liqueurs... A des prix...
EXEMPLE :
CHAMPAGNE POL ROGER
BRUT
(vente par 6) 69,80 F
MAGASIN PRINCIPAL
POUR CADEAUX D'ENTREPRISES
103 Rue de Valenciennes 75003 PARIS



HACHETTE UNIVERSITÉ

Collection HU

Initiation à l'histoire
sous la direction de M. Balard

Amourétti, Russ
Le monde grec antique, n. éd.
Balard
De la Contre-réforme aux Lumières
Balard, Genet, Rouché
Des Barbares à la Renaissance
Brumet, Loumay
D'une guerre à l'autre 1914-1945
Christol, Nony
Des origines de Rome aux invasions barbares

Ducellier, Kaplan, Martin
Le Proche-Orient médiéval : Des Barbares aux Ottomans
Heffer, Loumay
De 1945 à nos jours, n. éd.
Heffer, Sermon
Des révolutions aux impérialismes 1815-1914
Péronnet
Des grandes découvertes à la Contre-réforme
Des Lumières à la Sainte-Alliance 1740-1820

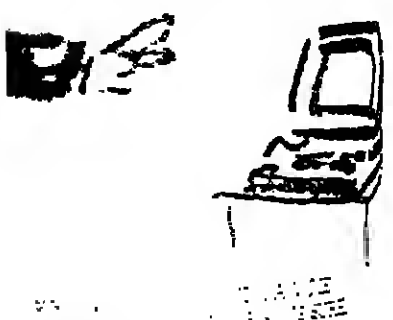
CLASSIQUES
HACHETTE

EN VENTE CHEZ VOTRE LIBRAIRE

Etats-Unis
« Silicon Valley »
héritée aux Soviétiques

nedy, vingt ans après

RACOURCISSEZ
LES DISTANCES QUI VOUS
SEPARENT ENCORE
DE L'ORDINATEUR.



(Publicité)

APPEL AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Avant que ne s'achève le débat parlementaire sur l'enseignement supérieur, les soussignés en appellent solennellement à M. François MITTERRAND, Président de la République, pour que soient corrigées, dans les réformes en cours, les dispositions et les déviations qu'ils jugent de nature à entraîner une dégradation profonde et irréparable de l'Université française.

ILS CONSIDÈRENT que la nécessaire démocratisation de l'enseignement supérieur commande l'ouverture des Universités "à toutes celles et à tous ceux qui en ont la volonté et la capacité". Mais ils estiment que cette démocratisation serait un leurre si les étudiants ne recevaient dans leurs Universités que des enseignements insuffisants et sans débouchés réels.

ILS DEMANDENT donc que soit affirmée, avec le droit pour tout bachelier d'obtenir une place dans l'enseignement supérieur, la possibilité pour les Universités de diversifier leurs formations et d'orienter les étudiants, selon des procédures variables avec les disciplines et les filières concernées, en considération des aptitudes des candidats, des capacités d'accueil des établissements et des débouchés professionnels prévisibles.

ILS CONSIDÈRENT que les tâches nouvelles imposées aux Universités par les besoins de notre époque, ne doivent leur retirer ni le droit, ni le temps, ni les moyens d'assumer leurs deux autres missions essentielles, qui sont de recherche et de culture. Car il serait désastreux pour le développement comme pour la liberté de la formation, de la recherche et de la culture, que ces trois formes d'activité de l'esprit soient éclatées et distribuées entre institutions radicalement distinctes et rapidement divergentes.

ILS DEMANDENT donc très spécialement que des liens organiques, au niveau des structures, des programmes et des échanges, soient maintenus ou rétablis entre les Universités, les Écoles et les grands organismes de recherche tels que le Centre National de la Recherche Scientifique.

ILS CONSIDÈRENT que les Universités ont pour finalité "d'élever le niveau scientifique, culturel et professionnel de la nation et des individus qui la composent" et qu'elles ne pourront le faire que si leur corps enseignant est lui-même d'un haut niveau scientifique, culturel et professionnel.

Ils estiment que le maintien de ce niveau exige l'évaluation périodique des mérites de chacun, comme c'est le cas dans les organismes publics de recherche, et, de surcroît, un recrutement régulier de jeunes chercheurs et enseignants.

ILS DEMANDENT que le projet de loi affirme clairement les responsabilités propres à chacun des corps définis par le gouvernement et que le statut en préparation prévoit des possibilités effectives de promotion pour tous ceux - et ils sont nombreux - qui en ont la capacité, selon un calendrier de création de postes de professeurs défini par une loi-programme et suivant des procédures correspondant aux normes internationales de la profession. Ils insistent pour que le projet de statut soit élaboré au grand jour avec le concours d'une commission composée de personnalités incontestées, commission fonctionnant selon des procédures transparentes. Dans l'immédiat, ils demandent le retrait pur et simple du décret du 16 septembre 1983, texte humiliant et largement inapplicable.

ILS CONSIDÈRENT que l'Université doit demeurer "indépendante de toute emprise politique, économique, religieuse, idéologique" ou syndicale et qu'elle doit tendre à "l'objectivité du savoir" comme au respect de "la diversité des opinions".

ILS DEMANDENT donc que les universitaires demeurent majoritaires dans les conseils de leur établissements; qu'ils y soient désignés en leur qualité propre et non à raison de leurs appartenances politiques, économiques, religieuses, idéologiques ou syndicales comme y invite le scrutin de liste; qu'ils y soient élus, conformément aux principes du droit commun électoral, par le collège de ceux qui appartiennent au même corps et que les règles du jeu démocratique demeurent dans les Universités ce qu'elles sont dans le reste de la Nation.

* Les phrases entre guillemets sont empruntées au texte du projet de loi sur l'enseignement supérieur.

M. Anatole ABRAGAM,
physicien, membre de l'Académie des Sciences;
M. Henri BARTOLI,
économiste, professeur à l'Université de Paris I;
M. Étienne BAULIEU,
biochimiste, professeur à la faculté de Médecine de Bicêtre;
M. J. E. BLAMONT,
membre de l'Académie des Sciences;
M. Hubert BROCHIER,
économiste, professeur à l'Université de Paris I;
M. Henri CARTAN,
mathématicien, Prix Wolff, membre de l'Institut, Médaille d'or du C.N.R.S.;
M. Raymond CASTAING,
physicien, membre de l'Académie des Sciences;
M. Pierre CHAMBERLON,
biochimiste, professeur à l'Université de Strasbourg, Médaille d'or du C.N.R.S.;
M. Gustave CHOQUET,
mathématicien, membre de l'Académie des Sciences;
M. COHEN-TANNOUDJI,
physicien, membre de l'Académie des Sciences, professeur au Collège de France;
M. Alain CONNES,
mathématicien, Médaille Fields, membre de l'Académie des Sciences, directeur de recherche au C.N.R.S.;
M. Yves COPPENS,
préhistorien, professeur au Collège de France, membre correspondant de l'Académie des Sciences;
M. Michel DEMAZURE,
mathématicien, professeur à l'École polytechnique;
M. Paul DIDIER,
juriste, professeur à l'Université de Paris II;

M. Georges DUBY,
historien, professeur au Collège de France;
M. Maurice DUVERGER,
politologue, professeur à l'Université de Paris I;
M. Jacques ELLUL,
historien du droit, professeur à l'Université de Bordeaux I;
M. FEHRENBACH,
astronome, membre de l'Académie des Sciences;
M. Jean GAUDEMET,
historien du droit, professeur émérite à l'Université de Paris II;
M. Paul GERMAIN,
mécanicien, membre de l'Académie des Sciences, professeur à l'École polytechnique;
Mme Marianne GRUMBERG-MANAGO,
biochimiste, membre de l'Académie des Sciences, directeur de recherche au C.N.R.S.;
Mme Françoise HERITIER,
anthropologue, membre de l'Académie des Sciences;
M. Paul JACQUINOT,
physicien, membre de l'Académie des Sciences;
M. François JACOB,
Prix Nobel, professeur au Collège de France;
M. Wladimir JANKELEVITCH,
philosophe, professeur à la Sorbonne;
M. Alfred JOST,
physiologiste, membre de l'Académie des Sciences, professeur au Collège de France;
M. Edgar LEDERER,
biochimiste, membre de l'Académie des Sciences, Médaille d'or du C.N.R.S.;

M. Jacques LE GOFF,
historien, directeur d'études à l'E.H.E.S.S.;
M. Jean LERAY,
Prix Wolff, membre de l'Académie des Sciences, professeur honoraire au Collège de France;
M. Claude LEVI-STRAUSS,
anthropologue, membre de l'Académie Française, professeur honoraire au Collège de France;
M. André LICHNEROWICZ,
mathématicien, membre de l'Académie des Sciences, professeur au Collège de France;
M. André LWOFF,
biologiste, Prix Nobel de Médecine, membre de l'Académie des Sciences;
M. Gérard LYON CAEN,
juriste, professeur à l'Université de Paris I;
M. Paul MANDEL,
biologie humaine et sciences médicales, membre de l'Académie des Sciences;
M. André MARECHAL,
physicien, membre de l'Académie des Sciences;
M. Louis MICHEL,
physicien, membre de l'Académie des Sciences, directeur d'études à l'E.H.E.S.S.;
M. Paul MILLIEZ,
professeur de médecine;
M. André MIQUEL,
professeur d'arabe au Collège de France;
M. François MOREL,
physiologiste, professeur au Collège de France;
M. Louis NEEL,
physicien, Prix Nobel, membre de l'Académie des Sciences;
M. NICOLET,
historien, professeur à l'Université de Paris I;

M. Philippe NOZIERE,
physicien, membre de l'Académie des Sciences, professeur au Collège de France;
M. J.C. PECKER,
astrophysicien, membre de l'Académie des Sciences, professeur au Collège de France;
M. Francis PERRIN,
physicien, membre de l'Académie des Sciences;
M. Jean POUILLOUX,
archéologue, membre de l'Institut;
M. Jean RIVERO,
juriste, professeur émérite à l'Université de Paris II;
M. Evry SCHATZMAN,
astrophysicien, directeur de recherche au C.N.R.S., médaille d'or du C.N.R.S.;
M. Laurent SCHWARTZ,
mathématicien, Médaille Fields, membre de l'Académie des Sciences;
M. Pierre-Henri TEITGEN,
juriste, professeur émérite à l'Université de Paris I;
M. René THOM,
mathématicien, Médaille Fields, membre de l'Académie des Sciences;
Mme Jacqueline THOMAS,
linguiste, Prix Volney, directrice de recherche au C.N.R.S.;
M. Jacques TITS,
mathématicien, membre de l'Académie des Sciences, professeur au Collège de France;
M. Alain TOURAINE,
sociologue, directeur de recherche à l'E.H.E.S.S.;
M. Jean-Pierre VERNANT,
historien, professeur au Collège de France;
M. Pierre VIDAL-NAQUET,
historien, directeur d'études à l'E.H.E.S.S.;

Universitaires et Chercheurs, envoyez votre signature à : A.P.U.S.E. B.P. 301 - 75229 Paris Cedex 05

Monde

LE
A trop v

Les di-
communi-
accord à une
avec la
président de
pourquoi
plus
pourquoi
être accusés
des évi-

M. Lionel Jos-
du 25 octobre
de Bourg-
sur leurs
internatio-
retournent
aux socia-
la politique
dans les
P.C.F.
le gouverne-
M. Claude
de force du
décembre
en main
n'est-elle
La France n'est-
avec un risque
Le gouver-
n'ont-ils pas
américaine à

ne peuvent
orientation qui
des socia-
Marchais lui-
l'a laissé
qu'il a don-
22 novembre)
est-elle
Berlin et
l'Union
crise, répond
du fait des États-

Un seul doigt sur le

à titre per-
l'Institut
collective
préalable
d'une
par la France
reste
Jean
dans son rap-
central du
1 mai 1977
responsable
soutenue
l'emploi de l'arme
ne puisse être laissée à
le président de
comme c'est le
aujourd'hui.

« Une telle situation, avait
Jean Kanapa, présente
un risque
pour le pays et
la paix du monde. La déci-
doit être de la responsabi-
d'un haut Comité spécial
sécurité du président de la
législative, du premier mini-
et du ministre de la défense,
la mission représentant la coo-
opération internationale et du
sal d'état-major.

En
sur le
M. Fr
premi
sociali
moqu
avait-
l'empl
« La l
expli-
vise à
soit n
major
fait q
minut
une a
Franc
foneti

ERROY & F
l'Optique d'aujo

104, Champs-Élysées
11, bd du Palais
158, rue de Lyon
147, rue de Rennes
à votre service toute



مركز من الأصل

Le Monde

politique

LES RELATIONS P.S.-P.C. ET LES PROBLÈMES DE DÉFENSE

A trop vouloir prouver...

A trop vouloir prouver... Les dirigeants communistes ne cessent de répéter qu'ils sont d'accord, à une différence « mineure » près, avec la politique extérieure du président de la République. Si c'est vrai, pourquoi ne s'en sont-ils pas aperçus plus tôt ? Si c'est faux, pourquoi prennent-ils le risque d'être accusés de chercher à maquiller des évidences ?

Mis en demeure par M. Lionel Jospin, dans son discours du 28 octobre au congrès socialiste de Bourgoin-Jallieu, de s'expliquer sur leurs divergences en matière internationale, les communistes ont répondu par l'argument : ils demandent aux socialistes d'exposer en quoi la politique qu'ils soutiennent s'écarter, dans les faits, de celle que préconise le P.C.F. N'est-il pas patent que le gouvernement ne fait rien, évidemment, comme l'avait prédit M. Claude Cheysson après le coup de force du général Jeruzelski en décembre 1981 pour contraindre la prise en main de la Pologne ? L'Afghanistan n'est-elle pas oubliée ? La situation n'est-elle pas figée au Tchad ? La France n'est-elle pas aux prises avec un risque d'« engrangement » au Liban ? Le gouvernement et le P.S. n'ont-ils pas condamné l'intervention américaine à la Grenade ?

Ces constatations ne peuvent effacer la différence d'orientation qui sépare les communistes des socialistes. M. Georges Marchais lui-même, tout en affirmant, à l'occasion d'un entretien qu'il a donné au Monde (daté 22 novembre), la crise internationale actuelle est-elle comparable à celles de Berlin et de Cuba, qu'il avait provoquées l'Union soviétique ? Il y aura crise, répond M. Marchais, mais du fait des États-

Unis. Le conflit Est-Ouest explique-t-il, au moins en partie, la situation au Proche-Orient, par exemple ? Non, répond le secrétaire général, les causes de cette situation sont locales. Bref, il y a d'un côté - celui de M. Mitterrand - une politique inspirée par le souci de préserver un équilibre mondial que l'Union soviétique menace, tandis que c'est l'Union soviétique qui est menacée et se voit imposer des compromis pour les décisions qu'elle prend enfin, selon eux, de se défendre.

Depuis son retour du voyage qu'il avait fait en Afrique fin octobre, M. Marchais a infléchi les positions exprimées par le P.C.F., en fonction de la préparation du sommet P.S.-P.C.F. du 1^{er} décembre. Alors que M. Guy Hermier, membre du bureau politique, avait réaffirmé, le 23 octobre, après l'attentat de Beyrouth, la nécessité d'un retrait des forces françaises du Liban, le secrétaire général avait fermement condamné, le 4 novembre, un attentat similaire contre les forces israéliennes à Tyr, préparant ainsi son « approbation » des mesures de protection prises par le contingent français, y compris la raid aérien de Baalbek.

Dans le même temps, la persistance d'un désaccord avec le gouvernement sur la question du charbon allait aider le P.C.F. dans ses efforts pour démontrer que les divergences ne portent pas sur la politique extérieure - domaine où s'expriment, selon M. Jospin, des différences d'ordre idéologique, mais bien sur l'action économique et sociale. Dans le cas du charbon, a souligné M. Marchais dans le Monde, ce sont

des engagements pris en 1981 que le gouvernement, aujourd'hui, « abandonne ». De même, la conception exprimée par M. Mitterrand de son rôle de président et de celui des partis met en cause les orientations traditionnelles de la gauche quant à la pratique des institutions. Enfin, ce que le chef de l'État a dit de sa place dans le dispositif de la dissuasion nucléaire a conduit M. Marchais, interrogé sur ce point, à rappeler que, pour le P.C.F., l'emploi de la force de frappe ne peut être décidé par « un seul homme » (réponse que l'Humanité de mardi passe sous silence).

Les préoccupations prises par le secrétaire général du P.C.F. risquent d'aboutir au résultat inverse de celui qui est recherché. Les socialistes appréhendent le ton adopté par les dirigeants communistes, mais ils en sont confortés dans leur volonté d'aller « au fond des choses » le 1^{er} décembre. M. Jospin, qui prépare la rencontre avec M. Marchais, en parallèle avec MM. Marcel Debarge pour le P.S. et Paul Laurent pour le P.C.F., aura peut-être l'occasion de le dire au secrétaire général d'ici là.

Le sentiment dominant, chez les socialistes, est qu'il ne faut pas escamoter, le temps d'une rencontre, les divergences qui s'expriment le reste du temps et qui se traduisent, de la part des communistes, par un manque de solidarité, que les militants du P.S. supportent de plus en plus mal.

En 1972, tout en signant son programme commun de gouvernement avec le P.S., M. Marchais avait présidé un comité central du P.C.F. un rapport beaucoup moins unitaire s'était dressé jusqu'en 1975. Cette fois, le vrai rapport Marchais sur l'état de l'union ne doit pas rester caché.

Les socialistes, au besoin, ne seraient pas en peine de le rédiger eux-mêmes.

PATRICK JARREAU.

Un seul doigt sur le bouton ?

En se déclarant, « à titre personnel », favorable à l'institution d'une procédure collective de concertation préalable au déclenchement éventuel d'une riposte nucléaire par la France, M. Georges Marchais reste fidèle à une observation de Jean Kanapa lorsque, dans son rapport au comité central du 11 mai 1977, le responsable communiste avait souhaité que « la décision d'emploi de l'arme nucléaire ne puisse être laissée à un seul homme - le président de la République - comme c'est le cas aujourd'hui ».

« Une telle situation, avait déclaré Jean Kanapa, présente en toutes circonstances un risque considérable pour le pays et pour la paix du monde. La décision doit être de la responsabilité d'un Haut Comité spécial constitué du président de la République, du premier ministre et du ministre de la Défense, de ministres représentant la coalition gouvernementale et du chef d'état-major ».

A l'époque, M. Charles Hernu avait critiqué cette proposition, estimant que, dans un gouvernement de gauche, le P.C.F. voulait, de la sorte, être

associé à une responsabilité par ailleurs diluée au sein d'un collège où, seul, le chef de l'État a été élu à l'échelon national. Le 20 mai 1976, du reste, le groupe socialiste à l'Assemblée nationale avait déposé une proposition de loi suggérant de créer « un état-major de la dissuasion nationale », placé sous l'autorité du chef de l'État, ce dernier demeurant seul responsable de l'emploi éventuel de l'armement nucléaire.

En janvier 1978, lors d'une convention nationale du P.S. sur les problèmes de défense, M. François Mitterrand, alors premier secrétaire du parti socialiste, s'était quelque peu moqué de la « condition », avait-il dit, mise par le P.C.F. à l'emploi de l'arme nucléaire. « La proposition Kanapa, avait expliqué M. Mitterrand, qui vise à ce que le gouvernement soit mêlé à la décision, l'état-major et les partis politiques, fait que, dans les sept à huit minutes qui peuvent précéder une décision de riposte par la France, il faut que le téléphone fonctionne impeccablement ».

J. L.

LEROY & Fils OPTICIENS

l'Optique d'aujourd'hui

104, Champs-Élysées
11, bd du Palais
158, rue de Lyon
147, rue de Rennes

5, place des Terres
27, bd Saint-Michel
127, Fg Saint-Antoine
30, bd Barbès

à votre service toute la semaine

POINT DE VUE

La République nucléaire

par OLIVIER DUHAMEL (*)

EN juillet 1977, le parti communiste français demande un engagement de la gauche pour « la maintenance » de notre armement nucléaire, tandis que les socialistes proposent « la renonciation de la France à l'arme nucléaire ». François Mitterrand envisage un référendum permettant aux Français de trancher (1).

Le 18 novembre 1983, le président Mitterrand s'adresse à l'Assemblée nationale et demande « à la France de renoncer à son autonomie de défense, à sa défense tout court », dont l'arme nucléaire est, souligne-t-il, « le cœur (...) », c'est-à-dire la sécurité du pays. Et il précise : « La pièce maîtresse de la stratégie de dissuasion en France, c'est le chef de l'État, c'est moi ».

Quel chemin parcouru ! Il est tout, sauf de Damas. La conversion de l'actuel président, loin de surgir comme une révélation subite, suit un processus long, lent, mais linéaire. Chaque étape qui le rapproche du pouvoir accentue son adhésion à la V^e République. Et, une fois arrivée à la tête de l'État, l'exercice même du pouvoir la transforme peu à peu, comme ses prédécesseurs civils, et lui révèle l'importance suprême de la politique extérieure, ainsi que la grande efficacité, à la fois symbolique et réelle, de la chose militaire.

Que découvrant, en effet, l'homme politique parvenu au sommet, sinon la faiblesse du pouvoir, la poignée des contraintes économiques, financières, socio-corporatistes, culturelles ? Georges Pompidou peut-il réaliser la politique industrielle dont il rêve, au-delà de l'extension des autoroutes et du téléphone ? Valéry Giscard d'Estaing parvient-il longtemps à « conduire le changement » ? François Mitterrand provoque-t-il un essor industriel nouveau par la nationalisation du crédit ? Confronté à

des déconvenues, c'est dans la politique extérieure et de défense que les présidents de la V^e République trouvent une compensation.

Quelles que soient ses tendances politiques, l'armée française, depuis la fin de la guerre d'Algérie, suit son chef. Elle est de droite ? Il est de gauche ? Qu'importe ! L'une et l'autre sont au-delà du socialisme. Il est président, elle est mitterrandienne. Et lorsque le président paraît désemparé par son impuissance intérieure, lorsque, hier, sa majorité se dilate, lorsque, aujourd'hui, la crise persiste, lui reste la force nucléaire pour exister sur la scène internationale et la diplomatie armée pour y agir : Kolwezi, mai 1978 ; Baalbek, novembre 1983.

D'où ce que l'on appelle le domaine réservé. Jacques Chaban-Delmas a inventé la formule, aux assemblées nationales de l'U.N.R., en novembre 1959. Ce secteur réservé aux présidents recouvrait, à ses yeux, les institutions, l'Algérie, la Communauté (outre-mer), les affaires étrangères et la défense. L'expression est fautive, comme l'a souligné le général de Gaulle dans ses Mémoires, en ce qu'elle suppose, « au contraire, un domaine « réglé », ou, à tout le moins, partagé. Nul ne peut empêcher le président de décider la construction d'un centre d'art contemporain, la suppression d'une voie express rive gauche ou l'implémentation et la forme d'un nouvel opéra, pour se limiter aux exemples « culturels » parisiens.

Dans notre système présidentieliste, la puissance d'évocation du président, le pouvoir d'« évocation » du président.

(*) Professeur à l'université de France-Comté, directeur de la revue Pouvoir.

dent est sans limite, du moins tant qu'il dispose d'une majorité parlementaire, donc gouvernementale. Mais l'expression reste juste en ce qu'elle traduit une continuité dans l'action des présidents de la V^e République. Tous les ministres des affaires étrangères, de la Défense, de la Coopération ont suivi scrupuleusement les directives du chef de l'État, jusqu'à en être ses collaborateurs directs (2), sauf à être remerciés, le dernier en date étant Jean-Pierre Cot.

Rien n'illustre mieux la permanence de ce domaine exclusif que « la riposte française au Liban ». Le président de la seule puissance occidentale comportant des ministres communistes intervient militairement contre une communauté soutenue par la Syrie, alliée de l'Union soviétique, alors que le président républicain des États-Unis s'est contenté, s'agissant du Liban, de mots. Le parti communiste ne saurait approuver, mais son chef d'état-major des armées ; il ne m'appartient pas de déterminer les actions à conduire, pour assurer la protection du contingent, déclare un responsable communiste, aussi présidentiel que le président (3).

Il y a cinq ans, la gauche s'était brisée, notamment sur l'armement nucléaire ; les alliances internationales et l'exercice du pouvoir. Le parti communiste allait jusqu'à exiger la « constitution d'un organisme collectif, responsable de la décision d'emploi » de l'arme nucléaire (4). Aujourd'hui, François Mitterrand décide seul cette intervention militaire, et les communistes, pour l'instant, ne quittent pas le gouvernement. Mirabeau l'avait déjà écrit, en 1790 : « Des jacobins ministres ne seraient pas des ministres jacobins ». La V^e République aurait-elle dépassé ses espérances ? Les communistes sont contraints d'être, avant tout, ministres parce qu'un socialiste, président, se voit d'abord président.

(1) Le Monde, 27 juillet 1977.
(2) Pour un autre point de vue, voir l'intervention de Pierre Messmer, le 17 novembre 1983, à l'Assemblée nationale, sous la présidence de M. Jospin.
(3) René Le Guen, T.F. 1, journal de 13 heures, 18 novembre 1983.
(4) Voir : La Gauche et la V^e République, P.U.F., 1980, p. 393.

Le gouvernement et les fonctionnaires de Saint-Pierre-et-Miquelon. Les négociations engagées le jeudi 17 et le vendredi 18 novembre entre le secrétaire d'État aux DOM-TOM et les délégués des syndicats F.O. et C.G.T. représentant les quelques dix cents fonctionnaires de Saint-Pierre-et-Miquelon, en grève depuis le 2 novembre pour réclamer une revalorisation de leur pouvoir d'achat, ont donné lieu à un relevé de conclusions. Le gouvernement se refuse, dans l'immédiat, à toute mesure particulière mais il reconnaît « la spécificité de la situation salariale » des fonctionnaires de l'archipel.

Le commissaire de la République en poste dans le département a été chargé d'étudier avec les organisations syndicales les modalités de fixation d'une indemnité spéciale compensatrice. Une nouvelle rencontre aura lieu à Paris dans la deuxième quinzaine de janvier afin de permettre, au terme de cette étude, un accord entre le gouvernement et les syndicats locaux. Le secrétaire confédéral de F.O., M. Claude Pinos, a notamment déclaré, au terme de cette première phase de discussions : « Nous avons évité la cassure ».

FINANCE DES ENTREPRISES
UNE ANALYSE INTERNATIONALE MENÉE PAR
LES EXPERTS DU RÉSEAU MONDIAL DE
PARTENAIRES D'HEC - 30 NOVEMBRE 1983
14 H - 18 H CAMPUS DE JOUY-EN-JOSAS

A L'OCCASION DU XÈME ANNIVERSAIRE DU PROGRAMME INTERNATIONAL DE MANAGEMENT (PIM) HEC CONSACRE UN COLLOQUE A L'ANALYSE INTERNATIONALE DE LA SITUATION FINANCIÈRE DES ENTREPRISES AVEC LA PARTICIPATION :

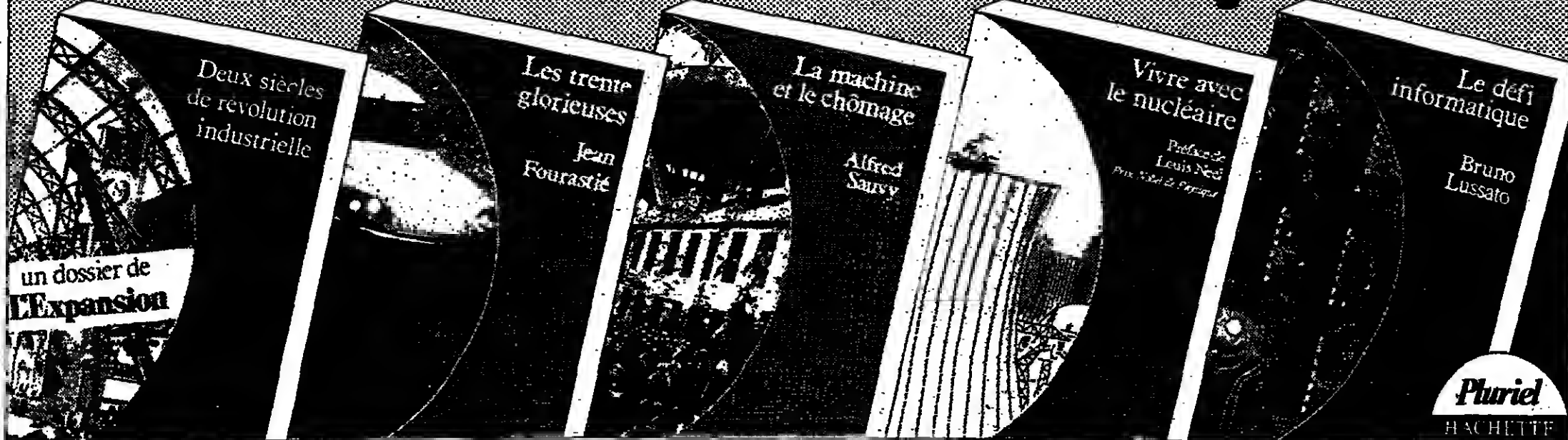
- D'EXPERTS :
H. HAK(COLOGNE), J. FRANKS (LONDRES), E. ALTMAN ET I. WALTER (NEW YORK), R. ZISSWILLER (PARIS)
- DE FINANCIERS :
Y. FLORNOY (COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE), G. FRANZI (MERRILL LYNCH BANK), K. LANZ (HOECHST), M. VATANABE (BANK OF TOKYO)
- DE CHEFS D'ENTREPRISES :
A. CHEVALIER (MOET-HENNESSY), P. CHAMPETIER DE RIBES (CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS)

INSCRIPTIONS AUPRES DE MADAME GALAT
COLLOQUE PIM
HEC, 1, RUE DE LA LIBÉRATION 78350 JOUY-EN-JOSAS
TELEPHONE 956.88.NQ POSTE 398
TELEX 697942 F

ANNONCE FIN

HEC

ADIEU LA CROISSANCE ?

Pluriel
HACHETTE

POLITIQUE

LA DISCUSSION DU PROJET DE LA LOI DE FINANCES

Une partie de la majorité du Sénat s'interroge : le budget de 1984 vaut-il la peine d'être discuté ?

Le Sénat a commencé, lundi 21 novembre, l'examen du projet de loi de finances pour 1984, adopté par l'Assemblée nationale. Il devrait l'achever le 10 décembre... à moins qu'un vote négatif sur la première partie relative aux conditions générales de l'équilibre financier ne dispense de la poursuite du débat budgétaire (1).

Parallèlement à la discussion générale ouverte dans l'hémicycle, et qui devait se terminer mardi après-midi 22 novembre avec les réponses aux orateurs de M. Jacques Delors, ministre de l'économie, des finances et du budget, les pourparlers et les conversations continuaient dans les couloirs du palais du Luxembourg, au sein de la majorité sénatoriale, sur l'attitude à adopter. Faut-il accepter de discuter d'un projet qui constitue la traduction financière d'une politique que l'on condamne ? A ceux qui sont tentés de répondre par la négative — notamment certains sénateurs R.I. et R.P.R. — il est opposé l'argument selon lequel il est pour le moins difficile à un parlementaire de se soustraire à l'un des principaux actes attachés à son mandat, à savoir l'examen du budget.

Si le point de vue de la tendance « dure » de la majorité sénatoriale

prévalait, la Haute Assemblée se verrait privée — ou dispensée — d'étudier la seconde partie du budget. Le gouvernement accepterait-il alors de voir remplacer la discussion des « fascicules » de chacun des ministères, par une série de débats organisés autour de questions orales ? La question restera toute théorique tant que la concertation entre les groupes de la majorité sénatoriale n'aura pas abouti. Il n'empêche que ses porte-parole, aussi critiques qu'ils aient été dans la discussion générale, ont plaidé non le refus catégorique du texte, mais sa modification, à condition qu'elle soit suffisamment importante pour le rendre, à leurs yeux, acceptable. La gauche ne s'y est pas trompée et elle a prévenu qu'elle n'approuverait pas un texte vidé de sa substance.

Le « bilan des illusions perdues »

Il y a plusieurs manières d'analyser une loi de finances : à la lumière du contexte international ou à celle des effets que l'on peut en attendre compte tenu des résultats des précédents budgets. Avec Ponce et l'autre

méthode, le jugement du rapporteur général de la commission des finances est sévère : aux budgets de 1982 et de 1983, qui se voulaient « novateurs et ambitieux », M. Maurice Blin (U.n.c., Ardennes), oppose celui de 1984, « étiré, frêle, contraint », porteur des « excès de ses prévisions ». Il s'agit plus d'un bilan, « bilan des illusions perdues et des erreurs » — que d'un budget, estime-t-il. « Face à des concurrents qui ont vaincu l'inflation et rétabli leur équilibre extérieur, la France fait piètre figure », ajoute-t-il.

Après avoir dressé un bilan qui englobe la stagnation voire la régression de la production industrielle, le déclin de la rentabilité, la multiplication des faillites d'entreprises, la diminution de l'épargne, même mieux orientée, un niveau d'endettement critique — présentation que M. Tony Sarac (P.S., Seine-Maritime) estime « apocalyptique » — M. Blin juge, toutefois, que le tableau « est moins sombre qu'en début d'année ». Une quatrième dévaluation n'a-t-elle pas, d'ailleurs, été évitée ? Certes l'inflation a reculé, mais « elle n'est pas vaincue », le réajustement de la balance des paiements est « réel » mais « modeste », reconnaît M. Blin, qui y ajoute des résultats positifs dans la lutte contre le chômage, mais, dit-il, « à quel prix ! ».

Quant à la pression fiscale, M. Blin s'attache à montrer que l'imposition directe aboutit à traîner sept millions de Français comme des « handicapés fiscaux », et à les « désresponsabiliser ». « Il n'est pas convenable, observe-t-il, de renvoyer ainsi une partie importante de la collectivité de l'effort de solidarité ». Après avoir annoncé que la commission des finances se propose, par vote d'amendement, de réduire les recettes de 4,5 milliards de francs, le rapporteur général voit dans le budget proposé la marque de la rigueur, certes, mais aussi de l'« austerité », de la « pénitence », d'un « jeûne », d'une « purge », d'un « cœur de dindon » non évitable après les débordements d'hier. Il en tire la conclusion que « le socialisme est prisonnier d'une conception statique, archaïque de la richesse », qu'« il est de ce point de vue fondamentalement conservateur et même réactionnaire ».

Unique porte-parole du groupe R.P.R., M. Poncelet dénonce un « virement de bord » du gouvernement, « immoral » dans la mesure où — sans avoir consulté le corps électoral — la même équipe gouvernementale portée au pouvoir sur un programme électoral « proche de celui d'Allende ou Chilly » (relance par la consommation) veut appliquer maintenant « une politique de type thachérien », et « inefficace » si « les démons de 1981 (aujourd'hui) renés n'étaient pas exorcisés ». Après avoir convenu que la récession est « moins sévère » qu'il ne le craignait, il juge la situation de l'inflation « franchement médiocre », et inévitable une dévaluation en 1984. « Hormis l'effort sur les salaires des fonctionnaires », — qu'il reste dit-il, à concrétiser —, l'ancien secrétaire d'Etat au budget « ne voit rien de très positif dans un projet de budget dont les conditions de l'équilibre paraissent très contestables ».

Après les extravagances de 1981 et de 1982, il était inévitable de passer par une phase d'austerité, affirme M. Jean-Pierre Fourcade (R.I., Hauts-de-Seine) qui préfère ne pas « s'attarder » à l'analyse des « insuffisances d'un budget aussi artificiel qu'apparemment rigoureux », pour démontrer que les mesures prévues n'empêcheront pas la croissance du chômage et ne contribueront pas à la maîtrise des dépenses sociales. A ses yeux, le budget marque « la limite de l'efficacité des contrôles, du rationnement et de la bureaucratie ».

Au nom du groupe communiste, sa présidente, M^{me} Hélène Luc (Vendée-Marne) et M. Pierre Gaubon (Essonne), reprochant à la droite de « jouer l'échec de la France ». Pour M^{me} Luc, c'est en menant à bien une politique sociale que la gauche peut relever le défi, et c'est en respectant les priorités du programme de la gauche que la crise sera vaincue. Elle regrette que le budget favorise les revenus du capital aux dépens des revenus salariaux. De leur côté, les sénateurs radicaux de gauche, par la voix de M. Jean Béranger (Yvelines) estiment que l'Etat pourrait « freiner davantage » les dépenses publiques. Le soutien financier vient de M. Tony Larue, qui déclare au nom du groupe socialiste : « L'ensemble des dispositions fiscales nouvelles, qui visent à une répartition plus équitable de l'impôt, n'appellent aucune objection ».

M. Delors :

j'ai perdu mon pari

Après que M. André Fosset (U.n.c., Hauts-de-Seine) eut donné connaissance des observations de la commission des finances sur le rapport annuel de la Cour des comptes, M. Delors se déclara « un peu embarrassé » pour poursuivre un dialogue qu'il veut serein avec le Sénat, après le « réquisitoire » de M. Blin. Pour répondre aux attaques sur l'héritage, le ministre cite trois données : la moitié de la dette extérieure de la France avait été constituée avant 1981 ; le taux d'inflation n'est jamais descendu en dessous de 9 % depuis 1973, et le chômage a augmenté de 313 % entre 1973 et 1981. Il ajoute : « Toutes nos difficultés ne remontent pas à l'héritage [mais] tout n'a pas été gâché depuis deux ans ».

Contestant que la diminution du chômage résulte de mesures « artificielles », M. Delors explique que le partage du travail a créé soixante mille emplois, et que la retraite à soixante ans est un progrès social auquel d'autres gouvernements ont eu recours pour lutter contre le chômage. Sur ce point, il relève que « les structures démographiques des entreprises doivent être préservées ». Le budget pour 1984 est celui de l'« effort partagé », de la « justice fiscale », de l'« avenir », déclare-t-il avant de conclure : « Nous ne sommes qu'au début de l'effort, rien n'est encore gagné ni pour l'inflation ni pour le commerce extérieur. Il faut plus de concurrence, plus de flexibilité et plus de productivité ».

Il revient à M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat au budget, de répondre plus précisément au reproche de M. Blin qui avait affirmé que « les élus locaux, obligés d'augmenter la fiscalité locale porteraient l'impopularité de la politique du gouvernement ». Face à cette critique que reprendra également M. Christian Poncelet (R.P.R., Vosges), M. Emmanuelli estime que c'est un « honneur » pour les élus d'être devenus responsables des impôts locaux.

M. Blin « médiateur »

La journée du rapporteur général de la commission des finances du Sénat se termine. Avant de quitter son bureau, veste mais un peu perdu au deuxième étage du palais du Luxembourg, M. Maurice Blin glisse dans sa serviette un numéro d'Esprit sur le Japon, paru en 1973, histoire de se distraire de ses préoccupations budgétaires. Il pourra ainsi, à la veille des trois semaines que la Haute Assemblée doit consacrer à l'examen du projet de loi de finances, prolonger les réflexions que son récent séjour au pays du Soleil-Levant lui a inspirées.

Les occupations du sénateur n'ont pas pris le dessus sur ce qu'il appelle les « appétits violents » de l'intellectuel. Le goût de la politique lui est, d'ailleurs, venu tardivement, même si, récent agrégé de philosophie, il s'était vu confier le soin, aux heures glorieuses et fumeuses de la libération, d'animer quelques réunions publiques pour les candidats du M.R.P. dans les Ardennes, où il est né le 28 août 1922.

Après avoir enseigné trois ans à Metz, M. Blin entra à la fondation Thiers en 1948 et devint attaché de recherche au C.N.R.S. en 1951. Il enseigna ensuite à Lille et à Charleville, où il se décida à briguer, avec succès, en 1958, son premier mandat. Député de la deuxième circonscription des Ardennes, il est battu quatre ans plus tard, « proprement vidé », se souvient-il, par un U.N.R. Il entame alors, en 1963, une carrière de journaliste à l'usine nouvelle, hebdomadaire dont il sera rédacteur en chef, puis directeur.

M. Blin ne retrouve pas son siège de député en 1968 ; il entre au Sénat

en 1971. Pendant six ans, il exerce à la fois son mandat de parlementaire (C.D.S.) et ses fonctions de directeur de publication, qu'il abandonne quand il succède, en avril 1977, à M. René Monory, entré au gouvernement, comme rapporteur de la commission des finances de la Haute Assemblée.

C'est donc, cette année, le septième fois que M. Blin (C.D.S.) analyse un projet de budget. Son jugement est « tempéré à dessein ». Bien sûr, il ne manque pas de rappeler que les prévisions de 1982 (1,7 % de croissance au lieu des 3 % prévus) et de 1983 (0,5 % de croissance au lieu de 1,5 % prévus) étaient « dramatiquement erronées ». Il se sent d'autant plus à l'aise pour suggérer que le gouvernement « se trompe moins » en envisageant 1 % de croissance en 1984.

Les constations critiques, M. Blin les fait « sans joie », et il est tout prêt à dire au gouvernement : « J'aurais voulu que vous soyez raison ». Convoquant son rôle de rapporteur général comme celui d'un « médiateur » entre le Sénat, « qui tire à droite », et l'Assemblée nationale, M. Blin n'a pas toujours la tâche facile pour défendre ce qu'il entend être des « positions de raison », susceptibles d'interpeller une gauche qui se pose des questions. Certains collègues de la majorité sénatoriale ont, parfois, du mal à se retrouver dans cet homme qui, peu soucieux de notoriété, se refuse à toute démo, même si cela va pas dans le sens des intérêts politiques de ses porteurs.

A. Ch.

Deux élections cantonales

GUYANE : canton de Cayenne-Nord-Est (2^e tour).

Inscr., 3270 ; vot., 1950 ; suff. expr., 1921. M. Paulin Bruné, R.P.R., c.s., 961 voix, REELU. M. Antoine Karam, P.S.G., 960.

[Le chef de file du R.P.R., M. Bruné, est élu avec une voix d'avance sur son adversaire, M. Karam, candidat du parti socialiste guyanais (P.S.G.), principale formation de gauche du département. Au premier tour, les résultats avaient été les suivants : inscr., 3270 ; vot., 1556 ; suff. expr., 1519. M. Bruné, 750 voix ; Karam, 747 ; Guy Brachet, div. dr., 22.

Il y a eu cette fois 394 votants de plus. La réélection de M. Bruné permettra à l'opposition de conserver la présidence du conseil général qu'elle détient depuis mars 1982, par l'intermédiaire de M. Emmanuel Ballony (R.P.R.), élu à ce poste au bénéfice de l'âge. La gauche et la droite, en effet, étaient chacune huit sièges à l'assemblée départementale.

Le scrutin de mars 1982 avait été annulé parce qu'il y avait eu de violents incidents, au bureau centralisateur de Cayenne, lors du dépouillement, après que l'un des scrutateurs eut effacement voté au bénéfice de M. Karam avec 5 voix d'avance sur M. Bruné. Les procès-verbaux avaient été détruits.]

MOSELLE : canton de Verny (1^{er} tour).

Inscr., 16 448 ; vot., 7 382 ; suff. expr., 7 180. MM. Jean Walgenwitz, U.D.F., 2 939 ; Gilbert Perrin, R.P.R., 2 420 ; Jean François, P.S., 1 573 ; Jacques Antoine, P.C., 251. Il y a eu ballottage.

[Le total des voix recueillies par chacun des quatre candidats se correspond pas aux suffrages exprimés. La différence de trois voix est consécutive à une erreur consignée au procès-verbal de la commune de Carry.

Il s'agit de pourvoir au remplacement de M. Bernard Liack, R.P.R., démissionnaire pour des raisons professionnelles. Ce dernier avait été élu au second tour du scrutin de mars 1982 avec 6 715 voix contre 4 220 au candidat socialiste, M. François, pour 10 935 suffrages exprimés, et 11 560 votants. Il y avait 16 000 électeurs inscrits. Les résultats du premier tour avaient été les suivants : inscr., 16 012 ; vot., 10 910 ; suff. expr., 10 569. MM. Liack, 4 848 ; Walgenwitz, 3 208 ; François, 2 886 et Antoine, 427.

M. Jean Walgenwitz, U.D.F., conseiller général de ce canton de 1970 à 1982 est en tête du scrutin de ballottage avec 40,93 % des suffrages exprimés. Il devance cette fois le candidat du R.P.R. de 519 voix. Ce renversement de tendance au sein de l'opposition, sensible dans les plus importantes communes du canton (Marty et Peltre) s'explique, selon les concurrents du conseiller sortant par la politique qu'il a menée depuis mars 1982. Cette politique est considérée par les trois concurrents du candidat R.P.R. comme un « abandon de canton ».

La majorité pour sa part enregistre un tassement de ses voix : 25,40 % des suffrages exprimés au lieu de 31,34 % au premier tour de mars 1982. Le candidat socialiste perd une part importante de ses suffrages dans la commune de Marty où sa représentativité passe de plus de 31 % des suffrages à moins de 23 %.

Ce premier tour de scrutin a été marqué par un taux de participation très faible : 44,88 % au lieu de 66,13 % au premier tour de mars 1982 et 71 % au second tour.]

• L'anniversaire de la mort du général de Gaulle. — Les parlementaires du R.P.R. se sont rendus lundi 21 novembre à Colombelles-Deux-Eglises pour le treizième anniversaire de la mort du général de Gaulle. Une cinquantaine d'élus entouraient MM. Jacques Chirac, Bernard Pons, et Claude Labbé. Le président du groupe R.P.R. de l'Assemblée nationale a remis à la presse un texte affirmant : « Le gaullisme n'a jamais été aussi actuel et vivant. Tout le monde s'en sert ou tend à le récupérer. Toute comparaison est scandaleuse, entre l'homme du rassemblement et du redressement et les responsables de nos divisions et de notre chute. Quand nous entendons évoquer les « accents gaulliens » ou les « décisions gaullistes » à propos des plus ennemis du général de Gaulle et des plus hostiles à sa conception politique, nous sommes étonnés de ces falsifications historiques. »

LES FOURRURES MALAT
Promotion du vison en novembre
ont la fourrure de qualité à des prix défiant toute concurrence. Grand choix, prêt-à-porter ou sur mesure, visons, loupes, renards, marmottes, etc.
DE CONFIANCE Prix de gros, pelasses, cuir - Service après-vente - Tél. 878-60-67
47, rue La Fayette, 75008 PARIS - M^{re} LE PELETIER

EXPO PHOTO CHRISTOFFLE



Regards sur l'Argenterie par 12 Grands Photographes

JOUEZ ET GAGNEZ...

Pavillon **Christoffle**
12, rue Royale - Paris 8^e
24, rue de la Paix - Paris 2^e
95, rue de Passy - Paris 16^e
93, rue de Seine - Paris 6^e
Centre Commercial Parly II

Changez vos vieilles fenêtres pour des fenêtres en P.V.C.

- s'adaptent à tous les styles
- se posent en 1 journée
- n'exigent aucun entretien
- n'ont besoin d'aucune peinture
- isolent parfaitement contre le froid et le bruit

CREDIT GRATUIT 9 MOIS

Renseignements et Devis
Ile-de-France ☎ 468.18.10
Lyon ☎ (7) 835.29.96

USINE ET SIÈGE SOCIAL **Paris Renov** Z.I. de LOUVRES 95 380

JP 21/11/83

Le Monde

régions

Rhône-Alpes

DANS LE PARC DU VERCORS

La radio des cinq pays

De notre envoyé spécial

Die. — Sur la place de la République envahie de platanes, entre le Café de Paris, le sous-préfet et la cathédrale, des haut-parleurs distillent de la musique rock. Sans forcer sur les décibels, toutefois, car il ne s'agit ni d'une semaine commerciale, ni d'un radio-crochet, ni même de l'animation en sourdine de quelque rue piétonne. Simple et Radio-Vercois a pris ses quartiers à

thédrale. Et c'est ainsi que les Dieois, entre un reggae de Jamaïque et un rock du Colorado, retrouvent la mémoire de leur ville, de leurs paysans, de leurs ancêtres.

La plus grande réserve de France

Le projet d'une réserve naturelle dans le Vercors est ancien : certains le font remonter à 1936. Mais il a fallu attendre 1976 pour que le dossier sorte des tiroirs, et seulement deux ans pour l'enterrer à nouveau, sous la pression des chasseurs et aménageurs de stations touristiques. Le président du parc naturel régional du Vercors, M. Yves Pillet, relance néanmoins l'affaire et, en 1980, onze communes sur les douze concernées se prononcent pour la réserve. Mais le temps passe, et aucune décision n'est prise.

Le 22 septembre 1983, le Conseil national pour la protection de la nature, à son tour, se prononce pour la réserve du Vercors, sur une surface d'environ 19 000 hectares — ce qui en fera la plus grande réserve de France. Le parc, naturellement, pousse à la roue, mais deux communes se font toujours prier :

Gresse-en-Vercors, qui a de grands projets immobiliers, et Saint-Agnan-en-Vercors, dont le maire, hôtelier, souhaite implanter une station touristique. Aux chasseurs, on concède finalement la droite — pour eux seuls — d'entrer dans la réserve avec leurs chiens. Aux aménageurs, on laisse deux « boucles » de ski de fond, mais qui ne pourront pas être damées mécaniquement, car tous les véhicules seront interdits dans la réserve.

Le dossier est actuellement entre les mains du Conseil d'Etat, qui devrait rendre son arrêt avant la fin de l'année. En attendant, les mouvements écologistes et les associations de protection de la nature multiplient leurs interventions pour obtenir la mise en réserve totale du site : 18 000 hectares de hauts plateaux d'une beauté sauvage, cela mérite des sacrifices.

Die, pour quelques jours, comme l'indique la banderole déployée sur l'immeuble qui abrite le studio.

Encore une radio locale ? Oui, mais cette fois pas tout à fait comme les autres. Emission directe du parc naturel régional du Vercors, elle se veut l'instrument de liaison des cinq « pays » du parc (Vercors proprement dit, Quatre-Montagnes, Trièves, Royans et Diois) et donc se déplace : une semaine en septembre à La Chapelle-en-Vercors, une quinzaine en octobre à Die, puis Pont-en-Royans jusqu'au 30 novembre et enfin Chichilianne en décembre.

Les promoteurs de l'opération, à commencer par M. Mielbel De Paeppe, le jeune et tenace conseiller culturel du parc, espèrent que cette radio pourra se fixer l'an prochain et constituer une équipe locale capable d'assurer les programmes. Pour les débuts de Radio-Vercois, le parc a, en effet, appelé une équipe parisienne de l'INA, à laquelle se sont joints quelques autochtones.

Ce n'est qu'un début. Pour lors, on se contente d'émettre d'un studio de fortune — toutes fenêtres ouvertes sur la place ! — avec une antenne plantée sur le clocher de la ca-

formé la salle polyvalente en l'honneur des vigneron du Diois, l'espace d'un été. L'un des promoteurs de l'opération, André Pite, ancien sculpteur sur bois et Diois d'adoption, a mis à contribution tous les vigneron du secteur. A l'INA, il a emprunté un vieux presseur de chéne, abandonné dans une cave en pièces détachées, chez l'autre il a retrouvé des tonneaux de transport en pin cerclé de cyprès qui servaient à livrer le vin aux Dauphinois, à dos d'âne, par les cols du Vercors. Au bout du compte, chacun, qu'il soit natif du lieu ou seulement de passage, retrouve ou découvre un mode de vie qui a vu naître une civilisation.

« La musique pop, c'est pour attirer les jeunes, avoue sans tarder Michel De Paeppe. Avec question de se complaire ou flânerie avec pipeaux et vielles ». Radio-Vercois, ce soir-là, a d'ailleurs un invité qui joue de la flûte de Pan et qui, en concert, se fait accompagner à l'orgue... Donc, pour les animateurs du parc, tout ce qui se dit et se fait dans le Vercors, même si ça n'est pas traditionnel, fait partie du patrimoine.

Ainsi, dans les sous-sols du Musée de la chaussure de Romans, on peut

actuellement voir une exposition consacrée aux routes du Vercors qui n'a rien à voir avec la « culture-bibin » : grâce à un petit film des années 20 retrouvé dans une mairie, les animateurs du parc ont eu l'idée de creuser cette affaire des routes taillées dans la roche au siècle dernier. Il en est résulté un superbe catalogue de photographies d'époque, retrouvées au hasard des fermes et des bureaux de l'administration. Et l'on se rend compte alors que le plateau du Vercors, complètement enclavé jusqu'au milieu du dix-neuvième siècle, s'est ouvert brusquement au tourisme dès la fin du siècle dernier.

Le parc régional entretient aussi des « maisons » plus ou moins spécialisées (Maison de la spéléologie à Laus-en-Vercors, Maison de la flore à Chamaloc, près de Die, bientôt une Maison du travail manuel à Pont-en-Royans, etc.), où estivants

et enfants des écoles peuvent séjourner et découvrir un « pays ». Ses activités culturelles débordent jusqu'à Grenoble, où le Musée dauphinois accueille des expositions nées de la recherche iconographique en Vercors, appuyées sur des enquêtes ethnographiques (entrées au magnétophone, par exemple).

Toutes ces initiatives n'ont qu'un but : redonner à des zones de montagne dévalorisées une identité culturelle, donc une raison pour les habitants de rester et de travailler au pays. « En dix ans, la population du parc a gagné mille habitants, note Michel De Paeppe. Ce n'est pas beaucoup, mais c'est l'arrêt d'un mouvement d'exode rural qui asphyxial la région ». L'animation culturelle du parc y est-elle pour quelque chose ? Peu importe. L'exode est enrayé, c'est l'essentiel.

ROGER CANIS.

« TERRAIN » : UNE NOUVELLE REVUE D'ETHNOLOGIE RÉGIONALE

L'ethnologie régionale, ou du moins « hexagonale », est une discipline relativement nouvelle en France, traditionnellement portée vers les recherches exotiques. Cette ethnologie « française » a désormais sa revue, intitulée Terrain, dont le premier numéro (octobre 1983) vient de sortir.

Publiée sous l'égide de la mission du patrimoine ethnologique du ministère de la culture, cette revue se propose de présenter, chaque trimestre, le résultat des recherches menées sur le terrain.

« Les savoirs naturalistes populaires »

Le premier numéro, axé sur « les savoirs naturalistes populaires », comporte deux études, une sur les peludiers de Guérande et l'autre sur les vigneron du Beaujolais, ainsi qu'une recherche plus générale sur l'éthno-botanique. Enfin, un ethnologue décrit son travail de formation à l'ethnologie des gardes-moteurs du parc régional des Ecrins, chargés de collecter les éléments de la culture populaire du Briançonnais.

La revue Terrain, actuellement tirée à trois mille exemplaires, est destinée à la fois aux chercheurs soucieux de connaître l'état de l'ethnologie en France et à tous les éducateurs, enseignants et membres d'associations intéressés par la vie régionale, la culture populaire et tout ce qui appartient au patrimoine culturel de la France et de ses « terrains ».

★ Terrain. Mission du patrimoine ethnologique, 4, rue de la Bastille, 75002 Paris, tél. : 261-54-40, page 334 ; le numéro 28 F (conditions particulières d'abonnement).

A TRAVERS LA FRANCE

Brest invente le stationnement à cartes

Un titre de stationnement vient d'être mis en vente à Brest, première ville française à s'équiper d'un nouveau type d'horodateur. Les automobilistes pourront désormais acquiescer une carte (pour la somme de 40 F), leur donnant la possibilité de stationner dans tous les parkings et le long des trottoirs.

L'usager sera « crédité » de 40 unités qui seront progressivement soustraits par le « lecteur de cartes ». Ce système remplace les pare-brises et la « chasse à la monnaie » qu'ils imposaient aux usagers. La ville sera progressivement équipée de ces horodateurs au cours des trois années à venir. — (Corresp.)

Coopération franco-algérienne pour les communes

Le premier Salon international des collectivités locales se tiendra à Alger, du 23 au 30 novembre, sur l'initiative du ministère de l'intérieur et du secrétariat d'Etat au commerce extérieur algériens.

La direction générale française des collectivités locales apportera son concours à ce salon et sera présente à quatre « journées » de conférences techniques : la première (25 novembre) aura pour thème « l'informatique pour la gestion locale », la seconde (27 novembre) étudiera la gestion des services publics locaux (eau, assainissement et déchets urbains). La troisième se tiendra le 28 novembre et portera sur les transports publics urbains. La quatrième (29 novembre), traitera de la formation professionnelle du personnel et des perspectives de coopération entre la France et l'Algérie.

M. Eric Gilly, directeur des collectivités locales, participera aux travaux, le 28 novembre, avec son homologue algérien, M. Chérif Rahmani.

Les beaux jours des casinos de Cannes

Avec une recette prévue de 105 millions de francs (deux fois plus qu'en 1982), les salles de jeux du Palm-Beach de Cannes ont échappé cet été, du 1^{er} juin au 31 octobre, à la morosité ambiante. La roulette a drainé les plus larges profits (54,7 millions de francs), suivie du « chemin de fer » (36 millions de francs). La bataille des gros joueurs vient toujours du Moyen-Orient.

Autre établissement de jeu cannois, le casino des Fleurs, qui a bénéficié également de cette relance des tapis verts, avec un produit brut de 11 millions de francs, soit presque 2 millions de plus que l'année précédente. Sur cette somme, l'Eurt préleve 45,6 % et la ville de Cannes 11,25 %. — (Corresp.)

Centre

A BOURGES

Bruits et chuchotements autour de la cathédrale

De notre correspondant

Bourges. — La disparition d'un garage avait tout à coup ouvert aux habitants de Bourges — les Berruyers — une perspective jusqu'alors inconnue de leur cathédrale... et fait se développer une polémique passionnée jusqu'en dehors des frontières de l'Indre-et-Loire. Aujourd'hui, seule la mauvaise foi semble arracher encore quelques cris offensés. Les travaux commencent il y a peu de temps d'un centre touristique au pied du grand édifice semblent enterrer le fin des combats et la possibilité d'un mariage de raison entre le passé et le présent dans le domaine architectural.

« Les misérables ! » Ce cri, des milliers de fois répété, avait hissé en 1972 le débat sur le plan national. Au pied de la cathédrale Saint-Etienne, les travaux de l'illustre Victor-Hugo viennent pourtant de commencer au terme desquels s'ouvrira un centre d'animation et d'intérêt touristique.

« S.O.S. Cathédrale » qui fit renouer la construction de l'hôtel consulaire déporté à l'extérieur de la ville n'est plus qu'un lointain souvenir. A peine quelques réactions sporadiques d'inconditionnels paralysent-elles. La maquette du projet retenu, celui de Jean-Paul Martin, a rassuré partiellement les Berruyers : la vue de leur cathédrale est préservée, et c'est bien là l'essentiel.

Quant aux bâtiments dessinés en L, sur une superficie de 700 m², ils seront, selon le mot du maire, Jacques Rimbaut (P.C.), une « minuscule » collée aux bâtisses existantes et complétées par un jardin. Avec la bénédiction de la commission nationale des sites, de la commission supérieure des monuments historiques et l'accord d'un

jury dont faisaient partie, entre autres, le président de « S.O.S. Cathédrale » et un représentant de l'ordre des architectes, les travaux devraient être achevés pour l'ouverture de la saison prochaine (1).

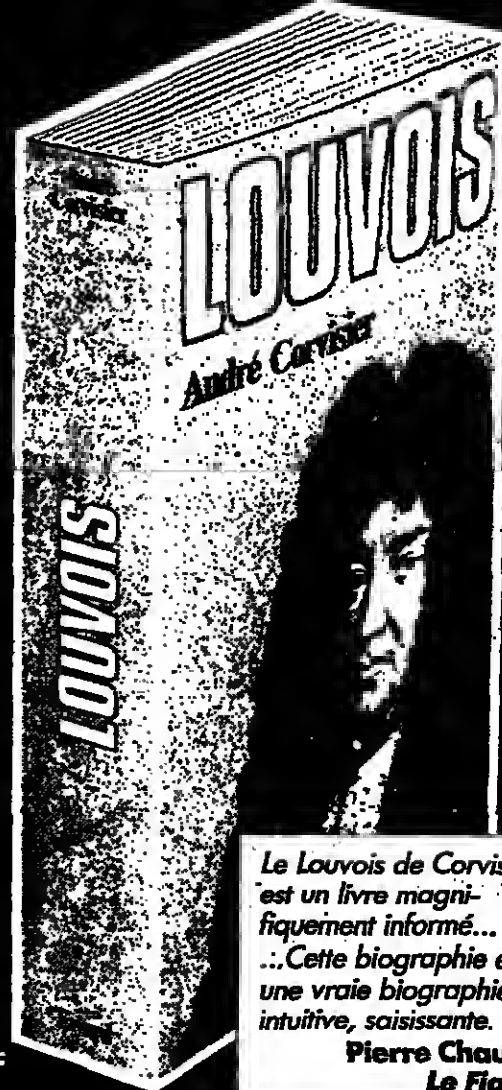
L'architecture, en intégrant à la fois beaucoup de vert et des toits à forte pente, intègre des constructions moyennes et modernes, l'enclos des Jacobins faisant désormais autorité dans ce domaine à l'échelon européen.

Redonner vie à une rue commerçante en vue d'un meilleur équilibre, améliorer l'accueil des touristes (plus d'un million par an) en faisant visiter l'une des plus belles cathédrales de France, tel a été le souci de la municipalité depuis son arrivée en 1977. Des boutiques proposant tous les produits du Berry, des fleurs, des objets en grès de la région, un restaurant, quelques bureaux et onze appartements occuperont les bâtiments. Quant aux découvertes archéologiques possibles, M. Rimbaut, architecte d'Etat, assisté depuis le 1^{er} novembre par un archéologue municipal, y veille en permanence. En fait, seule la marchandise de glaces, qui jusqu'alors officiait en solitaire pendant la saison touristique à l'ombre de la cathédrale, y trouverait peut-être à redire.

PATRICK MARTINAT.

(1) « S.O.S. Cathédrale » s'est pas une association. C'est une appellation de circonstance. Elle est placée sous l'égide de la S.P.P.E.F. (Société de protection des paysages et de l'esthétique de la France) et représentée par Jean Boulanger. Le représentant des architectes est M. Rimbaut.

L'HISTOIRE CHEZ FAYARD



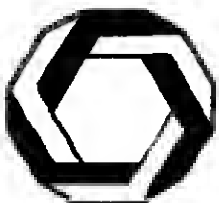
Le Louvois de Corvisier est un livre magnifiquement informé... Cette biographie est une vraie biographie, intuitive, saisissante. Pierre Chaunu, Le Figaro

110 F 558 pages

BLINDEZ VOUS-MEMES LES GLACES DE VOTRE VOITURE

Film adhésif totalement invisible, résistant aux chocs : 2 tonnes 600 au cm², au feu : 900 °C pendant 20 minutes, 98 % aux ultraviolets, 57 % aux infrarouges. 280 F le m²

Conditions spéciales aux carrossiers et collectivités DIB, B.P. 55 - 75462 PARIS Cedex 10 Tél. : 203.25.00



SATEL 83

SALON DES TELECOMMUNICATIONS

BREST 8, 9, 10 DECEMBRE 1983

Journées Professionnelles : 8 et 9 Décembre

Thèmes :

- Année Mondiale des Communications
- Les Télécommunications Maritimes

Rancontres entre industriels, PME régionales et nationales et élèves ingénieurs

Journée « PORTES OUVERTES » : 10 Décembre

- Accès libre et gratuit
- Films de vulgarisation

Exposition permanente les 3 jours de 9 h 30 à 18 h 00

Renseignements techniques et facilités d'accès : ENST Br "SATEL 83" PLOUZANE B.P. 856 - 29279 BREST Cedex Tél. : (98) 00.15.86 - Téléc 940729 ENSTBR

DES

Blin « médiateur »

élections cantonales

PR

8.10

LOUVRES 95 552

SCIENCES ET TECHNIQUES

APRÈS DIX ANS D'EFFORTS EUROPÉENS

Le premier vol du Spacelab

DANS un peu moins d'une semaine, lundi 28 novembre, à 17 heures heure française, la navette spatiale américaine Columbia s'envolera de Cap Canaveral (Floride). Une mission de plus d'essai. C'est vrai. Il s'agit de la neuvième pour la NASA et de la sixième pour Columbia. Mais sur deux points, au moins, ce vol présente une originalité par rapport à ceux qui l'ont précédé.

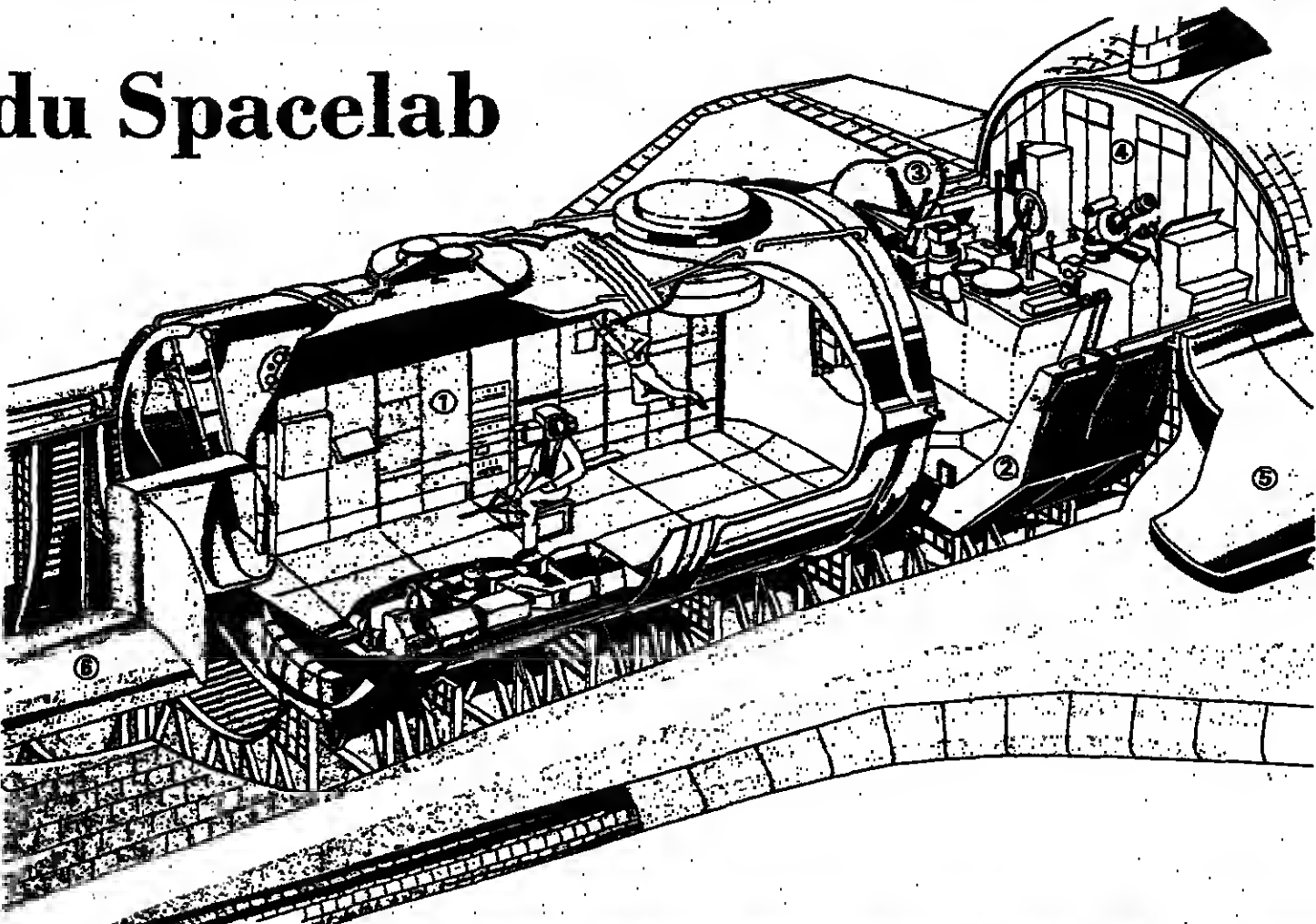
Le premier tient au fait que la NASA travaille, ce qu'elle n'avait pas fait depuis la mission américano-soviétique Apollo-Soyouz, avec des étrangers — en l'occurrence, les Européens — pour réaliser un vol spatial habité de grande importance. La navette doit, en effet, emporter dans ses flancs un laboratoire de recherche habité, le Spacelab, mis au point par les industriels européens sous l'égide de l'Agence spatiale européenne (ESA) pour utiliser au mieux les conditions particulières régnant dans l'espace : vide parfait, absence de pesanteur, plate-forme de travail qui s'affranchit des conditions météorologiques, etc. Ce laboratoire de conception modulaire, récupérable et réutilisable en principe une cinquantaine de fois, doit, pour cette première mission, rester moins de neuf jours en orbite, solidement bouclonné dans la soute de Columbia qu'il ne doit pas quitter.

Le second point est d'une nature un peu différente. Pour la première fois, en effet, volera à bord de la navette un astronaute qui ne sera pas de nationalité américaine : l'Allemand de l'Ouest Ulf Merbold, quarante-deux ans, désigné par l'ESA pour effectuer une partie des soixante-douze expériences scientifiques embarquées à bord du Spacelab. Certes, il ne s'agit pas d'un astronaute à part entière comme le commandant de bord de la mission, le vétéran John W. Young, ou le pilote de Columbia, le néophyte Brewster H. Shaw, ni même d'un de ces ingénieurs de bord, comme Owen K. Garriott et Robert A.R. Parker, qui connaissent sur le bout du doigt tous les systèmes de la navette.

Plus simplement, il s'agit d'un de ces chercheurs ou ingénieurs de métier capable de conduire les expériences de la charge utile (2 800 kilogrammes également répartis entre les Européens et les Américains) installée dans le Spacelab. En regard aux nombreux vols mixtes que les Soviétiques ont déjà accomplis avec des cosmonautes étrangers, cette initiative américaine n'a rien d'exceptionnel, mais elle marque toutefois un changement qui pourrait donner lieu à l'embarquement futur d'autres astronautes étrangers. Certains d'entre eux sont déjà désignés, tandis que d'autres — comme l'un des cosmonautes français — attendent que des décisions soient prises sur ce sujet sensible.

Enfin, au-delà de ces considérations, ce vol commun ESA-NASA a pour objectif de montrer, tout au long des huit jours, vingt-deux heures et trente-neuf minutes de la mission, que le système Spacelab et les sous-systèmes qui le composent fonctionnent bien, que la compatibilité entre le laboratoire spatial et son transporteur est bonne et qu'enfin les expériences menées sont de nature, pour quelques-unes d'entre elles au moins, à attirer de nouvelles équipes scientifiques mais aussi à susciter des propositions émanant de groupes industriels.

Pour ces raisons, ce vol, qui dans le passé a connu dans son développement des difficultés d'ordre technique et financier, est attendu. D'autant plus qu'à la suite d'un problème rencontré sur l'une des fusées d'appoints de la navette Columbia le tir a dû être reporté de deux mois, ce qui coûte environ 3,6 millions de francs supplémentaires à l'ESA. Au moment où chacun s'interroge sur l'avenir du Spacelab qui reste un outil cher, un succès de la mission serait peut-être de nature à susciter de nouvelles vocations parmi les utilisateurs potentiels.



La version du Spacelab retenue pour ce neuvième vol de la navette spatiale se compose de deux parties : d'une part, un module pressurisé (1) dans lequel travaillent en bras de chemise les astronautes chargés de la bonne marche des expériences et, de l'autre, une palette porte-instruments (2) sur laquelle sont directement exposés au vide des antennes (3) des capteurs et, demain peut-être, des télescopes. L'ensemble, qui pèse 15,7 tonnes dont 2,8 tonnes pour les expériences scientifiques, prend place dans la soute de la navette (4) dont les portes (5) s'ouvrent une fois en orbite. L'accès au compartiment vie de la navette, situé à l'avant du véhicule, s'effectue par un tunnel (6) de fort diamètre.

Un laboratoire qui prépare les usines spatiales de demain

ENFIN ! devrait-on dire. Comme il s'est fait attendre, ce premier vol du laboratoire spatial européen Spacelab à bord de la navette américaine Columbia ! Ne devait-il pas avoir lieu à la fin de 1979 ou au début de 1980, avec en prime la présence à bord du premier astronaute européen ? Hélas ! ce ne réécrit pas l'histoire, et ce programme pour lequel les Européens ont investi plusieurs milliards de francs arrive, aujourd'hui, à son terme, avec près de quatre ans de retard sur le calendrier initial, et non sans avoir connu des moments difficiles dont certains sont dus à la navette elle-même.

Un mécano spatial

Pourtant tout avait commencé dans l'enthousiasme. Un enthousiasme sans doute un peu artificiel, puisqu'il masquait les nombreuses difficultés que l'Europe spatiale moribonde. C'était en 1973. L'Europe spatiale paraissait alors une utopie tant les pays européens étaient divergents et montraient plus d'indifférence qu'enthousiasme à l'idée de repousser les décisions qu'à engager de nouveaux programmes. Et voilà que, cette même année à Bruxelles, par un de ces revirements dont elle ne fut guère avare par la suite, l'Europe spatiale renouait de ses cendres. Et avec quel programme ! Au terme d'une conférence particulièrement animée, onze pays s'engageaient, en effet, par ministres interposés, à financer simultanément le développement et la construction d'un lanceur de satellite (Ariane), ceux d'un laboratoire spatial habité (Spacelab) et ceux, enfin, de satellites de télécommunications maritimes (Marecs).

De ces trois programmes, seul celui consacré à Spacelab n'a pas encore donné lieu à une mission dans l'espace. De fait, le premier exemplaire de la fusée Ariane a été lancé de la base guyanaise de Kourou en décembre 1979. Quant au premier modèle de vol du satellite Marecs, il est en orbite depuis le mois de décembre 1981. Reste donc Spacelab, dont le lancement, maintes fois retardé ces dernières semaines en raison de défauts découverts sur une des fusées d'appoints de la navette Columbia, met les nerfs de ses constructeurs à rude épreuve.

L'origine du projet Spacelab remonte à la fin des années 60. A l'époque, les Américains, encore envivés par les succès de la conquête lunaire, mais déjà un peu désabusés, s'interrogeaient sur ce qu'ils allaient

faire. Assez vite, il apparut que, dans le cadre du développement du système de transport spatial (navette) décidé par les Américains et confié à la NASA, l'Europe pourrait se charger de la construction d'un laboratoire spatial embarquable et habitable : le Spacelab.

Tournant le dos à ce qui fait aujourd'hui le succès des vols humains soviétiques, assurés par des vaisseaux de transport habillés en automates (Soyouz et Progress) et une station orbitale de fortes dimensions (Salout) destinée à rester plusieurs années en orbite, les Européens et les Américains ont opté pour un laboratoire modulaire, récupérable et réutilisable une cinquantaine de fois dans lequel des astronautes pourraient travailler en bras de chemise.

Ce choix a ses inconvénients — autonomie limitée actuellement à sept jours — mais aussi ses avantages dans la mesure où, par sa conception, le Spacelab peut être adapté en fonction de la mission à accomplir.

Ces raisons ont bien évidemment milité en faveur d'un Spacelab de type « mécano » pour répondre au large éventail d'utilisations qu'il est censé couvrir. Aussi le laboratoire spatial européen se compose de plusieurs éléments interchangeables pouvant être assemblés de huit manières différentes, en fonction du contenu des vols retenus. A cette fin, les constructeurs du Spacelab ont donc conçu deux types de matériel :

Tout d'abord, un laboratoire pressurisé habitable, appelé « module », dans lequel prennent place les spécialistes « charge utile ». Il communique avec le compartiment vie de la navette par un sas qui prolonge un long tuyau de 1 mètre de diamètre (voir schéma). Ce module, long d'environ 7 mètres dans la version qui sera utilisée pour ce vol, est formé de deux sections de 4 mètres de diamètre dont l'une abrite les équipements de servitude et une partie des expériences scientifiques. Ainsi, est-il possible, selon les besoins, d'utiliser soit les deux sections (module long), soit une seule (module court) offrant un volume habitable compris entre 22 et 8 mètres cubes.

A ces deux configurations de module pressurisé peuvent être adjointes des palettes porte-instruments en forme de « U » sur lesquelles peuvent prendre place des télescopes, des capteurs ou des antennes directement exposés au vide

spatial. Le nombre des palettes peut varier de une à trois selon le type de mission choisi, mais il est possible, en l'absence de module, d'assembler jusqu'à cinq de ces éléments auxquels est alors ajouté un petit conteneur que les techniciens ont surnommé « igloo ». C'est dans cette petite enceinte pressurisée que prennent place les appareils sensibles contrôlant le fonctionnement des expériences.

Pour cette première mission du Spacelab, la configuration retenue se compose du module long prolongé par un seul porte-instrument sur lequel sont montés vingt-deux des trente-neuf instruments nécessaires à la conduite des soixante-douze expériences scientifiques prévues pour ce vol.

Un surcoût de 40 %

La réalisation de ce laboratoire spatial, à laquelle ont participé les industriels de dix pays d'Europe, dont neuf sont membres de l'ESA (1), ne s'est pas faite sans difficultés. Il suffit de suivre l'évolution du budget dévolu à ce programme pour s'en convaincre. De 308 millions d'unités de compte en 1973, il est grimpé à 750 millions d'unités de compte en 1982 (plus de 4,5 milliards de francs), soit un dépassement de l'enveloppe initiale de 40 % à montant constant (2). A cela, de multiples raisons, qui tiennent, comme le fait remarquer un expert, au fait que le Spacelab tel qu'il fut défini à l'origine « était trop complexe et trop ambitieux ».

De difficultés techniques — notamment de logiciel sur le calculateur de bord — en mutations de personnel — cinq personnes se sont succédées à la tête de ce programme — et en erreurs de management, on en est vite arrivé à ce qui n'a guère été du goût de l'Italie, ni de l'Allemagne fédérale, dont le gouvernement s'était engagé à régler 55 % de la note. La France, qui contribue pour la plus grande part au financement du programme Ariane, a moins souffert de ces dépassements de coût dans la mesure où, dès le début du programme, elle avait eu une

attitude de « sleeping partner » (partenaire dormant) et ne s'était engagée à financer que 10,3 % du Spacelab.

Heureusement, les choses sont progressivement rentrées dans l'ordre, et l'on a continué de dire à l'ESA que, même si ce programme a été cher, « le prix payé pour l'expérience acquise — c'est-à-dire celui payé pour accéder à une technologie de vol habité — peut ainsi se justifier ».

(Lire la suite page 14.)

10 % d'informations perdues

Le maillon faible de la mission Spacelab-1, au-delà même des difficultés inhérentes à un premier vol, est la satellite géant de télécommunications T.D.R.S. Mis en orbite par la navette Challenger en avril 1983, ce satellite est censé relayer vers la Terre les informations recueillies à bord de la navette lorsque celle-ci n'est pas en « visibilité » de stations de réception terrestres.

A l'origine, pour que la perte de ces précieuses données soit minimale, il avait été prévu de mettre en orbite deux satellites T.D.R.S. pour disposer d'un contact pratiquement permanent avec la navette pendant toute la durée de sa mission. Las ! Le mauvais fonctionnement d'un moteur fusée (U.S.S.) destiné à placer le satellite T.D.R.S. sur son orbite définitive après qu'il eut été amené à pied d'œuvre par Challenger a conduit la NASA à différer le lancement du second T.D.R.S.

Ce contretemps, même si la NASA — au prix de quels progrès ! — a réussi à sauver le premier T.D.R.S., n'a pas été sans conséquences sur le déroulement de la mission Spacelab. La NASA et l'Agence spatiale européenne ont dû, en effet, renoncer à environ 10 % des informations brutes qui auraient dû être obtenues pendant la mission. Selon les spécialistes, ce taux de perte atteindrait 30 % pour les expériences relatives aux sciences de la vie, en dépit des enregistreurs magnétiques supplémentaires embarqués sur le Spacelab.

Il convient toutefois de noter que cette perte d'informations n'aura pas, pour l'interprétation des résultats des expériences scientifiques, de conséquences aussi importantes.

COLLECTION

LIAISONS SCIENTIFIQUES

Dirigée par R. Ornès et H. Glé
COEDITION HACHETTE - EDITIONS DU C.N.R.S.

Son ambition est d'établir, sans l'aide du formalisme mathématique, des liens entre la science actuelle et les besoins de ceux qui voudraient mieux comprendre le monde qui les entoure et qui l'accapotent comme mystères insurmontables les technologies dont ils se servent usuellement.

Pour le développement de cette culture, le rôle des enseignants scientifiques est très important : les livres de la collection leur fourniront les informations qui leur permettront de dominer les cours des nouveaux programmes et de répondre à la curiosité de leurs élèves.

André Guinier, membre de l'Académie des Sciences.

La Structure de la Matière
Préface de A. Kastler.

Méthodes de l'Astrophysique
Préface de J.C. Pecker.

Raymond Daudel, membre de l'Académie des Sciences

Vision moléculaire du monde
Préface de P.-G. de Gennes

NOUVEAUX TITRES A PARAÎTRE EN 1984

HACHETTE CLASSIQUES

Dossier établi par JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU
MAURICE ARVONNY et ELISABETH GORDON.

LE PREMIER VOL DE SPACELAB

Des expériences tous azimuts

EXPERIENCES tous azimuts : pour le vol du premier véritable laboratoire de l'espace, Européen et Américain, ont été pour une mission aux objectifs scientifiques larges et diversifiés et pour un nombre élevé d'expériences (soixante-douze, dont cinquante-sept proposées et financées par les Européens) (1). Vaste programme, que les trente-neuf instruments embarqués sur le porte-instruments et dans le module pressurisé devront aider à accomplir.

Le premier souci des responsables de la « charge utile » est tout naturellement de profiter de la po-

sition de Spacelab sur orbite basse (250 kilomètres d'altitude) pour recueillir des données astronomiques, pour examiner le Soleil et les étoiles sans être gênés par l'atmosphère, pour mieux connaître la composition et les déplacements des gaz dans l'atmosphère. Ou, encore, pour étudier l'environnement de gaz ionisé (plasma) qui entoure la Terre et pour observer notre planète. Ils comptent aussi utiliser les deux scientifiques-astronautes comme sujets d'expérience et observer grâce à eux la réponse de l'organisme à l'apesanteur et aux

effets des rayonnements cosmiques. Une série d'expériences sera, en particulier, destinée à l'étude des interactions entre les voies vestibulaires de l'homme (2) et son cerveau. Cela afin de comprendre les causes du « mal de l'espace », mais surtout, souligne David J. Shapland, membre du directoire des systèmes de transports spatiaux de l'ESA, d'exploiter les résultats acquis dans l'espace pour faire progresser la recherche vestibulaire sur Terre.

Nul doute que les données recueillies à la suite de ces expériences seront accueillies avec im-

patience par les spécialistes des disciplines concernées. Mais il est un domaine particulier où l'on attend de Spacelab qu'il se comporte comme un véritable laboratoire spatial, préfigurant peut-être les futures usines et les ateliers spatiaux de demain : celui des sciences des matériaux.

Aussi est-il prévu de consacrer à ces études trente-six expériences qui auront lieu tout au long des neuf jours de la mission. L'absence quasi totale de pesanteur (on parle de « microgravité ») régnant à bord des vaisseaux spatiaux est, en effet, un atout sans équivalent pour la réalisation d'expériences difficiles - voire impossibles - à reproduire sur Terre, telles que la fabrication d'alliages de matériaux habituellement non miscibles ou la croissance de cristaux de semiconducteurs. En outre, elle facilite l'accès aux forces qui assurent la cohésion des fluides (tensions superficielles, interfaciales...) qui, sur Terre, sont masquées par la gravité.

Que fera-t-on de cette moisson de données que fourniront les instruments embarqués ? Une partie sera directement transmise au centre de contrôle des opérations concernant la charge utile installé à Houston (Texas), où une centaine de scientifiques se relayent, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, pour saisir, contrôler, les expériences menées à bord, et même intervenir sur leur déroulement, grâce à des liaisons directes avec les astronautes. Le reste sera dépouillé dans les mois qui suivront la fin de la mission et rendu public à l'intention de l'ensemble de la communauté scientifique.

En fait, une partie des données que l'on attendait au départ de Spacelab-1 sera en fait perdue (lire notre encadré page 13). Un certain nombre de données vidéo ne pourront pas être transmises, ce qui affectera essentiellement les expériences de science de la vie. En outre, le report du vol de la navette de plusieurs semaines limitera la portée de plusieurs expériences d'astronomie et d'observation de l'atmosphère : celles-ci seront malgré tout poursuivies sur Spacelab-1, mais elles bénéficieront de nouveaux vols gratuits lors de prochains lancements du laboratoire spatial.

Au-delà des retombées scientifiques directes, les responsables de la mission à l'ESA espèrent surtout démontrer tout les avantages que peut offrir Spacelab afin d'attirer vers lui des expériences proposées - et financées - par des entreprises industrielles de pointe non spatiales. Outre les quatre firmes (une britannique et trois allemandes) qui ont déjà saisi leur chance d'installer du matériel à bord de ce premier Spacelab, ils aimeraient voir participer aux prochains vols des entreprises pharmaceutiques ou des firmes spécialisées dans les traitements de surface par exemple, à qui ils assureraient alors la confidentialité de leurs résultats. Car c'est à la réussite de son industrialisation que l'on pourra juger du succès du laboratoire européen de l'espace.

(1) Quarante pays participent à la réalisation des expériences : l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les Etats-Unis, la France, l'Italie, le Japon, les Pays-Bas, la République fédérale d'Allemagne, le Royaume-Uni, la Suède et la Suisse.

(2) Capteurs placés dans l'oreille détectant les différentes accélérations de la tête et responsables notamment de l'équilibre du corps humain.

Un laboratoire qui prépare les usines spatiales de demain

(Suite de la page 13.)

Peut-être, mais il ne faut pas oublier que le premier exemplaire du laboratoire spatial européen est désormais propriété de la NASA, qui, en échange de cette fourniture, s'est engagée à faire voler à ses frais les expériences européennes de cette première mission et à acheter à l'industrie européenne un second Spacelab. Commande a été passée au début de 1980 à l'ESA pour la fourniture de ce nouveau matériel, vendu au prix de 655 millions de francs (prix 1980), ce qui en faisait la plus grosse commande jamais passée par la NASA à l'industrie européenne.

Si l'objectif principal de Spacelab-1 reste avant tout de vérifier le laboratoire lui-même et d'éprouver les milliers de composants structurels, mécaniques et électroniques qui constituent le laboratoire spatial européen, il est clair que cette mission est aussi importante dans la mesure où les matériels scientifiques qui sont à bord préparent ce que seront peut-être un jour, mais à une autre échelle, les usines de l'espace de demain. Certains spécialistes estiment, en effet, que l'absence de gravité régnant à bord des vaisseaux spatiaux habités et des satellites automatiques devrait être un atout pour la mise en œuvre d'expériences impossibles à reproduire sur Terre.

De telles opérations sont-elles réellement possibles ? Peut-être. Mais nombre de scientifiques reconnaissent que, dans ce domaine, ils savent encore bien peu de choses et que les industries spatiales ne débiteront pas sans un important

effort de recherche fondamentale préalable. La première charge utile du Spacelab est un pas dans ce sens, et les industriels eux-mêmes, malgré les incertitudes qui pèsent sur ce type de recherche, ne s'y sont pas trompés. La présence à bord du Spacelab de matériels fournis par Kodak pour la Grande-Bretagne et Krupp et Man pour la République fédérale d'Allemagne en porte témoignage. Mais de là à imaginer que tout est possible, il y a un pas que bien peu franchissent. L'Agence spatiale européenne, tout comme la NASA, s'interroge sur ce point.

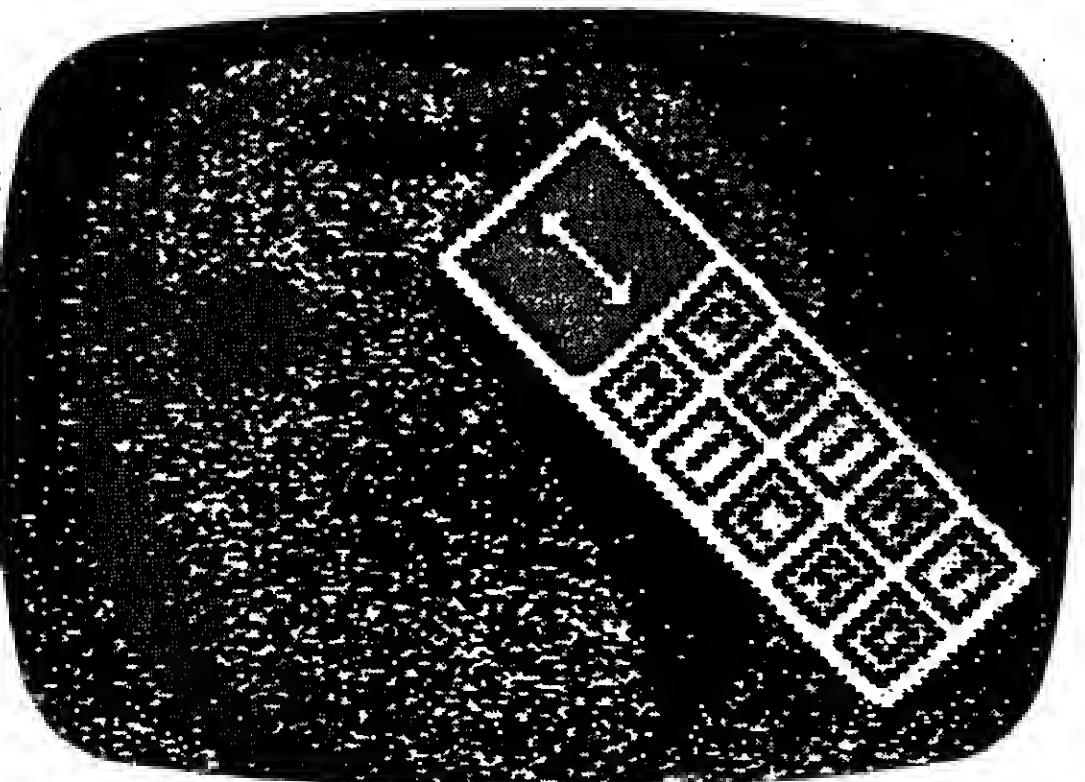
La nécessité des vols habités

Reste qu'il faut démontrer que ces idées sont bonnes et que le Spacelab convient pour cela. Certains s'écarteront, en effet, l'hypothèse que la bonne marche des expériences puisse être perturbée par les mouvements des astronautes qui induiraient des phénomènes parasites préjudiciables aux opérations en cours.

C'est la raison pour laquelle l'ESA a entrepris le développement d'une plate-forme récupérable automatique (Eureca) qui serait emportée par la navette, mise en orbite pour une période de six mois ou plus et récupérée une fois les expériences achevées. Ce matériel pourrait effectuer un premier vol à la fin de 1987. Mais, pour M. Michel Bispier, directeur des systèmes de transport spatial à l'ESA, « les vols humains et les missions assurées

par des plate-formes spatiales automatiques sont complémentaires et se feront vraisemblablement jusqu'à la fin du siècle. Le traitement en orbite des matériaux, activité pour laquelle un gros effort de développement sera nécessaire dans les quinze années qui viennent, réclame, dit-il, des missions des deux types ».

Si cela est vrai, force est de constater que la présence de l'homme dans l'espace est une activité qui coûte cher. Ainsi, personne ne cache plus que le coût des missions Spacelab telles qu'elles sont envisagées pour les prochaines années sont particulièrement élevés. Même si, comme certains l'affirment, « le prix payé pour l'expérience acquise pendant la construction du laboratoire spatial européen est justifié », l'avenir du Spacelab ne paraît pas des meilleurs. Pourtant, note un chercheur, « ce ne sont pas les expériences ou les idées qui manquent ; c'est le fric ». Comment s'écarter dans ces conditions que la NASA, qui, en 1980 encore, estimait que le tiers des quatre cents missions de cette décennie aurait un label Spacelab, ait fortement révisé en baisse ses prévisions. Comment s'écarter aussi que le nombre des missions programmées avec présence européenne à bord se limite pour le moment à Spacelab-3, qui sera lancé dans le courant de l'automne 1984, à Spacelab-2 repoussé au printemps 1985 en raison de difficultés techniques rencontrées dans la mise au point de l'instrument de pointage européen L.P.S., et à la mission D-1 entièrement payée par l'Allemagne fédérale ?



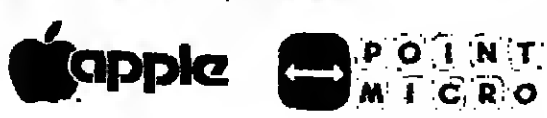
"APPLE" CHEZ "POINT MICRO": UNE GRANDE MARQUE DANS UN GRAND RESEAU.

Bordeaux, Grenoble, Lyon, Marseille, Metz, Montpellier, Nancy, Nantes, Nice, Paris, Perpignan, Strasbourg, Toulouse.

Vous voulez vous initier à l'informatique personnelle ? Point Micro, premier réseau national de distribution, vous offre le choix parmi les plus grandes marques. Il est donc normal que s'y trouve Apple, la marque la plus dynamique d'ordinateurs personnels.

Chez Point Micro, vous pourrez choisir entre l'Apple II, l'Apple III, l'outil des professionnels par excellence, mais aussi l'Apple II+ et sa suite.

Nos spécialistes seront là pour vous conseiller. Chez Point Micro, tout est fait pour vous simplifier la vie avec l'ordinateur personnel.



*Concessionnaire agréé Apple - Point Micro, 10 rue la Boétie 75008 PARIS

Je désire recevoir : ☐ Apple II ☐ Apple III ☐ Apple II+

Nom : _____

Adresse : _____

Ci-joint : _____

A retourner à Point Micro, 10 rue la Boétie 75008 PARIS

En toute logique UN MONSTRE CUBIQUE

Problème n° 253

La somme 153 représente une monstruosité numérique peu fréquente. En effet, il est égal à la somme des cubes de ses chiffres :

$$153 = 1^3 + 5^3 + 3^3$$

Or, il n'est pas seul dans son cas. Aucune méthode ne semble actuellement connue pour donner tous ses compagnons, mais au moins trois autres nombres de 3 chiffres possèdent la même propriété. Les trouvez-vous ?

(Solution dans « Le Monde des sciences » des techniques n° 2, daté 14 décembre.)

Solution du problème n° 252

Il n'y a aucune différence que le glaçon tombe dans les verres, dans le bateau ou dans la piscine. Il déplace toujours l'équivalent de son poids en eau, que ce soit directement ou par l'intermédiaire du bateau.

PIERRE BERLOQUIN.

Deux mille candidats, un seul élu

ILs étaient au départ deux mille. Tous Européens, à s'être portés candidats pour occuper le premier poste de directeur scientifique du Spacelab. A la fin de 1977, l'Agence spatiale européenne (ESA) a tranché et retenu trois d'entre eux : Ulf Merbold, physicien ouest-allemand de quarante-deux ans, Claude Nicollier, astronome et pilote suisse de trente-neuf ans, et Wubbo Ockels, physicien néerlandais de trente-sept ans.

Depuis, la mission dévolue à chacun d'eux a été précisée. Ulf Merbold prendra part au vol, alors que Wubbo Ockels, son remplaçant, suivra au sol l'opération des expériences pendant toute la durée de la mission. Ils travailleront en équipe avec deux Américains désignés par la NASA, le premier avec Byron K. Lichtenberg, spécialiste en génie biologique, le second avec le physicien Michael L. Lampton. Quant à l'astronome suisse, il a été orienté vers une autre voie puisqu'il a suivi une formation d'ingénieur de bord qui devrait le conduire à participer à la mission elle-même D-1 de Spacelab (dont le lancement est prévu pour la mi-1985) pour gérer les liaisons entre la navette et le laboratoire spatial.

La sélection a été sévère et, pour être retenus, les candidats ont dû satisfaire à de nombreux tests. Examen médical bien sûr, mais aussi psychologique. L'ESA voulait s'assurer que les spécialistes pourraient supporter la lourde charge de travail qui les

attend dans l'espace, et exigeait aussi d'eux « une forte motivation, de la souplesse de caractère, une bonne stabilité émotionnelle, une faible agressivité et une bonne disposition envers leurs collègues ». Du côté professionnel, on demandait aux candidats d'être titulaires d'un diplôme universitaire en sciences ou en technologie, et d'avoir à leur actif une expérience d'au moins cinq ans dans une des disciplines scientifiques qui fera l'objet d'études à bord du Spacelab.

Brillants finalistes de cette compétition, Ulf Merbold et Wubbo Ockels ont commencé, dès janvier 1978, un long cycle de formation qui les a conduits en R.F.A. aux Pays-Bas, au Japon et aux Etats-Unis. L'objectif de la formation était de leur faire connaître les conditions de vie particulières à l'espace, mais surtout de les mettre en présence de situations opérationnelles très semblables à celles qu'ils rencontreront au cours de leur mission.

Dans une maquette reproduisant le laboratoire, ils ont dû désamarrer les expériences de leur compartiment de stockage, les mettre en place, suivre leur déroulement, effectuer des réparations mineures, changer les échantillons, démonter les équipements, etc. Bref, les deux Européens ont pu s'accoutumer à toutes les tâches qu'ils auront à effectuer l'un au cours de la première mission de Spacelab, l'autre lors de la mission D-1. Car, alors, les deux hommes interviendront leurs rôles.

A PROPOS DE DEUX COSMONAUTES SOVIÉTIQUES

Les naufragés de l'espace

A PRES tout ce qui a été écrit sur eux, ils devraient être morts. Abandonnés dans une station spatiale Saliout-7 en perdition, Vladimir Likhov et Alexandre Alexandrov faisaient, à la fin d'octobre, presque unanimement condamnés par des médias subtillement alimentés en informations pessimistes par d'officieuses sources américaines.

Samedi 12 novembre encore, le Washington Post, cité par l'A.F.P., indiquait que leur retour risquait d'être « dangereux ». Des conversations entre les cosmonautes soviétiques et leurs contributeurs au sol captées par les services secrets américains indiqueraient un retour entre le 24 et le 26 novembre. La Pravda avait été moins explicite fin octobre et avait seulement suggéré que la mission durerait encore un mois. Selon les mêmes sources, le Soyouz-T-9, qui doit ramener les cosmonautes, est pressé hors d'usage : « Ses batteries s'épuisent et son carburant s'épuise à un tel point que ses réservoirs pourraient être presque vides ». Quant à savoir pourquoi les Soviétiques ont succédé au cargo Progress-17 en octobre - au lieu de leur expédier un Soyouz vide, comme ils l'ont déjà fait dans

le passé, - lesdites sources sont muettes sur ce point.

Comme Progress-18 s'est détaché le 13 novembre et s'est désintégré dans la haute atmosphère, un port d'amarrage est libre, sur lequel pourrait s'amarer un autre Soyouz.

Les « sources » sont plus prolixes sur un autre point. Des experts du Pentagone ont affirmé au Congrès, selon une dépêche du 13 novembre de l'Agence U.P.I., que les Soviétiques prévoient « de lancer des stations spatiales habitées géantes portées d'armes à laser qui pourraient détruire les satellites américains d'espionnage et d'alerte, les navires de guerre, et peut-être les missiles nucléaires intercontinentaux ». Ce témoignage a aussi porté sur la construction d'éléments d'un système de transport spatial qui pourrait placer de 150 à 180 tonnes en orbite basse - à comparer aux 30 tonnes que peut transporter la navette spatiale américaine.

Il est permis de croire ceux qui affirment que l'Union soviétique « veut obtenir une sorte de souveraineté dans l'espace ». On peut aussi croire ceux qui la jugent à peine capable de ramener au sol les deux occupants de Saliout-7. Mais alors, qui ironique qui ?

Jean de Bonnot victime de son audace publicitaire ?

Jean de Bonnot, éditeur de livres d'art dont les annonces publicitaires se font remarquer dans la presse, a-t-il été entraîné trop loin par son esprit fertile. Pour faire valoir la qualité du papier vergé utilisé pour ses livres, il voulait en donner un échantillon aux bibliophiles sous forme de ramette de trois cents feuilles. Le tout gratuitement, bien sûr. Et quel papier !

Le formidable succès de cette initiative produisit presque une émeute mercredi après-midi lorsque Jean de Bonnot fut pris de panique devant une foule d'acheteurs sous l'œil féroce de deux agents de police qui dévotaient le circulation.

Voilà un cadeau singulièrement coûteux ! Mais Jean de Bonnot n'est pas habitué depuis longtemps à transformer d'apparences défilées en victoires électorales. Cette fois encore, on peut se demander où est le véritable gagnant ?

(Publicité)

Les SCIENCES HUMAINES vous intéressent. Vous recherchez une activité d'avenir où enfin vous exprimer :

Devenez l'ANIMATEUR RÉGIONAL d'un CENTRE de FORMATION destiné à diffuser une technique nouvelle.

Un groupe de chercheurs vous formera entièrement, par stage intensif (2 mois). Il assure l'évolution permanente des cours, conférences, formations en entreprise, etc., rendant vivante une activité profondément humaine.

Formation initiale, droit d'entrée, et exclusivité régionale : 75 000 F.

Adressez vos candidatures à A.F.M.A. - BP 1237 - 31037 TOULOUSE CÉDEX.

DES DIREC

la protection civil

confidentielle qui... mardi 22 novembre... aux préfets... zones de... des popula... nucléaire. Il... de la défense na... d'organiser les... de protection... de continuer... depuis plu... à recenser les... d'abris... (Lire d'autre

pour des... financières... système complet... M. Pierre... la création pro... de protection :... dans les villes de... et abris anti... des villes au-dessous

protection devront... des populations... d'installations... des cibles... ne dépassant pas... kilomètres. Ces... de M. Mauroy... commandé à la... des actions

L'école privée à l'étranger

Etats-Unis : la

La querelle école... privée n'a eu de sens... en termes éco... Certains parents... enfants dans des... privés - qui ne sont pas... professionnelles... une bonne forma... et un environnement social

New York, où la grande... écoles publiques... dans un état lamentable... classes surchargées... en tout genre... enseignent aux qu... pour envoyer leurs... écoles privées... cinq mille à... des parents... les écoles publiques... des écoles publi... ont des soucis... fréquentables et... remarquablement

Mais même si les locaux y... la discipline relati... les ensei... les établisse... souffrent plus que p... primaire et second... les très bas... résultats.

Plusieurs de former de... des petits Pic... les écoles améri... n'ont jamais brillé dans... Les années 60... aggravé la... Les conclusions de... par une commis... nationale de l'éducation ont... les premiers de l'éducation ont... les enseignants, horrifiés les... les révé... que 70 % des... d'études secondaires à des... qui ont étudié les sciences... les mathématiques pendant... aucune épreuve... n'est obliga-

La SNE-Sup déte

mille d'universitaires, dont... d'université... un article rédigé par le... de l'enseignement (SNE-Sup)... au gouvernement et... la majorité de mainte... selon eux dans le projet... l'enseignement... ne pas céder à la... de drôle ».

Les semaines qui viennent... à l'occasion de... de la loi sur l'ensei... pour l'avenir de l'ensei... pour son orga... leur rénovation.

DÉFENSE

DES DIRECTIVES DE M. MAUROY

La protection civile en cas de conflit nucléaire

Dans une note confidentielle qui date d'octobre 1982 et que le quotidien *Libération* du mardi 22 novembre rend publique, le premier ministre renouvelle ses prévisions. Les responsables en France des zones de défense en temps de paix, les directives de ses prédécesseurs concernant la protection civile des populations en cas de conflit nucléaire. Il s'agit, comme l'a toujours prévu le Secrétaire général de la défense nationale (S.G.D.N.), d'organiser les plans d'évacuation et de protection des populations et de continuer — comme cela se pratique depuis plusieurs années déjà — à recenser les installations pouvant servir d'abris dans les départements. (Lire d'autre part).

Notant qu'il est exclu, pour des raisons techniques et financières, de mettre en place un système complet d'abris efficaces contre les agressions les plus sévères, M. Pierre Mauroy demande la création progressive d'abris présentant de bonnes garanties de protection : abris anti-souffle dans les villes de 50 000 habitants et abris anti-retombées dans les villes au-dessous de 50 000.

Les plans de protection devront prévoir l'évacuation des populations résidant à proximité d'installations susceptibles de constituer des cibles, ces déplacements ne dépassant pas une centaine de kilomètres. Ces plans ont commencé d'être élaborés par les prédécesseurs de M. Mauroy qui avaient recommandé au S.G.D.N. de préparer des actions

dites de « desserrement » des populations.

Lors de son entretien télévisé, à Antenne-2, la semaine dernière, le président de la République avait déclaré : « Notre défense passive n'est

pas suffisante. Il faut engager, mais avec les moyens qu'on a, une action de construction d'abris, mais savoir aussi que nous sommes un pays qui possède une arme nucléaire capable de repousser les ambitions d'un adversaire ».

Aux abris !

De notre correspondant

Clermont-Ferrand. — Les habitants de la Haute-Loire vont d'apprendre que les caves et les locaux pouvant servir d'abri « en temps de paix comme en temps de guerre » vont être très prochainement recensés. Les caractéristiques rurales du département expliquent qu'il ait été choisi, avec celui de l'Ille-et-Vilaine plus urbanisé pour servir de base à une opération nationale en préparation au ministère de l'Intérieur et de la décentralisation.

Le commissaire de la République a indiqué aux maires que ce recensement, prescrit par le gouvernement, permettra de mettre à leur disposition un inventaire sous forme d'un fichier d'abris à partir duquel la protection des administrés pourrait être très rapidement organisée.

La sagacité des agents accrédités va devoir s'exercer en direction des caves, sous-sols d'habitations, tunnels ou grottes

naturelles. L'affaire est sérieuse car les connaissances de l'état en la matière semblent présenter des lacunes malgré un inventaire établi en 1964, difficilement complété en 1981. Le recensement est d'ailleurs si on se réfère à l'expérience menée dans la commune de Saint-Hilaire (deux cents habitants), située à 20 kilomètres de Brioude. M. Roland Rivière, le maire, a conduit en personne à la demande de la préfecture « Heureusement que c'était moi. Les gens ont ouvert les portes. Il y avait certainement au des dessous avec des racines inconnues ».

Quelques effets du « syndrome nucléaire » par-ci, quelques craintes du danger fiscal par-là : l'expérience a démontré, semble-t-il, que les caves restent un lieu sacré du patrimoine familial dans les campagnes.

LIBERT TARRAGO.

ÉDUCATION

L'école privée à l'étranger

Etats-Unis : la réussite au prix fort

New-York. — La querelle école publique-école privée n'a de sens aux Etats-Unis qu'en termes économiques. Si certains parents envoient leurs enfants dans des écoles privées — qui ne sont pas forcément confessionnelles — c'est parce qu'ils ont les moyens de leur assurer une bonne formation, et un environnement social choisi.

A New-York, où la grande majorité des écoles publiques sont dans un état lamentable, les locaux délabrés, les classes surchargées, délinquance en tout genre, professeurs épuisés et tentés, les familles se voient pour envoyer leurs enfants dans des écoles privées aux tarifs prohibitifs (cinq mille à six mille dollars par an). En revanche, les familles prospères, certaines grandes villes dont les municipalités ont des soucis sociaux, offrent des écoles publiques tout à fait fréquentables et, parfois même, remarquablement équipées.

Mais, même si les locaux y sont avantagés, la discipline relativement respectée et les enseignants capables, les établissements publics souffrent plus que les autres du grand mal qui frappe l'enseignement primaire et secondaire américain : le très bas niveau des résultats.

Plus préoccupés de former de bons citoyens que des futurs Pils de la Miraflores, les écoles américaines n'ont jamais brillé dans la culture générale. Les années 60-70 ont notablement aggravé la situation. Les conclusions de l'enquête menée par une commission nationale de l'éducation ont, au printemps dernier, horrifié les dirigeants américains : elles révélaient, notamment, que 70 % des Etats accordent des diplômes de fin d'études secondaires à des élèves qui ont étudié les sciences et les mathématiques pendant une seule année ; aucune épreuve de langue étrangère n'est obligatoire.

De notre correspondante

toire ; le niveau des enseignements est dangereusement bas ; on manque partout de professeurs de matières scientifiques ; pour ce qui est des disciplines littéraires, les enseignants sont souvent démotivés, car ils correspondent à nos terminales et à la première année d'études universitaires européennes, acceptent tous les élèves diplômés d'études secondaires. La commission d'enquête conclut que, dans presque tous les domaines, les écoles américaines arrivent loin derrière les enfants des autres pays industrialisés.

Retour du latin

Deux raisons expliquent cette débâcle : le recrutement des professeurs et les programmes. Des salaires médiocres et des conditions de travail souvent détestables découragent de nombreux diplômés de la profession. Des méthodes anarchiques de recrutement tentent d'y suppléer, mais des tests ont récemment révélé qu'une proportion significative de maîtres — notamment ceux qui appartiennent aux minorités désavantagées — étaient brouillés avec l'orthographe et ne possédaient pas un minimum de culture générale, tandis que les enseignants qualifiés en sciences et en mathématiques se dirigent vers l'industrie.

Pendant ce temps, nombre d'écoles privées ont, au contraire, renforcé la discipline, remis l'histoire, la géographie, les langues étrangères, les sciences, le latin, voire le grec, à l'honneur, et augmenté leurs tarifs comme leur clientèle. Elles peinent souvent leurs professeurs encore plus mal que le « public », mais leur assurent des classes plus attentives et un certain prestige social, compte tenu des facilités — parfois luxueuses — offertes aux élèves.

Ce système extraordinairement inégalitaire s'étend à l'enseignement universitaire. Les bons élèves du « privé » ont beaucoup plus de chances de se voir accepter dans les universités les plus prestigieuses, la plus souvent privées. Celles dans lesquelles l'enseignement coûte cher (entre 12 000 à 15 000 dollars, et qu'on appelle, dans l'Est, l'ivy League — Princeton, Yale, Harvard, etc. — parce que leurs murs vénérables sont tapissés de lierre. Celles, aussi, qui assurent une carrière et des relations sociales de qualité.

Cette voie royale est difficilement accessible aux élèves du « public », qui n'auront pas bénéficié d'un entraînement très spécial de certaines prep schools, ces écoles préparatoires à l'entrée aux grandes universités qui sont, aux Etats-Unis, ce que Eton et Harrow sont à la Grande-Bretagne. Les prep schools sont tellement un signe de distinction sociale qu'elles ont donné naissance à un style d'habillement, le propre tweed, cachemire et flanelle bon chic bon genre. Type célébré de préférence : le vice-président, M. George Bush.

Le prestige du « privé » s'est étendu aux goûts maternels. Les kindergarten sont de création très récente aux Etats-Unis, où, jusqu'à il y a une dizaine d'années, les mères de famille étaient supposées — en tout cas par les pouvoirs publics — rester au foyer.

Pour 3 000 ou 4 000 dollars par an, votre bébé — s'il est doué et a déjà une attitude sociale « positive » — peut se voir accepter dans l'une des « maternelles » de prestige qui préparent aux prep schools. Il paraît que la perspective d'aller faire subir au chérubin de deux ou trois ans l'interview « qui décide », en somme, de sa carrière donne des cauchemars aux parents.

NICOLE BERNHEIM.

Le SNE-Sup défend la réforme de l'Université

Un millier d'universitaires, dont plusieurs présidents d'université, ont signé un appel rédigé par le Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNE-Sup) s'adressant au président de la République, au gouvernement et aux élus de la majorité de maintenir les « orientations positives » contenues selon eux dans le projet de loi réformant l'enseignement supérieur et de ne pas céder à la « pression de droite ».

« Dans les semaines qui viennent doivent être fixées, à l'occasion de l'adoption de la loi sur l'enseignement supérieur, des orientations décisives pour l'avenir de l'enseignement supérieur, pour son organisation, pour le contenu des formations et leur rénovation.

« La droite se mobilise pour empêcher cette rénovation, pour dénaturer totalement le projet de loi et compromettre toute perspective de réforme. Dans la dernière période, force est de constater que quelques personnalités, à partir de préoccupations d'une autre nature, apportent publiquement un soutien à certains des thèmes de la droite. Dans cette situation, il est à craindre que soient apportés au projet de loi des infléchissements graves et négatifs.

« Les signataires lancent un appel solennel au président de la République, au gouvernement et aux élus de la majorité. Ils leur demandent instamment que les orientations positives contenues dans le projet de loi ne soient pas

remises en question et que, lors du passage de ce texte devant la commission mixte paritaire composée de représentants du Sénat et de l'Assemblée nationale, les élus de la majorité refusent de céder à la pression de la droite et d'une minorité d'universitaires hostiles à la réforme en profondeur de l'enseignement supérieur. »

Se perfectionner, ou apprendre la langue que vous voulez.

LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC

cours avec explication en français. Documentation gratuite : EDITIONS DISQUES BBC, 8, rue de Belfort - 75008 Paris.

Du meuble individuel... au grand ensemble

La maison des BIBLIOTHEQUES

PARIS • BRUXELLES • GENEVE • NEW-YORK • ROME

61, rue Froidevaux, 14°.

RUSTIQUES



RUSTIQUES - VITRÉES - JUXTAPOSABLES - SUPERPOSABLES.

7 hauteurs - 5 largeurs - 3 profondeurs. Description générale : Un meuble unique, simple, moderne, sur les principes de la bibliothèque. Des étagères en multiples, montées en agencement, placées au-dessus des étagères. Dans et sous étagères. Frontons avec découpe de style. Pieds en forme. Vitrines coulissantes avec ou sans miroir. Aménagement, par simple pose, sans fixation, à votre système actuel de meubler vos livres. Posez-les ou laissez-les en place.

50 MODÈLES VITRÉS

COMBINAISONS D'ASSEMBLAGE PAR SIMPLE POSE SANS AUCUNE FIXATION

Installez-vous, vous-même, ultra rapidement et facilement!

Paris : 61, rue Froidevaux, 14°.

Magasins ouverts le lundi de 14 h à 19 h et du mardi au samedi inclus de 9 h à 19 h sans interruption. Métro : Denfert-Rochereau - Gaité - Edgar Quinet. Autobus : 28-38-58-68.

- | | |
|--|---|
| BOULOGNE, 10, r. Buffon, (56) 44.39.42 | MONTPELLIER, 8, r. Sévère (près Gare), (67) 58.19.32 |
| CLERMONT-FERRAND, 22, r. G. Clémenceau, (73) 93.97.06 | NANCY, 8, r. St-Michel (près place du Palais Ducal), (53) 332.84.84 |
| DIJON, 100, rue Monge, (80) 45.02.45 | NANTES, 16, r. Gambetta (près r. Coulmiers), (40) 74.59.35 |
| GUENEBLE, 59, r. St-Laurent, (76) 42.55.75 | NICE, 8, r. de la Boucherie (Vieille Ville), (93) 80.14.89 |
| LILLE, 88, r. Esquermoise, (20) 55.69.39 | RENNES, 18, quai E. Zola (près du Musée), (99) 30.26.77 |
| LENOIR, 57, r. Jules-Norck, (55) 79.15.42 | ROUEN, 43, r. des Charreries, (35) 71.96.22 |
| LYON, 9, r. de la République, (Métro Hôtel-de-Ville/Louis-Pradel), (7) 828.38.51 | STRASBOURG, 11, r. des Bouchers, (88) 36.73.78 |
| MARSEILLE, 109, r. Paradis (Métro Estrangin), (91) 37.60.54 | TOULOUSE, 1, r. des Trois Remparts (près place St-Séverin), (61) 22.92.40 |
| | TOURS, 5, r. H. Barbusse (près des Halles), (47) 61.03.28 |

Ouverts du mardi au samedi inclus

A DES PRIX IMBATTABLES!



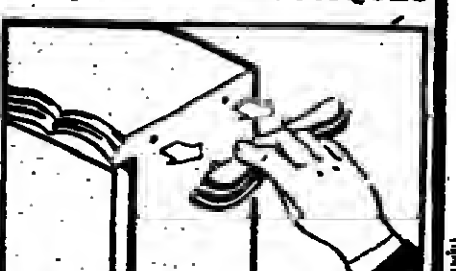
JUXTAPOSITION DE MODELES RUSTIQUES TOUTS FORMATS. Ensemble obtenu par juxtaposition de 3 bibliothèques à modules amovibles. Hauteur de l'ensemble 203,5 cm. Largeur 275 cm. Profondeur 42,5 cm. Poids 30 kg. Consommation 300 W. (avec 1200 goudrons).



JUXTAPOSITION DE MODELES RUSTIQUES GRANDE PROFONDEUR. Hauteur de l'ensemble 203,5 cm. Largeur 247 cm. Profondeur 43 cm. Consommation 250 W. (avec 1200 goudrons). Poids 250 kg. (avec 1200 goudrons).

REPRISE EN CAS DE NON CONVENANCE. EXPEDITION RAPIDE ET FRANCO - DES MILLIERS DE REFERENCES.

COMMENT JUXTAPOSER NOS MODELES RUSTIQUES



D'un simple geste, les moulures de côté des meubles peuvent être enlevées. Les côtés étant alors parfaitement rectilignes, les meubles sont juxtaposés par simple pose, côté à côté.

La maison des BIBLIOTHEQUES

PARIS : 61, rue Froidevaux, 14°.

CATALOGUES GRATUITS

(Catalogue général + Catalogue "Nouveautés 83") en envoyant ce bon à :

La Maison des Bibliothèques - 75680 PARIS CEDEX 14

Nom _____
Prénom _____
N° _____ Rue _____
Bât. _____ Escalier _____
Code postal : 75680 Ville _____
Catalogue par téléphone : 24 h sur 24.
Répondre automatiquement : (1) 320.73.33

INFORMATIONS « SERVICES »

MODE

Mailles pour hommes

Les tricots pour hommes s'affichent larges par leur volume, leurs dessins et leurs couleurs. Les jacquards moelleux pressent leur inspiration en Irlande et en Ecosse pour les torsades, en Italie pour les mélanges de matières. Assortis ou non, ils forment des ensembles avec de grandes vestes.

Carutti (25, rue Royale) offre des jeux de mailles en laine bouclée à boutons multicolores sur fond rouille, à porter avec chemise et cravate sous col ouvert et des gilets gaufrés à coudes renforcés. Les prix oscillent entre 800 et 1 200 francs, 900 et 2 200 francs pour les chemises.

Chez **Armand Thierry**, dans le cadre rénové du 15-17 rue Auber - on peut déguster un café en faisant crier ses chaussures - les grosses mailles sont chinées gris, naturel ou kaki, renouées de bandes horizontales unies (215 à 355 francs).

Emmergilio Zagari (10, rue de la Paix), complète de chemises aux tons sordides sa collection de tricots pour le bateau et le ski. La laine et le mohair chiné sont asymétriques, à côtes verticales, avec une bande vive décentrée. De grandes vestes en cinq fils de cachemire marron glacé ou bleu bruyère sont traitées en damiers, tandis que les grandes jacquards tricolores comportent des côtes à glissière. A partir de 1 300 francs.

Gianfranco Ferre (24, rue Cambon), équilibre ses volumes importants par des empiècements triangulaires de toile et cuir, dont un côté forme poche à glissière sous le bras, en brun et

noir sur grosse laine écarie. Le col cheminée d'un modèle rouge vif se renforce d'un empiècement de dentelle anthracite sur le haut du bras. Premier prix 1 500 francs pour un classique de laine tabac à carreaux de velours côtelé mouluré sur les coudes.

Marlboro accompagne ses cigarettes de coordonnées pour le sport, chandails et cardigans : damiers, grosses mailles chinées, larges bandes sur torsades et jacquards norvégiens. De 500 à 1 000 francs.

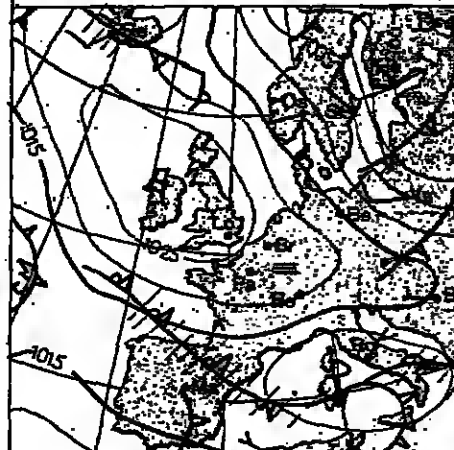
Monsieur Rodier est célèbre pour son mélange moelleux de laine et d'acrylique nommé « Kasha ». Il en existe quinze modèles classiques et dix-neuf colorés, de 250 à 400 francs. Les pulls fantaisie à nœuds d'abaille multicolores, grandes manches et encolures ras du cou se vendent 527 francs.

Contrastes de couleurs chez **Valentino** (17-19, avenue Montaigne). Pour les cols roulés et cols en V : losanges vifs bordeaux, jaune, marron ou kaki ; pour les pulls unis ou chinés : incrustations de rectangles sur fonds neutres. Les cachemires en double ou triple fil commencent à 2 000 francs. La laine à 600 francs.

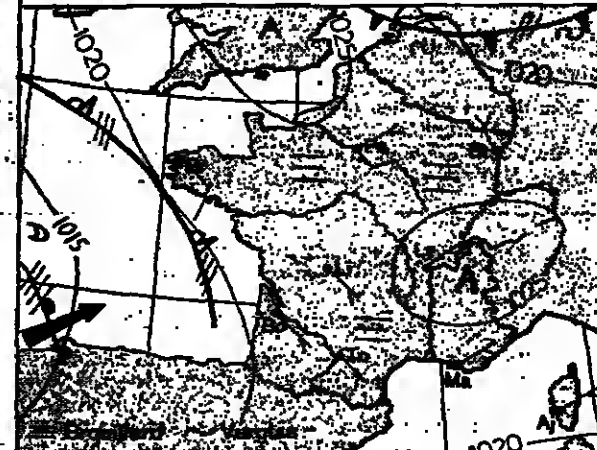
NATHALIE MONT-SERVAN.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 22.11.83 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 23.11.83 DÉBUT DE MATINÉE



Évolution probable du temps en France entre le mardi 22 novembre à 0 heure et le mercredi 23 novembre à midi.

Les hautes pressions qui s'établissent sur l'Europe occidentale, du sud de l'Italie à l'Ecosse, commencent à faiblir sur leur façade ouest, cédant du terrain à l'approche d'une perturbation océanique.

Mardi : encore une belle journée toujours fraîche sur la plus grande partie du pays. Le matin, soleil à Bruges et la Corse seront égarées par les gelées ; il fera de 5 à 7 degrés ailleurs, de -3 à -4 et même de -8 à -10, degrés de la Lorraine et de l'Alsace à la France-Comté et au Nivernais. Les bords de brouillard seront assez denses et souvent givrants.

Rapidement le soleil désagrégera les brumes et vers la mi-journée beau temps sur toute la France. Progressivement, en cours d'après-midi, aggravation par l'ouest de la Bretagne et du Cotentin aux Pays de Loire, aux Charentes et à l'Aquitaine, le ciel se couvrira et de faibles pluies cilières sont probables ; le vent sera au sud-ouest, et toutes les autres régions toujours du soleil.

Sur la moitié est, les températures évolueront de 5 à 6 degrés jusqu'à 10 degrés du nord au sud. Sur la moitié ouest, elles seront comprises entre 12 et 16 degrés de la Bretagne aux Pays basques. Dans l'ensemble, le vent restera faible.

Pression atmosphérique, réduite au niveau de la mer, à Paris, le 22 novembre à 7 heures : 1 025,3 millibars, soit 769 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 21 novembre ; le second, le minimum de la nuit du 21 au 22 novembre) : Ajaccio, 14 et 13 ; Biar-

ritz, 16 et 9 ; Bordeaux, 11 et 0 ; Bourges, 4 et -1 ; Brest, 9 et 0 ; Caen, 9 et -1 ; Cherbourg, 8 et 3 ; Clermont-Ferrand, 1 et -2 ; Dijon, 5 et -3 ; Grenoble, 10 et 2 ; Lille, 7 et 1 ; Lyon, 1 et -1 ; Marseille-Marganne, 16 et 3 ; Nancy, 4 et -4 ; Nantes, 5 et 0 ; Nice-Côte d'Azur, 15 et 9 ; Paris-Le Bourget, 8 et -4 ; Pau, 16 et 7 ; Perpignan, 15 et 7 ; Rennes, 10 et 1 ; Strasbourg, 5 et -7 ; Tours, 4 et -2 ; Toulouse, 14 et 5 ; Poitiers-Puy, 29 et 24.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 25 et 15 ; Amsterdam, 7 et 0 ; Athènes, 17 et 14 ; Berlin, 4 et -2 ;

Bonn, 6 et -6 ; Bruxelles, 7 et -2 ; Le Caire, 26 (max.) ; Les Canaries, 23 et 18 ; Copenhague, 3 et -3 ; Dakar, 30 et 26 ; Djibouti, 23 et 19 ; Genève, 1 et 2 ; Jérusalem, 19 et 10 ; Lisbonne, 19 et 15 ; Londres, 6 et -3 ; Luxembourg, 6 et -5 ; Madrid, 20 et 13 ; Moscou, 0 et -3 ; Nairobi, 27 et 17 ; New-York, 17 et 13 ; Palma-de-Majorque, 22 et 15 ; Rome, 15 et 9 ; Stockholm, -1 et -5 ; Toulon, 22 et 14 ; Tunis, 17 et 14.

(Document établi avec le support technique spécial de la météorologie nationale.)

ÉCHECS

LES DEMI-FINALES DU TOURNOI DES PRÉTENDANTS

Kortchnoi gagne la première partie

Victor Kortchnoi a remporté, le lundi 21 novembre à Londres, la première partie de la demi-finale du tournoi des prétendants au championnat du monde qui l'oppose à Gary Kasparov. Kortchnoi, qui avait les noirs, a forcé son adversaire à l'abandon au cinquième tour, après un coup de maître par 1 à 0. Ce mardi commence la seconde demi-finale : Smyslov-Ribbi.

Londres. - Installé tout droit dans son fauteuil, Victor Kortchnoi est absolument immobile. La paupière lourde, il contemple l'échiquier d'un air apparemment détaché, avec cette moue presque dédaigneuse que l'on a déjà vu cent fois sur le petit écran ou à la « une » des journaux - depuis tant d'années qu'il joue les « Poulidor » - dans la course au titre suprême, plusieurs fois à sa portée mais lui ayant toujours échappé.

En face, son adversaire, de vingt-trois ans son cadet, paraît relativement nerveux. Gary Kasparov bouge sans cesse. Il se penche sur l'échiquier, la tête entre les mains, et, d'un regard aigri, paraît scruter tour à tour chacune des soixante-quatre cases.

Au vieux Kortchnoi les noirs et l'attention, où il excelle. A Kasparov, le jeune prodige, les blancs et l'offensive, qui a déjà fait sa réputation. La partie a peine commencée depuis quelques minutes, chacun se trouve dans son emploi favori et se montre au public tel que celui-ci l'attendait.

Pas de surprise non plus pour le rythme du jeu : malgré son calme et son assurance affectés, Kortchnoi réplique dussit, tandis que Kasparov prend tout son temps malgré sa fougue, si tant est que ce mot convienne à un choc de géants, certes, mais qui se produisent dans un silence impressionnant et à l'extrême ralenti. Mais Kasparov avait prévu : il compte profiter de sa jeunesse pour manifester sa résistance et éprouver celle de son adversaire qu'il croit épuisée. Paradoxe des échecs : Kasparov est un attaquant au long cours. Cette demi-finale du tournoi des prétendants, a pris une tournure très prévisible.

Pas d'émotion instantanée, pas de drame non plus pour le moment. L'un

De notre correspondant

des organisateurs, M. Reuben, est satisfait, lui qui se souvient des esclandres provoqués par ces « divas » que sont les super-grands des échecs, par exemple lors de la célèbre guerre des nerfs entre Bobby Fischer et Boris Spassky, au moment, en 1972, entre Kasparov et Kortchnoi, lorsque ce dernier s'était plaint que la présence « dénonçait » du docteur Vladimir Zoukher, médecin de la délégation soviétique, à proximité de l'échiquier, le déconcentrait. Mais cette fois le « mage » n'est pas là, et la venue de M. Kasparov, qui, après de son fils, joue les « yiddish mamma » empressés - Kasparov est juif - ne saurait troubler l'atmosphère.

M. Reuben n'ignore pas, bien sûr, que la rencontre de Londres est un rattrapage, après le boycottage soviétique des premières demi-finales qui auraient dû avoir lieu cet été aux États-Unis. M. Reuben, soulagé, mais encore fébrile, affirme avec beaucoup de précaution : « S'il y avait dans ce tournoi le moindre dispute, je considérerais cela comme un échec ».

Il vient de régler avec succès - à la dernière minute - quelques détails : la table sur laquelle est posé l'échiquier doit être trop large, les joueurs auraient dû avoir le bras trop long. De même a-t-il fallu changer les fauteuils, un « ignare » ayant installé des sièges pivotants, alors que les habitués savent combien le moindre mouvement de l'adversaire peut perturber les grands maîtres.

La cérémonie d'ouverture, présidée par le ministre britannique des finances - qui porte le titre de chancelier de l'échiquier... - s'est passée de façon assez détendue puisque les deux adversaires se sont « même » serré la main. Mais cela n'a pas été tout à fait du goût de la très imposante délégation soviétique, qui voue Kortchnoi le dissident aux gémonies.

Il est vrai que Victor-Kortchnoi avait pris les devants, la veille, en réalisant une fois de plus que Kasparov, qu'il estime, n'était pas « dans la ligne soviétique », parce que juif, Arménien et intellectuel. Il ajoutait que, malgré cela, les Soviétiques feraient tout pour que Kasparov l'égale définitivement, afin de préser-

ver le titre, de leur « grand héros » Anatoli Karpov (la *Monde* dété 9-10 octobre).

De nouveau la politique intervenait dans la compétition, et, le 21 novembre, à la porte de l'hôtel Great Eastern où se dispute le tournoi, des manifestants sont venus défendre la cause des juifs d'U.R.S.S. Cependant, pour M. Reuben et les organisateurs, qui ont connu pire, ce n'était rien ou presque rien. Mais le tournoi va durer vingt-huit jours.

Feut-il souligner que le match Kasparov-Kortchnoi éclipse totalement l'autre demi-finale opposant le Hongrois Zoltan Ribbi à un autre Soviétique, Vassil Smyslov ? Avec dédain, le programme officiel signale que ce dernier vient, après une longue absence, d'effectuer son retour au plus haut niveau et qu'il est prêt à jouer.

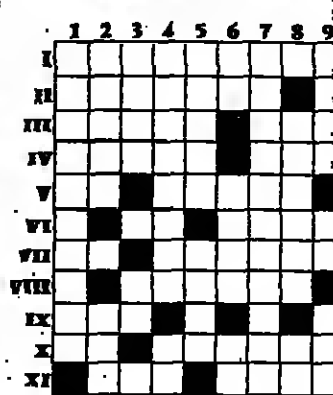
La compagnie d'ordinateurs qui patronne le tournoi a mis ses installations au service d'une complexe prévision, mais dont le résultat brutal se résume ainsi : le « vieux » Kortchnoi n'a que 11 % de chances de vaincre le benjamin Kasparov. Il n'a pas raté la première...

FRANCIS CORNU.

Matsch : KASPAROV			
Nots : KORTCHNOI			
1. d4	C8	28. Td4	R8
2. d4	d6	29. d4	Td5
3. Cc3	b6	30. g3	Rd7
4. Cc3	f7	31. Rg2	f5
5. d3	d5	32. f5	Td2
6. exd5	Cxd5	33. Td4	TxTd4
7. d3	d6	34. CxTd4	Cxd4
8. f5+	d6	35. TxTc4	Txf5
9. Rf3	f7	36. Td7+	Rd6
10. d4	Cxd5	37. Td7	d5
11. exC3	d5	38. Td7	Td5
12. f5	d6	39. Td5	d5
13. d5	d7	40. Rf3	d4
14. dxd5	d6	41. Rf3	d3
15. dxd6	d7	42. Rd2	Txd4+
16. d6	d7	43. Rf3	Td2+
17. f6	f7	44. Rxd2	Txd2
18. f6	f7	45. Rf3	Txd2
19. fxf7	Rxf7	46. d4	d4
20. d4+	Rd7	47. Td5	Td3+
21. Cc5	d6	48. Rd4	Txd3
22. Cc4	Cxd4	49. Td5	Td3
23. dxf4	Cd5	50. Td4	Bd7
24. d3	d5	51. d5	d5+
25. dxd5	Cxd5	52. Rd5	d3
26. Td1	Td8	53. Abandon.	
27. f1	Td6		

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3586



HORIZONTALEMENT

1. Bien que parlant comme un canard, rien ne l'oblige à cancaner pour autant. - II. Tuiles pour bâtiments. - III. Une belle pièce. De vin, pour certaines recettes de cuisine. - IV. Iconographie ou image de la cruauté. Terme de tennis. - V. Article. Fut arrêté et exécuté sous Soliman. - VI. Traditions. Exclut toutes bonnes dispositions. - VII. Manillon. Entre la mariée et le cortège. - VIII. Hier pour aujourd'hui. - IX. Susceptible d'exiger quelque délai. - X. Participe passé. C'est à sa suite qu'un juge de son influence. - XI. Personnel intime ou confidant. Son nom est déterminé par sa forme.

VERTICALEMENT

1. Telle une diction peu recommandée, même pour débiter la tirade du nez. - 2. Créature tenant du chien et du rat. Source de péchés dans le régime animal. - 3. Ce que fait régulièrement le chef d'illuminement l'aubergiste. Vénus. - 4. Lanceur de flèches empoisonnées. Note. - 5. Transatlantique. Surtout aussi bien une Vaseline qu'une Girondine. - 6. Article. Ce n'est pas en le suivant qu'un remontera aux sources. Négation. - 7. Meneuses des marcbes silencieuses. - 8. Comme une mer. Pratiques. - 9. Sous-produit de la culture. Démonsiait. Champ d'honneur.

Solution du problème n° 3585

Horizontalement

I. Magouille. - II. Upas. Léon. - III. Sol. - IV. Cléricale. - V. Ultime. - VI. Lige. Noce. - VII. Anesse. An. - VIII. Turc. - IX. Vint. Ne. - X. Orin. Epée. - XI. Nuages. SS.

Verticalement

1. Musculature. - 2. Apollon. Ru. - 3. Gallette. Via. - 4. Os. Riesling. - 5. Elm. - 6. Il. Caresses. - 7. Logo. - 8. L.A. Lucarnes. - 9. Ensemenées.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel des lundi 21 et mardi 22 novembre : DES DÉCRETS

• Relatif à la commercialisation des vins à appellation d'origine contrôlée ;

• Portant création de taxes relatives au fonctionnement du service des machines à affranchir.

D'autre part, le Bulletin officiel des décorations, médailles et récompenses public des arrêtés accordant des récompenses pour actes de courage et de dévouement, conférant la médaille de la gendarmerie nationale, portant attribution de la médaille de la jeunesse et des sports ; un décret portant attributions de la médaille de l'aéronautique ; des citations à l'ordre de l'armée ; des décisions portant attribution d'une récompense pour actes de courage et de dévouement et attribution du diplôme d'honneur de porte-drapeau des associations d'anciens combattants et victimes de guerre (promotion de juin 1983).

PARIS EN VISITES

JEUDI 24 NOVEMBRE

• L'art du dix-huitième siècle. 15 heures, 33, boulevard des Capucines. M. Zujevic (Caisse nationale des monuments historiques).

• Le Belin. 14 h 30, métro Bir-Hakeim, M. Jasiel.

• Place Dauphine. 14 h 30, métro Pont-Neuf (Paris antérieur).

• Baccarat. 15 heures, 30 bis, rue de Paradis (Paris et son histoire).

• Hôtels de l'Île-Saint-Louis. 14 h 30, métro Saint-Paul. (Résurrection du passé).

• L'art des Cyclades. 15 h 45, entrée de l'exposition Grand-Palais (Visages de Paris).

CONFÉRENCES

18 heures, 33, faubourg Saint-Honoré, M. de Caux. - La Pompadour (Carole de l'Union Interalliée).

18 h 30, 28 bis, rue Saint-Dominique, R. Zamo. - Les jeux de la Société française de graphologie.

EN BREF

EMPLOI

LES MÉTIERS DES LOISIRS. - La direction départementale temps libre, jeunesse et sports de Paris organise un forum sur les métiers du temps libre, de la jeunesse et des sports. Mercredi 23 et jeudi 24 novembre, de 15 heures à 19 heures, à la direction départementale de Paris, 25, rue de Ponthieu (8).

ENSEIGNEMENT

L'HISTOIRE ILLUSTRÉE. - Le service éducatif des archives nationales offre aux professeurs et élèves des lycées et collèges la possibilité d'illustrer l'enseignement de l'histoire de manière attrayante : visites guidées d'expositions historiques au Musée de l'histoire de France, aux Archives nationales, séances de travaux dirigés, prêts de dossiers thématiques avec reproductions de documents, moulages de sceaux, etc.

* Archives nationales, 60, rue des Francs-Bourgeois, 75141 Paris cedex 03 (joindre une enveloppe stérilisée pour la réponse).

FORMATION

ÉCOLOGIE ET MÉDIAS. - La Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature (FRAPNA) organise, du 26 au 30 novembre, un séminaire de Roches-sur-Yvon, à Marigny (leval), un stage de formation aux relations avec la presse. Responsables d'associations, animateurs et futurs attachés de presse feront connaissance avec la presse nationale, régionale et écologique, et apprendront à rédiger un article, un communiqué, à concevoir une affiche, à réaliser une interview ou une émission de télévision.

* FRAPNA Isère, 4, rue Hector-Berlioz, 38000 Grenoble. Tél. : (76) 42-64-68.

Dons à C.C.P. 31-711 @ LA SOURCE

« Campagne des Pères Noël Verts »

200.000 NOËLS DE LA SOLIDARITÉ

Le père Noël à besoin de vous !

aidez-le à provoquer un peu de joie

SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS

La Fête des cadeaux Burberrys

8, bd Malesherbes à Paris c'est la fête des cadeaux. Pour Noël et le Jour de l'An, vous trouverez sur trois étages une multitude d'idées cadeaux pour femmes, hommes et enfants, dans une gamme étendue de prix à partir de 50 F jusqu'à... Ex. : manteaux camel et latic, tweed, à partir de 2 770 F.

Burberrys

8, Bd Malesherbes 75008 Paris

LE QUEL



C'est regrettable

هكذا من الأصل

Le Monde

culture

THÉÂTRE

« FINISTÈRE », de Jacques Guimet

Rêveries du vent

Passagère clandestine encochée sur un cargo mixte de la ligne du Pacifique sud, Marie se métamorphose en Yann, le père, un matelot. Je ne suis qu'un échange transsexuel spontané, si l'obsession amoureuse suscite assez de fièvre.

En récompense, Marie et Yann, bien sûr, tous deux cette fois, se retrouvent sur une île déserte. Nuits et jours s'en vont à une vitesse folle, tant le couple s'amuse à jouer mille personnages, à s'échapper, à réapparaître, dans des jeux de mains et des coq-à-l'âne merveilleux, qui provoquent aussi les fous rires du spectateur.

Le temps des légendes n'est pas celui du jour le jour. Des années plus tard, semble-t-il, Marie, bercée ce même enfant, nouveau-né, dans un port de Bretagne. Elle est seule, mais elle a le soutien spirituel de l'amitié réelle d'un peintre, qui lui donne parfois des nouvelles de Yann : il est devenu un vieil homme, infirme, affreux, il ne s'est pas guéri d'une initiation étrange qu'il avait reçue dans une crypte, la caverne du Boudha d'or, en Angleterre, avant la traversée vers l'île déserte.

En vérité, cette histoire, telle que nous la résumons là, devient une plaisanterie, tant de Jacques Guimet, *Finistère*, est irrécusable. Aussi émuant que drôle, aussi riche que transparent, ce conte va de

l'avant par touches mystérieuses, par coups de cœur, appels dans le noir, embaumés de l'âme, rires clairs, et ce n'est au fond qu'un partage d'amour toutes amères brisées, toutes voiles tendues jusqu'à la déchirure. Et si ce tournoi de paroles tient son public en suspens, c'est sans doute que toute la profondeur d'intuition et de méditation de Jacques Guimet a su se transmettre en une fable simple, presque enfantine.

Dans leurs métamorphoses au pas de course, les deux acteurs sont étonnants de liberté, de vérité : elle, Marie, Karin Romer, d'autant plus soufflante dans ses écarts de gaieté qu'elle semble retenir loin d'elle, comme à bout de bras, une mélancolie indissoluble, lui, Yann et l'ami peintre, Francis Armand, plus inconsciemment ce lieu est désert, parce qu'il est midi et que les indigènes sont à la cantinière. » (1)

C'est en découvrant ce jeu de l'architecture et du temps, cette géométrie de marbre blanc sur fond de ciel mauve, que Roger Planchon a été séduit.

Il a réussi à convaincre Thierry Leproust de collaborer avec lui, la saison dernière, pour son *l'été*, et cette année pour le double spectacle qu'il monte à Villerurbanne : *Alceste*, par d'obscurs chemins, dont il est l'auteur, et *Ch. l'été*, des vaches, de Roland Dubillard.

Ca n'était pas si simple. Thierry Leproust est un solitaire, il habite la Méduse, où il a son atelier. Il ne fréquente pas le milieu du théâtre, et il a, dit-il, « déjà du mal à vivre avec lui-même ». Il est marié, et parfois voyage en compagnie de sa femme. Ils partent tous les deux avec un groupe électrogène qui leur sert à éteindre la nuit les papillons et les coléoptères dont ils font collection et qu'ils vont chercher, en Amérique latine. Quelquefois, au cours de ces voyages, Thierry Leproust reconnaît ses toiles, comme si ses villes étaient là, gravées sur la muraille, contre les ciels mauves dont les peintures anciennes avaient fait le domaine des deux et qui sont désertées.

Thierry Leproust est un vit pas vraiment dans notre temps, il est tiré d'un passé mythique, et un futur rêvé : il était

MICHEL COURNOT.

* Théâtre Esplanade, 21 heures.

VARIÉTÉS

« JUNON ET AVOS », à l'Espace Cardin

La conquête de l'Amérique

Junon et Avos, premier opéra-rock soviétique, est interprété par la troupe du théâtre Komssomol de Moscou, plus spécialement chargée des dernières années d'imaginer un style différent pour attirer les jeunes spectateurs. Créé en 1981 et représenté en alternance, *Junon et Avos* n'est inspiré par le poème d'André Volznessenski, et la musique composée par Alexis Ribnikov, un admirateur du rock planant d'un groupe anglais King Crimson, de Jean-Michel Jarre et de ses climats électroniques. Plus intéressante est l'association qui a été faite par moments de la liturgie orthodoxe russe et d'une base de musique traditionnelle avec le rock joué par le synthétiseur.

Junon et Avos est un spectacle pour lequel Pierre Cardin a eu un de ses fameux coups de cœur, et qu'il a fait venir à ses frais dans son théâtre, sans aucune aide officielle.

L'histoire met en lumière l'aventure du comte Rezanov, grand chambellan du tsar, qui, à la tête de deux goélettes, *Junon et Avos*, gagna la Californie espagnole de

1806 avec pour objectif de « répandre la lumière de la Russie » jusqu'en Amérique. La tentative patriotique tourne en eau de boudin et finit en mélodrame. Rezanov, épris de Conchita, la fille du gouverneur de San Francisco, tua dans un duel le fiancé de celle-ci, se fiança à son tour avec elle et la quitta pour ne plus jamais la retrouver. Pris de fièvre, dans les espaces d'Idé Sibérie, Rezanov mourut. Conchita attendra son fiancé trente-cinq ans, un peu comme l'Évangéline de Longfellow.

La première partie de *Junon et Avos* s'ouvre par un prologue dont les éléments vaguement contestataires ont été gommés dans l'adaptation vérifiée par l'ambassade soviétique à Paris. La surprise vient ensuite de l'œuvre franchement marquée de l'action et des personnages. Puis il y a la séduction des tableaux, le charme d'une écriture cinématographique proche de l'épopée baroque et la magie d'acteurs à la voix superbe.

CLAUDE FLEOUTER.

* Espace Cardin, 20 h 30.

NOTES

Musique

La grâce de Noël

On ne pouvait rêver plus idéale ouverture pour le Festival d'art sacré de la Ville de Paris que *l'Oratorio de Noël*, de Bach, présenté en deux soirées à Saint-Germain-l'Auxerrois, la paroisse du Louvre et des rois, qui jouit d'une acoustique très satisfaisante. Six cantates où l'espérance jaillit au milieu des ténèbres et de l'angoisse.

Ce n'était plus simplement une vieille légende sur laquelle on croyait du dix-huitième siècle avoir posé son génie, mais une confiance et une proclamation qui nous était donnée par cette interprétation d'une « modernité » irréconscilable du cœur et de l'Orchestre de la Chapelle royale, dirigés par Philippe Herreweghe. Tous les instrumentistes et les chanteurs étaient pris dans ce mouvement que l'on ose à peine encore appeler « baroque », ce vent de l'esprit, ce sel de la mer, cette inspiration qui assaillent les paroles, font tourbillonner la musique, gravent les rythmes et les images dans les cœurs, tant ils sont ressaisis à la racine même de l'expérience de Bach.

Il y avait de prodigieux solistes : Kurt Equiluz, l'évangéliste prophétique dans toutes les vibrations du corps et de la voix ; Paul Esswood, contre-ténor embué d'une humanité si profonde, croulé dans le roc ; et puis une merveille, Sébastien Hennig, petit chanteur de Hanovre, frère de ceux de Luca Della Robbia, qui concentrait en son visage et en sa voix la grâce, la fraîcheur et la vérité de Noël.

JACQUES LONCHAMPT.

Expositions

De Stockholm à Tokyo

La Suède et le Japon, dont le point commun le plus évident est le travail et le culte du bois, sont réunis au musée de la publicité par la grâce de la pâte à papier.

Les affiches suédoises, soixante-quinze tirages de la collection Paul Lipschutz qui en compte dix mille, vantent l'opéra, le cinéma, le théâtre, en un mot le spectacle, depuis la première guerre mondiale. Pas de surprise dans le graphisme, toujours parallèle à ce qui s'est fait en France, aux mêmes périodes. Sauf peut-être des contrastes plus régulièrement établis, des traits plus soulignés, mais cette impression a des chances d'être due à la sélection des affiches. La surprise provient de leur qualité, et du plaisir de découvrir in talent de noms d'ordinaire inconnus sous nos latitudes.

La relative sévérité suédoise trouve son exact contraire dans l'œuvre d'un seul artiste, Tadanori Yokoo, japonais, né en 1936. L'affiche occidentale, telle que la perçoit le centre, unifie son graphisme. Tadanori Yokoo fait éclater tous ces principes, mariant le pop art à la tradition japonaise, les références traditionnelles de l'Europe, aux modèles tantriques, et aux élites de la publicité internationale. L'unité de l'affiche est brisée en mille fragments, son centre est multiple, insaisissable au premier coup d'œil. Le musée de la publicité n'avait jamais montré jusqu'à présent œuvre et travail aussi déconcertants, aussi neufs.

FREDERIC EDELMANN.

* Musée de la publicité : « Le spectacle en Suède », jusqu'au 11 décembre. Tadanori Yokoo, jusqu'au 16 janvier.

Rencontre

Thierry Leproust scénographe et peintre

A première vue : un jeune cadre à la campagne. Veste de tweed, cheveux légèrement décoiffés. Mais il y a les yeux : un peu troubles, comme si, venant d'un espace lointain, ils avaient besoin d'accommoder. Ces yeux, le plus souvent, se posent sur de tranquilles campagnes françaises et, en même temps, ils survolent des villes désertées aux toits géométriques.

Thierry Leproust est peintre et scénographe. Il peint et construit sur scène ces villes désertées, dont Roger Planchon dit : « Ici, l'humanité n'est définitivement trébuchée, disparue. Ou tout simplement ce lieu est désert, parce qu'il est midi et que les indigènes sont à la cantinière. » (1)

C'est en découvrant ce jeu de l'architecture et du temps, cette géométrie de marbre blanc sur fond de ciel mauve, que Roger Planchon a été séduit.

Il a réussi à convaincre Thierry Leproust de collaborer avec lui, la saison dernière, pour son *l'été*, et cette année pour le double spectacle qu'il monte à Villerurbanne : *Alceste*, par d'obscurs chemins, dont il est l'auteur, et *Ch. l'été*, des vaches, de Roland Dubillard.

Ca n'était pas si simple. Thierry Leproust est un solitaire, il habite la Méduse, où il a son atelier. Il ne fréquente pas le milieu du théâtre, et il a, dit-il, « déjà du mal à vivre avec lui-même ». Il est marié, et parfois voyage en compagnie de sa femme. Ils partent tous les deux avec un groupe électrogène qui leur sert à éteindre la nuit les papillons et les coléoptères dont ils font collection et qu'ils vont chercher, en Amérique latine. Quelquefois, au cours de ces voyages, Thierry Leproust reconnaît ses toiles, comme si ses villes étaient là, gravées sur la muraille, contre les ciels mauves dont les peintures anciennes avaient fait le domaine des deux et qui sont désertées.

Thierry Leproust est un vit pas vraiment dans notre temps, il est tiré d'un passé mythique, et un futur rêvé : il était

« Comme un pacte secret »

Il en vit, ce qui l'étonne encore : « Mes tableaux se vendent, dit-il, je ne sais pas pourquoi. On ne sait jamais pour quoi. » C'est comme un pacte secret avec on ne sait quel dieu qu'il fait faire attention de ne pas contraindre.

Thierry Leproust ne croit pas à l'inspiration, mais aux rencontres et au travail intense. Avant de vendre ses tableaux, il peignait e à mi-temps et gagnait sa vie en aménageant des stands publicitaires ; il a une formation d'architecte. Les choses sont venues d'elles-mêmes, à la suite d'une exposition. L'un des membres du jury est venu le trouver, nat d'aventure sans marchand.

« C'est important, dit Thierry Leproust, de ne pas être dépendant. » Il y a une telle logique dans le déroulement de son histoire qu'il a, semble-t-il, peur de casser quelque chose, d'ouvrir une porte qui le mène ailleurs, là où il ne voudrait pas. Et en même temps, quand Roger Planchon lui demande de travailler sur son futur film, il ne peut pas s'empêcher d'accepter : « C'est un risque à prendre, bien que le cinéma soit encore plus entichant que le théâtre. » A chaque fois, on part de rien, on ne sait pas où on va, et si c'est nulle part, on s'en rend compte seulement après. L'important, c'est ce qui reste.

COLETTE GODARD.

(1) Les toiles de Thierry Leproust sont exposées à la galerie Odéon, et Roger Planchon a présenté le catalogue.

CINÉMA

LA MORT DE MARCEL DALIO

Le premier des seconds rôles

Le comédien Marcel Dalio est mort le 20 novembre à Paris. Il était âgé de quatre-vingt-quatre ans.

Ses cheveux bruns ou calaminés, son teint mat, son nez saillant, ses regards de côté, son agitation et son bagou de camelot valurent à Dalio — dans le cinéma français des années 30 qui en faisait grande consommation — des seconds rôles de métèque ou de personnage douteux. Dalio s'y prit de bonne grâce car il aimait à la folie le métier d'acteur, et les outrances ne lui faisaient pas peur.

Entre cinquante personnages de cette époque, on se souvient du marchand recevant une correction de Gabin en colère dans *Pépé le Moko*, de Julien Duvivier (1936). Mais de la Casbah d'Alger, Dalio allait bientôt passer aux camps d'officiers de la guerre de 1914, prisonniers en Allemagne, dans la *Grande Illusion* (1937). Sous la direction de Jean Renoir, il devient Rosenthal, fils de baptyr juif, s'évadant en compagnie de Maréchal, le prolo parisien,

incarné par Jean Gabin. Et là, on s'aperçoit qu'il était un très grand acteur.

A la veille de la guerre, Dalio est à nouveau, grâce à Renoir, le marquis de la Chemaye, l'aristocrate décadent aux allures libertines de la *Règle du jeu*. Son meilleur rôle, sans doute, encore qu'il en ait tenu jusqu'à la fin de sa vie une centaine au moins : on ne les compte plus. Mais Renoir avait fait de Dalio le symbole d'une classe, d'une société au bord de l'effondrement ; il avait été ainsi plus qu'une vedette.

Il ne faut pourtant pas oublier entre la *Grande Illusion* et la *Règle du jeu*, un film de Pierre Chenal, la *Maison du Maltais* (1938), où Dalio, en pêcheur maltais amoureux de Viviane Romance, prostituée d'une rue chaude de Sfax, dépassa par les sentiments et l'émotion sa composition habituelle de métèque. Mais enfin, c'est à Jean Renoir qu'il doit sa notoriété ; c'est avec lui qu'il a atteint le sommet.

JACQUES SICLIER.

Du boulevard à Hollywood

Né à Paris le 23 septembre 1899 — il a donné lui-même cette date dans son livre de souvenirs, *Mes années folles*, paru en 1976 aux Editions Jean-Claude Lattès, — Israël Moshe Blauschild, issu d'une famille juive d'origine roumaine, élevé dans une boutique d'épicerie de la rue des Rosiers, entre au Conservatoire, débute dans des revues, puis se fait remarquer au théâtre dans les *Temps difficiles*, d'Edouard Bourdet. C'est en 1935 — il a déjà l'expérience du cinéma où il papillonne dans les petits ou seconds rôles qui servent toujours de spécialité — que, à la scène ou à l'écran, Israël Blauschild est devenu Marcel Dalio. Il a choisi ce nom à partir de Danilo, prince de l'opéra de la Voix joyeuse. On dira toujours Dalio en oubliant Marcel.

La défaite de 1940, l'arrivée des nazis obligent Dalio à s'exiler pour échapper aux lois raciales et aux persécutions. Il réussit à gagner les Etats-Unis. Hollywood lui offre des figures typiques : celle d'un croupier de Shanghai, *Castro*, de Sternberg, ou du gendarme français dans le Chant de Bernadette, histoire de Bernadette Soubirous, réalisée par Henry King. Il apparaît aussi dans Casablanca ou le port de l'angoisse, à l'ombre de Humphrey

Bogart. En somme, la tradition des « silhouettes » se perpétue.

Dalio revient en France à la libération. Sa famille est morte dans les camps nazis. Il reprend une carrière au cinéma dans des rôles moins aigus : ainsi le souteneur de Simone Signoret dans *Dédée d'Anvers*, d'Yves Allégret (1947). De temps à autre, il repart pour Hollywood où on l'apprecie, où il a beaucoup d'amis. Il tourne avec Henry King, Richard Thorpe, Blake Edwards et bien d'autres.

Au fil des années, son don, on peut même dire son génie de la composition, le pousse vers les rôles comiques accentués malicieusement jusqu'à la caricature. Dans les années 60-70, on le revoit au théâtre et il est récupéré par le cinéma français. Il évolue au sein de jeunes réalisateurs que chez les réalisateurs consacrés. Il a les cheveux blancs, des rides lui sont venues. Il n'a rien perdu de sa vivacité et de sa volubilité. Après la publication de son livre *Mes années folles*, il joue à la ville encore plus qu'à l'écran le personnage de Dalio, petit vieillard chargé de souvenirs, de son expérience, qui éprouve toujours le besoin d'en « faire trop », mais garde jusqu'au bout sa manière d'être, son humour, son goût de la vie.

Mouvement Freudien International

FREUD

Jérusalem

7-8-9 décembre 1983

Laromme Hôtel

FREUD N'A JAMAIS ÉTÉ À JÉRUSALEM

L'APPORTER MAINTENANT EST L'OCCASION POUR POSER

LA QUESTION DE LA DEUXIÈME RENAISSANCE, DONC DE

LA RÉINVENTION DES ARTS ET DES SCIENCES.

Pour les participants au Congrès des facilités sont prévues :

4.000 F hôtel de luxe chambre double, voyage, transfert aéroport hôtel, petit déjeuner, frais d'inscription, 4.900 F hôtel de luxe chambre simple, voyage, transfert aéroport hôtel, petit déjeuner, frais d'inscription. Pour tout renseignement sur l'organisation et les possibilités de voyage et de séjour, téléphoner au numéro 19/39/2/875830.

100

Prix des places : 35, 45, 55, 100, 150 et 175 F

هكذا من الأصل

LETTRES

SPORTS

39 13

LES PRIX LITTÉRAIRES

GONCOURT : Frédéric Tristan pour « les Égarés »

Le Prix Goncourt 1983 a été décerné lundi 21 novembre à Frédéric Tristan pour *les Égarés* (Balland, éd.), an deuxième tour de scrutin, par 7 voix contre 2 à Pierre Bourgeade (les Égarés) et 1 à François Weyergans (le Radeau de la méduse). Au tour précédent, des voix s'étaient portées sur Elie Wiesel (le Cinquième Fils) (nos dernières éditions du 22 novembre). Il y a cinquante ans que le Goncourt avait couronné la Condition humaine, d'André Malraux.

Déjà riche d'une douzaine de titres, depuis *le Dieu des mouches*, qui inaugura son œuvre en 1959, comme directeur d'une revue philosophique, *les Cahiers de l'herméneutique*, admirateur de Thomas Mann, sur lequel il a animé un *Cahier de l'herméneutique*, Frédéric Tristan a écrit cette année, avec *les Égarés*, une belle explosion dans le roman.

Il a abandonné son monde de légendes médiévales ou chinoises qui

faisaient de lui un conteur plutôt marginal, à situer dans la mouvance du fantastique, pour se rapprocher de l'histoire contemporaine. *les Égarés* se déroule pendant la décade qui précède la deuxième guerre mondiale, à travers l'Angleterre, l'Allemagne, où commencent les persécution nazies, Venise, les États-Unis, l'Espagne et la guerre. Une fresque en somme de la civilisation occidentale à laquelle Frédéric Tristan reproche d'avoir perdu son âme et le sens de la vie.

Le roman est bien ancré dans le réel, mais il va le dépasser par les aventures que l'auteur prête à ses deux héros. Ils sont deux exilés à composer un personnage d'écrivain, en trompe l'œil et lui assure une célébrité qui le mènera jusqu'au prix Nobel : un jeune romancier inconnu, Cyril, qui, dans l'ombre, écrit l'œuvre du prétendu Chesterfield, et Jonathan, un aventurier doué de toutes les séductions, qui se charge, de le faire valoir.

Jonathan prend vite le pas sur Cyril et connaît une évolution où le don Juan qu'il était d'abord se transforme en saint. Parti de l'histoire et de la satire, le roman s'ouvre ainsi sur une autre lumière. « *Riche en perspectives, en complexités, en machinations, en personnages qui se retournent, en coups de théâtre*, écrit Jacqueline Piatier dans *le Monde des livres* » du 30 septembre 1983, cette création à la fois naïve et rusée nous offre un mélange de feuilleton à la Dumas et d'épopée métaphysique ».

J. P.

RENAUDOT : Jean-Marie Rouart pour « Avant-Guerre »

Le prix Renaudot a été décerné à Jean-Marie Rouart, pour *Avant-Guerre* (Grasset), au troisième tour de scrutin, par cinq voix, contre deux à Raymond Abellio pour *Vinages immobiles* (Gallimard), et deux à Petra Dimitriu pour *le Liheré* (le Seuil).

Avant-Guerre est un roman dans la lignée de Morand (*Champions du monde*, 1931) et des *Ponts sauvages*, de Déon, est *Avant-Guerre*.

ROBERT MALLET

ENTRE AU RENAUDOT

Robert Mallet a été élu membre du jury du prix Théophraste-Renaudot, ce remplacement de Max-Pol Fouchet, décédé en août 1980.

né le 15 mars 1915 à Paris, Robert Mallet a été doyen de la faculté des lettres de Toulouse, recteur de l'académie d'Amiens (1964-1969), puis de l'académie de Paris (1969-1980). Poète, essayiste, critique, auteur dramatique, il est l'auteur de très nombreux ouvrages. On lui doit aussi la publication de plusieurs correspondances (Gide-Chautau, Valéry-Gide, Francis Jammes-Gide...), et des entretiens avec des personnalités littéraires (Paul Léautaud par exemple).

Ses recueils de poèmes sont : *l'Égoïste*, *De toutes les douleurs*, *Amour, mot de nez*, *les Signes de l'indolence*, *Le poème du sablier*, *la Rose en ses remous*, *Quand le miroir s'étonne*, *Silence éternel*, *l'Épave d'une fenêtre*, *Le forgeron me l'avait dit*.

● **ERRATUM** - Une erreur géographique s'est glissée dans la biographie d'André Chamson publiée au lendemain de sa mort (*le Monde* du 11 novembre) : le rassemblement protestant annuel où l'écrivain a pris plusieurs fois la parole a lieu au « Massé du Désert », au mas Souberny, commune de Milet, près d'Arles (Gard), en plein pays camarguais, et non à Saint-Guilhem-le-Désert (Hérault).

(« le Monde des livres » du 7 octobre), où un groupe de jeunes gens prend le départ dans l'existence, en 1930. Dix ans plus tard, c'est le temps des engagements.

Où est le juste choix ? Quel est le bûche posé d'actes opposés auxquels on est parvenu dans la même exigence du bien de la patrie ? De quelle manière l'amour et ses fatras orientent-ils nos options à notre insu ? Et l'amitié, ce lien si fort avant la tourmente, peut-elle survivre aux événements ? Les surprises du destin sont partout, dans une tragédie de cette ampleur.

Né en pleine guerre, Jean-Marie Rouart s'interroge, à travers ses personnages, sur ce qu'il aurait fait à leur place. Il n'approuve ni ne blâme aucun d'eux. C'est un monstre de vice, pas un juge ; on veut romancier, dont l'écriture vitale a cette grâce inimitable qui vient du cœur.

GINETTE GUITARD-AUVISTE

(Né le 8 avril 1943 dans une famille de peintres liés à l'impressionnisme, Jean-Marie Rouart est le petit-neveu de Paul Valéry. Électrique, il se réclame de Benjamin Constant, Barrès, Drieu La Rochelle, Aragon (celui d'*Amélie*), Flaubert, Marcel Schwob, Michel Déon, Antoine Blondin, Jean d'Ormesson, mais aussi d'écrivains aventureux, comme Jack London, Lawrence d'Arabie, Hemingway, Malraux - celui de la 16^{ème}, auquel il a consacré une émission de télévision.

Après un premier roman saisi par Kiefer-Haendels et Antoine Blondin : *la Fuite en Pologne* (1974), il publie *le Buisson de Georges Asile* (1975), *les Feux du pouvoir* (prix Interallié 1977), *le Mythomane* (1979).

Jean-Marie Rouart a collaboré à *l'Espresso*, au *Magazine littéraire*. Il est aujourd'hui éditeur et responsable des pages littéraires au *Quotidien de Paris*.)

● **Le prix des créateurs**, annoncé chez Drouant en même temps que le Goncourt et le Renaudot, a été attribué à René Swennen pour son roman *historique Palais-Royal* publié chez Julliard (voir « le Monde des livres » du 21 octobre).

Balland le « petit »

(Suite de la première page.)

Edmond Charles-Roux et Daniel Boulanger faisaient valoir que rien de scandaleux ni de gênant ne serait ainsi dévoilé. Il s'indignait seulement du précédent - jeu comique, il est vrai.

En dépit de tous ces remous, André Balland a remporté une victoire méritée. Depuis quelques années, il a su, assisté Brigitte Massot, attirer à lui des auteurs de qualité comme Claude-Michel Cluny, Claude Delarue, Raphaël Fividal, Michel Rio... et d'autres qui ont publié de courts récits à l'usage des amateurs pressés. La manne tombant du ciel des Goncourts devrait quelque peu améliorer la trésorerie de cette maison qui est pauvre.

ajoutons enfin que, avec son regard ironique brouillé par des lunettes de myopes et sa grosse moustache dissimulant mal une timidité bourgeoise, André Balland a conquis l'estime de nombre d'écrivains, de journalistes et, fait plus rare, celle de son personnel.

[Auteur de neuf romans et de trois essais, Frédéric Christian Baron est né le 11 juin 1931 à Sedan (Ardennes), et a fait des études de sciences politiques et de droit à la faculté de Toulouse. Il a adapté ses deux premiers romans en guide d'identité littéraire. Spécialiste en ingénierie, il a parcouru la Chine, la Birmanie, le Vietnam et l'Indonésie pour les besoins de sa vie professionnelle. Il y a acquis une connaissance de l'Asie, qui imprègne l'essentiel de son œuvre.]

ROBLOT S. A.

522-27-22
ORGANISATION D'OBSEQUES

PROMOTION NOEL CONDITIONS EXCEPTIONNELLES

sur tous les instruments en stock du samedi 19 Novembre au samedi 3 Décembre.

PAREZ-VOUS DE PERLES AVEC BURMA

BIJOUX BURMA

Décès

M. Sultana Belachier, M. et M^{me} Jacques Belachier et leurs enfants, M. Serge Belachier, M. et M^{me} Dominique et leurs fils, ses enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Gaston Gancien et leurs enfants, M^{me} Marcel Fitoussi et ses enfants, M^{me} Claire Belachier, M^{me} Rachel Abichol et les familles Oppenheim, Nordman, Les familles Assor, Moyal, Ebbo et Abichol, ses parents, alliés et amis, ont le douleur de faire part du décès de

Joseph BELACHIER, pharmacien biologiste,

M. Marc-Henry BINOCHÉ, Ses enfants Jean-François et Virginie, Chaotat et Marie-Pierre, Patrice et Edith, Emmanuel et Catherine, Caroline et Gérard. Tous ses petits-enfants, ont la profonde douleur de faire part du décès de

docteur Marc-Henry BINOCHÉ, chevalier de la Légion d'honneur, conseiller national de l'Ordre des Médecins, président du conseil départemental de l'Ordre des Médecins des Hauts-de-Seine, expert près la cour d'appel de Versailles, survenu brutalement, le 20 novembre 1983.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 24 novembre 1983, à 13 h 30, en l'église Saint-Pierre de Neuilly-sur-Seine.

Pas de couronnes.

M. André Chomel, M. et M^{me} Jean-Claude Levrat, M. et M^{me} Bernard Harnais, M^{me} Geneviève Chomel, M. et M^{me} Philippe Chomel, M. et M^{me} Denis Chomel, M. et M^{me} Yves Chomel et tous leurs enfants, ont fait part du décès de

M^{me} André CHOMEL, née Jeanne Mouchet,

survenu, à Paris, le 20 novembre 1983, muni des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 25 novembre 1983, à 8 h 30, en l'église Notre-Dame d'Amiens, place d'Amiens, Paris-16^{ème}, où l'on se réunira, et sera suivie de l'inhumation au cimetière des Batignolles.

39, rue La Fontaine, 75016 Paris.

- Nantes. M^{me} Denise Dabovet-Delombe, son épouse, M. et M^{me} Alain Delombe, M. et M^{me} Parvise Delombe, M. et M^{me} Dominique Vigoux, M^{me} Eva Delombe, ses enfants, ses petits-enfants, ses sœurs et sa famille, ont le douleur de faire part du décès de

M. Jean-Yves DELTOMBE,

architecte honoraire, officier de l'Ordre national du Mérite, survenu à l'âge de soixante-dix ans.

Le service religieux aura lieu le mercredi 23 novembre, à 13 h 45, à la basilique Saint-Nicolas.

l'inhumation au cimetière de Champeaux (49), à 16 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part. Condoléances à l'Eglise seulement.

- Chambéry. Lincol-Brevannes, Marseille, Vannes.

M^{me} Joseph Fluttaz, M. Alain Fluttaz, M. et M^{me} Jacques Fluttaz et leurs fils, M. et M^{me} Bernard Fluttaz, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Georges Peyer et leur fille, M. et M^{me} Louis Peyer, Les familles parentes et alliées, ont la douleur de faire part du décès de

M. Joseph FLUTTANZ, secrétaire adjoint des affaires étrangères, officier de l'Ordre national du Mérite, chevalier de l'Ordre national du Mérite, survenu à son domicile, le 21 novembre 1983, à l'âge de soixante-trois ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 23 novembre 1983, à 15 h 30, en la cathédrale de Chambéry, suivie de l'inhumation au cimetière de Bourget-du-Lac, dans la sépulture familiale.

Des dons sont acceptés au profit de la recherche médicale.

Cet avis tient lieu de faire-part. 134, rue Léon-Ménabrea, 73000 Chambéry.

M^{me} Geneviève Hulle partage avec sa famille et tous les amis de son mari, la tristesse d'annoncer la mort de

M. Antoine-Jean HULLO, conseiller maître à la Cour des comptes, survenu, le 20 novembre 1983, dans sa cinquante-septième année.

La messe de funérailles sera célébrée le jeudi 24 novembre 1983, à 10 h 45, en l'église Saint-Martin de Meudon, sa paroisse, 7, rue de l'Eglise.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Des dons en sa mémoire peuvent être adressés à la Fondation contre la leucémie, 40, avenue Hoche, 75008 Paris.

[Né le 26 février 1927, à Marignac-Saint-Louis]

(Né le 26 février 1927, à Marignac-Saint-Louis, M. Antoine-Jean Hulle était ancien élève de l'ENA, diplômé d'études supérieures de philosophie. Il a occupé diverses fonctions : à la direction des relations économiques extérieures (DREE) avant d'être successivement directeur du cabinet du secrétaire d'Etat au commerce extérieur (1966), et président du conseil national pour l'enseignement de l'histoire aéronautique française. C'est en septembre 1980 qu'il a été nommé conseiller maître à la Cour des comptes.

M^{me} Antoine Luciani, son épouse, M. et M^{me} Jean-Marie Luciani, M^{me} François Luciani, M^{me} Santa Luciani, ses enfants, Patricia et Antoine Luciani, ses petits-enfants, ont le douleur de faire part du décès de

M. Antoine LUCIANI, chevalier de la Légion d'honneur, ancien magistrat, ancien bâtonnier, directeur honoraire de la Chaire nationale des barreaux français, survenu, le 20 novembre 1983, à l'âge de quatre-vingt-un ans, à Paris.

Le service religieux sera célébré le mercredi 23 novembre 1983, à 13 h 45, en l'église Saint-Léon, Paris-15^{ème}.

L'inhumation aura lieu le vendredi 25 novembre à Poggio-de-Lozzi (Corse).

Ni fleurs ni couronnes.

M. et M^{me} Bernard Thévenet, ses enfants, Carole Thévenet, Michaël Thévenet, ses petits-enfants, ont fait part du décès de

M^{me} André THÉVENET-GABENT, survenu le 9 novembre 1983 à l'âge de quatre-vingt-un ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité à Bourg-de-Thizy (Rhône).

Cet avis tient lieu de faire-part.

- Montvict. Annette-Sylvie, 26400 Crest.

- On nous prie de faire part du décès de l'ambassadeur du Liban à Moscou.

M. Antoine YAZBECK, survenu le 20 novembre 1983 à Moscou.

Les obsèques auront lieu au Liban.

Services religieux

- L'ambassade du Brésil invite la colonie brésilienne en France à assister, le jeudi 24 novembre 1983, à 12 heures, à l'office religieux qui sera célébré à l'église Notre-Dame de la Consolation, 23, rue Jean-Goujon, 75008 Paris, à l'occasion de la Journée nationale d'action de grâce.

Avis de messes

- L'Union nationale des parachutistes fera célébrer une messe en l'église Saint-Louis des Invalides, le mercredi 23 novembre, à 18 h 30, à l'intention des cinquante-huit soldats français morts à Beyrouth.

Le président de l'Amicale des anciens de la 3^{ème} D.L.A. demande à ses camarades de manifester leurs sentiments d'union et de solidarité en assistant nombreux à la cérémonie.

Communications diverses

- L'Association des Altes brèves, œuvre sociale au profit des blessés et des familles éprouvées des membres du personnel navigant de l'aéronautique civile et militaire et des parachutistes tombés en service aérien, vous invite à sa vente d'entraide qui aura lieu le 29 novembre, de 17 heures à 20 heures, et les 30 novembre, 1^{er} et 2 décembre, de 14 à 20 heures, à l'hôtel George-V, 31, avenue George-V.

avec le concours de l'Armée de l'air, de l'aviation légère, de l'armée de terre et des parachutistes, de l'aéronautique navale, du Groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales et de la direction générale de l'aviation civile de France, des compagnies Air France, U.T.A., Air Inter, des Armées de l'aviation, des Amis de Malfatti et de l'Association des hôtesses et convoyeurs de l'air.

- Les legs destinés à Or Ha'Hayim (Institution de deux mille élèves internes à Bnei-Brak, Israël) sont exempts de tous droits de succession. Pour tous renseignements, s'adresser à l'Association Or Ha'Hayim, 3, rue Richer, Paris-9^{ème}. Tél. : 246-48-37, le matin. Demander M^{me} Dahan ou M. Charbit, documentation spéciale - Legs - sur demande.

Avis de recherche

- On nous prie d'insérer l'avis suivant :

ON RECHERCHE Véronique MARRE, vingt et un ans, en vacances en Angleterre dans le Lake District (Cumbria). Elle a été vue pour la dernière fois le 31 juillet ; elle logeait en nurbere de jeunesse.

Toute personne l'ayant rencontrée ou pouvant donner des renseignements est priée de téléphoner : (1) 350-27-02. Signalement : 1,60 m, corpulence moyenne, cheveux bruns, longs, ondulés, yeux marron, teint mat bronzé, sac à dos de toile marron.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

	à l'heure	à la ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	83,00	98,44
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,65
IMMOBILIER	56,00	66,42
AUTOMOBILES	56,00	66,42
AGENDA	56,00	66,42
PROP. COMM. CAPITAL	164,00	194,50

ANNONCES CLASSEES

	à l'heure	à la ligne T.T.C.
ANNONCES ENCADRÉES	47,00	56,74
OFFRES D'EMPLOI	14,00	16,60
DEMANDES D'EMPLOI	38,00	42,70
IMMOBILIER	38,00	42,70
AUTOMOBILES	38,00	42,70
AGENDA	38,00	42,70

* Dégressif selon surface ou nombre de parutions.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

directeur export

BIENS D'ÉQUIPEMENT
250.000

Une SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE BIENS D'ÉQUIPEMENT de renommée internationale (C.A. 750 millions de F dont 60 % à l'exportation) recherche pour le plus important de ses départements, spécialisé dans la fabrication et la vente de TUBES en ACIERS SPÉCIAUX et de MATÉRIELS DE RACCORDEMENT, le RESPONSABLE DU SERVICE EXPORTATION DIRECTE (C.A. environ 100 millions de F).

Reportant à la DIRECTION COMMERCIALE du département, sa mission essentielle sera de définir et d'appliquer une stratégie commerciale de développement des marchés, de l'amélioration de la rentabilité. Il assurera personnellement les relations avec la clientèle (Bureaux internationaux d'ingénierie et grandes sociétés utilisatrices de tubes) ainsi que les négociations commerciales. Il aura la responsabilité de l'établissement des offres, aidé par une équipe de technico-commerciaux.

Cette fonction qui requiert des qualités d'autonomie et de dynamisme commercial confiera à un DIPLOMÉ D'ÉTUDES SUPÉRIEURES de formation type CENTRALE ou HEC, 35 ans minimum ayant exercé des activités de négociation commerciale à des niveaux élevés, lui ayant permis notamment d'acquies une excellente connaissance du marché international des biens d'équipement. Anglais courant indispensable et Allemand apprécié. Nombreux déplacements en Europe et dans les pays industrialisés.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 2761 M à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

Société Française de Prêt à Porter, filiale d'un important groupe international
PARIS

Directeur financier

Rattaché au Directeur Général pour

Assurer la responsabilité de l'ensemble des problèmes comptables et financiers - comptabilité générale et analytique - budget prévisionnel - reporting - bilans - trésorerie et informatique.

Expérience de 3 à 5 ans dans une fonction similaire en PMI à justifier.
Bonnes connaissances de l'informatique, de ses développements et pratique de l'anglais impératives.
Formation supérieure DECS.

Ce poste s'adresse à un candidat organisateur et rigoureux, d'une personnalité affirmée et qui souhaite s'intégrer dans une équipe structurée.
La rémunération motivante est liée à l'acquis professionnel du candidat.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo, prétentions et téléphone privé sous référence 23022 à :

MRI conseil

Danièle Chapuis
13, rue Madeleine Michels - 92522 Neuilly.

PARIS - GENEVE - LONDRES - MADRID - MILAN

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

SUD-OUEST

F 200.000

La filiale française, d'un groupe multinational canadien, dans la fabrication mécanique du verre et la promiscuité métallique, CA F 40 millions, implantée dans une agréable ville du Lot et Garonne, recherche son DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER.

Membre de l'équipe de direction, c'est un homme de dialogue pour qui la concertation avec les responsables de la production et du commercial est primordiale pour toutes les questions relevant de ses compétences dans le cadre du développement de la société.

Il est responsable de la comptabilité générale et analytique, des budgets, des prévisions et du suivi de la trésorerie, des relations avec les banques, du reporting à la maison-mère, du personnel, de la paie, de l'informatique et de son évolution, des déclarations fiscales et sociales, de l'administration générale de la société.

Ce poste conviendrait à un candidat âgé de 32 ans minimum, bon manager, capable d'autonomie, ayant une solide formation financière et comptable et acquies au moins 5 années d'expérience dans un poste à responsabilité de préférence au sein d'une société industrielle.

Adressez dossier de candidature : lettre manuscrite, C.V., photo (rétournée) et prétentions sous référence 20175-M à CLA RECRUTEMENT 11, avenue Delouée - 75008 Paris



BANQUE ÉTRANGÈRE

APRIS

Appartenant à un grand groupe bancaire international recherche

UN SOUS-DIRECTEUR ADJOINT AU DIRECTEUR

- Diplômé universitaire ou Grande École.
- Espagnol souhaité.
- 5 ans d'expérience bancaire exigés.
- Possibilité de promotions futures.

Adressez lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. T043.214 M à RÉGIE PRESSE 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

GRUPE DE SOCIÉTÉS IMMOBILIÈRES

recherche pour PARIS

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Il s'agit de prendre en main les services administratifs, comptables, juridiques et financiers ainsi que la gestion du personnel de la société possédant et exploitant un parc de 10.000 appartements. Il aura en particulier, dans une perspective de management moderne et en prise directe avec le Directeur Général, à élaborer et contrôler les outils de gestion de l'ensemble des sociétés, principalement en matière budgétaire.

Pour être candidat, il faut avoir une formation de type grande école commerciale, une bonne connaissance du droit privé et de la gestion financière ainsi qu'une solide expérience (5 à 10 ans environ) dans une direction administrative et financière ou un secrétariat général.

BELLES PERSPECTIVES D'AVENIR

Envoyer C.V. détaillé, lettre manuscrite, photo récente et prétentions au Département Recrutement du COMES, 18, r. de la Paix, 75002 PARIS. (sous référence 2.632).

DISCRÉTION ET RÉPONSE ASSURÉES.

GRUPE SOCIÉTÉS NÉGOCE INTERNATIONAL

recherche

DIRECTEUR SERVICES COMPTABLE ET ADMINISTRATIF

capable de remplacer dans proche avenir le titulaire actuel, suite départ en retraite.
Bonnes connaissances anglaises et nouveau plan comptable exigés.
Age minimum 35 ans. Libre rapidement.

Adressez C.V. et prétentions sous réf. T043.013M RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Diriger, gérer la production

Une société française spécialisée dans la fabrication de biens d'équipement domestique recherche son Directeur de Production.

Sa mission consistera principalement à définir avec les services commerciaux les produits à fabriquer, optimiser la structure et les moyens, rationaliser la fabrication et améliorer la productivité.

Le Directeur recherché est un ingénieur de formation généraliste type A et M, possédant une dizaine d'années d'expérience de production, de préférence en mécanique de précision.

C'est un gestionnaire rigoureux qui sait aussi animer ses collaborateurs et dialoguer.

Le poste est à pourvoir dans une ville importante de la région Rhône-Alpes.

Merci de nous adresser CV, photo récente et rémunération actuelle sous la référence 309.255 M (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BK&C
BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac 75007 PARIS - Tel. 544.38.29

Directeur

administratif et financier

LYON

Nous sommes l'une des 9 filiales régionales d'un groupe de conseil et d'assistance en informatique (3 500 personnes dans 32 agences en France et 21 implantations étrangères).

Très autonome dans notre région, nous gérons un CA de 46 MF avec une centaine de personnes.

Membre du comité de Direction, le responsable que nous recherchons y jouera un rôle de premier plan dans le domaine administratif et financier.

Il animera sept personnes dont un chef Comptable et apportera son aide sur le plan juridique, fiscal et social.

Il assurera également le Secrétariat Général.

De formation supérieure (Sup de Co, DECS, Sciences Eco...), le candidat devra avoir une expérience de plusieurs années dans une fonction similaire.

Les qualités d'intégration et de dynamisme seront déterminantes pour ce poste.

Merci d'adresser CV + Prétentions sous réf. TD 11 à Mme MANDON.

KEYMEN
2 rue Clément, 69002 LYON

EXTEMBAT

Nous sommes les meilleurs
Nous voulons le meilleur.

Numéro un dans la véranda, nous nous donnons les moyens pour l'être dans tout ce qui se rattache à l'EMBELLISSEMENT et l'AGRANDISSEMENT de la MAISON.

PATRON DE FILIALE

de formation supérieure Grande École de Commerce avec une expérience réussie de plusieurs années de Directeur de filiale au de PME.

Il aura à diriger une filiale de 250 millions de chiffre d'affaires - 100 salariés - 7 établissements répartis sur le territoire national.

Rémunération : fixe important + intéressement.

Poste à pourvoir à CAMBRAI - ville verte à 120 mn de Paris...

Envoyer c.v. et photo sous référence 5672 à Philippe Aignan Groupe Maison Familiale - 1461, avenue du Cateau 59342 Cambrai Cedex.

Notre Groupe de dimension Internationale est constitué de plusieurs Entreprises à taille humaine en France et à l'Étranger

Notre compétence technologique s'appuie sur des bases scientifiques variées et très évolutives. Nous disposons de solides atouts pour contribuer à la réalisation de vos ambitions professionnelles et vous proposons de vous confier une

Direction d'usine autonome

Fort d'une expérience de plus de 10 ans acquies dans des fonctions d'ingénieur de production puis de responsable d'unités industrielles, vous rechercherez maintenant plus d'autonomie et l'opportunité de pouvoir vous affirmer humainement et professionnellement dans l'exercice des responsabilités plénières et entières d'un chef d'établissement (150 km. Nord Est de Paris).

Nous souhaitons que vous nous apportiez une compétence technique à dominante électro-mécanique et une forte pratique des techniques de gestion de production.

Nous serons particulièrement intéressés par vos qualités d'organisateur, d'animateur et de meneur d'hommes.

Faites-nous part de vos intérêts et de vos motivations en adressant votre dossier de candidature sous référence 352 C à

claude debray conseil
78, rue Olivier de Serres 75739 PARIS Cédex 15

200.000

Notre client est une PMI (250 personnes, 70 millions de CA) filiale d'un important groupe pétrolier français. Nous recherchons pour son siège dans la Banlieue Nord de Paris un

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE

Le candidat recruté aura la responsabilité de la gestion comptable et financière de l'entreprise. Il assurera le contrôle budgétaire, ainsi que la gestion de trésorerie et les relations avec les banques. Il superviser une équipe de 5 personnes et disposera d'un outil informatique performant (IBM 341).

Pour ce poste sont nécessaires : 5 à 10 ans d'expérience acquies impérativement en milieu industriel, une très solide formation comptable, une connaissance de la législation sociale et une familiarité avec l'outil informatique.

Veuillez envoyer votre C.V. en indiquant, si possible, un numéro de téléphone, à Marie-Jo MARTIAL, réf. M 1114, au 4 av. Marceau 75008 Paris.

ACTION INTERDITE

emploi

Cadre Bc

connaissant les Pays

relations avec le monde de la recherche un Cadre Bc

en France et à l'étranger, c'est un cadre de montage des financements de la recherche. Il aura la responsabilité des relations commerciales avec les universités et les organismes de recherche.

Le candidat devra connaître les Pays de l'Union Européenne et avoir une expérience bancaire de 3 à 5 ans.

Le poste est à pourvoir à court et moyen terme.

Le poste est basé à Paris, mais nécessite des déplacements à l'étranger.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 48, rue St François 75006 Paris.

Documentaliste ayant des connaissances en anglais et en français.

Documentaliste ayant des connaissances en anglais et en français.

Documentaliste ayant des connaissances en anglais et en français.

Documentaliste ayant des connaissances en anglais et en français.

Documentaliste ayant des connaissances en anglais et en français.

Documentaliste ayant des connaissances en anglais et en français.

Documentaliste ayant des connaissances en anglais et en français.

Documentaliste ayant des connaissances en anglais et en français.

Documentaliste ayant des connaissances en anglais et en français.

Documentaliste ayant des connaissances en anglais et en français.

Documentaliste ayant des connaissances en anglais et en français.

Documentaliste ayant des connaissances en anglais et en français.

Documentaliste ayant des connaissances en anglais et en français.

Documentaliste ayant des connaissances en anglais et en français.

Documentaliste ayant des connaissances en anglais et en français.

Documentaliste ayant des connaissances en anglais et en français.

Documentaliste ayant des connaissances en anglais et en français.

Documentaliste ayant des connaissances en anglais et en français.

Documentaliste ayant des connaissances en anglais et en français.

Documentaliste ayant des connaissances en anglais et en français.

Documentaliste ayant des connaissances en anglais et en français.

Documentaliste ayant des connaissances en anglais et en français.

Documentaliste ayant des connaissances en anglais et en français.

Documentaliste ayant des connaissances en anglais et en français.

Documentaliste ayant des connaissances en anglais et en français.

Documentaliste ayant des connaissances en anglais et en français.

Documentaliste ayant des connaissances en anglais et en français.

Documentaliste ayant des connaissances en anglais et en français.

Documentaliste ayant des connaissances en anglais et en français.

Documentaliste ayant des connaissances en anglais et en français.

Documentaliste ayant des connaissances en anglais et en français.

Documentaliste ayant des connaissances en anglais et en français.

Documentaliste ayant des connaissances en anglais et en français.

Documentaliste ayant des connaissances en anglais et en français.

Documentaliste ayant des connaissances en anglais et en français.

Documentaliste ayant des connaissances en anglais et en français.

Documentaliste ayant des connaissances en anglais et en français.

Documentaliste ayant des connaissances en anglais et en français.

Documentaliste ayant des connaissances en anglais et en français.

Documentaliste ayant des connaissances en anglais et en français.

Documentaliste ayant des connaissances en anglais et en français.

Documentaliste ayant des connaissances en anglais et en français.

Documentaliste ayant des connaissances en anglais et en français.

Documentaliste ayant des connaissances en anglais et en français.

Documentaliste ayant des connaissances en anglais et en français.

Documentaliste ayant des connaissances en anglais et en français.

Documentaliste ayant des connaissances en anglais et en français.

Documentaliste ayant des connaissances en anglais et en français.

Documentaliste ayant des connaissances en anglais et en français.

Documentaliste ayant des connaissances en anglais et en français.

Documentaliste ayant des connaissances en anglais et en français.

Documentaliste ayant des connaissances en anglais et en français.

Documentaliste ayant des connaissances en anglais et en français.

Documentaliste ayant des connaissances en anglais et en français.

Documentaliste ayant des connaissances en anglais et en français.

200.000

**RESPONSABLE
ADMINISTRATIF
ET COMPTABLE**



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

MMS
MATRA MICRO SYSTEMES
recherche pour son Unité de COLMAR

Ingénieur méthodes tests

En relation avec les services internes, il aura à définir, évaluer, mettre en fabrication, chiffrer les moyens de test en matériel micro-informatique.

Ingénieur moyens industriels

Mission : Optimiser les moyens de production. Pour ce faire, il analysera les moyens existants, participera au choix, à l'installation et la mise en route des nouveaux équipements, déterminera la rentabilité des investissements.

Profil : Ingénieur A.M. (ou équivalent) ayant plusieurs années d'expérience en Méthodes ou Fabrications électroniques.

Ingénieur industrialisation Micro informatique

Nous vous offrons cette possibilité en vous confiant la responsabilité d'un produit depuis sa conception jusqu'à sa mise en fabrication. Vous aurez à assurer la coordination entre les différents services, avec pour objectif l'abaissement des coûts de revient et le respect des délais.

Ce poste très autonome nécessite un sens aigu de l'organisation et du contact, de bonnes connaissances de la fabrication de matériels électroniques, des notions de moulage plastique. Pratique de l'Anglais appréciée.

Adresser CV détaillé et prétentions au Service du Personnel - MMS 1, Faubourg des Vosges 68000 WINTZENHEIM. Discretion assurée.

RENNES
ETABLISSEMENT PUBLIC
offre situation intéressante à
RESPONSABLE
SERVICE FORMATION

Le candidat de formation supérieure (Ingénieur, Ecole Commerciale ou équivalent) justifiera d'une expérience analogue, si possible en Entreprise. Une connaissance approfondie du milieu industriel et commercial est nécessaire, ainsi que de solides bases en production de gestion et en informatique.

Il participera à la conception, à la définition et à la diffusion de la politique globale de formation; il devra la faire accepter et suivre son application.

Il analysera les besoins et coordonnera les diverses actions de formation.

En outre, il doit être capable d'assumer des contacts à haut niveau.

Il sera répondu à toute lettre manuscrite accompagnée C.V. détaillé indiquant derniers émoluments perçus, adressée à B.E.O. (département 4041) 3, rue de l'Écluse 75008 Paris

les maisons
Roger Brugaud

Constructeur de Maisons Individuelles recherche pour Bordeaux

1 CHEF D'AGENCE

Fonction : Responsable

- des objectifs commerciaux et de production;

- de la conception de produits;

- du budget publicitaire;

- il coordonne l'ensemble des opérations nécessaires à la construction des M.I. depuis la signature des contrats jusqu'aux réceptions des clés.

Profil : H. ou F. Ingénieur - R.T.S. - D.U.T. ou équivalent - Expérience commerciale, souhaitée et connaissance de la M.I. en secteur diffusi.

Références exigées : 5 ans minimum dans le secteur bâtiment (si possible en M.I.).

Adresser C.V. + lettre manuscrite + photo à :

CONSILIA - 5, rue Lincoln (4^e) 75008 PARIS.

MSD
MERCK
SHARP
DOHME
CHIBRET

MERCK SHARP ET DOHME CHIBRET (MSD)

Nous sommes l'une des filiales (MSD France) du groupe pharmaceutique américain international (Merck and Co Inc) (effectifs : 30.000 personnes, CA mondial : 3 milliards de dollars). Etablis en France depuis 1961.

nous construisons en **Haute Loire AU PUY,**
UN NOUVEL ETABLISSEMENT INDUSTRIEL DE CHIMIE FINE,
spécialisé dans la fabrication d'un nouveau produit actif à usage pharmaceutique.

Nous recherchons
DEUX PERSONNALITES CAPABLES DE
CREER LA FONCTION PERSONNEL

JEUNE CHEF DE PERSONNEL

(Référence 309)

Il devra rapidement prendre en charge la gestion des 80 personnes environ qu'il aura recrutées la première année. Rattaché au Directeur de l'usine du Puy et en liaison fonctionnelle avec le Directeur des Affaires Sociales du Groupe France, il assurera l'administration du personnel, le suivi des relations avec les partenaires sociaux et jouera un rôle de conseil auprès de la hiérarchie. Il couvrira la totalité de la fonction personnel (formation, sécurité, communication, gestion).

Le titulaire, âgé de 30 ans min, a nécessairement une formation supérieure (scientifique, sciences sociales), complétée d'une première expérience (3 ans) de la fonction personnel.

JEUNE RESPONSABLE
FORMATION ET SECURITE

(Référence 310)

Il assurera la préparation, l'animation et le suivi des actions de formation du personnel, actions particulièrement importantes en phase de démarrage d'une usine. Il aura aussi la responsabilité de tous les services de la sécurité générale (sécurité du travail, hygiène, protection incendie, sécurité individuelle et collective des biens et des personnes).

Le titulaire, qui a la trentaine, a une formation technique supérieure (école scientifique, DUT) il a déjà exercé des fonctions d'animateur de formation et s'est spécialisé aussi dans les questions d'hygiène et de sécurité (5 années d'expérience).

POUR LES DEUX FONCTIONS LES TITULAIRES DOIVENT PARLER L'ANGLAIS COURANT.

STAGE PREVU AUX ETATS-UNIS. POSSIBILITE D'EVOLUTION DANS LE GROUPE.

Adresser CV, photo, rémunération actuelle en indiquant la référence du poste choisi et un numéro de téléphone à

GUY POSTEL BP 19 - 06480 LA COLLE SUR LOUP Réponse et discrétion assurées

REPORT. STE COMMERC.
A CLEMONT-FERRAND
recherche
CHEF COMPTABLE

- Il devra assurer les travaux comptables et administratifs jusqu'au bilan inclus.

- Agé de 35 à 40 ans environ

Il aura une solide expérience d'un service comptable important.

- Des connaissances en informatique seraient appréciées.

Env. cv, photo et prétent. à/ve 80423 B : Ag. Hervas 63002 Clermont-Ferrand CED.

Société Industrielle performante et Lyonnaise, en pleine expansion fabriquant des tissus à haute technicité destinés aux matériaux composites, titrant d'un grand groupe chimique international, cherche

CONTRÔLEUR DE GESTION

formation supérieure économique, commerciale ou marketing.

option finance.

être bilingue anglais.

avoir une expérience de 3 ans dans une unité de production.

Merci d'adresser vos cv avec lettre manuscrite, photo et tél + prétentions à Mme F. BRAC, 3, rue du Gol-Deiane, 92200 NEUILLY-SUR-SEINE, qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE RÉGIONAL
SECTEUR MUTUALISTE
recherche

LE RESPONSABLE
DE SON SERVICE PROMOTION
DES FINANCEMENTS
AVEC L'ÉTRANGER

Ce service en liaison avec les autres structures concernées du groupe et ses partenaires sera chargé de développer et/ou de créer des produits bancaires nécessaires aux entreprises dans leur liaison avec l'étranger.

Ce candidat, environ 35 ans, possèdera une formation supérieure et une excellente connaissance pratique dans le domaine de la réglementation et des techniques.

Une bonne pratique de la langue anglaise sera appréciée.

Résidence : ville universitaire de l'Ouest.

Adresser lettre manuscrite + c.v., photo et prétentions sous n° T 043.159 M Régio-Press, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2^e.

Chef de division
comptable

Groupe international, leader sur son marché situé à Beauvais (60) recherche son Chef de Division Comptable.

Il aura les responsabilités :

- des comptabilités générales (clients et fournisseurs),

- d'assurer la consolidation et le reporting mensuel,

- d'élaborer l'ensemble des déclarations fiscales (annuelles et périodiques).

Le candidat, de formation supérieure, ESC option finances-comptabilité, DECS complet ou équivalent, aura 5 ans d'expérience professionnelle minimum dans une multinationale en qualité d'assistant ou responsable du département comptable.

La connaissance de la comptabilité anglo-saxonne et des systèmes informatiques serait un atout supplémentaire.

Anglais exigé.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo (sous réf. MF 1183 M précisée sur l'enveloppe) à notre Conseil qui transmettra.

EORSIE 13, place Kosuth 75009 PARIS.

Industrie Mécanique Nord Ouest du Bas-Rhin
Fabrication en grande série, en développement, appartenant à un groupe international dynamique recherche

JEUNE CHEF DES SERVICES FINANCIERS

ESC, IECS option Finances-Comptabilité

DECS ou Autodidacte de valeur

5 à 10 ans d'expérience de gestion financière

et de contrôle de gestion

Anglais courant indispensable, Allemand efficace souhaitable

Missions : Il sera responsable des services financiers et administratifs : comptabilité générale, analytique, dossiers fiscaux et contrôle de gestion. Une solide expérience des techniques de contrôle de gestion (informatisées) et de la comptabilité analytique en milieu industriel parfaitement, une connaissance des méthodes de la comptabilité anglo-saxonne (payroll, inventory) sont nécessaires.

Profil d'avenir stable, rémunération attractive

Loyement facilité

Nbr. CV 442

sa réf. 1089 à

seletec 67000 STRASBOURG CEDEX

Usine en DORDOGNE
recherche son

ADJOINT AU
CONTROLEUR
DE GESTION

Qui devra faire preuve de dynamisme et d'autonomie pour mettre en forme les indicateurs dans des secteurs de production, en animant une petite équipe de spécialistes. DUT ou BTS exigé + expérience similaire + notions précises d'informatique.

Envoyer C.V. + photo sous réf. 83177 à

CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra

75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

VILLE DE VALENCE (Drôme)

recrute

BIBLIOTHÉCAIRE
DE 1^{re} CATÉGORIE

Pour fonctions d'Adjoint au Conservateur de la Médiathèque.

Bonne exp. de Direction de Bibliothèque souhaitée.

Adresser C.V. + photo à Mairie de Valence.

Bureau de Personnel - 26021 Valence.

A mail le 15 décembre 1983.

Unicef

With Headquarters in New York and offices throughout the world, working with developing country governments to provide disadvantaged children and their mothers with the basic services they need to survive and develop.

The United Nations Children's Fund
seeks

FINANCE OFFICER
(TREASURY) - NEW-YORK (Ref. : 332)

Responsibility : Negotiate currencies and invest UNICEF's funds within UNICEF policies and in accordance with operational needs.

Qualifications : Master's degree in Finance or Business Administration. Fluency in English. Working knowledge of French an advantage. Specialized training in finance, accounting and banking desirable. Minimum ten years progressively responsible experience in the field of finance. Operational experience in money market transactions preferred. Readiness to accept functional missions to field offices as required.

FINANCE OFFICER
COPENHAGEN (Ref. : 225)

Responsibility : Management and implementation of financial transactions of UNICEF's Integrated Supply Centre in Copenhagen with responsibility for pertinent reporting and documentation flow.

Qualifications : Master's degree in Business Administration. Fluency in English and French. Specialized knowledge in EDP at user level. Minimum seven years progressively responsible experience in banking or auditing with proven supervisory experience in administration, finance or accounting.

Salary commensurate with qualifications and experience. Excellent benefits package.

Send detailed resume to :

Michael Corbett, Chief, Recruitment and Placement

UNICEF

685 U.N. Plaza, New-York, N.Y. 10017, U.S.A.

Follows space as closely as possible to achieve look of layout.

REPRODUCTION INTERDITE

emplois régionaux

DEPARTEMENT
recherche

son BUREAU

INGEN

pour piloter des études

de définition d'équipement

liaisons avec bureau

que. mécanique, habil

Adresser les c

a Service du Person

31037 TOULOU

Burro

recherche pour son éta

VILLERS-ÉCA

CHEF DE GI

ACHATS ELECT

le poste conviendrait à un dipl

omique anglais, ayant une exp

de en électronique.

de ex : lution vers un poste de

reutes est envisageable pour u

Pour faire acte de candidature,

salaires actuels à BUR

M. J. PAVIOT - B.P. N° 5 - V

76360 BAREIL

Burroughs : un partenaire

E N E R T

INGÉNIEURS GRAND

DÉBUTANTS OU EXP

mettre en pratique et développer à SAR

des connaissances des techniques analogiques

des télécommunications et de l'int

vector des instruments et des systèmes de

Le GROUPE MESURE ET RÉGULATION vous

sur le sens de ces différentes Divisions en F

les études, la Production, les Ventes ou le Ma

Pour informations complémentaires

DÉPARTEMENT INSTRUMENTA

Service du personnel, 5,

42000 SAINT-ÉTIENNE

LE N° 1 FRANÇAIS DU BU

LA CONSTRUCTION M

en pleine expans

RECHERCH

l'chef du serv

Connaître parfaitement les achats de

matériaux, des matériels de second ess

en bureautique.

Le poste exige d'être :

- un excellent négociateur (prix et délais) zo

- un gestionnaire rigoureux

- un homme de goût (choix des équipements

un esprit curieux et électrique.

Des déplacements chez les fournisseurs et

à prévoir.

L'expérience réussie dans un service ach

de dans une chaîne de quincaillerie ou de m

Lieu de travail : P

Rémunération su

Adresser C.V., photo et prétentions à N.

112, Bd Voltaire - 75011 PAR

Important groupe

1000 agents généraux -

sa Direction Commercial

5 INSPECTEU

Vous êtes attirés par le monde d

des responsabilités rapidement et val

reels vous tente, c'est ce que nous v

re personnelle forte et active et

vous voulez

Nous vous donnerons une solide form

techniciens en assurance et de rée

gements, un réseau d'agents génér

vous saurons reconnaître vos résultats

personnel aussi en vous offrant de ré

vous saurons reconnaître vos résultats

personnel aussi en vous offrant de ré

vous saurons reconnaître vos résultats

personnel aussi en vous offrant de ré

REPRODUCTION INTERDITE



THOMSON-CSF
COMMUNICATIONS

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

DEPARTEMENT SATELLITES
recherche pour
son BUREAU D'ETUDES
INGENIEURS

pour piloter des études de dossiers de
définition d'équipements électroniques.
Liaisons avec bureau de calcul (thermi-
que, mécanique, fiabilité).

Adresser les candidatures
à Service du Personnel - B.P. 1187 -
31037 TOULOUSE CEDEX

IMPORTANT ENTREPRISE
DE TUYAUTERIE INDUSTRIELLE

**L'ADJOINT
AU CHEF DU BUREAU
D'ESTIMATION**

Expérience exigée dans la tuyauterie
et/ou la chaudronnerie.
Bonnes notions d'anglais technique.
Poste basé dans le Nord de la France.

Adresser C.V. détaillé + photo et prétentions
sous n° 70421213 M à
REGIE PRESSE
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Valeo

1^{ER} FABRICANT FRANCAIS D'EQUIPEMENTS POUR L'AUTOMOBILE
PARTENAIRE RECONNU DES CONSTRUCTEURS MONDIAUX
28500 PERSONNES - CA. 8 MILLIARDS DE FRANCS

**INGENIEUR RESPONSABLE
BUREAU D'ETUDES**

Equipements Industriels - SOME INDUSTRIE (20 km de NEVERS)
Ingénieur Généraliste ou mécanicien diplômé Grande Ecole, vous avez 10
années d'expérience au sein d'une activité mécanique qui vous ont permis de
connaître les équipements de maintenance lourde. Rattaché au Directeur
d'Etablissement (240 personnes) vous serez le responsable d'une équipe de 15
techniciens en Bureau d'Etudes et Essais. Vous assurerez la définition et la
mise au point des produits (freins industriels et coupleurs hydrocinétiques) et
participerez à leur industrialisation.

Adresser CV, prétentions et photographie en indiquant la référence du poste
52315 à VALEO Service Recrutement I. & C.
43, rue Bayen - 75017 PARIS

Burroughs

recherche pour son établissement de
VILLERS-ECALLES

**CHEF DE GROUPE
ACHATS ELECTRONIQUE**

Ce poste conviendrait à un diplômé E.S.A.P. - E.S.C.,
bilingue anglais, ayant une expérience achats confir-
mée en électronique.

Une évolution vers un poste de responsabilités supé-
rieures est envisageable pour un candidat de valeur.

Pour faire acte de candidature, envoyer C.V., photo et
saletaire actuel à BURROUGHS
M. J. PAVIOT - B.P. n° 5 - VILLERS ECALLES
76360 BARENTIN

Burroughs : un partenaire... des services...

SOCIÉTÉ MOYENNE LEADER
EN BIENS D'EQUIPEMENT
POUR INDUSTRIES NUCLEAIRES
recherche pour GRENOBLE

**JEUNE INGENIEUR
GRANDE ECOLE**

Il doit posséder :
- Le goût de la mécanique ;
- Une bonne connaissance de l'anglais ;
- Une expérience en C.A.O. si possible.
Il sera adjoint au Directeur Technique.
Possibilité d'évolution rapide de carrière
au sein de la structure existante.

Envoyer C.V. lettre manuscrite + photo + prétentions
sous référence n° 831103 au

CABINET VITTE & MOSSAN
15, bd Maréchal Leclerc 38000 Grenoble

Société Electro-Hydraulique
Pompes Salmson
FILIALE DU GROUPE THOMSON
recherche

**Chef de groupe
Méthodes**

Vous êtes INGENIEUR de formation avec 3
à 5 ans d'expérience minimum.
Vous aspirez à l'encadrement et à l'animation
d'un groupe au sein d'un service méthodes.
Nous recherchons un homme ouvert et créatif
ayant de la personnalité.

Votre mission sera :
- l'industrialisation des nouveaux produits
- la recherche et la mise au point de nouveaux
équipements et procédés de fabrication
- l'établissement des programmes pour M.O.,
C.N., gammes et temps de fabrication.
Vous participerez à la réalisation d'un impor-
tant programme d'investissement.

Poste basé à LAYVAL.

Adresser lettre manuscrite, C.V.,
photo et prétentions, sous réf.
5 LM 203, à notre conseil
B. PIZZETTA - 24, allée Saint-
Clément - 72300 SOLESMES.

La Compagnie de Bascor (Gard), 13.015 habitants re-
servés par voie contractuelle
aux techniciens hautement
qualifiés 1^{er} échelon de ré-
sultats (échelle 207) pour
son développement pro-
grammé d'extension de l'habitat et
les opérations d'accompagnement
afférentes.

Le candidat, qui sera intégré
à une équipe, devra effectuer
les enquêtes sociales dans le
cadre des études et mener les
dossiers techniques suscep-
tibles de relever de l'ANALYSE
de la P.A.N. ou du P.A.F.
n° 15.

Il doit donc posséder un
sens affirmé de l'organisation
du travail social car il sera l'in-
terlocuteur privilégié des pro-
fessionnels de l'habitat et des
partenaires des entreprises et des
maîtres d'œuvre dans la concep-
tion des dossiers.

Les candidatures, accompa-
gnées d'un curriculum vitae dé-
taillé, devront être envoyées à
l'adresse suivante :
Monsieur le Maire
Secrétaire Général
30000 BEAUCARNE

50000 BEAUCARNE

Société d'Expertise Compta-
ble
région Nord
recrute dans le cadre
de son organisation interne

FISCALISTE

Sur n° 7.064, le Monde Pub-
lications ANNONCES CLASSEES,
n° 7, rue des Bains, 75008 Paris

CABINET D'EXPERTISE
COMPTABLE
EXPERT-COMPTABLE
OU
MEMORIALISTE
Poste à responsabilité.

Env. C.V. et prétentions
à ESCOM PICAUD
18, rue de la République,
63000 SENLIS.

L'Office H.L.M. de LORENT
recherche

son Chef de Service financier
Ce cadre est attaché à un im-
meuble sera titulaire d'une
maîtrise de Gestion ou O.E.C.S.

Il justifie d'une expérience
de responsabilité équivalente
dans le service financier d'un
organisme d'H.L.M., d'une
société du secteur marchand ou
d'un établissement financier,
ainsi que l'utilisation de
systèmes faisant appel à
l'informatique.

Adresser candidatures et
Curriculum Vitae à
O.P.C. - H.L.M.
4, boulevard du Général-
Leclerc B.P. 403
89322 LORIENT CEDEX.

**INGENIEURS
INFORMATIENS**

- 3 ans d'expérience, diplômés
en informatique, dans les
domaines suivants :
- Télécommunications, proto-
cole, traitement d'images.
Poste à pourvoir à RENNES.

Envoyer : lettre manuscrite,
C.V., photo et prétentions
sous n° 2.043 au Service
du Personnel, 315, Bureau
de la Coire
92213 ST-CLLOUD CEDEX.

NICE
Ecole de français
pour étrangers, recherche

PROFESSEUR

Parfait anglais, exp. V.I.F. et
O.V.V., exp. plein temps,
Ecrire sous le n° 7 043.195 M
- RENNES-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

**Ingénieurs d'assurance qualité
(électro-mécaniciens ou électroniciens)**

Nos divisions aérospatiales (navigation, guidage, commande et
visualisation, capteurs...), transports télécommunications...
(péages, terminaux de paiement, téléphonie...) et composants
d'automatismes recherchent plusieurs ingénieurs d'assurance
qualité.

Au sein d'équipes-projets, utilisant les techniques et les
moyens les plus avancés, ils veillent à la mise en place des
mesures et des outils d'assurance qualité-fiabilité.

Leurs perspectives d'évolution sont multiples : ces postes per-
mettent en effet de suivre des produits lors de toutes les éta-
pes de leur développement, de l'étude au contrôle final.
Si vous êtes ingénieur généraliste, débutant ou avec une pre-
mière expérience, rejoignez dès aujourd'hui nos équipes à Va-
lence.

Crouzet

Adresser votre dossier de candidature au responsable du recrutement, Crouzet
S.A. 25, rue Jules Verne 26027 Valence Cedex en précisant la référence 9M.

**jeunes ingénieurs
fabrication**

LYON : Leader Européen dans le domaine des composants
électriques et électroniques destinés à l'industrie automobile,
nous avons entrepris une diversification dans d'autres sec-
teurs industriels. Notre développement régulier (CA 140 MF,
investissements 70 MF en 1983) nous amène à rechercher
2 jeunes ingénieurs, rattachés au Directeur de Production,
chacun se verra confier la responsabilité globale d'une unité
d'environ 80 personnes (animation du personnel, organisation
et informatisation des ateliers, respects délais et qualité...). Diplômés
d'une école d'ingénieur (EAM, ECL, IEP, INSA...), ils auront acquis une pre-
mière expérience professionnelle en production de 2 à 5 ans et auront
confirmé leur sens du dialogue, leurs capacités d'initiative et de
méthode. La connaissance de l'anglais favorisera leur évolution future.

UNITE CAOUTCHOUC

Il sera ingénieur mécanicien, familiarisé à l'utilisation de matériels élec-
troniques et hydrauliques, capable d'optimiser l'utilisation du parc
machines et d'initier l'évolution des moules. (réf. 1100)

UNITE ELECTRONIQUE APPLIQUEE

Ingénieur électronicien, il aura l'expérience de la mise en place et de l'uti-
lisation d'automatismes dans la fabrication et l'assemblage de compo-
sants électroniques. (réf. 1101)

Merci d'adresser pour chacun de ces postes, en précisant
la référence choisie, un dossier de candidature à
REALISE - BP 2233 - 69215 LYON CEDEX 2
qui nous assiste dans cette recherche.

MULHOUSE

Important Organisme Bancaire

**2 ORGANISATEURS
INFORMATIENS**

réf. 01 M 11.

Votre mission :

Au sein du service organisation existant :
- Analyser tous les problèmes généraux et
lancer de nouvelles stratégies.
- Conseiller, juger de nouvelles méthodes
et/ou procédures.

Votre profil :

- Formation supérieure.
- Expérience de plus de 5 ans dans le secteur
bancaire.
- Connaissances informatiques indispensables.

Notre conseil
en recrutement :

CAP SOGETI SELECTION

83-85, boulevard Vincent Auriol - 75013 Paris.
Envoyer votre CV + photo + prétentions à Any BOULADE

ENERTEC
INGENIEURS GRANDES ECOLES
DEBUTANTS OU EXPERIMENTES

VENIR METTRE EN PRATIQUE ET DEVELOPPER A SAINT-ETIENNE vos connaissances
dans les domaines des techniques analogiques et numériques, des micropro-
cesseurs, des télécommunications et de l'informatique pour concevoir et dé-
velopper des instruments et des systèmes de mesure.

Le GROUPE MESURE ET REGULATION vous offre des opportunités d'évolu-
tion au sein de ses différentes Divisions en France ou à l'étranger, à travers
les Etudes, la Production, les Ventes ou le Marketing.

Pour informations complémentaires, s'adresser au :

DEPARTEMENT INSTRUMENTATION GENERALE
Services du personnel, 6, rue Daguerra
42000 SAINT-ETIENNE CEDEX

**LE N° 1 FRANCAIS DU BUNGALOW ET DE
LA CONSTRUCTION MODULAIRE
en pleine expansion.
RECHERCHE :**

1 chef du service achats

Connaissant parfaitement les achats de produits métallurgiques plats
semi-ouvrés, des matériaux de second œuvre, des équipements intérieurs
de bungalow.

Ce poste exige d'être :

- un excellent négociateur (prix et délais) rompu aux techniques modernes
d'approvisionnement
- un gestionnaire rigoureux
- un homme de goût (choix des équipements intérieurs)
- un esprit curieux et électrique.

Des déplacements chez les fournisseurs et dans les salons spécialisés sont
à prévoir.

Une expérience réussie dans un service achats d'un fabricant de caravanes
ou dans une chaîne de quincaillerie ou de magasins de bricolage serait un +.

Lieu de travail : Périgord.
Rémunération ouverte.

Adresser C.V., photo et prétentions à N. 3470 - PUBLICITES REUNIES
112, Bd Voltaire - 75011 PARIS qui transmettra.

**jeunes
diplômés**
Important groupe privé d'assurances (1400 salariés -
1000 agents généraux - 2 milliards de CA) recherche pour
sa Direction Commerciale
5 INSPECTEURS DU CADRE

Vous êtes attirés par le monde des affaires, vous désirez prendre
des responsabilités rapidement et valoriser vos diplômes ?
Si cela vous tente, c'est ce que nous vous proposons.

Votre personnalité forte et active et votre goût des rapports humains
seront vos atouts.

Nous vous donnerons une solide formation au cours de laquelle vous
participerez aux activités de notre Centre de Formation afin de devenir
des techniciens en assurance et de réels animateurs commerciaux,
capables d'organiser, d'animer et de développer, au sein de 3 ou 4
départements, un réseau d'agents généraux déjà bien implanté.

Nous saurons reconnaître vos résultats en terme de rémuné-
ration mais aussi en vous offrant de réelles possibilités de
carrière au sein de notre groupe.

Nous vous remercions de bien vouloir adresser lettre manuscrite,
C.V., photo et prétentions à réf. 48680 à Projets 12, rue des
Pyramides 75001 PARIS qui fera suivre.

DR. ESC
SC. ECO.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Commercialiser des appareils scientifiques de haute technologie

Opportunités pour 4 ingénieurs technico-commerciaux

LKB, filiale française d'une société suédoise, est spécialisée dans l'appareillage scientifique. Nous commercialisons nos produits de haute technologie auprès des laboratoires de recherche des sciences de la vie. Pour faire face à notre développement rapide, nous recherchons 4 ingénieurs technico-commerciaux :

2 responsables régionaux.

Vous prendrez en charge la gestion commerciale de votre secteur. Votre mission comportera ainsi les aspects suivants : prospection, commercialisation de l'ensemble de notre gamme, formation et assistance à notre clientèle.

Des connaissances en chromatographie liquide, en techniques électrophorétiques ou en comptage nucléaire et bioluminescence sont indispensables pour mener à bien votre mission. (réf. M/1)

2 responsables d'une des lignes de produits suivantes :

- techniques électrophorétiques, - comptages nucléaires (compteurs à scintillation liquide et compteurs gamma).

Intégré à l'équipe de vente, vous serez chargé de promouvoir votre ligne de produits sur l'ensemble de la France. De plus, vous assurerez des séminaires, démonstrations et formation auprès de notre clientèle. De solides connaissances dans la discipline concernée sont nécessaires pour développer votre ligne de produits (réf. M/2).

Vous êtes éventuellement débutant et fortement motivé par la vente. Vous parlez si possible, l'anglais. Le dynamisme, le sens des responsabilités ainsi qu'une grande disponibilité constituent vos atouts majeurs. Nous sommes prêts à vous confier 4 postes qui, basés à Orsay, s'étendront chacun sur Paris et la province. Votre rémunération sera fonction de votre expérience et de votre potentiel.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant la référence choisie à

LKB LKB Instruments S.A.
69, rue de Paris - B.P. 29
91404 ORSAY CEDEX.

GROUPE



Un des premiers groupes européens de sociétés d'ingénierie informatique et de systèmes d'information poursuit sa croissance particulièrement rapide et recherche pour compléter ses équipes et en constituer de nouvelles :

Informaticiens confirmés

Ingénieurs systèmes

De formation supérieure, ayant de préférence quelques années d'expérience sur IBM : MVS-DOS-VTAM BULL : GCOS 3-GCOS 8-MINI 6.

Réf. YR 21

Ingénieurs d'applications

Grandes Ecoles ou équivalent, 1 à 3 ans d'expérience en informatique de gestion. La pratique de : Temps Réel, Bases de données, Télétraitement, Réseaux, Télématique serait appréciée.

Réf. YR 22

Nous vous proposons d'appliquer vos compétences grâce à notre savoir-faire dans les domaines de pointe suivants : Plan informatique - Méthodologie de conception et de conduite de projets - Architecture de systèmes - Génie logiciel - Conception et utilisation de réseaux - Bases de données réparties - XAO - Monétique. La rémunération sera fonction de l'expérience et du potentiel individuel.

Si les perspectives d'une carrière évolutive en terme de compétences et de responsabilités vous intéressent, adressez votre dossier de candidature (lettre, CV et prétentions) selon la référence choisie à SG2, 12-14 avenue Vion-Whitcomb, Service Recrutement Technique 75016 Paris.

SG2 : L'informatique des idées et des hommes.

CONTROL DATA FRANCE VOUS OFFRE DE PRENDRE LA DIRECTION DE SES SERVICES JURIDIQUE ET ACHATS...

La manière dont nous concevons l'activité de ce département, vous amènera à assumer des fonctions variées et étendues.

- 1) assurer le bon fonctionnement du service juridique chargé de la résolution de toutes les questions du droit des affaires de la société : approbation de tous les engagements contractuels, gestion des assurances et des risques, contentieux, via sociale de la société.
- 2) garantir la conformité générale de la société en matière économique et fiscale et tenir le rôle de conseiller interne des autres services et de la Direction Générale.
- 3) intervenir en qualité d'auditeur juridique et de conseil auprès de la Direction Générale pour les engagements de partenariat.
- 4) superviser l'équipe achats et approvisionnements de la filiale française avec le souci permanent de la fiabilité et de la rentabilité.

Dans la manière dont vous abordez les problèmes de l'entreprise, vous êtes un homme de synergie et votre capacité à régler rapidement les situations avec méthode et créativité nous paraît essentielle. Elle s'appuie sur une solide formation de base (au minimum maîtrise de droit des affaires) et une expérience de 5 ans environ en qualité de juriste dans une entreprise industrielle à vocation internationale. Vous parlez parfaitement l'anglais et vous avez si possible des connaissances en informatique.

Nous vous remercions d'adresser votre C.V. sous réf. MX 858-2, à CONTROL DATA France - Service Recrutement - B.P. 139 - 77315 MARNE-LA-VALLEE CEDEX 2.



PME ALIMENTATION Région Parisienne

recherche

Cadre Commercial D'EXPERIENCE

Pour encadrement de V.R.P. animation des ventes et gestion commerciale.

Envoyer C.V. avec photo et prétentions sous référence 69068 M à BLEU Publicité 17, rue du Docteur Label 94307 VINCENNES CEDEX - Q.T.

CADRE COMPTABLE Niveau Siège

PARIS EST F 160.000

Une société française, implantée à l'étranger, C.A. près de 70 milliards, dans les biens de consommation, recherche un CADRE COMPTABLE.

En relation fonctionnelle avec les comptabilités analytiques du siège et des filiales, il est responsable de la coordination des services comptables et fournitures comprenant 20 personnes, de la production des états mensuels à l'aide de moyens informatiques, de l'analyse des écarts, du respect des normes comptables et de la fiscalité.

Ce poste conviendrait à un candidat de formation Sup de Co + DECS ou équivalent, âgé de 33 ans minimum, ayant déjà acquis une solide expérience comptable et capable de développer des applications informatiques.

Adressez dossier de candidature : lettre manuscrite, C.V., photo (retourner) et prétentions sous référence 21.583-94 à CLA RECRUTEMENT 11, av. Delcassé, 75008 Paris



Groupe bancaire Cadres confirmés, rejoignez nos services financiers!

Notre groupe bancaire recherche, pour renforcer ses services financiers, des cadres confirmés dans les domaines suivants :

Elaboration de produits d'épargne

Vous avez obligatoirement acquis une expérience pratique dans la création et le suivi de produits d'épargne à caractère financier (SICAV, FCP, immobilier, investissement des salariés, etc.). (Réf. M/1)

Montage d'opérations financières

Vous interveniez au niveau des augmentations de capital, émissions d'obligations...

Une expérience de 3 ans minimum dans ce type d'activité et, si possible, une connaissance concrète des problèmes d'entreprise vous permettront de réussir dans votre fonction. (Réf. M/2)

Placements obligataires

Vous possédez un bon sens commercial et êtes capable, grâce à votre expérience, de développer votre action en direction notamment d'une clientèle institutionnelle (caisses de retraite, associations...) tant à Paris qu'en province. (Réf. M/3)

Gestion de portefeuilles obligataires

Vous devrez pouvoir assurer le développement commercial de votre fonction auprès des institutionnels et des particuliers. (Réf. M/4)

Juriste d'entreprise

Vous serez chargé de l'assistance juridique des services opérationnels et devrez posséder une bonne connaissance du droit des sociétés et, si possible, du droit immobilier. (Réf. M/5)

Pour tous ces postes, nous souhaitons rencontrer des candidats possédant une formation supérieure (HEC, Sciences Po, Droit...) renforcée par une expérience de plusieurs années. Votre dynamisme et votre capacité à prendre rapidement des responsabilités constituent des atouts fondamentaux.

Lieu de travail : Paris-2.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, en précisant sur l'enveloppe la référence du poste choisi à



(réponse et discrétion assurées)

Crédit du Nord recherche CADRES COMPTABLES CONFIRMES

Diplômés de l'Enseignement Supérieur (DECS)

Leur expérience de quelques années leur permettra de s'intégrer rapidement à la DIRECTION DE LA COMPTABILITE.

L'un des candidats devra animer une unité importante

Les lettres de candidature seront accompagnées d'un CV, d'une photo et adressées à la Direction du Personnel - Crédit du Nord, 6/8, boulevard Haussmann 75009 PARIS.

arianespace

recherche

pour sa DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE

CADRE ADMINISTRATIF

Vous serez plus particulièrement chargé de la gestion des contrats clients (facturation, carnet de commandes, ...).

Pour aborder cette fonction nous souhaitons intégrer un candidat de formation DUT de gestion, ESCAE ou équivalent, ayant quelques années d'expérience dans un poste similaire. L'anglais est indispensable, l'allemand serait apprécié.

Merci d'adresser curriculum vitae détaillé, lettre manuscrite + photo à ARIANESPACE Direction Administrative et Financière 1, rue Soljenitsyne BP 177 - 91006 EVRY CEDEX.

Ingénieur électro-technicien débutant

pour son équipe chargée des études techniques en relation avec la clientèle sur les problèmes d'énergie (BT-MT-THT) et des télécommunications (en particulier de liaisons à fibres optiques).

Lieu de travail : REGION FONTAINEBLEAU. Ce poste apporte une formation permettant d'envisager un avenir professionnel rapidement évoluant au sein de la société et conviendrait donc à un Ingénieur E.S.E., I.E.G. ou de formation équivalente.

Adressez C.V. et lettre manuscrite sous la référence 8958 à

Organisation et Publicité

2 rue Marengo - 75001 PARIS qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOI

IBM sa campagne

Votre Campagne de Recrutement

IBM est dans la logique du développement d'une entreprise qui depuis 1911 a connu une importante fusion de sociétés. En 1982, IBM a recruté 12000 personnes. Le contrat de Salarié IBM vous a-t-il emmené ?

En 1983, IBM a recruté 12000 personnes. Le contrat de Salarié IBM vous a-t-il emmené ?

En 1983, IBM a recruté 12000 personnes. Le contrat de Salarié IBM vous a-t-il emmené ?

En 1983, IBM a recruté 12000 personnes. Le contrat de Salarié IBM vous a-t-il emmené ?

En 1983, IBM a recruté 12000 personnes. Le contrat de Salarié IBM vous a-t-il emmené ?

En 1983, IBM a recruté 12000 personnes. Le contrat de Salarié IBM vous a-t-il emmené ?

En 1983, IBM a recruté 12000 personnes. Le contrat de Salarié IBM vous a-t-il emmené ?

En 1983, IBM a recruté 12000 personnes. Le contrat de Salarié IBM vous a-t-il emmené ?

En 1983, IBM a recruté 12000 personnes. Le contrat de Salarié IBM vous a-t-il emmené ?

En 1983, IBM a recruté 12000 personnes. Le contrat de Salarié IBM vous a-t-il emmené ?

En 1983, IBM a recruté 12000 personnes. Le contrat de Salarié IBM vous a-t-il emmené ?

En 1983, IBM a recruté 12000 personnes. Le contrat de Salarié IBM vous a-t-il emmené ?

En 1983, IBM a recruté 12000 personnes. Le contrat de Salarié IBM vous a-t-il emmené ?

En 1983, IBM a recruté 12000 personnes. Le contrat de Salarié IBM vous a-t-il emmené ?

En 1983, IBM a recruté 12000 personnes. Le contrat de Salarié IBM vous a-t-il emmené ?

En 1983, IBM a recruté 12000 personnes. Le contrat de Salarié IBM vous a-t-il emmené ?

En 1983, IBM a recruté 12000 personnes. Le contrat de Salarié IBM vous a-t-il emmené ?

En 1983, IBM a recruté 12000 personnes. Le contrat de Salarié IBM vous a-t-il emmené ?

En 1983, IBM a recruté 12000 personnes. Le contrat de Salarié IBM vous a-t-il emmené ?

En 1983, IBM a recruté 12000 personnes. Le contrat de Salarié IBM vous a-t-il emmené ?

En 1983, IBM a recruté 12000 personnes. Le contrat de Salarié IBM vous a-t-il emmené ?

En 1983, IBM a recruté 12000 personnes. Le contrat de Salarié IBM vous a-t-il emmené ?

En 1983, IBM a recruté 12000 personnes. Le contrat de Salarié IBM vous a-t-il emmené ?

En 1983, IBM a recruté 12000 personnes. Le contrat de Salarié IBM vous a-t-il emmené ?

En 1983, IBM a recruté 12000 personnes. Le contrat de Salarié IBM vous a-t-il emmené ?

En 1983, IBM a recruté 12000 personnes. Le contrat de Salarié IBM vous a-t-il emmené ?

En 1983, IBM a recruté 12000 personnes. Le contrat de Salarié IBM vous a-t-il emmené ?

En 1983, IBM a recruté 12000 personnes. Le contrat de Salarié IBM vous a-t-il emmené ?

En 1983, IBM a recruté 12000 personnes. Le contrat de Salarié IBM vous a-t-il emmené ?

En 1983, IBM a recruté 12000 personnes. Le contrat de Salarié IBM vous a-t-il emmené ?

En 1983, IBM a recruté 12000 personnes. Le contrat de Salarié IBM vous a-t-il emmené ?

En 1983, IBM a recruté 12000 personnes. Le contrat de Salarié IBM vous a-t-il emmené ?

En 1983, IBM a recruté 12000 personnes. Le contrat de Salarié IBM vous a-t-il emmené ?

En 1983, IBM a recruté 12000 personnes. Le contrat de Salarié IBM vous a-t-il emmené ?

En 1983, IBM a recruté 12000 personnes. Le contrat de Salarié IBM vous a-t-il emmené ?

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

IBM France explique sa campagne de recrutement

Notre Campagne de Recrutement

Elle s'inscrit dans la logique du développement d'une entreprise qui depuis 1914 a grandi sans aucune fusion ou absorption d'autres sociétés. En 1983 nous étions créateurs d'emplois, puis qu'aux termes du Contrat de Solidarité ayant entraîné le départ de 1200 collaborateurs, nous avions embauché 1600 jeunes.

Sans contrainte de cet ordre en 1983, nous avons poursuivi une importante campagne de recrutement. Pourquoi ? Parce que nous voulons nous doter des moyens humains nécessaires à la poursuite d'une politique continue d'innovation. L'élargissement de la gamme de nos matériels et la diversification de notre clientèle nous amènent à rechercher des méthodes commerciales nouvelles.

Par exemple nous avons en 1983, lancé des ordinateurs de moyenne puissance IBM 4361 et 4381, et l'IBM 36 ordinateur résolument innovateur qui intègre informatique, télématique et bureautique.

Enfin, il nous faut assurer le remplacement de nos collaborateurs qui ont atteint l'âge de quitter la vie active. En 1982 nous avons réalisé un chiffre d'affaires hors taxes de 22 milliards de francs, en progression de 29 % sur l'année précédente.

Nos collaborateurs se sentent bien chez nous.

En 1982, sur un effectif d'environ 21.000 personnes, nous n'avons enregistré que 195 démissions, soit moins de 1 % du total.

Notre Politique de Recrutement, notamment dans le domaine commercial.

Nous recherchons des jeunes, diplômés d'écoles d'ingénieurs et de Commer-

ce, des titulaires d'une maîtrise scientifique ou de gestion, débutants ou ayant 2 à 3 ans d'expérience professionnelle. Nous leur demandons de bonnes connaissances de l'anglais. Ils doivent accepter le principe de la mobilité géographique, car nos postes sont à pourvoir à Paris et en province.

Nous suivons essentiellement une politique de promotion interne. Nous n'embauchons pas pour satisfaire des besoins à court terme, mais pour répondre aux besoins à moyen et long terme de l'Economie Française.

Les postes à pourvoir.

Notre campagne porte principalement sur les Ingénieurs Commerciaux et Ingénieurs Technico-Commerciaux. Nous sommes exigeants, sans pour autant qu'il existe un profil type de candidat. C'est la diversité des formations, diplômes et personnalités qui fait la richesse et l'efficacité de nos équipes. Nous faisons en effet appel à plus de 100 écoles et universités.

Peut-on faire carrière chez IBM ?

Absolument. IBM est une entreprise où il est possible d'exercer différents métiers, dans le cours d'une carrière. La possibilité d'accéder à des responsabilités de haut niveau demeure. Il n'y a pas de "parachutage" ; les dirigeants actuels sont d'anciens ingénieurs.

Comment s'exerce notre choix final.

Notre premier critère porte sur une formation supérieure, sanctionnée par un diplôme de niveau Bac + 4 ; puis nous sommes très attentifs d'une part à l'aptitude à l'informatique, d'autre part à la capacité d'établir des contacts commerciaux.

Les candidats sont reçus pour des examens d'aptitude et une sélectivité d'entretiens. Aujourd'hui notre outil principal de recrutement, c'est l'entretien. Les candidats retenus à ce stade rencontrent ensuite leur futur patron, Directeur d'agence ou de région, qui approuve leur candidature.

Nous apprécions à la fois les connaissances qui résultent de la formation, et les qualités humaines.

Le marché de l'informatique atteint un tournant où la vente des solutions apportées par les logiciels importe autant que celle des caractéristiques techniques des matériels.

Cette évolution, nous la constatons chaque jour. C'est pourquoi nous avons besoin de femmes et d'hommes ambitieux, motivés par la vente, capables de faire preuve d'imagination dans la recherche de nouveaux clients comme dans la préparation d'un projet informatique.

Où les jeunes diplômés peuvent-ils adresser leur candidature ?

A notre Département Recrutement, Orientation-Conseils, 2 rue de Marengo, 75001 Paris, en mentionnant la référence : JCM-23/11. Elle sera traitée avec la plus grande discrétion.



le bon départ

ELECTRONIQUE SEMI-CONDUCTEURS Ingénieurs responsables marketing-produit

UN DES GRANDS MONDIAUX DE L'ELECTRONIQUE renforce les structures de Marketing Produit et Application de sa Division Semi-Conducteurs et offre de très intéressantes opportunités de carrière à des Ingénieurs d'études, de développement et d'application, disposant d'une expérience de 3 ans mini acquise dans les domaines d'électronique de puissance et ayant commencé une évolution marketing technique ou désirant s'y orienter.

Ils auront en charge une famille de produits à l'échelon international.

Leur mission :

- étudier les marchés, participer à l'élaboration des stratégies produits en veillant à leur mise en œuvre, apporter une assistance technique aux réseaux de ventes.

Ces postes conviendront à des ingénieurs grande école électrotechnique/électronique, parlant anglais, dynamiques et motivés, capables d'évoluer et assumer les responsabilités élargies.

Postes : banque immédiate ouest Paris.

Ecrire sous réf. OD 243 AM

4 rue Massenet 75016 Paris

etap

Jeune chef de département organisation et informatique

SOCIETE PERFORMANTE DU SECTEUR ALIMENTAIRE (marques renommées, 500 personnes, filiale d'un puissant groupe français à implantation internationale) étend sa structure et aborde pour l'ensemble de ses services une nouvelle phase de développement de ses systèmes d'information.

Un poste intéressant rattaché au PDG est offert à un Jeune Ingénieur ayant environ 5 ans d'expérience en organisation acquise dans un cabinet conseil spécialisé ou service organisation d'une entreprise industrielle.

Fonctionnel avec l'outil informatique, il aura pour mission :

- en priorité dans le secteur industriel initier et piloter les nouveaux projets : gestion de production, stocks, logistique...
- développer et optimiser les actions d'organisation en cours dans les domaines gestion et commercial.
- animer un service informatique de 7 personnes.

Possibilités de développement de carrière au sein de la société ou du groupe pour candidat motivé, rigoureux et performant.

Poste ville Bourgogne.

Rémunération : 220.000 F +

Ecrire sous réf. GR 222 AM

4 rue Massenet 75016 Paris

etap

Responsable juridique

UN IMPORTANT GROUPE FINANCIER ayant de nombreuses filiales, étend ses structures de gestion et offre une intéressante opportunité de carrière à un(e) Juriste.

Rattaché à la Direction Générale, il assurera avec autonomie la responsabilité et la prise en charge des différents aspects juridiques concernant la constitution et le suivi des différentes sociétés du groupe.

Le titulaire du poste devra disposer d'une formation supérieure : maîtrise en droit des sociétés et d'une expérience réussie de 5 ans environ de préférence au sein d'une holding.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. PE 244 CM

4 rue Massenet 75016 Paris

etap



REGION NORD DE PARIS

Vous avez 30 ans environ et une formation supérieure, vous pensez que votre expérience concrète de l'exploitation, votre tempérament commercial, votre sens du risque, votre capacité à gérer et à animer une équipe dynamique méritent d'être reconnus, nous vous proposons d'assumer la fonction de

RESPONSABLE D'AGENCE

(Postes à pourvoir sur les départements de Paris, Val d'Oise et de l'Oise)

Adresser CV, photo et prétentions à la Direction du Personnel BPRNP - 32, Boulevard Jules Guesde 93200 SAINT DENIS

Important organisme professionnel du secteur tertiaire recherche pour PARIS

Un juriste fiscaliste

Le candidat de formation supérieure en Fiscalité et/ou en Droit, (IEP, DESS Droit des Affaires, Droit Fiscal, ENSI...) possède plusieurs années d'expérience professionnelle acquises dans un service juridique, chez un conseil ou un service de l'administration fiscale. En véritable généraliste, il devra traiter les questions fiscales liées à notre domaine. Il devra étendre sa compétence au Droit Comptable et au Droit des Sociétés.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération souhaitée sous référence 511 à



18 Avenue Metignon - 75008 PARIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE SERVICES recherche

pour son siège social PARIS OUEST

JEUNE DIPLOMÉ

E.S.C./E.S.C.A.E. ou Maîtrise sciences de gestion (marketing) avec réelle aptitude contact et négociation (2 années expérience service de marketing appréciées) pour :

Création d'un poste d'analyses de marché, élaboration de statistiques et potentialités des segments du marché, contribution à fixation d'objectifs.

Adresser lettre manuscrite avec prétentions + CV + photo sous n° 1041 M à GEM PUBLICITÉ 142, rue Montmartre, 75002 PARIS, qui transmettra.

BOULOGNE-BILLANCOURT

Nous sommes une société de travaux publics, filiale d'un groupe international réputé

Nous recherchons actuellement

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET DU PERSONNEL

Il aura acquis durant sa formation supérieure (Droit du Travail, CELSA) des qualités d'organisation de rigueur et de contacts indispensables. Ce poste pourrait convenir à UN DÉBUTANT ayant une forte personnalité. Notions d'informatique souhaitées.

Si cette proposition vous intéresse, adressez lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à M. VALDI - V.S.L. FRANCE 154, rue du Vieux-Port-de-Sèvres, 92100 BOULOGNE.

chef de produit

Nous sommes une importante chaîne de magasins à fort développement et nous créons aujourd'hui, pour notre département enfant, un poste de CHEF DE PRODUIT.

Directement rattachée (é) à notre Directeur des Achats, elle (il) sera responsable de l'élaboration, de la coordination et de la gestion d'une ligne « fillette » et « garçonnet ».

A partir d'un plan de collection qu'elle (il) définit, elle (il) sélectionne les produits auprès de nos différents fournisseurs français ou étrangers, fait fabriquer certains articles et suit ses produits jusque dans nos magasins.

Ce poste convient à une (un) acheteuse (eur) ou Chef de produit connaissant bien le PAP enfant.

Une (un) candidate (t) de valeur trouvera chez nous des possibilités d'évolution.

Le poste est basé à Paris et nécessite des déplacements tant en France qu'à l'étranger.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence 314.83 M à notre Conseil 61, boulevard Heussmann 75008 PARIS.



Chantal Baudron, s.a.

MEMBRE DE SYNTHE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

la productique: le "best" des techniques d'aujourd'hui.

La productique recouvre un ensemble de techniques sophistiquées: gestion de production, contrôle de processus, des automatismes locaux, des réseaux, la robotique et la CAO, c'est le "best" d'aujourd'hui, un des grands de demain. Nous en avons fait notre spécialité.

Pour renforcer notre structure commerciale, nous recherchons

ingénieurs d'affaires

De formation Grandes Ecoles, vous avez 3 à 5 ans d'expérience de la négociation de contrats techniques et de montants importants (plusieurs millions de francs) auprès de grands groupes industriels, de sociétés de services ou d'ingénierie.

Votre mission essentiellement commerciale, vous amènera à élaborer, avec le soutien logistique compétent de nos services techniques, des projets adaptés aux besoins, à en établir les budgets et à assurer le suivi des affaires jusqu'à leur réalisation. La distance que vous saurez prendre vis-à-vis des situations vous assure la maîtrise des hommes et des techniques.

Votre rémunération composée d'un fixe + commissions peut atteindre un niveau élevé.

Nous vous remercions de proposer votre candidature avec C.V. à M. H. Delorme, 4, rue Frédéric-Mistral 75015 Paris.

Auditec Ingénierie Industrielle

SYSTEMES NUMERIQUES DE CONTROLE DE PROCESS:

UN AVENIR POUR DES TECHNICIENS SUPERIEURS

Merci d'adresser lettre, CV et prétentions en précisant la référence du poste à Concession Publique 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Filière industrielle d'un groupe de renommée internationale, nous développons avec succès des systèmes numériques incluant automates, calculateurs, réseaux, etc... Nous recherchons des techniciens supérieurs dans les trois branches suivantes:

- **Ateliers (réf. 31)** assistent de l'ingénieur responsable de la réalisation, à définir les schémas de réalisation, les configurations des calculateurs, participer aux réglages, et suivre les opérations de déplacement. Formation Type BTS - DUT.
- **PLATE FORME (réf. 32)** il assistera, programmera et testera nos systèmes numériques en plate forme. Formation Type BAC F 2.
- **APRES VENTE (réf. 33)** il sera chargé de la mise en route et du démarrage en clientèle de ces systèmes, déplacements continus en France et à l'étranger, nécessite de disposer d'une voiture. Formation Type BTS - DUT.

Groupe leader de distribution recrute dans le Cadre du développement de ses magasins de prêt-à-porter féminin à l'enseigne JULIE AMBRE

JEUNE FEMME

ayant pour mission la SUPERVISION de l'ensemble du réseau de magasins.

Ce poste de haut niveau nécessite:

- de la rigueur et des qualités de gestionnaire,
- une expérience réelle du terrain.

La candidate sera capable de s'engager sur des objectifs de résultats et d'entreprendre les actions susceptibles de permettre la réalisation de ces objectifs dans le cadre d'une grande délégation.

Nous demandons un grand sens des relations humaines et des responsabilités.

Ces deux postes sont à pourvoir à PARIS, mais impliquent de fréquents déplacements. Perspectives d'avenir pour candidates de valeur.

Env. C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions s/réf. 11330 à **PIERRE LICHOU S.A.**, BP 220, 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

UNE ASSISTANTE D'ACHATS CONFECTION FEMININE

Nous demandons:

- une expérience d'au moins 3 ans dans les achats textiles de confection féminine,
- un goût très sûr pour participer à la création et à la sélection des produits,
- le sens des chiffres pour participer à la mise au point de nos assortiments et suivre notre programme de commandes et nos stocks,
- de bons contacts humains et une excellente présentation,
- la pratique de l'anglais et de l'italien serait un atout.

GRAND GROUPE INDUSTRIEL SECTEUR MÉCANIQUE

Établissement de 1400 personnes situé dans la périphérie immédiate de Paris, recherche pour réaliser son système d'information

CHÉF DE PROJET INFORMATIQUE

Futur responsable des études

dépendant directement du Chef du Service Organisation et Informatique.

Dans le cadre du schéma directeur d'information récemment élaboré, il lui sera confié des projets importants (gestion industrielle, administrative, comptable, CAO, bureautique).

Diplômé d'une Grande École, c'est un professionnel de l'informatique de gestion qui a ou moins 4 ans d'expérience en qualité de Chef de Projet.

Envoyer lettre manuscrite, CV détaillé et prétentions, sous réf. GA/MF 2, à LA COMPAGNIE GÉNÉRALE D'INFORMATIQUE, chargée du recrutement Michèle FARINEAU - 27, rue de Tolbiac - 75013 PARIS.

Grande entreprise BTP à vocation internationale recherche

RESPONSABLE B.E. BATIMENT

pour son service commercial AMERIQUE DU SUD

Le candidat, trilingue anglais - espagnol, doit être un professionnel du bâtiment depuis 10 ans minimum, afin de:

- coordonner et gérer une équipe d'ingénieurs, études de prix
- maîtriser les appels d'offres internationaux
- négocier les contrats

Poste basé en région parisienne. Déplacements fréquents à l'étranger.

Envoyer CV, lettre manuscrite et rémunération souhaitée sous référence 28618 à COFAP - 40, rue de Chabrol - 75010 Paris, qui transmettra.

spécialiste international des matériels de régulation et d'instrumentation industriels.

FISHER

CONDUITE ET CONTROLE DE PROCESSUS:

Participez au succès des systèmes Provox.

Ingénieurs technico-commerciaux

Pour faire face à l'expansion de nos équipements Provox, nous proposons plusieurs postes d'INGÉNIEURS TECHNIQUE-COMMERCE basés à notre agence commerciale d'Asnières.

Vous êtes diplômé d'une école d'ingénieur en électronique, en contrôle de régulation et automatismes ou encore en génie chimique ou électrique, ou bien vous avez une expérience de deux ans dans la commercialisation de systèmes et matériels de régulation et d'automatisme qui complète valablement votre BTS.

Nous vous offrons, après familiarisation avec nos matériels (stage usine et terrain), la responsabilité de mener à bien, en toute autonomie, des actions commerciales auprès d'industries variées ou de sociétés d'ingénierie en région parisienne. Il s'agit d'intervenir depuis la prospection en passant par la proposition et la négociation, puis la conclusion et enfin le suivi avec, d'une part, les unités de fabrication et d'autre part, l'équipe de démarrage et d'après-vente.

L'anglais est indispensable. Rémunération compétitive, frais réels, voiture fournie, avantages sociaux.

Pour ces postes, FISHER offre des opportunités d'évolution et de carrière à la mesure de votre potentiel, de vos ambitions mais aussi de votre mobilité.

Merci d'adresser lettre de candidature et CV, sous réf. M 1, à FISHER CONTROLS S.A., Département du personnel, 2 rue Henri Bergson 92600 Asnières. Discretion et réponse assurées.

Contrôleur de Gestion à fort potentiel

De formation Grandes Ecoles (Ingénieurs ou Commercial), vous avez, à environ 30 ans, une expérience effective des techniques du contrôle de gestion, de préférence au sein d'entreprises moyennes. Vous recherchez un poste évolutif.

Dans ce cas, vous pouvez participer au développement de notre entreprise d'aménagement et de construction (effectif: 450 personnes), située en proche banlieue parisienne.

Rattaché à la Direction Administrative et Financière, vous participerez à la conception et la mise en œuvre de la planification stratégique à moyen terme. En contacts étroits avec les services opérationnels et la Direction Générale, vous organiserez, ferez fonctionner et évoluer le système d'informations de gestion en découplant. Vous prendrez également en charge des analyses financières ponctuelles.

La réussite dans cette fonction doit conduire à des responsabilités plus importantes. Ces perspectives vous intéressent, merci de téléphoner ou d'écrire sous référence 8206 M à François CORNEVIN qui garantira la confidentialité.

EQUIPES ET ENTREPRISES

11 bis rue Portalis 75008 PARIS - Tél. 293.18.72

COGINTEL

Jeune Société de services et conseils en informatique en forte expansion recherche pour ses activités temps réel et télématique:

INGÉNIEURS INFORMATIENS:

- Débutants,
- Ingénieurs d'études,
- Chefs de projets.

De préférence les candidats auront reçu une formation informatique approfondie: DEA, INSA informatique, ou seront issus d'une Grande École: X, ESE, ENST, ENSAM, IMAG...

Le fonctionnement convivial de la Société, la richesse de l'environnement intellectuel, le potentiel de croissance considérable, associés à une rémunération motivante, garantissent aux débutants une insertion harmonieuse dans la vie professionnelle et aux plus anciens de réelles possibilités d'évolution.

Les postes sont à pourvoir à Paris et en province.

Ecrire à: Michel COMBES, COGINTEL, 41, avenue de la Grande-Armée, 75116 PARIS.

LEADER MONDIAL DE L'INGENIERIE INFORMATIQUE ET TELECOMMUNICATION.

Recherche dans le cadre de son expansion

INGENIEUR DE PROJETS GESTION CONFIRME

Plusieurs années d'expérience dans la conception, la définition de systèmes informatiques de gestion.

Il assurera la responsabilité de la réalisation d'un nouveau système informatique intégré de contrôle de gestion

Envoyer C.V. et prétentions SESA, 30 Quai de Dion Boulton 92806 PUTEAUX. Préciser réf sur enveloppe 94 LHM

Zilog

Mondialement connu dans le domaine des Super-Micros opérationnels sous UNIX, ZILOG cherche, pour son siège à PARIS-LA-DEFENSE, un

Ingénieur commercial

pour seconder le responsable de ce département et lui confier la responsabilité de la commercialisation de ce produit sur l'ensemble de la France.

Si vous avez acquis une première expérience de la vente de Minis. Si vous êtes un spécialiste «Grands Comptes». Si vous recherchez autonomie et responsabilités.

Votre candidature nous intéresse.

Merci d'écrire à Bernadette Bluzet, sous référence 1366. Information téléphonique sur ces opportunités de carrière 24 h/24 au (1) 742.86.50.

INFORAMA

7 rue Riquart 75008 Paris Tél. (1) 742.14.23 LYON - NICE - TOULOUSE

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOI

ENIE

Le génie logiciel à son apogée. L'ordinateur au service de la CAO. L'automatisation de la conception. Les logiciels de CAO. Les logiciels de CAO. Les logiciels de CAO.

LES ÉDITIONS BELIN et la Revue POUR LA SCIENCE

recherche

des Rédacteurs Scientifiques

Université Scientifique de Paris. Les candidats doivent être titulaires d'un diplôme de niveau universitaire. Les candidats doivent être titulaires d'un diplôme de niveau universitaire. Les candidats doivent être titulaires d'un diplôme de niveau universitaire.

recherches voudront bien adresser leur C.V. à: M. HONVOU ÉDITIONS BELIN 1 rue Férou, 75006 PARIS.

FACEM MARK

CONSEILS - FORMATION

BANQUES ET INSTITUTIONS

Nous sommes leader au plan européen dans le domaine des services bancaires. Nous intervenons dans différents domaines: Banque, Assurance, Immobilier, etc... Nous recherchons des personnes motivées et dynamiques pour rejoindre notre équipe de

JEUNES CONSEILS FORMATION

Nous avons fait des études supérieures (3 ans), nous sommes bilingues (français, anglais, espagnol, italien). Nous recherchons des personnes motivées et dynamiques pour rejoindre notre équipe de

GRANDE DISTRIBUTION

Nous recherchons pour une autre société

CONSULTANTS

connaissant parfaitement les mécanismes de la grande distribution, nous recherchons des personnes motivées et dynamiques pour rejoindre notre équipe de

SOURIAU

recherche pour son service

OCEANOGRAPHIE (MAR)

INGENIEUR TECHNIQUE-COMMERCE

Vous serez chargé du suivi et du développement de cette division pour la France. Vous devrez être titulaire d'un diplôme de niveau universitaire. Vous devrez être titulaire d'un diplôme de niveau universitaire.

Des déplacements sont prévus. Poste à pourvoir à Paris. Poste à pourvoir à Paris.

Adresser votre candidature à: 11, rue Gallieni 92100 Nanterre.

E. SALUSTRO

recherche pour son service

AUDITEURS

Expérience 2 ans. Formation supérieure. Adresser C.V. à: 7 bis, rue de Monce. Discretion.

هكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

GÉNIE LOGICIEL

Vous êtes ingénieur, ajoutez le génie logiciel à vos compétences dans les domaines de la téléphonie ou des réseaux en entrant dans la société qui a créé le 1^{er} outil de CAO de logiciel français (SOFTPEN).

Un minimum de 3 ans d'expérience et la connaissance des microprocesseurs INTEL (8085, 8086, 8088), MOTOROLA (6809, 68000) ou AMD 2900 sont nécessaires pour développer les projets qui vous seront confiés.

Adressez votre candidature avec C.V. sous réf. M 326 à :

LPI,
26, rue du Renard, 75004 Paris

LES ÉDITIONS BELIN
et la Revue POUR LA SCIENCE

recherche

des Rédacteurs Scientifiques

De formation Universitaire Scientifique en physique, chimie ou mathématiques appliquées, niveau 3^e cycle universitaire ou Grande École d'Ingénieurs.

Les candidats retenus auront, en plus, une très bonne connaissance de l'anglais écrit.

Les personnes intéressées voudront bien adresser leur candidature manuscrite et leur C.V. à :

M^{me} HONVOU
ÉDITIONS BELIN
8, rue Férou, 75006 PARIS.

INNOVATION, RECHERCHE, DEVELOPPEMENT : LA DIRECTION TECHNIQUE



CERCI est une société d'ingénierie informatique pour des systèmes d'automatismes dans le milieu industriel et tertiaire. Pour créer et développer de nouvelles techniques, Cerci fait appel à sa Direction Technique et Grands Projets.

Véritable laboratoire d'idées, celle-ci regroupe deux activités permanentes :

- l'une concerne les aspects génie logiciel,
- l'autre concerne l'architecture de systèmes micro-informatiques et réseaux locaux pour les applications industrielles.

INGÉNIEURS CONFIRMÉS HF

En vous associant à la haute technicité de nos équipes, vous rejoindrez des hommes dont l'imagination et la créativité sont à l'origine de notre succès. Nous vous proposons trois postes suivant vos connaissances :

réseaux locaux

Vous assurerez le rôle de Conseil et d'Assistance permanente auprès de nos opérationnels dans l'élaboration de réponses techniques dans le cadre d'offres, l'aide à la mise en œuvre, la participation au développement de projets en technologie avancée. Réf. 10.78

génie logiciel

Vous participerez à la mise en place de plans logiciels (assurance qualité, composants réutilisables, évaluation/instrumentation). Réf. 08.69

micro-informatique

Vous participerez à la réalisation de projets spécifiques et suivrez l'évolution des architectures micro-informatiques de grands constructeurs. Réf. 08.70

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet à la Direction du Personnel
CERCI 55 RUE ROGER-SALENGRO 94126 FONTENAY-SOUS-BOIS (RER VAL DE FONTENAY).

Cerci
FILIALE JEUMONT-SCHNEIDER

FACEM MARKETING

CONSEILS - FORMATION - RECRUTEMENT

BANQUES ET INSTITUTIONS FINANCIÈRES

Nous sommes leader au plan européen dans le Conseil en Marketing Bancaire et financier. Nous intervenons dans différents domaines : Audit Marketing, Formation, 'Libre-Service Bancaire, Moyens de Paiement' électroniques, Vidéo-tex. Notre développement se poursuit vers les États-Unis, nous avons donc besoin de renforcer notre équipe de

JEUNES CONSULTANTS FORMATEURS

Si vous avez fait des études supérieures (haut enseignement commercial) + quelques années d'expérience (3 ans), si vous parlez très correctement l'anglais et éventuellement l'espagnol, si vous êtes prêt à utiliser votre créativité dans le cadre de missions globales de diagnostic, de conseil et de formation, enfin si vous acceptez de voyager fréquemment, écrivez-nous sous la réf. (JCF).

GRANDE DISTRIBUTION

Nous recherchons pour une autre société un

CONSULTANT

connaissant parfaitement les mécanismes de la Grande Distribution et notamment les hypermarchés. Sa mission sera de développer des interventions de Conseil et de Formation auprès des distributeurs pour les aider à concevoir et à mettre en œuvre des stratégies intégrant la monnaie électronique, la vente de produits financiers, etc...

Nous nous adressons à un candidat de valeur ayant fait des études supérieures, ayant plusieurs années d'expérience dans la Distribution et parlant l'anglais. Il sera rattaché directement au Directeur Général et devra faire preuve de très grandes qualités de contact, de rigueur mais aussi de créativité et d'organisation.

Ecrivez-nous sous la réf. (Consultant FIN/DIST).

Pour ces deux postes envoyez C.V. + photo sous la réf. citée à FACEM MARKETING 72, rue Notre-Dame-des-Champs 75006 PARIS.

GROUPE SYSECA

SOCIÉTÉ DE SERVICES ET CONSEIL EN INFORMATIQUE

(700 personnes, C.A. 220 M.F.)
partenaire d'un groupe industriel de taille internationale.

Dans le cadre de notre stratégie d'expansion, nous offrons des postes :

d'INGÉNIEURS INFORMATIQUES

Formation : Grandes Ecoles, Doctorat, DEA, Maîtrise...

De 0 à 5 ans d'expérience, désirant exercer leur activité dans les domaines suivants :

- SYSTÈMES TEMPS RÉEL
- INFORMATIQUE INDUSTRIELLE
- LOGICIEL DE BASE
- SYSTÈMES DE GESTION
- SYSTÈMES DE COMMUNICATION
- SYSTÈMES DE GESTION DE BASE DE DONNÉES

Envoyez lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 1950 à GROUPE SYSECA - Service du Personnel
315, Bureau de la Colline
92213 SAINT CLOUD Cedex

Important cabinet Français
AUDIT et COMMISSARIAT AUX COMPTES
recherche pour son département spécialisé

Auditeurs informaticiens

chargés notamment :

- des analyses de systèmes et procédures informatiques en liaison avec l'audit comptable
- des missions de mise en place et d'assistance informatique dans le cadre d'une activité conseil

Ils devront :

- soit avoir une expérience d'au moins 3 ans à un poste similaire dans un cabinet d'audit et de conseil,
- soit vouloir acquérir cette formation au contact de nos équipes à partir d'une première expérience réussie dans l'audit comptable ou comme ingénieur conseil au sein d'une SSCI.

Il leur sera proposé :

- de réelles opportunités de développement de carrière ouvrant la voie à une association réelle dans un cabinet à fort potentiel et jouissant d'une bonne image de marque,
- l'ouverture sur des missions variées et formelles qui permettra d'exprimer leur propre dynamisme,
- une rémunération particulièrement motivante.

Préparez les dossiers de candidature sous réf. 3268/M à TELECOM P.A. JONCTION
34, boulevard Haussmann 75009 PARIS qui les transmettra.

ASSOCIATION LOI 1901
recherche

COLLABORATEUR (TRICE)

- Connaissant le milieu des anciens combattants.
- Notion droit et bonne rédaction.

Envoyez curriculum vitae et prétentions à :
F.N.D.I.R.P. 75116 PARIS.

LCT Laboratoire Central de Télécommunications recherche

POUR SON SERVICE BREVETS

ingénieur électronicien

Débutant ou quelques années d'expérience dans la propriété industrielle.

Bonne connaissance de l'anglais - Nationalité Française exigée

Avantages sociaux.

Merci d'adresser votre candidature (en précisant éventuellement les domaines techniques où l'expérience a été acquise) et prétentions à LCT - BP 40 - 78141 VILLIERS-VILLACOUBLAY Cedex

Société de constructions mécaniques PARIS

Filiale Groupe Multinational recherche pour son Service INFORMATIQUE en pleine évolution :

ANALYSTES - PROGRAMMEURS

• un, pour COMPTABILITÉ

• un, pour GESTION DE PRODUCTION

Expérience 2 ans minimum. Connaissances COBOL sous GCOS et TDS.

Prologiel IMS et COGEB. Matériel CII-HB 64 DPS/6 et DPS/8/55.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions sous N° 8974 à FARFRANCE ANNONCES - 4, rue Robert Esnault - 75008 PARIS - qui transmettra

La Direction des Services Informatiques du Groupe recherche des

INGÉNIEURS ANALYSTES

pour développer de nouvelles applications de gestion. Ils traduiront sous forme de cahier des charges informatiques, des spécifications d'objectifs définies en liaison avec les utilisateurs. Ils construiront des solutions en termes de moyens, délais, interfaces et qualifications...

Ils contribueront à la réalisation et assureront le respect des critères de qualité et de facilité d'utilisation. Ces postes s'adressent à des Ingénieurs Grandes Ecoles ou d'Universités, possédant de 1 à 3 ans d'expérience de réalisations, et capables d'encadrer de petites équipes.

Des connaissances en DPS 8 et/ou DM 4, base de données, réseaux et des progiciels (IMS-TD) sont très vivement souhaitées.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la réf. 461 M à

Véronique Bourlet
Cii Honeywell Bull
PC OG021C
94, avenue Gambetta
75990 PARIS CEDEX 20

Bull

E. SALUSTRO et ASSOCIES

recherche pour PARIS 8^{ème}

AUDITEURS CONFIRMÉS

Expérience 2 à 7 ans.
Formation supérieure exigée.

Adresser C.V. et photo :
7 bis, rue de Monceau 75008 PARIS

Discretion assurée.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



1984 un grand cru !



FAIT SAUTER LE GOULOT D'ETRANGLEMENT DE L'INFORMATIQUE

grâce à **MAPPER**, logiciel en self-service pour tous **SPERRYLINK**, une réelle bureautique intégrée

Nous lançons une cascade de produits du micro au grand système. Ces produits sont disponibles. Tout ceci constitue des atouts maîtres en terme de croissance. Devenez nos partenaires.

INGENIEURS COMMERCIAUX H/F

DIPLOMES ECOLES D'INGENIEURS OU ECOLES DE COMMERCE

- Débutants
- Confirmés avec 2 à 3 ans d'expérience de la vente en informatique
- Rémunération TRES ATTRACTIVE

Réf. IC

INGENIEURS TECHNIQUE-COMMERCIAUX H/F

DIPLOMES ECOLES D'INGENIEURS, EXPERIMENTES DANS LES DOMAINES SUIVANTS : bases de données - télécommunications / terminaux - bureautique - vidéotex

Réf. ITC

Les postes sont à pourvoir à PARIS et en Province. Nous offrons un CYCLE INTENSIF DE FORMATION ET D'ADAPTATION. L'intégration dans l'entreprise doit intervenir début 1984. Ecrivez-nous : Département Recrutement - 3, rue Bellini - 92806 PUTEAUX

digital

N° 1 de l'informatique interactive

Notre service Education, en pleine expansion, vous propose de rejoindre les 70 personnes qui y réussissent déjà. Vous serez à la pointe de la technologie. Si vous avez une formation supérieure ou équivalente, une bonne pratique de l'informatique, le goût de la pédagogie et de la communication, la pratique de l'anglais, rejoignez-nous comme :

Instructeurs

Vous animerez les cours dispensés à nos clients dans l'un des domaines suivants :

- INFORMATIQUE DE GESTION (niveau : Analyste-programmeur, Chef de projets)
- LOGICIELS SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES
- MAINTENANCE DES SYSTEMES INFORMATIQUES

Ces postes (statut cadre) sont à pourvoir à Evry. Adresser votre candidature sous REF. M 72 à : **Andrée ARNAULT, DIGITAL EQUIPMENT FRANCE, 2, rue Gaston Crémieux, B.P. 136, 91004 Evry Cédex.**

Société de constructions mécaniques

PARIS

Filiale Groupe Multinationale recherche pour son Service INFORMATIQUE en pleine évolution :

RESPONSABLE D'APPLICATION GESTION DE PRODUCTION

Expériences indispensables. Connaissances : CGS, TDS, Prologel IMS.

Matériel CII-HB 64 DPS/6 et DPS/7/55.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions sous N° 8970 à : **PARFRANCE ANNONCES - 4, rue Robert Estienne - 75008 PARIS -** qui transmettra.

THOMSON CGR

EQUIPEMENTS MEDICAUX

Le Département Etudes Développement et Imagerie Nouvelle

recherche pour ses développements de processeurs spécialisés de radiologie numérique un

INGENIEUR LOGICIEL SYSTEMES

Il sera chargé des moyens de développement de logiciel sur micro-processeur 68000 et des chaînes de développement croisé sur VAX 750.

Une expérience de quelques années en logiciel systèmes et temps réel est nécessaire. Bonne connaissance de l'anglais.

Pour ce poste à pourvoir à Issy-les-Moulineaux adresser CV + photo + prétentions à **Françoise LEMAITRE, THOMSON EDIN, 48, rue Camille-Desmoulins, 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX.**

THOMSON

BRANCHE EQUIPEMENTS MEDICAUX

Société de Recherche Appliquée à l'Industrie regroupant 500 personnes installée en banlieue parisienne agréable recrute un

CHEF DE DIVISION INGENIEUR MECANICIEN

(Centrale, Arts et Métiers...)

pour ANIMER L'ENSEMBLE DES SERVICES COMMUNS (80 PERSONNES).

- BUREAU D'ETUDES (EQUIPE EN CAO)
- SERVICE ORDONNANCEMENT
- ATELIERS (MECANIQUE, CHAUDRONNERIE, MATERIAUX COMPOSITES).

Le candidat recherché, âgé d'environ 45 ans, devra faire valoir : une expérience industrielle variée, comprenant l'étude et la réalisation de prototypes industriels et petites séries, une réussite effective en matière de service rendu à la clientèle, extérieure ou intérieure (souterrainement auprès des diverses Divisions de la Société).

Envoyer C.V. et rémunération souhaitée, s/réf. 3468, à **PIERRE LICHOU S.A., BP 220, 75063 PARIS Cédex 02** qui transmettra.

La holding d'un important groupe de services recherche

AUDITEUR INTERNE

Directement rattaché à la Direction Générale, ce futur collaborateur vient renforcer l'équipe existante. Il effectue des missions de contrôle des procédures, de vérification des comptes, de conseil auprès des différents établissements et filiales.

Ce poste s'adresse à un jeune diplômé d'études supérieures commerciales ou de gestion, complétées si possible par un D.E.C.S., ayant acquis au minimum une première expérience de la fonction.

L'importance du groupe offre de réelles perspectives d'évolution.

Merci d'adresser lettre de candidature manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 1109 à :

BUSINESS INTERNATIONAL SEARCH
Conseil en recrutement
28 - 28, rue de Madrid - 75008 PARIS.

Paris - Nous sommes un important groupe de sociétés de services (plus de 2000 personnes, plus de 350 M de CA) leaders sur notre marché et jouissant d'une excellente image de marque, spécialisé dans le domaine de la sécurité. Notre structure juridique est composée d'une maison-mère et d'un ensemble de filiales (par secteur d'activité, par secteur géographique) sur la France et les DOM-TOM. Nous recherchons pour notre siège notre

CHEF COMPTABLE société-mère et 6 filiales + consolidation groupe

Vous avez une formation comptable supérieure (DECS +) et une solide expérience en entreprise depuis au moins quinze ans qui font de vous un vrai professionnel de la fonction. Vous avez l'habitude de superviser un ensemble de comptabilités (informatisées) et la technicité des problèmes de consolidation. Sous l'autorité du directeur administratif et financier du groupe, vous aurez la responsabilité complète des comptabilités de la maison-mère et de six filiales : générale et analytique jusqu'à l'arrêté des situations et des bilans. Vous serez par ailleurs chargé du suivi de la trésorerie et de la consolidation de l'ensemble du groupe. Vous animerez un service de dix personnes et vous déléguerez suffisamment pour être disponible afin d'aider votre directeur dans le conseil auprès des autres filiales, dans la mise en place du nouveau plan comptable, dans la mise en route d'une informatique intégrée.

Si vous pensez avoir le profil de la personne que nous recherchons, écrivez à **Roland Gardes** sous réf. 5747 M ; il étudiera avec vous les possibilités d'une future collaboration.



SERIFO CONSEILS DE DIRECTION
47 bis, AVENUE BOSQUET - 75007 PARIS
TELEPHONE : 555.11.11

MEMBRE DE SYNTHEC

Filiale Grand Groupe Pétrolier Français activités Ingénierie

INGENIEUR DIPLOME

40 ans

Expérience maintenance. Gestion stocks. Homme de terrain. Meneur d'hommes.

Premier poste en province. Possibilité activités ultérieures hors de France.

Envoyer CV complet détaillé et prétentions s/réf. 83277 CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra

Carrefour

recherche pour son magasin de CRÉTEIL

JEUNE COMPTABLE Niveau DECS - BTS

Diplômé d'un institut supérieur de gestion "expérience souhaitée".

Envoyer lettre manuscrite, photo et prétentions à :

Carrefour
Avenue du Général de Gaulle CCR 119 - 94012 CRÉTEIL

IMPORTANTE SOCIÉTÉ MUTUALISTE

Paris Centre 70 000 adhérents

recherche pour succéder son Chef Comptable

CADRE COMPTABLE

- 35 ans environ.
- Niveau B.T.S., D.E.C.S. ou équivalent.
- Bon praticien.
- Sens des responsabilités et des contacts humains.
- Expérience des comptabilités informatiques.

Rémunération proposée : 120 000 F/an.

Nombreux avantages sociaux, 35 h/semaine - 7 semaines de congé.

Adresser lettre de candidature manuscrite et C.V. au N° 7.147, « Le Monde » Pub., Service Annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer libellément sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit de « Monde Publicité » ou d'une agence.

LCT Laboratoire Central de Télécommunications recherche

INGENIEUR GRANDES ECOLES

débutant ou quelques années d'expérience pour études et développement de systèmes de traitement de signal.

- très bon niveau mathématiques en particulier en processus stochastiques,
- goût de l'analyse,
- travail en équipe.

Anglais lu. Nationalité française exigée. Avantages sociaux.

Merci d'adresser votre Etat Civil (CV et prétentions) à LCT BP 40 - 78141 VELIZY-VILLACOUBLAY Cedex.

PROINTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

HOTCHKISS-BRANDT SOG
MONSON, leader européen de la
contrôle industriel non destructif
NORD (proximité
PARIS) de son expansion le poste

Ingénieur ultrason

Il nous faut un professionnel expérimenté pour occuper une fonction d'ingénieur en ultrason. En fonction de Chef de Projet, il sera chargé de la réalisation d'appareils de contrôle par ultrason et de la fabrication de pièces de coût des délais et de la qualité. Il devra être basé à PARIS.

Envoyer CV au **CABINET GATIER, 32 rue de la Harpe - 75005 PARIS**

Cabinet Ga

Direction de l'**AUDIT INT**
un des importants Groupes Industriels français (siège à PARIS).

recherche

AUDITE

plusieurs formation : HEC, ESSEC, SUP DE CO, IEP, anglais ou allemand courant.

Expérience minimum requise : 2 ans en audit interne ou en cabinet de gr. Les quelques années de réussite dans cette tâche d'avoir dans des postes de responsabilité qu'il s'agit d'acquiescer.

Envoyer lettre manuscrite, curriculum vitae (CONTACT. L. place du Palais-Royal, 75001 PARIS), qui transmettra. Sélection absolue assurée.

juriste d

Paris 2ème

Un important groupe agro-alimentaire (1,7 milliards de chiffre d'affaires) souhaite recruter rapidement un juriste en droit ayant déjà acquis une expérience de cinq ans au moins en entreprise.

Il prendra en charge la vie quotidienne des affaires, contenues de recouvrement progressivement l'ensemble des fonctions juridiques et de procédures, assistant ainsi dans l'ensemble des problèmes juridiques.

Son esprit formateur lui permettra non seulement de transmettre son savoir mais aussi d'apporter des conseils avisés aux juristes et aux services des directions opérationnelles et fiscales des contrats commerciaux de l'entreprise.

Merci d'adresser très rapidement votre dossier (CV et prétentions) sous la référence 15013 GILES - Sélection : Centre Metra 92126 MONTRouge.

ma selection Paris - Lille - Lyon - Marseille - Toulouse

Les personnes à caractère

PERSONNES A CARACTERE

Il s'agit d'un stage de 3 mois, d'été, au bout duquel vous recevrez un revenu mensuel de 1.000 à 1.500 F.

Le candidat devra être : - Français - avoir une formation complète : - avoir une expérience de 2 ans de carrière précise.

Il devra pouvoir faire : - un stage de 3 mois - à Paris - à l'adresse : 35, rue de la Harpe - 75005 PARIS.

Le stage sera donné à : - la personne qui aura le meilleur dossier - et la personne qui aura le meilleur dossier.

Le stage sera donné à : - la personne qui aura le meilleur dossier - et la personne qui aura le meilleur dossier.

Le stage sera donné à : - la personne qui aura le meilleur dossier - et la personne qui aura le meilleur dossier.

Le stage sera donné à : - la personne qui aura le meilleur dossier - et la personne qui aura le meilleur dossier.

Le stage sera donné à : - la personne qui aura le meilleur dossier - et la personne qui aura le meilleur dossier.

Le stage sera donné à : - la personne qui aura le meilleur dossier - et la personne qui aura le meilleur dossier.

Le stage sera donné à : - la personne qui aura le meilleur dossier - et la personne qui aura le meilleur dossier.

Le stage sera donné à : - la personne qui aura le meilleur dossier - et la personne qui aura le meilleur dossier.

Le stage sera donné à : - la personne qui aura le meilleur dossier - et la personne qui aura le meilleur dossier.

Le stage sera donné à : - la personne qui aura le meilleur dossier - et la personne qui aura le meilleur dossier.

Le stage sera donné à : - la personne qui aura le meilleur dossier - et la personne qui aura le meilleur dossier.

Le stage sera donné à : - la personne qui aura le meilleur dossier - et la personne qui aura le meilleur dossier.

Le stage sera donné à : - la personne qui aura le meilleur dossier - et la personne qui aura le meilleur dossier.

Le stage sera donné à : - la personne qui aura le meilleur dossier - et la personne qui aura le meilleur dossier.

Le stage sera donné à : - la personne qui aura le meilleur dossier - et la personne qui aura le meilleur dossier.

Le stage sera donné à : - la personne qui aura le meilleur dossier - et la personne qui aura le meilleur dossier.

Le stage sera donné à : - la personne qui aura le meilleur dossier - et la personne qui aura le meilleur dossier.

Le Monde

économie

COMMERCE EXTÉRIEUR

RÉUNION DE LA GRANDE COMMISSION FRANCO-SOVIÉTIQUE

Un déséquilibre commercial qui va s'aggraver au détriment de la France

La grande commission mixte franco-soviétique s'est réunie les 21 et 22 novembre à Moscou sous la présidence des ministres du commerce extérieur des deux pays, M^{me} Edith Cresson et M. Nikolai Patolitchev. M^{me} Cresson devait regagner Paris mercredi 23, après avoir inauguré à Moscou une exposition des techniques pétrolières et gazières.

La forte baisse des contrats d'équipement signés avec l'U.R.S.S. ne semble pas avoir de causes politiques.

Moscou. — Dans la coopération économique franco-soviétique, il y a les chiffres et il y a la politique. Les chiffres sont préoccupants, malgré une croissance sensible des échanges cette année et la diminution de moitié du déficit enregistré aux dépens de la France (le Monde du 19 novembre). Quant à la politique, M^{me} Cresson paraît avoir été rassurée par M. Gromyko, ministre des affaires étrangères, qui l'a reçue lundi pendant une heure, que par M. Patolitchev.

Le ministre français du commerce extérieur n'a pas l'impression que la brusque diminution des contrats sur les biens d'équipement signés depuis le début de l'année — 1 milliard de francs contre 5 milliards en 1982 et 3 milliards pour la R.F.A. ou le Japon — soit due à une mauvaise volonté elle-même provoquée par le refroidissement des relations politiques entre Paris et Moscou.

Ni M. Gromyko ni M. Patolitchev, bien qu'ils aient insisté sur la nécessité d'atténuer la tension internationale et la confrontation militaire en Europe, n'ont évoqué les conséquences négatives sur le commerce Est-Ouest du déclinement des missions américaines — comme les Soviétiques l'avaient fait lors de la réunion de la commission germano-soviétique, la semaine dernière. M^{me} Cresson a cherché à « sensibiliser » M. Gromyko au problème du déficit des échanges franco-soviétiques, et le chef de la diplomatie du Kremlin a répondu qu'il ferait le maximum pour trouver une solution. Le ministre français devait tenir le même langage à M. Mikoulov, président du conseil des ministres, en cette rencontre mardi 22. En 1982, les Soviétiques s'étaient engagés verbalement à rééquilibrer les échanges dès 1984. Mais ils avaient refusé d'inscrire cet engagement dans le procès-verbal de la grande commission. M. Gromyko est resté très évasif.

Pourtant, le déséquilibre risque encore de s'aggraver. Aux 4 milliards de francs de cette année, vont s'ajouter 1 à 2 milliards en 1984, par suite des premières livraisons de gaz sibériens, et beaucoup plus à partir de 1986, quand la France recevra 8 milliards de mètres cubes par an. Un palliatif consisterait à réduire quelque peu les achats, puisque la France risque d'avoir trop de gaz et l'U.R.S.S. pas assez (selon certaines estimations, les Soviétiques seraient obligés de rationner leur propre industrie pour honorer les contrats passés avec les pays occidentaux).

Un vieux projet

Mais la solution passe surtout par un accroissement des achats soviétiques à la France. A l'occasion de la visite de M^{me} Cresson, l'U.R.S.S. s'est engagée à augmenter ses commandes de produits sidérurgiques, dont on espérait, du côté français, qu'elles seraient doublées en 1984 (3 milliards de francs contre 1,5 milliard cette année). Les modalités pratiques restent à négocier entre les centrales d'achat et les sociétés (nationalisées) françaises.

Un volume global de 25 milliards de francs de contrats est en cours de négociation, mais leur degré d'avancement est très divers. Deux affaires importantes sont « mûres », selon l'expression de M^{me} Cresson : une unité de traitement à Timgiz (1,5 milliard de francs), qui pourrait être confiée à Technip, et la modernisation des usines automobiles Moskvitch pour laquelle Renault paraît bien placée. Il s'agit d'un vieux projet qui serait repris selon des conceptions plus modestes, au moins dans sa première phase (750 millions de francs). D'autres négociations portent sur la livraison de tubes, une usine de surgelés, sur la fabrication de 300 000 téléviseurs couleurs. Un autre domaine — celui de l'équipement ferroviaire — donne lieu à discussion lors de la visite à Moscou — prévue pour la mi-décembre — de M. Fiterman.

De notre envoyé spécial

La conclusion de contrats à long-terme achoppé sur les difficultés de financement. Les Soviétiques considèrent qu'elles sont maintenant réglées grâce à l'accord passé au mois d'octobre dernier. Après avoir pendant des années refusé à la France ce qu'ils accordaient à l'Italie — à savoir la signature de contrats libellés en dollars, — les Soviétiques ont accepté un taux de 7,80 % sur les crédits à huit ans, en dollars. Cet accord permet d'échapper au « consensus » de l'O.C.D.E. qui obligeait les pays occidentaux à ne pas accorder à l'U.R.S.S. des crédits bonifiés rédigés en monnaie nationale à un taux inférieur à

12,40 %. Le « consensus » gêne particulièrement la France, dans la mesure où les taux du marché sont bien inférieurs au R.F.A. et au Japon par exemple.

Le surcoût pour les entreprises françaises du refinancement des crédits en dollars devrait être en partie intégré dans les prix, en partie pris en charge par les entreprises elles-mêmes, nu compensé par une bonification de la prime payée à la C.O.P.A.C.E. Le commerce avec l'U.R.S.S. coûte cher, mais les hydrocarbures représentent 81 % des importations françaises en provenance de ce pays, les choix sont limités.

DANIEL VERNET.

L'incident Doumeng

En tant que vieux routier du commerce franco-soviétique, M. Jean-Baptiste Doumeng pensait être membre de droit de la délégation française à la réunion de la grande commission mixte, même si personne ne l'y avait invité. Il avait tort. Il s'était glissé, lundi 21, dans la salle de conférences du ministère soviétique du commerce extérieur, pour assister à la réunion de la grande commission mixte, et se voir éjecté par la police soviétique. M. Doumeng n'avait pas de passeport, mais il avait une lettre de recommandation de M. Henri Baquist, directeur de la DREE, qui venait lui demander de sortir pour éviter un incident. Blâme de rage, il s'est exécuté, non sans maudire ces fonctionnaires qui ne comprennent rien aux affaires.

Les amis soviétiques de M. Doumeng ont cependant venus à son secours, en lui donnant à l'extérieur la place d'un

des leurs au déjeuner officiel offert en l'honneur de M^{me} Cresson. Le P.D.-G. d'intergrer, qui vient de signer un important contrat avec l'Union soviétique pour la vente de céréales, n'aura donc pas tout perdu.

[A Paris, au cabinet de M^{me} Cresson, on fait remarquer que les travaux de la grande commission sont réservés aux seuls ministres et fonctionnaires des deux pays. On précise également que M. Doumeng n'avait pas été invité par la France et qu'il s'est rendu à Moscou par ses propres moyens, n'ayant pas voyagé dans l'avion de M^{me} Cresson. On précise enfin que lorsque M. Jobert, alors ministre du commerce extérieur, s'était rendu à Moscou, en 1981, M. Doumeng avait participé aux seuls travaux des petites commissions qui réunissent, elles, les experts. « Il n'y a pas d'incident Doumeng », a déclaré mardi 22 l'intéressé visiblement agacé par la publicité faite à l'incident.]

AFFAIRES

DÉMISSIONS

CHEZ RHONE-POULENC

M. Gérard Worms, directeur général, va quitter le groupe Rhône-Poulenc. Sa démission devrait être rendue publique dans les prochains jours. Agé de quarante-quatre ans, « X » mines, ensuillier de M. Chaban-Delemas lorsque ce dernier était premier ministre, ancien directeur général de Hachette, M. Worms était entré chez Rhône-Poulenc en avril 1981 comme directeur général adjoint. Un an plus tard, M. Jean Gandois, qui venait d'être confirmé dans ses fonctions d'administrateur général du groupe, remplaçant son directeur adjoint M. Worms l'un des deux directeurs généraux avec M. Jean-Marc Brul.

Le départ de M. Gandois, l'arrivée de M. Le Floch-Piguet, ancien directeur de cabinet du ministre de l'Industrie, M. Pierre Dreyfus, alibien bien évidemment faire quelques remous parmi les cadres de la maison. M. Worms avait cependant clairement indiqué à l'époque qu'il entendait poursuivre sa tâche.

Le profond remaniement de l'état-major — dont il ne reste aujourd'hui que deux des six membres, — le poids des « anciens » du cabinet Dreyfus — un nombre de quatre sur onze, — la personnalité même du nouveau président sont sans doute quelques-unes des raisons qui expliquent la démission de M. Worms. Plus qu'un désaccord profond sur les orientations stratégiques du groupe, il s'agit donc plutôt de la difficulté de cohabiter entre deux hommes aux conceptions différentes quant aux méthodes de travail.

On s'attend à d'autres départs parmi les dirigeants du groupe. Ainsi, M. Albert Diehl, P.-D.G. de Rhône-Poulenc Textiles, quittera la société le 1^{er} décembre. Il sera remplacé à ce poste par M. Mogens Andersen, un ancien de Monsanto, récemment entré dans le groupe. M. Jean-Martin Foltz, directeur général adjoint à la division spécialités chimiques, aurait également l'intention de démissionner. — J.-M. O.

Le tribunal de Paris donne le feu vert à Besnier pour la reprise de Prével

Le tribunal de commerce de Paris a décidé, le 21 novembre, d'autoriser la levée de l'option que détenait depuis 1978 la société civile des producteurs Prével sur 24 % du capital de la société Prével, tranchant ainsi sur le fond d'une affaire qui agite toute la profession laitière (le Monde du 30 septembre).

Grâce à cette décision, le groupe Besnier — qui produit notamment les camemberts Président — va pouvoir prendre une participation de 58 % dans Prével et détenir ainsi l'Union laitière normande (U.L.N.), la première place du marché laitier français. D'autant que l'assemblée générale de la Société de collecte des producteurs Prével (S.C.P.P.), qui regroupe 12 000 des 16 000 producteurs vivant leur lait à Prével, s'est clairement prononcée le 18 novembre pour la prise de contrôle de Prével par Besnier (le Monde du 22 novembre).

Le 24 août dernier, le groupe privé Besnier (de l'ordre de 5,2 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1983) annonçait qu'il avait racheté à la S.C.P.P., en liquidation amiable depuis 1982, 58 % des actions de Prével (34 % de parts

détachées effectivement et 24 % en option depuis 1978, cette option devant être levée fin 1983).

L'U.L.N. (10 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1982), jusqu'alors actionnaire majoritaire de Prével avec 64,3 % des parts, s'opposait immédiatement à cette opération et demandait la mise sous séquestre des actions Prével détenues par la S.C.P.P. Le jugement du tribunal de commerce de Paris résonne donc comme une défaite pour l'entreprise coopérative. Celle-ci, dans un communiqué, « s'étonne de ce jugement qui écarte les conditions suspensives mises à la levée d'option », et annonce que son conseil doit se réunir le 22 novembre pour étudier « les voies de recours possibles ». En attendant, le groupe affirme qu'il continuera d'appliquer les conventions passées entre l'U.L.N. et Prével.

La société Prével, qui a perdu 10 millions de francs en 1982 pour un chiffre d'affaires de 2,5 milliards de francs, collecte un milliard de litres de lait par an auprès de seize mille producteurs et compte cinq usines dans l'Ouest de la France.

APRÈS L'ÉCHEC DE SA MANIFESTATION

Le S.N.P.M.I. cherche à se rapprocher des autres organisations patronales

Deux mille cinq cents personnes environ ont assisté, le lundi 21 novembre à Paris, sous un chapiteau du quartier Balard, à la « grande journée de la liberté » organisée par le Syndicat national du patronat moderne et indépendant (S.N.P.M.I.). Les amis de M. Giscard d'Estaing ont été dix mille, et lui-même remarquait avant que ne commence la manifestation, « Si nous ne sommes pas cinq mille c'est un bidon ». Il reprochait, il est vrai, aux médias de n'avoir guère annoncé cette « journée ».

Il y a un peu plus d'un an, le S.N.P.M.I. avait rassemblé douze mille « petits patrons en colère » à la porte de Pantin, et la marche aux flambeaux qui avait achevé la rencontre avait impressionné — excessivement — plus d'un observateur. L'organisation qui, présidée par M. Deuil n'est plus ce qu'elle était. Il est vrai qu'une scission l'a privée d'une partie — peu importante — de ses militants et a rendu perplexes ces « petits patrons » qui voyaient dans le S.N.P.M.I. comme un recours contre le tout-puissant Etat et contre le trop « compromis » Conseil national du patronat français (C.N.P.F.).

Sous le chapiteau, la même mise en scène que l'an dernier, avec les chœurs, régulièrement repris, de Nabucco. Une nouveauté : la chan-

son dédiée au camarade Vladimir Ilitch à qui Michel Sardon fait douze d'une quelconque espérance.

Une dizaine de discours ont été prononcés par des représentants de professions libérales avant celui de M. Deuil, qui a repris avec moins de violence verbale qu'hier le thème de la défense de la petite entreprise : « Je hais que la France profonde soit en état de légitime défense et que chaque jour l'état de force remplace un peu plus l'état de droit... »

Une surprise : la place, à la tribune d'honneur de M. Robert Lagane, président de l'ETHIC, association des « entreprises à taille humaine ». M. Lagane est un proche de M. Yvon Gattaz, auquel il a succédé il y a deux ans à la tête de l'ETHIC. Il a demandé — sans être applaudi — que cesse la « guerre des chefs » des responsables patronaux. Il a plaidé en faveur d'un « écumenisme » patronal.

Dans la coulisse, M. Lagane n'a pas caché qu'il avait servi « par hasard » d'intermédiaire entre M. Deuil et M. Gattaz. Déjà le premier, il y a quelques jours, avait publiquement souhaité pouvoir s'entendre avec M. René Bernasconi, président de la C.G.P.M.E. Décidément, le S.N.P.M.I. n'est plus ce qu'il était.

A. T.

M^{me} Lalumière reste réservée

sur le principe de la publicité comparative

Le C.N.C. est mort. Vive le C.N.C. Le Comité national de la consommation vient de céder la place au Conseil national de la consommation, qui a été installé officiellement par M. Pierre Mauroy, lundi 21 novembre. L'ancien organisme ne comprenait que des représentants des associations de consommateurs. Le nouveau comporte deux collèges, le premier regroupant dix-neuf associations de défense des consommateurs, le second comprenant vingt et un représentants des professionnels (industriels, agriculteurs, distributeurs, artisans, prestataires de services, etc.).

De plus, des représentants des ministères composant le groupe interministériel de la consommation et le directeur de l'Institut national de la consommation participent de droit à ces travaux. Le C.N.C. se réunira au moins quatre fois par an en séance plénière, mais l'essentiel du travail se fera en commissions spécialisées.

Organisme consultatif, le C.N.C. sera chargé d'émettre des avis éclairant les pouvoirs publics sur les grandes orientations de la politique concernant les consommateurs et les usagers. Le C.N.C. sera également lieu privilégié de la concertation entre consommateurs et professionnels, qu'il s'agisse de la qualité des produits, d'accords sur les prix ou d'événements « accords collectifs ».

C'est ainsi que le nouveau C.N.C. aura à connaître de la réforme du droit de la consommation, du règlement des petits litiges, du marché des voitures d'occasion et... de la publicité comparative, a précisé M^{me} Catherine Lalumière, secrétaire d'Etat à la consommation, au cours de la conférence de presse qui a précédé la séance inaugurale.

A propos de la campagne publicitaire lancée par Carrefour à Char-

tres sur les « prix comparés » (Euro-marché prépare une opération du même genre à Belfort), le ministre a déclaré ne pouvoir que se réjouir du dynamisme de la concurrence sur les prix, favorable à la lutte contre l'inflation. Mais M^{me} Lalumière reste très réticente sur le principe de ce type de publicité. Deux exemples, selon elle, doivent être évités : elle ne doit pas induire les consommateurs en erreur et elle ne doit pas être l'occasion d'une concurrence déloyale entre professionnels. Un texte réglementant cette publicité est à l'étude, qui doit préciser les règles du jeu en la matière : il s'agit d'éviter que la comparaison ne porte que sur des caractéristiques positives, mais peut-être secondaires, du produit en question.

1703 ENTREPRISES DÉFAILLANTES EN OCTOBRE

Mille neuf cent quarante-deux entreprises ont été mises en liquidation judiciaire en octobre 1983. Après correction de variations saisonnières, et pour l'ensemble des activités économiques, on enregistre 1703 nouvelles entreprises défaillantes contre 1523 en septembre et 2072 en août. L'INSEE note donc une croissance des défaillances particulièrement sensible dans l'industrie et les services rendus aux entreprises. Pour dix mois on enregistre 16 378 défaillances nouvelles (en série brutes) soit une progression de 9,4 % par rapport aux dix premiers mois de 1982.

« M. Chevènement et la reprise aux Etats-Unis. — Le déficit budgétaire américain est à la base de la reprise économique dans ce pays ; a indiqué M. Jean-Pierre Chevènement à l'occasion d'une visite qu'il effectuait actuellement aux Etats-Unis.

Les PME françaises investissent, souscrivez aux emprunts du Crédit d'équipement des PME.

Garantis par l'Etat	
<p>Emprunt à fenêtre 1 milliard de francs Durée: 18ans Prix d'émission: 4975F Taux actuariel brut: 14,26%</p> <p>Possibilité de remboursement anticipé à la fin des 7^{es}, 10^{es} et 14^{es} années au gré du porteur ou de l'emprunteur.</p>	<p>Emprunt à taux révisable 800 millions de francs Durée: 10ans Prix d'émission: 4997F Intérêt annuel: 14,10% la première année.</p> <p>Pour les emprunteurs autorisés, les obligations bénéficient d'un taux d'intérêt variable égal au taux de rendement au règlement des emprunts garantis par l'Etat (minimum 5,50%).</p>
<p>Les PME investissent Depuis le 1^{er} janvier 1983, 50 000 PME ont fait appel au Crédit d'équipement des PME. 20 milliards de francs ont été mis à leur disposition pour financer leurs investissements à moyen et long terme.</p>	<p>Une note d'information (Vsa COB n° 83315 du 17 novembre 1983) est disponible sans frais au Crédit d'équipement des PME, 14 rue du 4-Septembre 75002.</p> <p>BALE du 21 novembre 1983.</p>

C.E.P.M.E.

Diffusé, Dupont et Ait - France

annonces classées
e Monde
ues par téléph
idi au vendredi
9 heures à 13 heures
u 296-15-01

BD SUCHET
A VENDRE
ÉTAT NEUF,

**TRÈS BEL
HOTEL
PARTICULIER**

à usage de
HABITATION
BUREAUX D'AMBASSADE
RÉSIDENCE D'AMBASSADEUR

S'adresser à M. BING
9, rond-point des Champs-Élysées, Paris-8
tél. 389.14.70

SNCF

**EMPRUNT NOVEMBRE 1983
2 MILLIARDS DE FRANCS
OBLIGATIONS DE 5.000 F**

Deux formules au choix:

Montant: 1 milliard de francs	Montant: 1 milliard de francs
Prix d'émission: 99,90 % soit 4995 F par titre	Prix d'émission: 98,98 % soit 4996 F par titre
Intérêt annuel: 14,10 %	Intérêt annuel: Préfixé annuellement et égal au taux de remboursement garanti par l'Etat et annuel (INSSE) ou, à défaut, au taux de rendement indicatif des obligations cotées de même catégorie (CDC) du mois d'OCTOBRE précédant la date de révision.
Taux de rendement actuel brut à la date de jouissance: 14,35 %	Minimum: 8,50 % 1 ^{er} coupon le 5 décembre 1984: 14,10 %
Amortissement en 4 tranches égales de 1990 à 1993 - soit par remboursement au pair - soit par rachat	Amortissement au pair le 5 décembre 1993

Amortissement anticipé: La SNCF se réserve le droit de procéder à toute époque à des rachats.

Date de jouissance et de règlement: 5 décembre 1983

Durée: 10 ans

Les obligations seront cotées à la BOURSE DE PARIS.

SOUSCRIVEZ

dans les banques et chez les Agents de Change, chez les Comptables du Trésor, dans les Bureaux de Poste, les Caisses d'Épargne, les Caisses de Crédit Agricole Mutuel.
Une note d'information (sur la C.O.R. n° 83-312 du 15 novembre 1983) peut être obtenue sans frais auprès de la S.N.C.F., guichet titres - 3, rue de Londres 75009 Paris et des Etablissements chargés du placement.

BALD du 21 novembre 1983



Comment bien choisir (et trouver) vos collaborateurs directs :

Bernard Krief révèle en séminaire ses secrets de chasseur de têtes.

PROGRAMME

- 9 h 00
- Les six causes qui font qu'on ne trouve pas le bon candidat.
- Les quatre règles à suivre pour la préparation interne du recrutement.
- Stratégie de recherche :
- Comment dénicher et trouver rapidement les "têtes" ?
- Sans publicité ? Avec Publicité ? Comment intéresser quelqu'un au poste que vous devez pourvoir ?
- Comment analyser un CV et une lettre de candidature.
- L'interview par téléphone (enregistrement).
- L'interview de vive voix.
- Lecture d'enregistrements vidéo d'interviews avec commentaires.

Notez les dates de 1984 : • Paris : 17 janvier - 20 mars - 14 juin • Lyon : 17 mai

Inscrivez-vous auprès de **BERNARD KRIEF CONSULTANTS** 115, rue du Bac 75007 Paris. Tél. : 544-38-29, poste 489 (organisme de formation agréé). Prix 5150 F HT par personne soit 6107,90 F TTC.

Nom : _____ Société : _____ Fonction : _____
Adresse : _____
Réserve _____ place(s) pour le séminaire "BERNARD KRIEF REVELE SES SECRETS DE CHASSEUR DE TÊTES".
du _____ à _____ Je suis intéressé, mais à une autre date (je précise) : _____
Cijoint un chèque de 6107,90 F TTC

ÉTRANGER

L'Asie du Sud-Est en crise de développement

II. — L'État et la croissance

De notre envoyé spécial JACQUES DECORNOY

En cours des années 1950-1970 s'est mis en place en Asie du Sud-Est un système politico-économique qui vise à faire entrer les sociétés locales dans la modernité grâce à l'ouverture aux marchés et aux capitaux mondiaux (le Monde du 21 novembre).

1970-1980 : ce fut, pour l'Asie du Sud-Est, une décennie de croissance. Les chiffres sont là pour l'ASEAN et pour Taiwan : courbes (certes variables) de P.N.B., des investissements, des importations, des exportations, de la consommation. Si les courbes sont abstraites, les paysages urbains sont bien concrets : horizons de gigantesques immeubles abritant banques, sièges sociaux et administrations liés à l'expansion économique. Explosion du nombre de deux et quatre roues dans les artères au bruit infernal, profusion des magasins et des hôtels, développement des infrastructures portuaires et aéroportuaires... Images partout retrouvées, même si elles reflètent ou cachent des réalités très contrastées.

Décennie de croissance. Sans aucun doute. Mais peut-on parler de décennie de développement ? Même en mettant de côté l'actuelle récession, ce n'est pas jouer sur les mots si, par développement, on entend : pose de fondations solides d'une économie à coefficient élevé d'indépendance (ou d'autonomie), définition d'équilibre entre villes et campagnes, entre la capitale et les provinces, contenu des importations et des exportations, justice sociale. Développement ? Ces questions s'élevaient en rien un jeu sémantique le 10 septembre pour qui lisait la presse thaïlandaise qui, ce jour-là, se distinguait par un titre fort, le ministre de l'Industrie, connu pour son franc-parler, déclarait être entré de l'existence du salaire journalier minimum, qui est de 64 bahts dans la capitale (moindre en province).

Une distinction nécessaire

Cet esprit du libéralisme, pour qui gager l'équivalent de 2,70 francs l'heure est exagéré, estime que les entreprises, en contrepartie de ce salaire assuré, sont enclines à s'embourser que de la main-d'œuvre masculine, donc adulte et masculine. Ce qui, selon lui, freine l'emploi à 30 ou 40 bahts (1,25 franc l'heure) de beaucoup de femmes et d'enfants.

Que le ministre se rassure ! Le salaire minimum n'est pas toujours respecté. Le même jour d'ailleurs, dans le journal concurrent *The Nation*, une page entière était consacrée aux joies du travail manufacturier de l'enfance. L'auteur de l'article avait même raconté une fillette de neuf ans plus heureuse, dans le

textile, que ces enfants riches baignant d'ennui au milieu de leurs jouets.

Partons donc de croissance. Elle s'est faite à partir de choix arrêtés dans les années 60 et adaptés aux grands courants et aux besoins de l'économie occidentale : production et consommation de biens industriels en augmentation constante, liberté des échanges, circulation sans frein des capitaux, accès illimité aux matières premières, utilisation de la main-d'œuvre selon la loi du marché. Cela signifiait la mise en place de législations partout adaptées à cette politique (elles le furent), par des élites locales acquiescentes à cette idéologie (elles sont au pouvoir partout, avec des variantes nationales).

Encore faut-il distinguer entre pays, entre ceux que l'on qualifie trop souvent sans nuance de « nouvellement industrialisés », et les autres. Les premiers, dans la zone qui nous concerne, sont au nombre de deux : Taiwan et Singapour. Deux petites îles, respectivement peuplées de 18,5 et de 2,5 millions d'habitants.

Deux pays « à part » où les « retombées » de la croissance sont manifestes dans la grande majorité de la population. Deux pays sans « problème paysan » parce que Singapour... est une ville, parce que Taiwan, grâce en partie à sa réforme agraire des années 50, a rapidement créé les conditions d'une autosuffisance alimentaire et, réduisant en vingt ans (1962 à 1982) de 50 à 19 le pourcentage de sa population paysanne par rapport à sa population active, a su dégager une importante main-d'œuvre au profit des services et de l'industrie. L'île est d'autre part rapidement passée du stade des manufactures destinées au marché local au stade des industries d'exportation. En 1982, les exportations représentaient 52,1 % des importations, 46,1 % du P.N.B. Le commerce extérieur est ainsi à Taiwan en gros, l'équivalent du P.N.B. ; à Singapour, sa limite, il lui est presque trois fois supérieur.

Il suffit de quelques chiffres pour comprendre l'état des économies de la région. L'industrie fournit plus de 88 % des exportations de Taiwan, plus de 75 % de celles de Singapour. En revanche, les exportations de l'Indonésie sont pour environ 88 % faites de matières premières (plus de 75 % pour la Malaisie). La part des produits manufacturés dans les exportations va de moins de 4 % pour l'Indonésie à près de 30 % pour la Thaïlande. Le pays le plus peuplé (l'Indonésie) est aussi le plus dépen-

dant, le moins développé. Signe généralisé de fragilité : la forte dépendance envers les matières premières est encore accrue par les variations des cours mondiaux. Et les statistiques d'exportation de produits de l'industrie doivent être analysées avec précaution puisque les produits vendus possèdent souvent un très fort pourcentage de produits importés.

Le rôle des élites

Quel investit en Asie du Sud-Est ? Historiquement, ces sociétés étant dépourvues d'une classe capitaliste puissante, le gros des mises de fonds locales a été le fait des États. L'idéologie n'a joué quasiment aucun rôle dans ce phénomène. S'il en était autrement, l'action étatique hors infrastructure, et donc dans des industries lourdes (raffinage, chantiers navals, sidérurgie, etc.) serait inexplicable dans des pays tels que Taiwan, la Thaïlande, ou encore Singapour. Pour ne prendre que ce dernier exemple, qui est un haut lieu du libéralisme, l'État joue un rôle conjoncturel et structurel essentiel (mais où se situe la frontière entre les deux domaines ?). Conjoncturel ? Un certain tassement économique vient-il à se produire, comme c'est le cas actuellement ? L'État accède à la construction d'immenses habitations populaires (la population, pour près de 70 %, est logée par l'État) et met en œuvre l'installation d'un énorme chantier de lignes de métro. Structurel ? Les pouvoirs publics sont présents dans les secteurs les plus lourds de l'économie et par l'intermédiaire de Temasek Holdings et de la Cheng-Li (ce dernier groupe dépendant de la défense nationale), il multiplie ses tentacules un peu partout, dans l'île et à l'étranger.

A des degrés divers, cette situation se retrouve dans les divers pays de la région. A Kaohsiang, dans le sud de Taiwan, les chantiers navals d'État s'approvisionnent à la toute proche aciérie d'État. En Indonésie, l'ensemble de la politique rizicole (impulsion, distribution d'engrais et de pesticides, stockage, etc.) repose sur la puissance publique. Après les heurts ruraux de 1969, c'est l'État malaisien qui a créé d'innombrables organismes et firmes destinés à assurer l'entrée de la communauté malaise dans l'économie moderne. Dans l'ensemble de la zone, le coût de création des zones franches a naturellement été pris en charge par les finances publiques. Peut-être la Thaïlande est-elle le seul pays où a commencé à émerger, liée d'ailleurs aux milieux financiers internationaux, une bourgeoisie nationale privée. Encore est-elle essentiellement composée de Chinois thaïlandais. Une étude approfondie montrerait d'ailleurs que, dans tous les pays de la zone sans exception, l'essoufflement de la puissance économique privée (hors agriculture) est le fait des communautés chinoises.

Contradictions

Il ne suffit certes pas de constater que l'État intervient ; encore faudrait-il savoir *QUI* est l'État ? Les réponses varient en fonction des histoires (ancienne et contemporaine) des nations et on ne peut mettre « dans le même sac » la royauté thaïlandaise, les militaires indonésiens, la complexe coalition philippine de technocrates et de familles des Marcos. Il reste que, partout, les élites locales pèsent d'un poids certain dans les orientations des sociétés, que ces élites sont globalement acquiescentes aux thèses favorables à l'ouverture des économies, sont presque toujours considérées comme de parfaites élèves de la Banque mondiale. Sauf aux Philippines, où une vigoureuse poussée nationaliste (aux racines anciennes) pourrait refaire surface à l'occasion de l'actuel raz de marée populaire contre le régime Marcos, il n'existe nulle part de force alternative constituée prête à sérieusement mettre en cause la domination des pouvoirs étatiques par des élites favorables à l'ouverture sur l'extérieur des économies et au grand capital étranger.

L'extraversion des économies du Sud-Est place d'ailleurs les responsables dans des contradictions dont il leur sera parfois difficile de sortir, et ici encore se retrouve le rôle de l'État. La très forte dépendance de l'Indonésie à l'égard des revenus pétroliers vient d'amener ce pays à repousser à un avenir indéterminé des centaines de projets industriels. Les dirigeants de Jakarta doivent d'autre part naviguer entre deux écueils : le libéralisme tarifaire (auquel les pousse les bailleurs de fonds internationaux) doit théoriquement rendre à terme (mais à quel prix !) compétitifs les produits locaux, dont la multiplication et la vente extérieure sont les conditions

Regards vers le Japon

Les dirigeants malaisiens ont aussi, l'an dernier, lancé leur « Look East Policy », la politique de regard vers l'est, en clair, vers le Japon. « Il faut créer *Malaysia Incorporated*, comme il existe *Japan Incorporated* », dit M. Musa Hitam, vice-premier ministre. Si cela signifie (on faisait il y a dix ans, dit-on, d'une connaissance minimale de l'histoire japonaise) une imbrication totale de la stratégie étatique et de la stratégie du privé, voilà qui contredit l'idée de la privatisation (et suppose que l'on est maître de l'économie, ce qui n'est pas vrai pour les matières premières ni dans les multiples secteurs où dominent les multinationales).

Si regarder vers le Japon signifie, comme le dit M. Musa Hitam, lui emprunter sa discipline, sa productivité, l'attachement supposé de ses employés et ouvriers pour leur entreprise, voilà qui implique que la réalité japonaise correspond bien au mythe, et que l'expérience est exportable. Un premier pas — le plus aisé — vers cette évolution paraît être franchi par les autorités, qui veulent rapidement casser tout syndicalisme de branche et imposer des syndicats maison. Une évolution semblable était notable à Singapour, il apparaît que la répression est un des moyens utilisés pour répondre aux nouveaux défis que la crise fait naître et qu'affrontent des dirigeants bien décidés à continuer d'œuvrer au sein d'économies « ouvertes ».

Prochain article :

DES INVESTISSEMENTS COUTEUX

Le Monde

Service des Abonnements

75127 PARIS CEDEX 09

C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

1 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

341 F 554 F 767 F 980 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

661 F 1194 F 1727 F 2260 F

ÉTRANGER

(par messageries)

L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

361 F 634 F 887 F 1140 F

IL - SUISSE-TUNISIE

454 F 779 F 1105 F 1430 F

Par voie aérienne

Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changement d'adresse définitif ou provisoire (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

ORDS SUR L'EXPRESSION DE

Un réflexe normal

secrétaire de la C.G.

avant « l'expression »

merci de vous en

loi sur le travail.

été jusqu'à présent

dépense la loi du

l'on fait du jour

que l'on trouve un

laisser libre cours

social.

Il n'est pas

pour chaque

de signifier

puisque il est de

- pour un

d'expression se

à 74 % pour la C.F.

la C.G.F., 55 % pour

50 % pour la C.G.

confirme M. J.

et Grout (C.F.T.)

appréhensions

l'analyse des

miers accords

93 % des accords

composition de

tion, il s'agit de

collaborer de

hier, 34 % des

groupes de

de vingt per-

cinq ne fait

l'encadrement, il est

une fêle d'annuaire

accords. Un

M. Knauf (C.G.C.)

Le droit d'expression

fonction d'encadrement

plupart des cas, les

se font adresser leurs

groupes d'expressi-

entreprise et son

comité d'hygiène, de

conditions de travail

semblait craindre

tion - du droit d'ex-

syndicats qui le

ce droit si les

tuent pas à

répondre de

leurs salariés.

d'expression dit en

réponse.

(1) A l'ouverture

une sous-comité d'exp-

des affaires sociales

national de la recherche

de Nancy ont manifesté

s'opposant à un

projet de

de nouveaux

de Vauvres (Le Monde

du 14. Bergeyrou a

discuté les

restants en indiquant

taison traduire une

l'avenir. Je l'accepte

est faite de

contradict-

2 409 ACCORDS SUR L'EXPRESSION DES SALARIÉS

« Un réflexe normal »

En donnant le 21 novembre le coup d'envoi aux Rencontres nationales sur les conditions de travail (1), M. Pierre Bérégovoy a souligné qu'il fallait « faire de la concertation un réflexe normal dans les relations sociales et les évolutions techniques ». L'utilisation du droit d'expression des salariés serait devenue un « réflexe normal » ? Selon un bilan du ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale, 2 409 accords concernant 2 millions de salariés (soit 20 % des entreprises de plus de 200 salariés assujetties à la négociation et 25 % de l'effectif concerné) ont été signés entre février et octobre 1983. Une analyse plus fine à partir des mille premiers accords montre que les entreprises de moins de 200 salariés — dans lesquelles au terme de la loi du 4 août 1982, l'employeur devait seulement consulter les représentants du personnel sur la mise en œuvre de ce droit — occupent une place importante. 85 % des salariés de la production, de la réparation et du commerce automobiles bénéficient du droit d'expression.

Très controversée au plan national, l'expression des salariés ferait-elle l'objet d'un consensus sur le terrain, dans les entreprises ? M. Bérégovoy a affirmé que ce droit doit « permettre à chaque salarié, à chaque travailleur, d'être un acteur à part entière dans son entreprise, et ainsi le rendre capable de faire face aux mutations et aux défis de notre temps, au lieu de les subir ». Dans une étude qualitative, à partir d'entretiens avec les directeurs et les délégués syndicaux de quinze entreprises, M. Paoli, de l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (ANACT), a noté que « la prise en compte des réalités concrètes de l'entreprise prévaut sur les positions idéologiques a priori ».

M. Chotard est content

Lors du débat entre les partenaires sociaux, auquel participait M. Bérégovoy, M. Yves Chotard s'est félicité d'un tel pragmatisme : « La vie s'empare sur la doctrine », a commenté le vice-président du C.N.P.F., cette satisfaction provoquant l'inquiétude de M. Paulette Hofman, secrétaire confédérale de F.O., qui a semblé redouter que le patronat ne réussisse « à détourner le droit d'expression son profit. Tandis que M. Viaudet,

secrétaire de la C.G.T., mettait en avant « l'interprétation déformée restrictive du patronat de la loi sur le terrain », M. Chotard a été jusqu'à souhaiter « que l'on dépasse la loi du 4 août 1982, que l'on évite des formules unique et que l'on trouve une méthode pour laisser libre cours à l'imagination sociale ».

Il n'en demeure pas moins que, pour chaque organisation, les taux de signatures ont été élevés puisqu'ils ont été de 66 % pour F.O., 74 % pour la C.F.D.T., 75 % pour la C.G.T., 85 % pour la C.F.T.C. et 90 % pour la C.G.C. Un tel bilan confirme MM. Jacquier (C.F.D.T.) et Guast (C.F.T.C.) dans leurs appréciations positives de ce droit. L'analyse statistique des mille premiers accords montre que, dans 93 % des accords qui prévoient la composition des groupes d'expression, il s'agit de « réunions d'unités cohérentes de travail » comme l'atelier, 34 % des accords prévoient des groupes de quinze personnes, 42 % de vingt personnes. Si un accord sur cinq ne fait pas mention du rôle de l'encadrement, il est prévu qu'il joue un rôle d'animation dans 63 % des accords. Un résultat qui a conduit M. Knauf (C.G.C.) à affirmer que « le droit d'expression renforce la fonction d'encadrement ». Dans la plupart des cas, les employeurs doivent adresser leurs réponses aux groupes d'expression ou omittent d'entreprise et souvent aussi au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail. M. Chotard a semblé craindre tant la « récupération » du droit d'expression par les syndicats que le « tarissement » de ce droit si les employeurs ne s'efforcent pas à répondre aux demandes de leurs salariés. Qui dit droit d'expression dit en effet droit de réponse.

(1) A l'ouverture des Rencontres, une solennité d'employés du ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale de la recherche et de la sécurité de Nancy ont manifesté, les premiers s'opposant à un projet de démantèlement dans de nouveaux locaux à la porte de Nancy (le Monde du 19 novembre). M. Bérégovoy a discuté avec les manifestants en indiquant : « Cette manifestation traduit une inquiétude devant l'avenir. Je l'accepte, car la vie sociale est faite de contradictions d'intérêts... »

(Suite de la première page.)

D'une part, on constate que, à la fin août, 60 % des indemnités de moins de cinquante ans et 32 % de plus de cinquante ans, qui ont perçu une première allocation selon les normes du décret, ne pouvaient justifier de douze mois de cotisation à l'UNEDIC. Ce qui tendrait à prouver que ces chômeurs n'avaient occupé que temporairement un emploi, au cours de la période précédente, et qu'il existe une rotation extrêmement rapide de ces mêmes personnes, dans une proportion de plus en plus grande, qui altère les fréquences de travail précaire avec des passages au chômage.

Cette rotation est d'autant plus importante à souligner que, dans les négociations actuellement en cours pour la définition d'un nouveau système d'assurance-chômage, disjoint d'un système d'assistance qui reste à inventer, le C.N.P.F.

LA CONVENTION ENTRE LES MÉDECINS ET LA SÉCURITÉ SOCIALE SERA-T-ELLE ANNULÉE ?

La convention de 1980 qui régit les relations entre les médecins libéraux et la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (C.N.A.M.T.S.) va-t-elle être annulée ? Devant le Conseil d'Etat, examinant un recours déposé en juillet 1980 par la Confédération des syndicats médicaux français (C.S.M.F.), le commissaire du gouvernement a conclu à l'annulation.

La C.S.M.F. faisait valoir d'une part que cette convention avait été signée par une organisation qu'elle considérait comme non représentative, la Fédération des médecins de France, d'autre part que les cotisations d'assurance-maladie des médecins conventionnés à « honoraires libres » étaient la charge des intéressés, alors que la loi du 31 décembre 1970 prévoit que la « couverture sociale » des praticiens conventionnés est assurée partie par une cotisation des intéressés partie par une contribution des salaires d'assurance-maladie. C'est ce dernier argument qui a été retenu par le commissaire du gouvernement.

● Manifestation à Lille. — Une centaine de salariés de l'usine Massey-Ferguson de Marquette-Lille (2 050 salariés) ont dressé, le 21 novembre au matin, dans les rues de Lille, plusieurs barrages de pneus enflammés.

Le bilan de l'UNEDIC

proposé de ne retenir que les chômeurs ayant cotisé pendant douze mois au cours des derniers dix-huit mois.

Les préretraités « privilégiés »

L'autre élément concerne la répartition de l'effort d'économies découlant de l'application du décret. Or, de ce point de vue, les chômeurs sont davantage mis à contribution (à hauteur de 80 %) que les préretraités. Il apparaît donc clairement que, par ces mesures, M. Bérégovoy a souhaité privilégier les préretraités (contrats F.N.E., allocations conventionnelles, de solidarité, etc.), au nom du traitement social du chômage, alors qu'il réduisait la couverture sociale des chômeurs plus jeunes.

Ceux-ci, d'ailleurs, au nombre de 210 000 en fin d'année, auront fait les frais de 4,349 milliards de francs d'économies (7,06 milliards en année pleine) pour les seules réductions de durée d'indemnisation et allocation de base ou en allocation de fin de droits.

La limitation de la durée d'indemnisation au titre de l'allocation spéciale, à la suite d'un licenciement économique, ramenée à six mois, aura permis d'économiser 170 millions de francs (213 millions en année pleine). Mais elle aura eu aussi pour conséquence, parfaitement logique, d'augmenter les dépenses en allocations de base, dont elle a fait progresser le taux moyen d'indemnisation, tout comme la limitation de la durée de versement de l'allocation de base elle-même a eu un effet identique sur l'allocation de fin de droits, qui lui succède dans le temps.

Les autres « victimes » du décret sont les demandeurs d'un premier emploi — les jeunes et les femmes — qui sont indemnisés par l'allocation forfaitaire, désormais versée pendant trois cent soixante-cinq jours. Vingt mille d'entre eux ont été rayés des listes, l'économie totale réalisée est de 1,3 milliard de francs en 1983 et de 1,466 milliard en année pleine.

Viennent ensuite des économies plus modestes, quoique importantes. Ainsi, l'institution de délais de carence avant de pouvoir toucher une allocation n'a pas eu les résultats escomptés. Le délai de carence de trois mois en cas de dé-

part volontaire n'a réduit les dépenses que de 54 millions de francs et permis d'en économiser autant en année pleine. Le délai de carence qui tient compte du montant des indemnités de licenciement versées au-dessus du plafond légal n'a dégagé que 464 millions de francs (571 en année pleine) et affecté près de personnes qui, auront perdu, selon les cas, de cinq à trente et un jours d'indemnisation. Le délai de carence correspondant aux journées de cotés payés indemnisés par l'employeur aura rapporté 820 millions de francs (980 en année pleine) pour des périodes allant en moyenne de quatre jours à dix jours.

Les mesures plus techniques, liées aux taux d'indemnisation, ont connu des fortunes diverses, si l'on peut dire. Le salaire de référence sur la base duquel est calculé le montant de l'allocation est passé des trois derniers mois aux deux derniers mois pour la garantie de ressources et pour l'allocation conventionnelle, aux six derniers mois pour l'allocation de base et l'allocation spéciale. L'économie s'élève en 1983 à 238 millions et serait de 402 millions en année pleine. Le plafonnement du montant de l'allocation spéciale ou de base à 80 % du salaire antérieur, contre 90 % précédemment, a évité une dépense de 757 millions de francs en 1983 et économisera 789 millions en année pleine. De même, que la revalorisation de l'indemnité ait été de 1,6 % en novembre 1982, au lieu des 4,6 % prévus, a produit 835 millions d'économies en 1983 (420 en 1984).

Restent les mesures qui ont touché les plus âgés et les préretraités. Dans le premier cas, pour les chômeurs de plus de cinquante-sept ans et demi placés en garantie de ressources, les nouveaux taux d'indemnisation ont permis 67 millions d'économies (170 en année pleine).

Dans le deuxième cas, où l'on retrouve plusieurs catégories de préretraités, les positions réalisées sur vingt-neuf mille cinq cents d'entre eux âgés de plus de cinquante ans, ont permis d'économiser 1,018 milliard de francs (1,267 en année pleine). Cependant, pour corriger les effets de seuils d'âge pour certains chômeurs de plus de cinquante-sept ans et demi n'ayant pas atteint les cent cinquante tri-

estres d'affiliation, il a fallu dépenser 12 millions de francs (12 millions également l'année prochaine). De même 65 millions en 1983 (250 en année pleine) seront consacrés aux cinq mille allocataires (dix-neuf mille à l'avenir) de plus de cinquante-cinq ans qui perçoivent une allocation de fin de droit doublée depuis fin août 1983.

Tel est donc le bilan du décret, quelques mois après sa mise en place. Mais, aussi importantes qu'elles aient été, les économies réalisées n'ont pas été suffisantes pour rétablir les finances de l'UNEDIC, en déficit cumulé de 10 milliards de francs à fin 1983. Ces mesures d'urgence ont d'ailleurs été suivies, à compter du 1^{er} juillet 1983, d'une augmentation de un point du taux des cotisations UNEDIC qui avait pour seul but de rééquilibrer les comptes de l'exercice 1983.

Si l'on tient compte de tous ces éléments, on devine que les futurs systèmes d'assurance et d'assistance chômage seront encore moins généreux. C'est d'ailleurs ce que prône le C.N.P.F. dans les négociations en cours et ce qui provoque les réactions des organisations syndicales.

ALAIN LEBEAUBE.

● Dockers : journée nationale d'action le 23 novembre. — La Fédération nationale des ports et docks C.G.T. organise, pour le 23 novembre, une journée nationale d'action. La C.G.T. demande « l'ouverture de véritables négociations salariales ». Elle se traduira par un arrêt de travail de vingt-quatre heures dans tous les ports.

MONNAIES

LE DOLLAR RESTE FERME

Le dollar, qui avait fortement monté ces derniers jours, est resté ferme sur les places européennes, mardi 22 novembre. Son cours (francs) très légèrement à Paris (8,22 F contre 8,24 F) et variant peu à Francfort, à 2,70 DM environ. Une certaine nervosité était cependant perceptible sur les marchés qui s'interrogeaient toujours sur l'évolution des taux d'intérêt entre-Atlantique. A ce propos, le président de la Réserve fédérale, M. Paul Volcker, a indiqué que le prime rate (taux de base) des banques américaines devrait être en dessous de 10 %, compte tenu du rythme actuel de l'inflation.

L'ACIER DE DEMAIN, C'EST DE L'INFORMATIQUE

USINOR

Dans 10, 20, 50 ans, nous aurons toujours besoin d'acier, et d'acier de qualité. Les difficultés actuelles ne doivent pas nous empêcher de préparer l'avenir. USINOR s'y emploie.

Quelques kilos d'additifs de plus ou de moins peuvent modifier complètement les qualités finales d'une coulée de gazoducs qui saura subir les -80° de l'hiver canadien, ou celui des plates-formes off-shore qui résistera à la corrosion du Golfe du Mexique.

Aujourd'hui, dans nos aciéries, le dosage se fait avec précision à la simple lecture d'un écran de contrôle informatique. Automatismes, robotique, instrumentation... USINOR cherche aujourd'hui les informaticiens mais aussi les spécialistes de la recherche ou du marketing qui vont l'aider à préparer l'acier de demain, face à un marché en perpétuelle évolution.

Si vous sortez d'une grande école ou de l'université, venez discuter avec nous de votre carrière à USINOR. Il y a là, pour vous, une opportunité à saisir. Un pari à gagner.

Une nouvelle sidérurgie est en train de naître

SOCIAL

LES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS A POISSY

Les syndicats sont opposés au nouveau plan social de la direction de Talbot

A peine plus d'un mois après s'être vu refuser par les pouvoirs publics les 2 905 licenciements demandés chez Talbot, la direction d'Automobiles Peugeot a présenté le 21 novembre au comité central d'entreprise de Talbot-Poissy de nouvelles mesures d'accompagnement. Elle répondait ainsi au gouvernement, qui avait justifié son refus par le fait que le plan social alors avancé ne comportait « ni dispositions de reclassement ni propositions satisfaisantes dans le domaine de la formation ou de la durée du travail ». En outre, les pouvoirs publics entendaient obtenir « des engagements précis sur le devenir industriel du site de Poissy dans le cadre des perspectives à moyen terme du groupe, ainsi qu'un véritable traitement social des mutations en cours ».

Sur le plan social, l'essentiel du nouveau plan consiste en un « bureau d'aide à l'orientation et au reclassement » dans la ville de Poissy. Ce bureau est chargé de recenser les emplois existants dans les Yvelines et la région parisienne en général. Pour ce faire, seize mille lettres ont été envoyées aux chambres de commerce et aux chefs d'entreprise. Le bureau devra, en outre, en liaison avec l'Agence nationale pour l'emploi et l'Agence nationale pour la formation professionnelle des adultes, mettre au point des plans de formation afin de guider les personnes licenciées - pour 80 % des travailleurs immigrés - vers des formations débouchant sur un emploi.

En plus des garanties sociales, la direction a annoncé quel avenir elle envisageait pour Poissy. Pour preuve de sa volonté de maintenir une activité sur le site, Automobiles Peugeot a rappelé le transfert depuis le mois de mars de la production de la 104 Z à Poissy (175 véhicules par jour), ainsi que la construction depuis la mi-novembre de la 205 à raison de 300 véhicules par jour au prix d'un investissement de 49 millions de francs.

A l'avenir, le groupe prévoit d'investir 1,202 milliard pour moderniser le site de Poissy - introduction d'automates programmables, installation de pistes d'essai, rénovation des bâtiments, stockage automatisé - pour en faire une unité aussi compétitive que celles de Mulhouse et Sochaux et y construire un nouveau véhicule de moyenne gamme. A terme, l'usine pourrait alors fonctionner avec 12 000 personnes, contre 15 935 actuellement.

La direction départementale du travail pourrait donner rapidement son avis sur ces nouvelles propositions, mais, d'ores et déjà, les syndicats ont réitéré leur hostilité. Pour la C.S.I., « les licenciements restent inacceptables, car le sur-effectif doit être résorbé de façon plus humaine et plus sociale, en particulier par la recherche d'un meilleur équilibre des charges de travail à l'intérieur du groupe P.S.A. ».

La C.G.T., qui souligne que la direction a refusé de répondre aux questions portant sur l'avenir de la marque Talbot, ajoute : « Talbot a toute sa place de producteur français. C'est la raison de notre opposition résolue à toute dégradation du potentiel humain et industriel de cette société du groupe P.S.A. ». La C.G.T. appelle donc à deux heures de grève par équipe le jeudi 24 novembre.

La C.F.D.T. enfin juge « la partie sociale du dossier incertaine » et destinée « à abuser les pouvoirs publics », et « réaffirme son opposition résolue à ce projet de suppressions d'emplois à Poissy ».

Conjoncture

● Les prix de détail ont augmenté de 0,6 % en octobre selon l'indice de la C.G.T. Depuis le début de l'année - c'est-à-dire en dix mois - la hausse est de 10,9 %. En un an (octobre 1983 comparé à octobre 1982), l'augmentation est de 12,8 %.

FINANCES

Le F.M.I. met en garde l'Italie contre l'insuffisance de ses ressources budgétaires

Les services du Fonds monétaire international s'inquiètent des perspectives économiques italiennes pour 1984. Selon le rapport de la délégation qui s'est rendue à Rome récemment, des mesures s'imposent, dès le début de l'année prochaine, pour pallier l'insuffisance des ressources budgétaires. Il est notamment reproché aux autorités italiennes de ne pas avoir remis en ordre les déséquilibres structurels dont souffre l'économie du pays.

Dans son projet de budget pour 1984, le gouvernement italien s'engageait à maintenir la dette publique au même niveau qu'en 1983, c'est-à-dire aux environs de 15 % du PIB. Or cette dette ne cesse de se gonfler et atteindrait le taux de 20 % du PIB au début de 1984. De même, les experts du F.M.I. ne croient pas que l'Italie soit en mesure de ramener le taux d'inflation à 10 % (17 % actuellement), à moins que de nouveaux correctifs soient apportés dans les prochains mois.

D'une façon générale, le rapport met en relief « le large écart qui existe entre les objectifs annoncés et les tendances réelles de l'économie ». La réduction du budget social et les économies prévues sur le service de la dette publique, grâce à la baisse des taux d'intérêt, ne sont pas de nature à convaincre le F.M.I. Celui-ci invite le gouvernement italien à réduire les dépenses de dépenses fiscales et à ouvrir sans délai les négociations avec les syndicats afin de modérer les hausses salariales en 1984. (Afp).

ÉNERGIE

OUVERTURE A LONDRES D'UN MARCHÉ A TERME DE PÉTROLE BRUT

Londres. - Le marché à terme du pétrole brut, inauguré le 21 novembre à Londres, a connu un excellent départ avec le traitement de 224 lots de 1 000 barils.

Le marché de Londres devient ainsi le premier marché européen à terme de pétrole brut (il existe déjà un marché à terme des produits pétroliers). Les cotations y sont exprimées en dollars. Les transactions portent sur le brut de qualité Brent, pétrole le plus exporté de la mer du Nord. Mais d'autres qualités proches (les bruts africains) peuvent être livrées en exécution des contrats par accord entre les deux parties et en fonction d'un « différentiel » de prix fixé à l'avance.

Les premières cotations ont non seulement reflété la faiblesse du marché au comptant, mais anticipé un nouvel affaiblissement. Pour livraison en février, le Brent s'est traité à 28,34 dollars le baril, pour un prix au comptant de 28,55 dollars et un cours officiel de 29 dollars. Pour livraison en mai, le cours est même tombé à 28,06 dollars avant de clore à 28,06 dollars par baril. (A.F.P.)

● La succession de M. Valbon. - Le conseil d'administration des Charbonnages a, comme prévu, décidé le 21 novembre de proposer aux pouvoirs publics la nomination de M. Philippe Huet à la présidence des Charbonnages (le Monde du 18 novembre). Le remplacement de M. Valbon sera définitivement entériné le 23 novembre par le conseil des ministres.

INTERNATIONAL GEMMOLOGICAL INSTITUTE
Certificats acceptés et reconnus dans le monde entier

ANTWERP NEW-YORK

COURS INTERNET D'UNE SEMAINE DE DIAMANTS ET PIERRES DE COULEUR

Pour toutes informations :
Schepens 177 - 2018 Antwerp
Tél. : 03/252.07.58 - Belgique

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



L'assemblée générale extraordinaire d'Immobanque, réunie le 14 novembre 1983, a autorisé le conseil d'administration de la société à émettre sur simple décision de sa part des obligations avec bons de souscription d'actions à concurrence d'un montant global de 200 millions de francs.

Le conseil d'administration de la société qui s'est tenu à l'issue de cette assemblée avant l'autorisation et des pouvoirs ainsi conférés a décidé d'émettre un emprunt obligataire avec bons de souscription d'actions d'un montant nominal de 100 millions de francs représentés par 100 000 obligations de 1 000 F nominal.

Cette opération qui s'inscrit dans la continuité de sa politique financière permettra à ImmoBanque d'accroître ses capitaux permanents et de faire face au développement de son activité qui se maintient à un niveau élevé.

La souscription ouverte le lundi 21 novembre 1983 sera close sans préavis. Les actionnaires de la société ont la faculté de souscrire par priorité ces obligations pendant les deux premières semaines de l'émission à raison d'une obligation pour 12 actions possédées.

A chaque obligation est attaché un bon de souscription d'actions ImmoBanque. Chaque bon permet de souscrire une action ImmoBanque au prix de 460 F, à tout moment, à partir du 1er avril 1984 jusqu'au 30 septembre 1984.

Une note d'information ayant obtenu le visa n° 83-305 en date du 8 novembre 1983 de la Commission des opérations de bourse est mise à la disposition du public. La notice relative à cette opération est publiée au BALO du 21 novembre 1983.

BTP

BANQUE CORPORATIVE DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS

Le conseil d'administration de la Banque du bâtiment et des travaux publics s'est réuni le 18 novembre 1983, sous la présidence d'Alain Trepozz.

Le président a tout d'abord informé le conseil d'administration de la nomination au titre de directeur général adjoint, de Pierre Domin, directeur du département financier.

A cette occasion, il a rappelé la composition de l'équipe de direction : directeur général, Philippe Coussin ; directeur général adjoint, Pierre Domin ; directeur des engagements immobiliers, Michel Juillard ; directeur des relations avec le client, Jean-Claude Layan ; directeur de l'exploitation et du développement, Laurent Partier ; directeur des engagements et de l'inspection, Yvan Sebe.

Le conseil d'administration a examiné les comptes arrêtés au 30 septembre 1983. Ceux-ci confirment la tendance satisfaisante constatée au 30 juin 1983. Le bénéfice (avant impôt et provisions) s'élève à 37,886 millions de francs, alors que l'objectif budgétaire était de 31,074 millions de francs. Le bénéfice correspondant pour la période correspondante de 1982 était de 30,625 millions de francs.

Alain Trepozz a précisé au conseil que ces bons résultats étaient dus au développement général de l'activité (crédits, dépôts, activité financière) ; les entreprises clientes bénéficient, pour leur part, d'un abaissement du coût des concours par le recours croissant au prêt-à-termi B.T.P.

Le conseil d'administration a approuvé le projet qui lui a été soumis de création, à l'initiative de la B.T.P., d'une société financière, destinée à assurer des portages temporaires au profit d'entreprises moyennes du B.T.P.

Ce projet, qui répond à une attente de la profession et des pouvoirs publics, doit être mené à bien avec leur soutien et en y associant les établissements spécialisés intervenant déjà dans les participations en fonds propres.

LE SITHA L'AFRIQUE

Griffe

Du 29 mars au 1er avril 1984.

L'Afrique coup de cœur.

Acheteurs de tous les pays, préparez-vous, vous allez recevoir au SITHA 84 un coup de foudre. L'Afrique textile a décidé de vous séduire et avec l'aide du bureau de style parisien Carlin International, tout a été fait pour vous fasciner : recolonisation des tissus, choix des matières, mise au point de nouvelles formes et lignes de produits. Venez vous informer, échanger et sous-traiter avec l'Afrique afin de préparer le textile de l'avenir. Venez donc ensevelir vos craquons, venez nourrir votre inspiration.

Point chaud du textile, le SITHA 84 présente toutes les nouvelles tendances qui influenceront les marchés internationaux :

- Tissus industriels et artisanaux (lécus et imprimés) - Tissus d'ameublement, linge de maison - Collections de prêt-à-porter, femme, homme, enfant - Lignes de beachwear - Bonneterie et maille - Accessoires de mode.

Venez travailler au SITHA 84 pendant les 4 journées réservées aux "pro" de la mode et de la maison. Un bureau commercial est là pour vous. Le SITHA 84 se déroulera au Palais des Congrès de l'Hôtel Ivry à Abidjan (Côte d'Ivoire) du 29 mars au 1er avril 1984. Les formules de voyage ont été étudiées spécialement pour vous. Demandez-les et renvoyez-nous le coupon réponse.

Bon à retourner à : SITHA, 21, av. de Saint 75007 Paris France

Nom _____
Société _____
Adresse _____
Pays _____
Activité _____

Je désire recevoir une documentation sur le SITHA 84 et les produits textiles de l'Afrique.

Salon International du Textile et de l'Habillement d'Afrique

MARCHÉS

PARIS
22 novembre
Forte baisse

Les valeurs ont baissé de 8,22 F, il y a eu une forte baisse sur le billet vert. Les valeurs américaines ont baissé de 1,50 F, les valeurs européennes de 1,50 F. Les valeurs asiatiques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs africaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs océaniques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs méditerranéennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs balcaniques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs caucasiennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs turques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs arabes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs indiennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs chinoises ont baissé de 1,50 F. Les valeurs japonaises ont baissé de 1,50 F. Les valeurs australiennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs néo-zélandaises ont baissé de 1,50 F. Les valeurs sud-africaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs sud-américaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs nord-américaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs européennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs asiatiques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs africaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs océaniques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs méditerranéennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs balcaniques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs caucasiennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs turques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs arabes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs indiennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs chinoises ont baissé de 1,50 F. Les valeurs japonaises ont baissé de 1,50 F. Les valeurs australiennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs néo-zélandaises ont baissé de 1,50 F. Les valeurs sud-africaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs sud-américaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs nord-américaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs européennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs asiatiques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs africaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs océaniques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs méditerranéennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs balcaniques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs caucasiennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs turques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs arabes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs indiennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs chinoises ont baissé de 1,50 F. Les valeurs japonaises ont baissé de 1,50 F. Les valeurs australiennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs néo-zélandaises ont baissé de 1,50 F. Les valeurs sud-africaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs sud-américaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs nord-américaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs européennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs asiatiques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs africaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs océaniques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs méditerranéennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs balcaniques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs caucasiennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs turques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs arabes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs indiennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs chinoises ont baissé de 1,50 F. Les valeurs japonaises ont baissé de 1,50 F. Les valeurs australiennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs néo-zélandaises ont baissé de 1,50 F. Les valeurs sud-africaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs sud-américaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs nord-américaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs européennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs asiatiques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs africaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs océaniques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs méditerranéennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs balcaniques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs caucasiennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs turques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs arabes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs indiennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs chinoises ont baissé de 1,50 F. Les valeurs japonaises ont baissé de 1,50 F. Les valeurs australiennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs néo-zélandaises ont baissé de 1,50 F. Les valeurs sud-africaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs sud-américaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs nord-américaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs européennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs asiatiques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs africaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs océaniques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs méditerranéennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs balcaniques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs caucasiennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs turques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs arabes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs indiennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs chinoises ont baissé de 1,50 F. Les valeurs japonaises ont baissé de 1,50 F. Les valeurs australiennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs néo-zélandaises ont baissé de 1,50 F. Les valeurs sud-africaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs sud-américaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs nord-américaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs européennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs asiatiques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs africaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs océaniques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs méditerranéennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs balcaniques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs caucasiennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs turques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs arabes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs indiennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs chinoises ont baissé de 1,50 F. Les valeurs japonaises ont baissé de 1,50 F. Les valeurs australiennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs néo-zélandaises ont baissé de 1,50 F. Les valeurs sud-africaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs sud-américaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs nord-américaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs européennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs asiatiques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs africaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs océaniques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs méditerranéennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs balcaniques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs caucasiennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs turques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs arabes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs indiennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs chinoises ont baissé de 1,50 F. Les valeurs japonaises ont baissé de 1,50 F. Les valeurs australiennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs néo-zélandaises ont baissé de 1,50 F. Les valeurs sud-africaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs sud-américaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs nord-américaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs européennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs asiatiques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs africaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs océaniques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs méditerranéennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs balcaniques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs caucasiennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs turques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs arabes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs indiennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs chinoises ont baissé de 1,50 F. Les valeurs japonaises ont baissé de 1,50 F. Les valeurs australiennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs néo-zélandaises ont baissé de 1,50 F. Les valeurs sud-africaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs sud-américaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs nord-américaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs européennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs asiatiques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs africaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs océaniques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs méditerranéennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs balcaniques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs caucasiennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs turques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs arabes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs indiennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs chinoises ont baissé de 1,50 F. Les valeurs japonaises ont baissé de 1,50 F. Les valeurs australiennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs néo-zélandaises ont baissé de 1,50 F. Les valeurs sud-africaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs sud-américaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs nord-américaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs européennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs asiatiques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs africaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs océaniques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs méditerranéennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs balcaniques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs caucasiennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs turques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs arabes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs indiennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs chinoises ont baissé de 1,50 F. Les valeurs japonaises ont baissé de 1,50 F. Les valeurs australiennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs néo-zélandaises ont baissé de 1,50 F. Les valeurs sud-africaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs sud-américaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs nord-américaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs européennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs asiatiques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs africaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs océaniques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs méditerranéennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs balcaniques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs caucasiennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs turques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs arabes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs indiennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs chinoises ont baissé de 1,50 F. Les valeurs japonaises ont baissé de 1,50 F. Les valeurs australiennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs néo-zélandaises ont baissé de 1,50 F. Les valeurs sud-africaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs sud-américaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs nord-américaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs européennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs asiatiques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs africaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs océaniques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs méditerranéennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs balcaniques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs caucasiennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs turques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs arabes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs indiennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs chinoises ont baissé de 1,50 F. Les valeurs japonaises ont baissé de 1,50 F. Les valeurs australiennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs néo-zélandaises ont baissé de 1,50 F. Les valeurs sud-africaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs sud-américaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs nord-américaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs européennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs asiatiques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs africaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs océaniques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs méditerranéennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs balcaniques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs caucasiennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs turques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs arabes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs indiennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs chinoises ont baissé de 1,50 F. Les valeurs japonaises ont baissé de 1,50 F. Les valeurs australiennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs néo-zélandaises ont baissé de 1,50 F. Les valeurs sud-africaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs sud-américaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs nord-américaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs européennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs asiatiques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs africaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs océaniques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs méditerranéennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs balcaniques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs caucasiennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs turques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs arabes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs indiennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs chinoises ont baissé de 1,50 F. Les valeurs japonaises ont baissé de 1,50 F. Les valeurs australiennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs néo-zélandaises ont baissé de 1,50 F. Les valeurs sud-africaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs sud-américaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs nord-américaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs européennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs asiatiques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs africaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs océaniques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs méditerranéennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs balcaniques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs caucasiennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs turques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs arabes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs indiennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs chinoises ont baissé de 1,50 F. Les valeurs japonaises ont baissé de 1,50 F. Les valeurs australiennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs néo-zélandaises ont baissé de 1,50 F. Les valeurs sud-africaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs sud-américaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs nord-américaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs européennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs asiatiques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs africaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs océaniques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs méditerranéennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs balcaniques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs caucasiennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs turques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs arabes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs indiennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs chinoises ont baissé de 1,50 F. Les valeurs japonaises ont baissé de 1,50 F. Les valeurs australiennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs néo-zélandaises ont baissé de 1,50 F. Les valeurs sud-africaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs sud-américaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs nord-américaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs européennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs asiatiques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs africaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs océaniques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs méditerranéennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs balcaniques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs caucasiennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs turques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs arabes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs indiennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs chinoises ont baissé de 1,50 F. Les valeurs japonaises ont baissé de 1,50 F. Les valeurs australiennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs néo-zélandaises ont baissé de 1,50 F. Les valeurs sud-africaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs sud-américaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs nord-américaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs européennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs asiatiques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs africaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs océaniques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs méditerranéennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs balcaniques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs caucasiennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs turques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs arabes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs indiennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs chinoises ont baissé de 1,50 F. Les valeurs japonaises ont baissé de 1,50 F. Les valeurs australiennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs néo-zélandaises ont baissé de 1,50 F. Les valeurs sud-africaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs sud-américaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs nord-américaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs européennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs asiatiques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs africaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs océaniques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs méditerranéennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs balcaniques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs caucasiennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs turques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs arabes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs indiennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs chinoises ont baissé de 1,50 F. Les valeurs japonaises ont baissé de 1,50 F. Les valeurs australiennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs néo-zélandaises ont baissé de 1,50 F. Les valeurs sud-africaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs sud-américaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs nord-américaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs européennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs asiatiques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs africaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs océaniques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs méditerranéennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs balcaniques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs caucasiennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs turques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs arabes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs indiennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs chinoises ont baissé de 1,50 F. Les valeurs japonaises ont baissé de 1,50 F. Les valeurs australiennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs néo-zélandaises ont baissé de 1,50 F. Les valeurs sud-africaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs sud-américaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs nord-américaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs européennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs asiatiques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs africaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs océaniques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs méditerranéennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs balcaniques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs caucasiennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs turques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs arabes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs indiennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs chinoises ont baissé de 1,50 F. Les valeurs japonaises ont baissé de 1,50 F. Les valeurs australiennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs néo-zélandaises ont baissé de 1,50 F. Les valeurs sud-africaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs sud-américaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs nord-américaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs européennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs asiatiques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs africaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs océaniques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs méditerranéennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs balcaniques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs caucasiennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs turques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs arabes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs indiennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs chinoises ont baissé de 1,50 F. Les valeurs japonaises ont baissé de 1,50 F. Les valeurs australiennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs néo-zélandaises ont baissé de 1,50 F. Les valeurs sud-africaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs sud-américaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs nord-américaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs européennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs asiatiques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs africaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs océaniques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs méditerranéennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs balcaniques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs caucasiennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs turques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs arabes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs indiennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs chinoises ont baissé de 1,50 F. Les valeurs japonaises ont baissé de 1,50 F. Les valeurs australiennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs néo-zélandaises ont baissé de 1,50 F. Les valeurs sud-africaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs sud-américaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs nord-américaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs européennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs asiatiques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs africaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs océaniques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs méditerranéennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs balcaniques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs caucasiennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs turques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs arabes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs indiennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs chinoises ont baissé de 1,50 F. Les valeurs japonaises ont baissé de 1,50 F. Les valeurs australiennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs néo-zélandaises ont baissé de 1,50 F. Les valeurs sud-africaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs sud-américaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs nord-américaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs européennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs asiatiques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs africaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs océaniques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs méditerranéennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs balcaniques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs caucasiennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs turques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs arabes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs indiennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs chinoises ont baissé de 1,50 F. Les valeurs japonaises ont baissé de 1,50 F. Les valeurs australiennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs néo-zélandaises ont baissé de 1,50 F. Les valeurs sud-africaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs sud-américaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs nord-américaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs européennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs asiatiques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs africaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs océaniques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs méditerranéennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs balcaniques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs caucasiennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs turques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs arabes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs indiennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs chinoises ont baissé de 1,50 F. Les valeurs japonaises ont baissé de 1,50 F. Les valeurs australiennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs néo-zélandaises ont baissé de 1,50 F. Les valeurs sud-africaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs sud-américaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs nord-américaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs européennes ont baissé de 1,50 F. Les valeurs asiatiques ont baissé de 1,50 F. Les valeurs africaines ont baissé de 1,50 F. Les valeurs océaniques ont baissé de 1,50 F. Les

